



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

**FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES**



**FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES**

Maxime Ouellet

AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

Ph.D. (science politique)

GRADE / DEGREE

École d'étude politique

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

**Le capitalisme cybernétique dans la « société globale de l'information » : une approche culturelle de
l'économie politique internationale**

TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

J. Best

DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS (EXAMINATRICES) DE LA THÈSE / THESIS EXAMINERS

E. George

S. Knafo

M. Paterson

C. Turenne-Sjolander

Gary W. Slater

Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

LE CAPITALISME CYBERNÉTIQUE DANS LA « SOCIÉTÉ GLOBALE
DE L'INFORMATION » : UNE APPROCHE CULTURELLE DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE

Maxime Ouellet

Thèse soumise
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences
du programme de doctorat en études politiques

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa



Library and Archives
Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence
ISBN: 978-0-494-59505-3
Our file Notre référence
ISBN: 978-0-494-59505-3

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

Résumé

Cette thèse analyse le rôle de la communication dans les transformations de l'économie mondiale. Elle questionne la « nouveauté » du capitalisme avancé, rebaptisé fréquemment « société globale de l'information ». L'idée générale développée est que la « nouveauté », ou le caractère « révolutionnaire » de l'ère de l'information réfère davantage à une transformation d'ordre culturel liée à l'apparition d'un nouvel imaginaire économique qu'à une transformation strictement technologique. L'objectif de la thèse est de développer certains éléments théoriques d'une approche culturelle de l'économie afin d'expliquer comment le capitalisme mondialisé, financiarisé, et informatisé — décrit comme une structure abstraite, auto-reproductive et déconnectée des rapports sociaux — s'enchaîne dans des pratiques culturelles et des espaces sociaux spécifiques, qui participent à la reproduction symbolique et matérielle de l'économie mondiale. Notre lecture de l'économie politique critique s'appuie sur le concept d'imaginaire développé par Cornelius Castoriadis, en vue d'analyser les transformations épistémologiques néolibérales qui ont accompagné la restructuration des rapports sociaux globaux et locaux en fonction du paradigme de la communication cybernétique. Au cœur du nouveau régime d'accumulation financiarisé, cette transformation de la philosophie politico-économique constitue une victoire de certaines forces sociales, notamment des banques transnationales et des corporations qui œuvrent dans les secteurs des services informationnels (assurance, informatique, télécommunication) face aux anciennes élites associées au compromis fordiste-keynésien. Un ensemble de discours et de pratiques sociales sont analysés en vue d'insister sur le rôle constitutif de la culture dans le régime d'accumulation financiarisé, qui normalise une forme de subjectivité « auto-régulée ». La complémentarité institutionnelle entre la déréglementation du secteur financier, des télécommunications et des droits de propriété intellectuelle à l'échelle locale et globale est également étudiée afin d'explicitier l'enchaînement institutionnel du régime d'accumulation financiarisé. Ces transformations institutionnalisent l'imaginaire du capitalisme cybernétique et participent à une profonde reconfiguration des rapports de domination. Il est soutenu qu'une nouvelle forme de domination dépersonnalisée assure l'ordre dans la société globale de l'information. La spécificité de cette nouvelle forme de domination réside dans sa prétention « démocratique », dans la mesure où les désirs d'émancipation sont instrumentalisés pour assurer la légitimation du régime d'accumulation et la reproduction élargie du capital.

Remerciements

Je tiens à remercier les membres du comité d'évaluation pour leurs judicieux commentaires, qui m'ont poussé à défricher de nouveaux espaces — dialectiques, il va sans dire. Je tiens plus spécifiquement à remercier ma directrice Jacqueline Best pour la patience et le professionnalisme dont elle a fait preuve en lisant attentivement les nombreuses versions de cette thèse. Je remercie également Matthew Paterson et Éric George, qui ont porté attention à l'élaboration de la thèse, et qui m'ont permis de participer aux publications qu'ils dirigent. Ce qui suit aurait été impossible sans l'appui indéfectible de mes proches, parents et amis, qui m'ont encouragé dans la poursuite de cette démarche. Je remercie spécialement mes parents, Pierre et Lise, qui ont contribué à ma reproduction symbolique par leurs encouragements, et surtout matérielle, dans les moments plus difficiles où mon statut de doctorant était semblable à celui du lumpenprolétariat qui peuple le quartier du Vieux-Hull, où je peinais par ailleurs à payer mon loyer.

Finalement, j'exprime toute ma gratitude à Amélie Descheneau-Guay, à qui je dédie ma thèse. Je la remercie de m'avoir enduré pendant ces trois années (et bien avant) pendant lesquelles mes envolées lyriques sur la cybernétisation du capitalisme lui donnaient parfois l'impression qu'un troisième interlocuteur « virtuel », Karl Marx, s'était joint à notre ordinaire. Sa grande affection et sa présence constante m'ont permis de traverser cette épreuve tout en conservant un tant soit peu d'humanité dans un monde académique de plus en plus déshumanisant qui réifie à la fois ses objets et ses sujets. Plus encore, l'engagement intellectuel d'Amélie dans mon travail — en plus de son propre doctorat — fait qu'une grande partie de cette thèse lui appartient. Le travail méticuleux de révision qu'elle a mené avec acharnement a permis de clarifier certains éléments obscurs de mon style, et de rendre intelligible ma pensée parfois alambiquée. Le don de soi dont elle a fait preuve est digne d'une époque dont nous n'avons désormais que de coulants échos nostalgiques. Si Amélie ne m'a toujours pas préparé de tartes-à-rhubarbe, sa contribution à cette thèse dépasse largement ce qu'un homme peut attendre de sa compagne. Je ne crois pas être en mesure de lui rendre ne serait-ce qu'une infime partie de tout ce qu'elle m'a donnée. En espérant que ces remerciements compensent minimalement pour les heures qu'elle a passées à relire mon travail, qu'elle n'a par ailleurs jamais « comptabilisées ».

Enfin, en guise de commentaire liminaire, ce n'est pas parce qu'on rit que le spectacle est nécessairement drôle, et inversement, il va s'en dire.

Maxime Ouellet

Montréal, le 7 décembre 2008.

Table des matières

Résumé	ii
Remerciements	iii
Table des matières	iv
Table des figures	ix
INTRODUCTION	
1. Problématique	1
2. Questions de recherche	4
3. Revue de littérature : l’imaginaire économique du capitalisme cybernétique en économie politique internationale	7
<i>La société en réseau de Manuel Castells</i>	8
<i>L’économie politique critique</i>	13
<i>La société civile internationale et la démocratie cosmopolite</i>	19
<i>Les nouvelles théories de résolution de problèmes : la gouvernance sans gouvernement</i>	20
4. Cadre théorique : l’approche culturelle de l’économie politique internationale	24
<i>L’imaginaire du capitalisme cybernétique et l’idéologie de la communication</i>	24
<i>L’approche culturelle de l’économie politique</i>	26
5. Méthodologie	29
<i>L’analyse critique de discours</i>	29
<i>Données analysées</i>	30
6. Aperçu des chapitres	32
Annexe 1: Principaux documents analysés	35

CHAPITRE 1. PROLÉGOMÈNES À UNE APPROCHE CULTURELLE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA « SOCIÉTÉ GLOBALE DE L'INFORMATION »	37
1. Le rôle de l'imaginaire dans l'économie : l'analyse marxienne comme critique culturelle du capitalisme	38
1.2. Le pouvoir, le mode de production et le mode de subjectivation	49
1.2.1. L'imaginaire et l'idéologie	49
1.2.2. Le mode de production et le mode de subjectivation	55
1.3. La théorie critique de l'École de Francfort : une lecture wébérienne de l'économie politique du capitalisme avancé (de Adorno à Habermas)	58
1.4. Une approche culturelle critique de l'économie politique internationale	66
Conclusion	72
 CHAPITRE 2. LA TRANSFORMATION CYBERNÉTIQUE DU CAPITALISME	 73
2.1. Le néolibéralisme et la cybernétique : aux origines de la « société de l'information »	75
2.1.1. Le capitalisme cybernétique de Friedrich Von Hayek	75
2.1.2. Hayek et Habermas : le marché et la démocratie	80
2.2. La crise du fordisme et du système keynésien	85
2.2.1. Le fordisme et son imaginaire économique au fondement de la régulation politico-institutionnelle	87
2.2.2. Le fordisme comme ordre mondial	91
2.2.3. La crise du fordisme : du local au global	93
2.2.4. Les TIC et la finance : la victoire des banquiers et des corporations transnationales	96
2.3. L'influence de la communication dans la reprise du capitalisme	99
2.3.1. La flexibilisation par la communication : une solution néolibérale	99
2.3.2. L'imaginaire communicationnel à l'échelle mondiale	103

Conclusion	106
 CHAPITRE 3. LA LÉGITIMATION DE LA « SOCIÉTÉ GLOBALE DE L'INFORMATION »: LA CONVERGENCE DE LA COMUNICACION ET DE LA FINANCE	 108
3.1. La crise du capitalisme et de la démocratie : la récupération de la critique du capitalisme par l'idéologie de la communication	112
3.1.1. La classe managériale transnationale et le nouvel esprit du capitalisme	113
3.2. La convergence entre la communication et la finance	122
3.3. Le pouvoir symbolique de la finance dans le <i>global democratic marketplace</i>	131
3.3.1. La déréglementation et la démocratisation dans le <i>global democratic marketplace</i>	132
3.3.2. La sphère financière comme espace public : la transformation de la démocratie en plutocratie	146
Conclusion	154
 CHAPITRE 4. GOUVERNANCE NUMÉRIQUE GLOBALE ET INSTITUTIONNALISATION DE LA DÉMOCRATIE DE MARCHÉ	 155
4.1. Du National Information Infrastructure (NII) au Global Information infrastructure (GII) : le projet de « société globale de l'information » comme régime de mobilisation	158
4.1.1. Le <i>National infrastructure</i> (NII)	159
4.1.2. Le <i>Global Information Infrastructure</i> (GII)	164
4.2. Le nouveau constitutionnalisme et le nouvel imaginaire économique	168
4.2.1. L'institutionnalisation de la doctrine du <i>free flow on information</i> à l'OMC	172
4.2.2. La complémentarité institutionnelle de la communication, de la finance et des droits de propriété intellectuelle	175
Conclusion	179

CHAPITRE 5. LA RESTRUCTURATION CYBERNÉTIQUE DES INSTITUTIONS ET LA TRANSFORMATION DES SUBJECTIVITÉS	182
5.1. L'intériorisation par l'État du projet de société globale de l'information	183
5.1.1. L'imaginaire du capitalisme cybernétique et la nouvelle rationalité politique de l'État	184
5.1.2. Le pouvoir symbolique et le rôle d'accumulation de l'État : la société de l'information comme régime de mobilisation étatique	194
5.1.3. La transformation organisationnelle de la souveraineté de l'État	196
5.2. La restructuration managériale des institutions et la transformation des subjectivités	204
5.2.1. L'État-virtuel et le citoyen-consommateur	202
5.2.2. L'entreprise virtuelle et le travailleur autorégulé	213
5.2.3. L'Université virtuelle et la production de sujets flexibles	219
5.2.4. La cybernétisation de la consommation et la fusion entre le consommateur et le producteur	227
Conclusion	232
 CHAPITRE 6. ORDRE, RÉGULATION ET POUVOIR DANS LA « SOCIÉTÉ GLOBALE DE L'INFORMATION » : LA GOUVERNEMENTALITÉ SPECTACULAIRE	233
6.1. Spectacle, Cybernétique et Gouvernamentalité	239
6.2. L'accumulation spectaculaire	247
6.3 Du <i>Global Panopticon</i> au <i>Brand New World</i> : la gouvernamentalité Spectaculaire	251
6.3.1. La régulation spectaculaire	255
6.3.2. La gouvernance globale comme gouvernamentalité spectaculaire	260
6.3.3. Le <i>branding</i> comme mode de subjectivation	266

Conclusion : La gouvernementalité spectaculaire dans l'ordre mondial	277
 CONCLUSION : LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME CYBERNÉTIQUE	 280
1. Contradictions économiques : la transparence devient opacité	285
2. Contradictions culturelles : l'aporie de l'inclusion dans les sociétés de contrôle	289
3. Contradictions politiques : la négation des finalités normatives	294
Épilogue sur la pertinence d'une approche culturelle en économie politique internationale dans le contexte de la crise financière mondiale	298
 Bibliographie	 303

Table des figures

Figure 1 : Publicité d'Intel, 1971	88
Figure 2 : Publicité de Microsoft, 1996	97
Figure 3 : Publicité de Apple, 1984	108
Figure 4 : Publicité d'Intel, 1994	115
Figure 5 : Publicité de Cisco System, 2007	118
Figure 6 : Publicité du Groupe E. Leclerc, 2005	119
Figure 7 : Publicité des Caisses Desjardins, 2007	137
Figure 8 : Publicité de la Banque Nationale, 2007	137
Figure 9 : Modèle fonctionnel multi-niveaux de Felsen, 1975	143
Figure 10 : Logo de la firme Cybernetic Management, 2007	144
Figure 11 : Reproduction du site Internet de la firme Cyberneticscockpit.com, 2007	145
Figure 12 : Publicité de la Banque Nationale, 2008	149
Figure 13 : Statistiques sur la plutionomie américaine, 1983-2000	152
Figure 14 : Publicité de Cisco System, 2006	156
Figure 15 : Publicité de IBM, 1993-1996	186
Figure 16 : Reproduction du site Internet du Bureau de la recherche et transfert de technologie de l'Université d'Ottawa, 2008	198
Figure 17 : Le modèle de la triple hélice de Leydesdorf et Etkowitz, 2000	199
Figure 18 : Classement de la Fondation Bertelsmann, 2001	211
Figure 19 : Publicité de People-Ready (Microsoft), 2007	217
Figure 20 : Publicité de l'Université Laval sur la formation à distance, 2006-2007	223
Figure 21 : Campagne de financement de l'Université Laval, 2006	224
Figure 22 : Publicité de l'Université d'Ottawa, 2006-2007	225
Figure 23 : Publicité télévisée de Apple, 1984	235
Figure 24 : Publicité de IBM, 2007	267
Figure 25 : Campagne promotionnelle de l'Université d'Ottawa, 2007-2008	273
Figure 26 : Networked Readiness Index, 2003-2004	274
Figure 27 : Anholt-GMI Nation Brands Index, 2005	275

INTRODUCTION

1. Problématique

L'échec du socialisme « réel » symbolisé par l'effondrement de l'URSS et la chute du Mur de Berlin semble avoir relégué aux oubliettes la possibilité d'une transformation radicale de l'ordre économique. Dans le monde académique, la critique de l'économie politique développée par Marx a été marginalisée au profit de débats sur les identités. L'auteur du *Capital* (1983 [1867]) serait mort et enterré avec les derniers reliquats du totalitarisme stalinien à l'Est, et avec l'épuisement de l'utopisme des groupuscules marxistes-léninistes et trotskystes à l'Ouest. Plus encore, l'intervention du politique dans l'économie se limite aux périodes de crise majeure, suivant une logique de socialisation des pertes et de privatisation des profits à cent lieux d'une social-démocratie d'inspiration keynésienne. La pertinence du capitalisme ne serait plus à démontrer et la question économique serait réglée dans les sociétés capitalistes avancées, tout comme les métarécits et les idéologies jetés aux confins d'une histoire maintenant révolue (Bell, 1976a ; Lyotard, 1979). Cet imaginaire d'une société pacifiée repose sur un discours largement diffusé par plusieurs sociologues et économistes ; celui de l'avènement de la société post-industrielle ou de la société de l'information.

Dans les années 1960, les premières analyses sur la société de l'information proviennent principalement du champ économique. Selon les économistes Fritz Machlup (1971) et Marc Porat (1977), la deuxième moitié du vingtième siècle se caractériserait par une tertiarisation de l'économie américaine car la majorité du PIB serait attribuable non plus à la production industrielle, mais au secteur des services. Le concept de « société de l'information » tel qu'on le connaît aujourd'hui apparaît dans les années 1970. Plusieurs sociologues soutiennent que l'accroissement du rôle du savoir dans l'ensemble des secteurs de la vie sociale provoque une profonde révolution. Selon Bell (1976b), les sociétés occidentales seraient désormais composées par une classe professionnelle et technique, dont le savoir constituerait la source de l'innovation économique et de la formulation des politiques publiques. Touraine (1969) annonce quant à lui l'avènement d'une société dans laquelle les questions culturelles sont le vecteur central de l'organisation sociale. Cette nouvelle société remplacerait la société industrielle où le conflit qui structurait les rapports

sociaux portait sur la question du contrôle de la production et de la distribution des richesses matérielles. Les conflits historiques entre les classes sociales s'atténueraient au profit d'un nouvel antagonisme révélé par les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS), qui soulèveraient la question du contrôle et de la production des informations relatives à la vie sociale (Farro, 2000). En 1980, l'essayiste Alvin Toffler popularise les thèses sur la société de l'information dans son ouvrage *La Troisième Vague*. Il proclame que la nouvelle civilisation propulsée par les TIC se caractérise par un mouvement de démassification et par l'émergence d'une démocratie participative dans laquelle l'interactivité technologique joue un rôle déterminant. Les théories postmodernistes ajoutent également leur pierre à l'édifice théorique de la société de l'information, en décrivant et en prônant dans le même temps le passage du paradigme de la distribution à celui de la reconnaissance et du multiculturalisme.

Les enjeux de la société de l'information gagnent en popularité au tournant des années 1980-1990, dans un contexte de globalisation ¹, de financiarisation et d'informatisation de l'économie propulsées par le développement des TIC et la démocratisation d'Internet. Les discours sur la « nouvelle économie », la « cyberdémocratie » et le « postmodernisme » convergent dès lors vers un même but, soit décrire et faire l'apologie d'une nouvelle ère informationnelle. Le théoricien du management Peter Drucker (1993) synthétise ces discours techno-prophétiques en annonçant la résolution définitive des contradictions économiques propres au système capitaliste. Le passage à une société « post-capitaliste » se caractériserait par l'omniprésence du savoir, qui constituerait la principale source de productivité. Les travailleurs seraient les nouveaux détenteurs des moyens de production grâce à leur caisse de retraite — phénomène qui transformerait le capitalisme en « socialisme des fonds de pension » — et posséderaient également les outils de production, « un travailleur du savoir [étant] propriétaire de son savoir et [pouvant] l'emporter avec lui là où il le veut » (Drucker, 1993 : 16). Les thèses de Drucker sur un

¹ Dans le cadre de cette thèse, nous référons à la globalisation en tant que phénomène opposé à la mondialisation. La globalisation renvoie à un *procès* historique au cours duquel la logique systémique et définalisée du marché et des technologies de l'information et de la communication (TIC) tend à assujettir l'ensemble des rapports et des espaces sociaux. La mondialisation correspond quant à elle à un *processus* politique et normatif dans lequel la société comprise dans sa globalité agit de manière réflexive pour confronter les problèmes qui découlent de la globalisation et de l'informatisation. Pour préciser davantage cette distinction, voir Freitag (2004).

socialisme des fonds de pension et une « démocratie actionnariale » possèdent des affinités avec les thèses qui portent sur la cyberdémocratie (Lévy, 2002 ; Kelly, 1999 ; Pool, 1983). D'une part, elles soutiennent que la mise en place d'un marché d'informations parfaites (Gates, 1995) grâce aux TIC met fin aux perturbations de l'ordre économique. D'autre part, elles avancent que les TIC permettent à tous de s'exprimer librement dans une démocratie participative renouvelée. Dans une perspective postmoderniste, Internet démocratiserait également la construction de la subjectivité en permettant aux individus d'expérimenter des identités multiples de manière virtuelle (Poster, 1995). La communication deviendrait ainsi un des principaux vecteurs de la démocratie. L'interactivité technologique réaliserait, voire dépasserait, la sphère publique conceptualisée par Habermas (1993). La société civile globale et en réseaux jouerait un rôle de contre-pouvoir face à la puissance illégitime des États et des grandes entreprises. En somme, les TIC et Internet réconcilieraient « la démocratie et le marché dans une cyberdémocratie planétaire » (Lévy, 2002 : 150).

De manière concomitante à l'émergence d'une « société de l'information » où les contradictions de l'ordre économique seraient résolues, plusieurs études ² soulignent l'augmentation des disparités de richesses entre les classes sociales et entre les pays en développement et les pays développés. Cet écart grandissant entre riches et pauvres découle en grande partie du triple mouvement de déréglementation, de libéralisation des marchés et de privatisation, qui résulte de l'application des principes néolibéraux et de la montée de la croyance aux vertus autorégulatrices du marché. S'appuyant sur l'argumentaire d'une globalisation inéluctable, les thèses de la société de l'information avancent que le

² L'étude *Inégalité et redistribution du revenu au Canada : 1976 à 2004* de Statistiques Canada (2007) montre que l'inégalité du revenu familial après impôt a augmenté de 1989 à 2004 : « le revenu moyen des 10 % percevant les plus faibles revenus a diminué de 8 %, mais celui des personnes percevant le revenu médian a augmenté de 8 % et celui des 10 % percevant les plus hauts revenus, de 24 % » (Statistiques Canada : <<http://www.statcan.ca/francais/research/11F0019MIF/11F0019MIF2007298.htm>>. Consulté en mai 2007). En Angleterre, la fortune des plus nantis — le « top 1000 » — a triplé en dix ans, alors que le revenu moyen a tout juste suivi l'inflation (2.5%). (Voir : Dupaul, Richard, « Belle époque pour les nantis », *La Presse Affaires*, lundi 7 mai 2007, p.2.). C'est aux États-Unis que l'écart est le plus important : 1% des ménages (environ 1 million de familles) accaparaient 20% des revenus en 2000, ce qui correspond à une proportion légèrement plus petite que les 60% des plus pauvres réunies (voir : Kapur, Ajay et al., « Plutonomy : Buying Luxury. Explaining Global Imbalances », *Equity Strategy : Industry note*, 16 octobre 2006). Les mêmes tendances sont observables entre les pays développés et en développement. Le rapport annuel du PNUD de 2007 souligne que « les 2% les plus riches de la population adulte du monde possède aujourd'hui plus de la moitié de la richesse des ménages du monde, alors que les 50% les plus pauvres n'en possèdent qu'à peine 1% » (PNUD, *Pour une mondialisation au bénéfice de tous*, Rapport annuel, 2007).

développement technologique globalisé engage de « nouveaux » facteurs de production. Plus précisément, l'information et le savoir deviendraient les facteurs de production prééminents par rapport au travail physique. Selon ce postulat — qui néglige les nombreuses délocalisations des activités productives, — les individus seraient libérés de l'aliénation causée par un travail manuel répétitif (Drucker, 1993). La réalité confirme pourtant que la majorité des travailleurs n'est pas émancipée des contraintes d'un travail fragmenté, ni du temps qui lui est consacré. De fait, pour la plupart d'entre eux, le temps alloué au travail augmente³ (May, 2002a).

2. Questions de recherche

Dans la société de l'information, les enjeux matériels sont rarement soulevés dans l'espace public, au profit des questions culturelles et communicationnelles, tandis que les disparités socio-économiques persistent, voire s'accroissent. Cette contradiction soulève la question centrale du lien entre la communication, l'économie et la démocratie. Plus précisément, la question posée dans cette thèse se résume en ces termes : *quel est le rôle de la communication dans les transformations de l'économie politique mondiale ?*

L'idée générale au fondement de cette thèse est que la « nouveauté » ou le caractère « révolutionnaire » de ce qu'il est convenu d'appeler l'ère de l'information (Castells, 2001) réfère davantage à une transformation d'ordre culturel liée à la constitution d'un nouvel imaginaire économique qu'à une simple transformation technologique. La technologie ne produit ses effets que dans le cadre d'une société culturellement préparée à les recevoir, d'où le rôle central de l'imaginaire dans la structuration des rapports sociaux. L'argument général étayé dans cette thèse est que la communication est au cœur d'un nouvel imaginaire économique qui restructure l'économie politique mondiale.

³ La division entre temps libre et travail tend à s'estomper, en raison notamment de l'utilisation des nouvelles technologies. Selon un sondage commandé par l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec, un quart des travailleurs affirment devoir travailler pendant leurs vacances. Voir Mathieu, Annie, « Au boulot plutôt qu'au repos », *La Presse*, 18 juin 2008. En ligne : <<http://www.cyberpresse.ca/article/20080718/CPACTUEL/80717291/5155/CPACTUALITES>>. Consulté en juin 2008.

Ce nouvel imaginaire économique tire ses origines des transformations épistémologiques liées à l'introduction de principes cybernétiques dans la conception néolibérale du marché. Le néolibéralisme entame une mutation dans l'objet même de l'étude de l'économie en redéfinissant le marché selon les principes de la communication cybernétique. La théorie cybernétique, définie comme la science de la régulation sociale et de l'optimisation des ressources informationnelles (Wiener, 1961), possède des similitudes avec la théorie économique néolibérale qui se trouve au fondement même du projet de la « société globale de l'information ». S'appuyant sur le principe de la communication cybernétique, la conception néolibérale avance que le marché ne se légitime plus par sa capacité à engendrer une situation d'équilibre parfait grâce à une « main invisible ». Les tenants du néolibéralisme soutiennent que le marché est légitime parce qu'il est en mesure d'orchestrer un ordre autorégulateur et spontané dans un contexte de libre circulation des informations. Selon la perspective néolibérale, le marché ne peut atteindre un équilibre de type homéostatique ; il constitue plutôt un mécanisme de communication de l'information en perpétuelle déstabilisation. Le marché est constamment menacé de déséquilibre, qu'il est possible d'éviter en laissant les informations circuler librement entre les différents agents économiques. La légitimation du marché ne repose plus seulement sur sa supériorité morale comme dans la conception smithienne, mais également sur son caractère « scientifique » et sur une théorie sociale inspirée du paradigme cybernétique.

Nous soutenons dans cette thèse que la convergence entre la théorie néolibérale et la cybernétique transforme le capitalisme en « capitalisme cybernétique ». Par capitalisme cybernétique, nous ne référons pas à une transformation technologique, ni à une nouvelle industrie fondée sur les TIC dont l'information serait la principale source de la productivité économique. Nous avançons plutôt que les rapports économiques et sociaux se restructurent en fonction du paradigme cybernétique de la communication. Davantage socio-culturelle que technologique, cette transformation est liée à l'émergence d'un nouvel imaginaire économique. Selon notre approche théorique, l'imaginaire ne consiste pas en une idéologie qui masque les rapports de production réels, mais en une abstraction objectivante constitutive de la structuration des rapports sociaux. Dans ce nouvel imaginaire économique, la communication joue un rôle constitutif dans la restructuration des rapports sociaux qui

prennent une forme cybernétique tant à l'échelle locale que globale. En ce sens, les transformations de l'imaginaire économique se matérialisent dans l'implantation de la technologie à des fins de production, de reproduction et de domination de l'ordre mondial. Inscrite au cœur du nouvel imaginaire économique, la communication devient un des principes constitutifs de la régulation et du pouvoir dans l'ordre mondial.

Ce premier argument nous conduit à poser une seconde question : *comment se légitiment les transformations actuelles de l'économie politique mondiale ?* Nous soutenons que la légitimation se constitue de manière apriorique dans le capitalisme cybernétique, principalement par un nouveau type de subjectivité : le sujet auto-régulé. Ce nouveau type de subjectivité émane de la convergence entre le sujet économique néolibéral, compris comme entrepreneur de lui-même, et le sujet cybernétique, défini par sa capacité d'adapter ses comportements en fonction des informations transmises par son environnement. Ce sujet auto-régulé est produit par de nouvelles pratiques de pouvoir qui sont présentées comme plus « démocratiques » que les anciennes formes de régulation, en ce qu'elles impliqueraient la participation active des individus dans les transformations institutionnelles et économiques. En somme, aux transformations matérielles et structurelles du capitalisme correspond une transformation symbolique qui est constitutive de la subjectivité humaine.

La restructuration cybernétique des rapports sociaux s'appuie sur de nouvelles manières d'exercer le pouvoir. Ces nouvelles « techniques de pouvoir » (Foucault, 1975) instrumentalisent les désirs d'auto-réalisation des sujets pour atteindre leurs objectifs. Nous appréhendons « la révolution informationnelle » dans les termes d'une dialectique entre continuité et ruptures, précisément parce que les origines de son développement sont antérieures à l'implantation des TIC. D'une part, le processus de marchandisation propre au capitalisme se poursuit et se déploie maintenant dans l'ensemble des sphères de la société (information, culture, savoir, vivant), et d'autre part, l'élaboration du projet de « société globale de l'information » opère une transformation qualitative majeure. Cette mutation se concrétise dans des programmes politiques d'inspiration néolibérale, mais aussi dans la « révolution culturelle » provoquée par le néolibéralisme. Le nouvel imaginaire économique s'incarne dans une idéologie de la communication qui restructure les rapports sociaux selon

les principes du paradigme communicationnel⁴. L'idéologie de la communication transforme les idéaux constitutifs de la sphère publique démocratique en discours de légitimation du capitalisme sous sa forme cybernétique. En d'autres termes, la rationalité instrumentale converge avec la rationalité communicationnelle, et les idéaux démocratiques fondés sur l'agir communicationnel habermassien se mutent en discours de légitimation de l'ordre mondial. Cette idéologie de la communication contribue à dépolitiser l'économie et, conséquemment, participe à la légitimation et à la reproduction de l'ordre social actuel. Dans le capitalisme cybernétique, le marché est présenté comme étant plus démocratique que la délibération politique, et devient ce que Mattelart (1999 ; 2003) nomme un *global democratic marketplace*.

C'est en analysant les rapports entre les forces sociales dans le contexte économico-politique de la crise du mode de régulation fordiste et de l'ordre mondial qu'il est possible d'approfondir la compréhension de la transformation de l'imaginaire économique. Nous soutenons qu'une alliance de forces sociales hétéroclites a contribué à transformer l'imaginaire économique en produisant un discours de légitimation fondé sur une analogie entre la démocratie et le marché (Dean, 2002 ; Frank, 2001). Cet imaginaire économique modifie les subjectivités en s'appuyant sur une nouvelle forme de pouvoir, une *gouvernementalité* (Foucault, 2004), que nous qualifions de « spectaculaire ».

3. Revue de littérature : l'imaginaire économique du capitalisme cybernétique en économie politique internationale

Instigués par certains sociologues (notamment Bell, 1976 ; Castells, 2001), les débats sur la société de l'information font désormais partie intégrante du champ de l'économie politique internationale. Les auteurs qui s'y intéressent interrogent principalement le caractère « nouveau » du capitalisme contemporain. Si les théoriciens critiques et ceux qui s'inscrivent dans les courants dominants ne s'entendent pas sur la nature, les causes et les effets des transformations contemporaines, leurs analyses suggèrent généralement une mutation culturelle que nous envisageons en termes d'imaginaire économique. Un aperçu de ces

⁴ Nous précisons dès le chapitre 1 les liens entre l'imaginaire et l'idéologie et en quoi ces deux notions correspondent à des formes objectivées de relations sociales. Nous explicitons également de quelle manière une idéologie participe à la transformation des rapports sociaux.

débats permet de constater qu'un nouvel imaginaire économique, compris comme une abstraction constitutive de la réalité (Castoriadis, 1975), émerge dans le champ de l'économie politique internationale.

Cette section présente les principales analyses qui traitent du rôle de la communication en général et des TIC en particulier dans le processus de globalisation. Ces contributions sont divisées en trois groupes qui partagent des problématiques communes. La première partie est consacrée exclusivement à la théorie de Manuel Castells, qui offre une synthèse des théories sur la société de l'information dans le cadre de la globalisation de l'économie. Dans la deuxième partie, nous recensons les approches critiques en économie politique internationale qui traitent du rôle de la communication et des TIC. Nous faisons état dans la troisième section des approches qui analysent le rôle des TIC dans la constitution d'une société civile et d'une démocratie cosmopolite globale. La dernière partie présente les nouvelles approches de résolution de problème que nous regroupons sous la rubrique « des théories de la gouvernance sans gouvernement ». Enfin, dans la section consacrée à l'approche culturelle de l'économie politique, nous soutenons que ces différentes approches sont constitutives du nouvel imaginaire économique du capitalisme cybernétique.

La société en réseau de Manuel Castells⁵

Dans le premier volume de sa trilogie (*La société en réseaux*, 2001), le sociologue Manuel Castells réalise une synthèse des théories qui portent sur la société de l'information. La thèse qu'il développe illustre de manière fort éloquente le nouvel imaginaire cybernétique du capitalisme. Selon Castells, on assisterait à l'avènement d'un « mode de développement informationnel » qui fonctionne de manière réticulaire et auto-référentielle et qui se reproduit en dehors des relations sociales. À ce monde autonome et en réseaux du capitalisme informationnel s'oppose le *soi*, qui constitue, pour reprendre la formule d'Habermas⁶, le monde vécu des identités résistant à la colonisation par le système. Selon Castells, trois phénomènes contingents seraient apparus de manière concomitante et auraient radicalement

⁵ Cette section reprend des arguments développés dans un article co-rédigé avec Amélie Descheneau-Guay. Voir Descheneau-Guay et Ouellet (2009, à paraître).

⁶ Contrairement à Habermas, Castells néglige que le « réseau » provient du monde de la culture. Nous discutons de la perspective habermassienne dans le chapitre suivant.

modifié la société : 1) la révolution des TIC ; 2) la crise de l'industrialisme et de l'étatisme dans les années 1970 (donc du mode de régulation fordiste, de la social-démocratie et du communisme) ; 3) les transformations culturelles provoquées par la diffusion des idéaux libertaires des nouveaux mouvements sociaux (NMS) apparus dans les années 1960.

Castells se défend que la technologie détermine la société ; selon lui, elle l'« incarne ». Il soutient que les évolutions technologiques issues de la *Silicon Valley* dans les années 1970 constituent le moteur d'un nouveau mode de développement « informationnel ». Celui-ci succéderait aux anciens modes préindustriels et industriels en restructurant les rapports sociaux sous la forme de réseaux. Selon Castells, si l'industrialisme visait la maximisation de la production, l'informationnalisme vise le développement technologique, c'est-à-dire l'accumulation de savoirs face à la complexité croissante de l'information.

Plusieurs auteurs critiques (Garnham, 2000 ; Abigaldi et Webster, 2000 ; May, 2002 b) estiment que la thèse de Castells souffre du même déterminisme que celles de ses prédécesseurs. Ce type d'analyse considère la technologie comme la principale source de productivité, ce que Stehr (2000a) identifie comme le « paradoxe de Solow » selon lequel les ordinateurs sont partout — exceptés dans les livres comptables⁷. De plus, ces analyses avancent que les modes de développement (préindustriel, industriel, informationnel) seraient déterminés par des critères objectifs comme l'efficacité et la productivité, sans réinterroger les *a priori* normatifs sur lesquels reposent ces critères⁸.

⁷ La provenance de la productivité et de la valeur dans la « nouvelle économie » fait l'objet de nombreux débats. Le paradoxe de Solow exprime qu'en dépit des investissements massifs des entreprises dans le domaine des nouvelles technologies au cours des vingt dernières années, on ne retrouve pas d'effets tangibles dans le calcul comptable de la productivité des entreprises. Des écarts importants sont toutefois observables entre les capacités de revenus des entreprises (correspondant à la capitalisation boursière) et leurs actifs tangibles (leur capital matériel fixe). Certains auteurs managériaux expliquent la dématérialisation des capacités de revenus des entreprises (ce qui n'apparaît pas dans les livres comptables) en recourant au concept d'actifs intangibles, selon lequel la valeur provient de ressources (les pratiques organisationnelles, les ressources humaines, la R&D, la publicité, etc.) qui ne sont pas comptabilisées par les mécanismes actuels. Certains auteurs (notamment Harribey, 2001) prétendent que l'immatérialité du capital participe d'une pure logique spéculative où la sphère financière est déconnectée de l'économie réelle. D'autres (Chesnais, 2002) soutiennent qu'elle s'inscrit dans un nouveau régime d'accumulation à dominante financière où la sphère financière domine la sphère productive en imposant ses propres règles.

⁸ Castells (2001) affirme que les résultats de l'augmentation de la productivité dans la valeur comptable des entreprises sont invisibles. Selon lui, les économistes ne possèdent pas encore les outils comptables qui

Les TIC seraient apparues quasi-spontanément pour résoudre la crise du mode de régulation fordiste-keynésien mis en place dans la plupart des pays occidentaux après la Seconde Guerre mondiale. Selon Castells, l'implantation des TIC a restructuré radicalement le capitalisme, lequel posséderait désormais trois principales caractéristiques. Le nouveau capitalisme serait informationnel, parce que la productivité et la compétitivité de l'économie dépendent de la manière dont l'information est traitée. Cette économie informationnelle se caractériserait entre autres par l'hégémonie d'une nouvelle catégorie de travailleurs cognitifs affectés à la manipulation de symboles. Le nouveau capitalisme serait également global, parce que les activités de production, de consommation et de production sont organisées à l'échelle planétaire et fonctionnent en temps réel dans des réseaux informatisés. Enfin, le nouveau capitalisme serait en réseaux, parce que les firmes multinationales ont réorganisé leur ancienne structure organisationnelle de type pyramidal et hiérarchique en réseaux plus flexibles.

Cette description du « nouveau » capitalisme tait toutefois le questionnement qui anime les débats en économie politique internationale : quelle est cette part réelle de nouveauté ? L'insistance sur la nouveauté tend à réifier le capitalisme en le présentant comme une structure abstraite qui fonctionne en dehors des relations sociales. Castells (2001) soutient que le système financier évoluant dans les réseaux électroniques aurait rendu le capitalisme hors du contrôle de la classe capitaliste, qui ne serait plus en mesure de diriger le processus de production. En lieu et place d'une classe capitaliste, figurerait un « capitalisme sans visage » qui marquerait la fin de la lutte des classes. Ce type d'analyse n'est toutefois nullement démontré empiriquement⁹. Castells se rapproche ici de Peter Drucker (1979, 1993) et de Robert Reich (2001), deux auteurs en management pour qui

permettent de mesurer et d'évaluer l'effet des TIC. Il néglige ainsi que l'efficacité et la productivité sont des constructions sociales, au sens où elles résultent d'une compréhension intersubjective, d'une convention (Orléan, 2000). Par son silence sur cette dimension culturelle et sociale, Castells ne remet jamais en question la prémisse de l'économie néo-classique selon laquelle les critères économiques reflètent une objectivité réelle existant au-delà des normes et des institutions.

⁹ Au contraire, le sociologue Leslie Sklair (1991) décrit la montée d'une classe capitaliste transnationale composée des élites économiques, politiques et académiques de différents pays et caractérisée par une culture et une vision du monde communes. Les travaux de Duménil et Lévy (2004) confirment quant à eux que les politiques néolibérales de déréglementation financière ont profité aux classes supérieures au détriment des classes ouvrières.

l'émergence des travailleurs symboliques et intellectuels marque la fin de l'exploitation du travail et consolide un « socialisme des fonds de pension ».

Castells présente la globalisation comme un processus désincarné. Plus précisément, le concept de réseau (horizontal, diffus, non-hiérarchique, étendu, etc.) laisse l'impression d'une absence de rapports de pouvoir, de classes¹⁰ et d'élite économique. Le capitalisme financier se caractérise pourtant par une très forte concentration de la propriété¹¹. Largement diffusé, le postulat selon lequel il n'y a plus de rapport antagonique fondé sur les classes dans les sociétés réticulées possède une force performative. À force d'être répété, il légitime, désocialise et individualise les rapports d'inégalités. Celles-ci ne seraient plus le résultat de facteurs structurels propres au mode de production, mais plutôt la conséquence de comportements individuels inadaptés à une « nouvelle » réalité inexorable. En affirmant que le capitalisme est hors de contrôle et que seule une classe de travailleurs symboliques formée de gens éduqués est en mesure de diriger le processus de production, ou du moins d'en profiter, Castells trace le portrait d'une société méritocratique (Abigaldi et Webster, 2000).

Castells privilégie un modèle théorique structuralo-fonctionnaliste des rapports sociaux pour analyser les transformations structurelles du capitalisme liées à l'innovation technologique. Dans la société en réseaux, la structure détermine l'action politique. Le pouvoir ne s'exercerait plus de manière hiérarchique par l'exploitation d'un groupe sur l'ensemble de la société, mais en excluant des éléments du réseau. Selon Castells, « le nonaccès à ces réseaux est devenu la forme la plus dommageable d'exclusion dans notre économie et notre culture » (2002 : 11). Bien que son analyse soit juste sur ce point, Castells présente toutefois les exclus de la société comme des « travailleurs génériques », sans véritablement identifier les acteurs et les élites qui participent à cette exclusion (Stalder, 2006).

¹⁰ Selon Castells, une opposition plus fondamentale entre la logique pure des flux de capitaux et les valeurs culturelles de l'expérience humaine remplacerait l'existence de classes (Garnham, 2000). Nous pouvons ainsi établir un lien entre la théorie de la société en réseaux de Castells et l'insistance postmodernisante de la culture de la différence, de l'expérience éclatée.

¹¹ En négligeant cette réalité, Castells reprend en quelque sorte la thèse de Drucker (1979) selon laquelle la financiarisation de l'économie transforme le capitalisme en « socialisme de fonds de pension ».

Castells décrit donc un processus systémique autoréférentiel et cybernétique qui s'apparente, sans s'y référer, à la description que fait Luhmann (1999) de la société comme système autopoïétique¹². Le modèle structuralo-fonctionnaliste de Castells néglige une part importante de l'explication des transformations contemporaines, à savoir la question de l'intervention humaine. Les acteurs font face à un processus dont les origines politiques demeurent nébuleuses¹³. Pourtant, le processus d'implantation de la technologie à des fins d'accumulation flexible de même que le processus de globalisation sont le résultat d'une intervention humaine. Ils sont codifiés dans une série de normes, de règles et d'institutions internationales (OCDE, UIT, OMC, Banque Mondiale, FMI, etc.) et se reproduisent sous forme d'habitus dont Castells fait l'économie de l'analyse.

La dernière critique que nous adressons à Castells porte sur la question de l'information-marchandise. Une des principales failles de sa conceptualisation du savoir et de l'information consiste à utiliser ces termes de manière interchangeable (Stehr, 2000a). Si l'information est généralement définie comme une donnée brute à partir de laquelle des savoirs se construisent, le savoir est quant à lui le résultat d'une dynamique culturelle qui s'inscrit dans un processus de socialisation (Stehr, 2000b). Castells définit l'information comme la communication du savoir. Il occulte ainsi le fait que l'information et le savoir, prétendues sources principales de la production dans la société en réseaux, sont à l'heure actuelle des marchandises (Schiller, 1999).

En négligeant la nature de l'information dans un régime d'accumulation financiarisé, Castells présente les transformations sociétales contemporaines comme si elles dériveraient d'un processus objectif déterminé par la nécessité d'efficacité du mode de développement informationnel. En ce sens, il naturalise et dépolitise le phénomène de globalisation, de même que les technologies qui participent à son déploiement. Les présuppositions

¹² Le concept d'autopoïèse chez Luhmann (1999 : 52) désigne des systèmes qui s'auto-reproduisent eux-mêmes grâce la communication auto-référentielle avec les éléments qui les constituent.

¹³ En dépit de tous les efforts de Castells de croire aux nouveaux mouvements sociaux, il soutient lui-même que la logique structurelle est déterminante. Selon lui, le réseau est la nouvelle morphologie sociale et « dans la société en réseaux, la morphologie sociale l'emporte sur l'action sociale » (Castells, 2001, cité dans Garnham, 2000 : 59).

normatives au fondement de la théorie de Castells structurent également un discours sur la réorganisation des institutions universitaires en tant que lieux essentiels à l'accumulation du capital dans une « économie du savoir » (Castells, 2006), sans que soient abordées les finalités d'un tel projet (voir chapitre 5). Les entreprises doivent constamment innover et mettre de nouveaux produits sur le marché, ce qui nécessite d'accéder rapidement aux dernières découvertes des chercheurs-entrepreneurs (Slaughter et Leslie, 1999). Les universités intègrent les principes de compétitivité du marché afin de vendre leur savoir au plus offrant. En ce sens, les « travailleurs cognitifs » des universités et des laboratoires de recherche connaissent un assujettissement croissant au capital (Garnham, 2000). En décrivant de manière quasi-apologétique le nouveau mode de développement informationnel, Castells masque la nature spéculative et les finalités d'accumulation du capitalisme dans la société en réseaux.

Si l'analyse de Castells décrit de manière relativement fidèle la réalité contemporaine, sa principale lacune réside dans le refus d'une théorie critique de la société¹⁴. Plus précisément, l'absence d'une perspective normative tend à naturaliser et à réifier les processus qu'il décrit. La trilogie de Castells s'apparente ainsi à plusieurs égards aux « théories de résolution de problème », qui s'inscrivent dans le nouvel imaginaire économique du capitalisme cybernétique et qui contribuent à le façonner.

L'économie politique critique

Castells refuse d'élaborer une théorie critique de la société, réifiant dans le même temps les structures actuelles du capitalisme. Les courants critiques de l'économie politique tentent de répondre à ce type d'analyse qui néglige l'analyse de la marchandisation de l'information et du savoir propre à la « société globale de l'information ». Certains auteurs néo-marxistes (Jameson, 1991 ; Harvey, 1989) décrivent la configuration sociétale actuelle dans les termes d'une « postmodernité », caractérisée par une nouvelle logique culturelle qui répond aux

¹⁴ Castells choisit d'éviter une analyse critique ; il soutient pour sa défense qu'à chaque fois que les intellectuels ont tenté de trouver des réponses à l'historique question « Que faire ? », une catastrophe s'en est suivie. Selon Castells, la théorie et la recherche doivent être considérées comme un moyen de comprendre la réalité et doivent être évaluées en termes d'exactitude, de rigueur et de pertinence. Il soutient que les intellectuels doivent modifier leur rôle par rapport à celui qu'ils ont occupé au 20^e siècle ; ils doivent désormais interpréter le monde différemment plutôt que de vouloir le transformer.

exigences de l'accumulation capitaliste post-fordiste. La perspective néo-marxiste soutient que la consommation de biens différenciés — produits par la flexibilisation de la production — a été rendue possible par les TIC, qui deviendraient le principal critère de l'insertion sociale. Dans une perspective d'économie politique internationale néo-gramscienne, Comor (1998a) se fonde sur les travaux de Harvey (1989) pour montrer comment les États-Unis ont utilisé les TIC et les nouveaux produits informationnels en tant que stratégie de relance de l'hégémonie américaine. Au contraire de Castells, Comor analyse comment le phénomène de marchandisation de l'information contribue à renforcer l'hégémonie néolibérale et à concentrer le pouvoir de la production culturelle entre les mains de quelques multinationales de l'information américaine. Il soutient également que la construction des réseaux informatisés globaux ne résulte pas d'une simple évolution technologique, mais plutôt d'un processus politique mis en place par certaines forces sociales. L'analyse de Comor sur le processus d'internationalisation des communications se distingue des thèses qui portent sur l'impérialisme culturel et qui ont été développées par certains auteurs en économie politique des communications, notamment H. Schiller (1969) et A. Mattelart (1976). L'usage du concept d'hégémonie permet à Comor de dépasser le fonctionnalisme des thèses sur l'impérialisme et de rendre compte des contestations et des résistances possibles. Selon lui, l'hégémonie ne s'impose pas de manière unidirectionnelle. Il soutient que l'intégration des processus communicationnels au cadre d'analyse gramscien permet de mieux comprendre la construction sociale de la réalité et des subjectivités résistantes qui y sont associées. Son analyse souffre néanmoins de certaines lacunes. La principale tient à l'absence de cas empiriques qui illustrent comment se constituent ces subjectivités et comment elles contribuent elles-mêmes à la reproduction de l'hégémonie. L'étude de Matt Davies (1999) sur le rôle des médias au Chili dans la constitution d'une hégémonie globale après le coup d'État de Pinochet se penche davantage sur la reproduction de l'ordre symbolique. Christopher May (2000) analyse quant à lui comment les accords sur la propriété intellectuelle (ADPIC) négociés à l'OMC codifient et institutionnalisent le processus de marchandisation du savoir.

Ces analyses en économie politique critique s'intéressent toutefois peu au rôle de la communication en tant qu'imaginaire économique qui consolide l'ordre mondial actuel¹⁵. Si elles abordent les continuités du capitalisme en insistant sur le processus de marchandisation, ces thèses font peu état des transformations intrinsèquement culturelles de l'ordre mondial. Elles n'interrogent pas les mutations épistémologiques néolibérales qui transforment le marché en système cybernétique de distribution de l'information, ni les nouvelles modalités de pouvoir induites par ces transformations.

Ronald Deibert (1997) est l'un de ceux qui s'intéressent aux liens entre les transformations épistémologiques et matérielles liées aux TIC. Il s'appuie sur la théorie des médiums d'Harold Innis pour expliquer comment l'émergence des nouveaux moyens de communication transforme l'ordre mondial. La théorie des médiums avance que les transformations technologiques produisent deux types d'effets sur la société. D'une part, les TIC produiraient des effets « distributionnels » qui favoriseraient certaines forces politiques par rapport à d'autres et qui transformeraient l'ensemble de l'organisation sociale. D'autre part, les transformations du mode de communication modifieraient les épistémologies sociales, c'est-à-dire la perception des sujets et leur rapport au monde. En somme, l'émergence d'un nouvel environnement hypermédiatique favoriserait certains acteurs par rapport à d'autres, principalement le capital transnational et les mouvements sociaux transnationaux. Cette hypermédiatisation provoquerait également l'éclatement de l'ontologie moderne et une déterritorialisation qui conduirait à la fragmentation des espaces. L'intérêt de la perspective de Deibert réside dans son analyse des interrelations entre les transformations épistémologiques et matérielles et leurs effets sur la configuration de l'ordre mondial. Bien qu'il prétende privilégier une approche holistique voulant que la technologie fait partie d'une totalité sociale, l'argumentation de Deibert conduit néanmoins à une forme de déterminisme technologique. Plus précisément, il semble surestimer le renforcement des capacités des acteurs grâce à la technologie. Selon lui, les nouveaux mouvements sociaux seraient en mesure de construire un contre-pouvoir qui s'apparente à une sphère publique de type habermassienne à l'échelle globale (Deibert, 2000). Les transformations épistémologiques

¹⁵ May (2000) le fait implicitement en reconnaissant le rôle des idées dans la constitution du régime des droits de propriété intellectuelle et en analysant le contexte idéologique qui a permis le déploiement d'une société de l'information.

qu'il analyse précèdent toutefois l'implantation des TIC. De fait, l'étude des premières traces de l'utopie communicationnelle (Mattelart, 1999 ; Musso, 2000) révèle leur présence dans les écrits de Saint-Simon qui datent du XIX^e siècle. Compte tenu de cette antériorité des transformations d'ordre épistémologique par rapport aux TIC, nous soutenons que l'utopie communicationnelle se concrétise dans un imaginaire économique lors des transformations épistémologiques et culturelles induites par le néolibéralisme. Cet imaginaire se matérialise dans l'implantation des TIC dans les années 1980-1990, et s'alimente de la rhétorique globaliste qui anime certaines forces sociales contestataires. En somme, les technologies ne produisent leurs effets que dans une société qui est culturellement préparée à les recevoir.

La thèse d'Hardt et Negri (2000) exprime de manière radicale les transformations de l'ordre mondial engendrées par la démocratisation de la communication. Hardt et Negri utilisent le concept d'« Empire » pour décrire le passage de la forme moderne d'organisation du pouvoir centrée sur la souveraineté territoriale à une nouvelle configuration de l'ordre mondial qui prend la forme d'un réseau déterritorialisé. S'appuyant sur les analyses néomarxistes (Jameson, 1991; Harvey, 1989), les auteurs soutiennent que l'émergence de l'Empire marque le passage de la modernité à la postmodernité. Dans la postmodernité, le pouvoir souverain de l'État-nation serait remplacé par un pouvoir issu d'un réseau de communication qui exprime et organise à la fois le mouvement de la mondialisation (Hardt et Negri, 2000 : 59). L'Empire se serait constitué grâce à une modification radicale du mode de production capitaliste, qui se caractériserait désormais par l'informatisation de la production. Le travail immatériel supplanterait ainsi la production industrielle.

Le passage à une production immatérielle marquerait également le début de la transition des sociétés disciplinaires aux sociétés de contrôle. Dans les sociétés de contrôle, le pouvoir ne s'exprimerait plus dans le cadre des institutions comme dans la société disciplinaire. Il serait plutôt intériorisé par les sujets de l'Empire « par le biais de réseaux souples, modulables et fluctuants » (*ibid* : 45). Les réseaux de communication articuleraient ce biopouvoir, pouvoir sur la vie, en produisant des nouvelles subjectivités. En ce sens, les réseaux de communication structureraient les besoins, les relations sociales, les corps et les esprits ; ils « produiraient des producteurs » (: 59). Le caractère « nouveau » de cette

structure de pouvoir réticulaire et communicationnelle proviendrait du fait que « l'information et la communication constituent les biens produits » (:364). Le réseau constituerait donc à la fois le site de la production et le site de la circulation. L'Empire s'apparente ainsi à un système autoréférentiel et cybernétique qui possède la capacité de se renouveler sans cesse, en organisant à la fois la production et sa propre légitimation à l'intérieur des réseaux de communication.

La réflexion d'Hardt et Negri est une contribution intéressante à une meilleure compréhension des dynamiques de l'ordre mondial, notamment en ce qui concerne la flexibilisation des modalités du pouvoir contemporain. Toutefois, conformément à notre ambition d'élaborer une critique argumentée de la société de l'information, il convient d'analyser la convergence de leur propos avec les tenants d'une société globale de l'information. De fait, l'analyse d'Hardt et Negri possède des similarités avec les thèses de certains auteurs managériaux (Drucker, 1993 ; Peters, 1993), particulièrement lorsqu'ils valorisent le concept de « réseau » ou encore celui d'« économie du savoir ». L'ouvrage *Empire* regorge de références au langage managérial, au point où « il peut être lu comme un texte de management moderne sur le changement et le leadership » (Trad. libre, Thrift 2002 : 26). La thèse d'Hardt et Negri participe donc à la constitution de l'imaginaire communicationnel du capitalisme cybernétique. Selon les auteurs, l'immatérialité de la production modifierait radicalement le fonctionnement du système capitaliste, au point où les analyses de Marx seraient désuètes¹⁶. La production ne fonctionnerait plus de manière hiérarchique comme dans la société industrielle où le capital confrontait le travail de manière autoritaire, laissant ainsi ouverte la possibilité de réalisation du mouvement dialectique de libération des travailleurs. La production serait désormais orchestrée par les travailleurs eux-mêmes qui collaborent en réseaux¹⁷, sonnant ainsi le glas de la praxis dialectique marxienne :

De nos jours, la productivité, la richesse et la création des surplus sociaux prennent la forme d'interactivité coopératrice par l'intermédiaire de réseaux linguistiques, communicationnels et affectifs. Dans l'expression de sa propre

¹⁶ Les éditeurs considèrent toutefois l'ouvrage comme une actualisation des travaux de Karl Marx, en témoigne le bandeau de la première de couverture qui annonce sa prétention : « Le Manifeste du 21^e siècle ».

¹⁷ La thèse d'Hardt et Negri (2000) se rapproche ici des travaux du théoricien en management Tom Peters (1993), qui portent sur le « management révolutionnaire ».

énergie créatrice, le travail immatériel semble ainsi fournir le potentiel pour une sorte de communisme spontané et élémentaire (Hardt et Negri, 2000 : 350).

Hardt et Negri semblent également surestimer la nouveauté de leur analyse. D'une part, s'ils prétendent rejeter la méthode dialectique hégéliano-marxiste, ils la reproduisent en opposant le concept d'Empire à celui de Multitude (Browning & Kilimster, 2006 : 169-191). Ils définissent le deuxième comme une entité collective composée d'une pluralité de sujets indépendants qui s'opposent à l'Empire. Or, comment une diversité de sujets atomisés serait spontanément en mesure de créer le « communisme » tel qu'envisagé par les auteurs ? Marx entrevoyait dans la production capitaliste elle-même les germes d'une libération de la société sous l'emprise du capital. En clair, le communisme se situe à l'intérieur même du capitalisme, tout comme la Multitude est dans l'Empire.

D'autre part, Hardt et Negri surévaluent le caractère « nouveau » des phénomènes qu'ils décrivent, principalement la nouveauté de l'immatérialité de la production. Dans le capitalisme, le travail a toujours été abstrait, dans la mesure où il consiste en une relation sociale, et non une chose. La spécificité historique du travail abstrait dans le capitalisme ne réside pas dans les objets qu'il produit, qu'ils soient matériels ou immatériels, mais bien dans son caractère proprement *social*. En ce sens, la production capitaliste a toujours été biopolitique, c'est-à-dire qu'à un mode de production correspond également un mode de subjectivation. Par ailleurs, un des principaux problèmes de la thèse d'Hardt et Negri est d'insister sur la perte de souveraineté nationale dans un contexte de globalisation. Ce postulat, largement diffusé, est étayé par plusieurs auteurs managériaux (notamment Ohmae, 1990) qui soutiennent que l'État est devenu une structure obsolète. Les conséquences politiques de cette thèse sont majeures (voir chapitre 5). Le pouvoir, dans sa dimension strictement communicationnelle, s'exprimerait par Internet sous la forme d'un cyber-militantisme, laissant aux forces sociales liées aux intérêts néolibéraux le pouvoir de s'emparer de l'État¹⁸ (Dean, 2003 ; Mertes, 2002).

¹⁸ À l'instar de Jessop (2004b : 39), il convient de se demander si les analyses de Castells et de Hardt et Negri ne seraient pas respectivement des célébrations de « droite » et de « gauche » de la nouvelle économie qui légitiment les transformations de l'État et la globalisation du capitalisme contemporain.

La société civile internationale et la démocratie cosmopolite

De manière concomitante à la diffusion des analyses sur le phénomène de globalisation, de nombreuses études ont traité de l'émergence d'une société civile globale qui prendrait la forme d'un espace public à l'échelle internationale, laissant poindre l'espoir d'« une démocratie cosmopolite » (Held, 1995). L'implantation des TIC est intimement liée à la croyance qu'une force sociale située en dehors de l'État et du marché influence les lois et les normes informelles qui régulent les interactions sociales à l'échelle locale et mondiale (Scholte, 2002). Lors de certains événements spontanés relatés par les médias alternatifs et globaux ¹⁹, l'utilisation d'Internet a permis de coordonner la communication entre manifestants. Ces épisodes spectaculaires ont été interprétés par certains (notamment Lévy, 2002) comme des signes « évidents » de l'émergence d'une cyber-démocratie planétaire.

Le principal problème des analyses sur la société civile globale ou encore sur la démocratie cosmopolite réside dans leur perspective idéaliste. Plus précisément, ces analyses surestiment la possibilité de voir émerger spontanément des formes de résistance et la politisation d'une société civile en mesure de s'auto-réguler. Elles évacuent ainsi le contexte économico-politique et culturel dans lequel évolue la majorité de la population. Dans un contexte de marchandisation de la culture, qui transforme les questions politiques en spectacles, l'environnement culturel dans lequel le sujet se constitue est largement dépolitisé (Comor, 2001). La question n'est pas tant de savoir si les TIC peuvent ou non renforcer la capacité de communiquer de certains groupes de militants — ce qu'elles permettent sans doute —, mais plutôt d'analyser de quelle manière le concept de « société civile globale » contribue à la constitution d'un imaginaire communicationnel qui dépolitise l'économie. La plupart des analyses qui portent sur la société civile globale ou encore sur la démocratie cosmopolite regorgent de références habermassiennes (dont les mots-clés sont : participation, dialogue, communication, etc.). Nous discuterons plus en profondeur de cette perspective dans le chapitre suivant, mais nous pouvons déjà soutenir qu'elle évacue le conflit et l'antagonisme au cœur même des rapports sociaux. Par sa négation de la dimension

¹⁹ Par exemple, les nombreux contre-sommets (Seattle, Gênes, Québec, etc.), la résistance des Zapatistes au Mexique, l'organisation d'un militantisme contre l'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI) ou la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

conflictuelle, la perspective habermassienne n'est pas en mesure d'offrir une critique de la réalité économico-politique existante et risque de voir les idéaux démocratiques légitimes qu'elle défend se transformer en discours de légitimation de l'ordre mondial. Ces approches philosophiques strictement normatives tiennent généralement pour acquis l'économie de marché et ne la problématisent que rarement. Une critique de l'économie politique est pourtant nécessaire afin que les idéaux démocratiques d'auto-détermination se réalisent. Sur le plan sociologique, ce « fétichisme de la société civile » (Drainville, 1998) contribue à la dépolitisation tendancielle de l'économie. À titre d'illustration, les ONG de la « société civile » intègrent de plus en plus les approches de gestion (notamment celle du *problem solving*) à la fois dans leur fonctionnement et dans leur perception des problèmes globaux. Cette intégration des approches managériales au sein des ONG conduit à dépolitiser et à naturaliser les problèmes économiques en les transformant en simples questions techniques (Amoore & Langley, 2004 ; Lipschutz, 2005 ; Bartelson, 2006).

Les nouvelles théories de résolution de problèmes : la « gouvernance sans gouvernement »

La dynamique cybernétique du capitalisme possède une contrepartie politique dans l'usage de la notion de « gouvernance ». Dans son ouvrage au titre évocateur *Governance without government* (1992), le politologue James Rosenau soutient qu'on assiste depuis la fin du vingtième siècle à un renforcement de la complexité du monde, tributaire d'un processus de globalisation caractérisé par une multiplication des acteurs et des paliers d'autorité dans le système international. La globalisation marquerait l'avènement d'un nouveau paradigme post-international nommé « fragmegration ». En raison de cette fragmentation de l'autorité, de nouveaux mécanismes flexibles de régulation et de contrôle (*steering mechanism*) doivent être implantés pour maintenir la stabilité de l'ordre international. Rosenau (1992) s'appuie sur le concept de cybernétique pour étayer sa thèse sur l'émergence d'une « nouvelle forme de gouvernance sans gouvernement ». Une « bonne gouvernance » nécessite d'implanter des mécanismes communicationnels d'auto-régulation qui transforment la conduite des gens. Ces mécanismes de contrôle fonctionnent non plus de manière hiérarchique (*top-down*), mais de manière horizontale (*bottom-up*) (Rosenau, 1995 : 17). Ce modèle de gouvernance cybernétique ne vise pas une forme d'équilibre homéostatique mais plutôt un processus évolutif de flux perpétuels. Les mécanismes communicationnels d'auto-régulation se

régénèrent constamment, à la manière des marchés qui n'atteignent jamais un équilibre parfait.

L'analyse acritique de Rosenau peut être considérée comme une nouvelle forme de théorie de résolution de problèmes. Elle exprime parfaitement la transformation épistémologique propre au néolibéralisme. Dans le modèle néolibéral, le marché ne se légitime pas par ses vertus morales comme chez les libéraux classiques, ou encore par sa capacité à engendrer un équilibre parfait. Il se légitime par sa capacité de diminuer l'incertitude en situation de complexité sociale. Dans la perspective néolibérale, le marché est une manière de gouverner, une *gouvernementalité* (Foucault, 2004), qui s'applique à l'ensemble des institutions sociales et à l'ordre mondial (voir chapitre 6).

Certains théoriciens des relations internationales intègrent les principes cybernétiques de la théorie systémiste du sociologue N. Luhmann (1998 ; 1999) dans l'étude de la société mondiale. Dans le domaine des relations internationales, des éléments de la théorie systémiste luhmannienne se retrouvent dans les thèses de certains auteurs influencés par le constructivisme (Albert, 1999 et 2002 ; Jaeger, 2007 ; Helming & Kessler, 2007). De manière plus critique, certains auteurs en économie politique internationale (Daly, 2004 ; Jessop, 2002 ; Leyshon & Thrift, 1997) réfèrent aux principes systémistes pour analyser le capitalisme contemporain. La théorie luhmannienne se fonde sur une épistémologie constructiviste radicale qui inclut les éléments anti-fondationnalistes, anti-essentialistes et anti-universalistes de la théorie post-moderne. Elle consiste en une radicalisation du fonctionnalisme parsonien qui se débarrasse de toute forme de problèmes philosophiques émanant du sujet, des normes, ou de la solidarité sociale (Papilloud, 2003 : 68). Selon Luhmann, la société se compose uniquement de communications érigées en système. Les individus ne sont pas les fondateurs du social ; ils représentent plutôt les limites du système. Dans cette théorie inspirée de la cybernétique de seconde génération²⁰, la communication possède un statut ontologique. Plus précisément, le système est une identité qui réussit à

²⁰ La cybernétique de seconde génération se distingue de celle de première génération du fait qu'elle rejette le principe de stabilité homéostatique des premières théorisations dans le domaine. Dans la cybernétique de seconde génération, l'ordre est constamment en mouvement et aucun équilibre ne peut être atteint de manière permanente.

maintenir une certaine stabilité et à s'auto-reproduire au moyen de la communication autoréférentielle. La société est appréhendée comme un ensemble de systèmes autopoïétiques, c'est-à-dire qu'elle se compose de sous-systèmes qui sont en mesure de s'auto-reproduire sur la base d'une forme de communication autoréférentielle (Luhmann, 1999). Chaque sous-système (par exemple le droit, la politique, l'économie) se construit et se reproduit en se différenciant de son environnement. Les systèmes ne communiquent pas avec leur environnement mais uniquement avec les éléments qui les constituent. Le rôle de la communication est de réduire l'incertitude qui provient de la complexité intrinsèque à toute situation de communication. Les systèmes émergent de manière contingente en vue de réduire l'incertitude causée par la complexification du social. Dans la perspective luhmanienne, les critères binaires de l'efficacité technique — qui reposent sur un rapport *input/output* — se substituent aux normes et à la raison comme principes sur lesquels se fondent les prises de décisions de chaque sous-système (par exemple, payer *ou ne pas* payer pour l'économie).

Appliquée à la société mondiale, la théorie systémiste soutient qu'un processus évolutionnaire tend à intégrer l'ensemble des sous-systèmes différenciés territorialement (les États) de manière non-normative (Albert, 1999). Selon cette perspective, c'est le système financier qui représente le mieux la société mondiale et qui en constitue le centre. Les autres sous-systèmes (la politique, le droit) sont considérés comme périphériques (Luhmann, 1998)

21

En plus des auteurs qui s'identifient explicitement à la théorie systémiste luhmannienne, l'influence de cette dernière est décelable dans les théories de la gouvernance de Rosenau, dans celle de la société en réseaux de Castells, ou encore dans celle de l'Empire

²¹ Dans le cadre de son débat avec Luhmann, Habermas a souligné le caractère profondément conservateur de la théorie systémiste. Habermas (1987, vol.2) soutient à juste titre que cette théorie constitue une forme de légitimation de la colonisation du monde vécu par le système (: 343). Toutefois, il convient de se demander comment la communication langagière habermassienne — qui refuse de placer de manière apriorique une finalité normative dans le cadre du processus démocratique — peut contrecarrer l'emprise d'une communication cybernétique qui se fonde sur l'efficacité technique. En d'autres termes, en réduisant la fondation de la socialité et de la subjectivité moderne à un type de communication fondé sur la discussion rationnelle et transparente, il est difficile d'imaginer l'émergence d'un sujet collectif en mesure de s'opposer au paradigme cybernétique d'autorégulation *qui repose lui aussi* sur la transparence et la communication. C'est ici que le politique a pour rôle de faire surgir le caractère symbolique et proprement contingent de l'institution de cette société fondée sur la communication et l'efficacité technique (Daly, 2004).

d'Hardt et Negri. Les approches cybernétiques comme celles de Rosenau et de Luhmann ne sont pas tant des idéologies qui masquent la réalité, que des représentations qui possèdent une vérité objective. En produisant des discours et des pratiques qui naturalisent les formes sociales actuelles, elles participent à la consolidation de l'imaginaire du capitalisme cybernétique et sont constitutives de l'ordre mondial. Ces théories et les pratiques qui en découlent légitiment les relations de domination contemporaines en posant la réalité comme le résultat d'un processus inéluctable. « Theory is always for someone and for some purpose », écrit Robert Cox (1996 : 87). Malgré qu'elles se présentent comme complètement neutres et a-idéologiques, elles sont proprement politiques en ce qu'elles cautionnent l'ordre mondial actuel.

La théorie de la gouvernance par mécanismes communicationnels n'analyse pas le processus de marchandisation de l'information et du savoir qui s'effectue en son nom²², et sert ainsi davantage d'outil idéologique pour l'expansion de l'impérialisme américain (Comor, 1998b). À ce propos, l'étude de certains postulats défendus par des auteurs *mainstream* s'avère éclairante pour cerner leurs visées politiques. Dans une perspective libérale institutionnaliste, Joseph Nye (2004) soutient que les TIC deviennent la source principale du pouvoir dans une société globale de l'information. Elles transformeraient la puissance (*hard power*) en un pouvoir plus doux (*soft-power*). Cette nouvelle forme de pouvoir se fonderait sur la transparence, l'ouverture et la crédibilité afin d'influencer les acteurs sociaux non pas en les dominant directement, mais en communiquant avec eux. Les diverses organisations, incluant les gouvernements, doivent ainsi entrer en compétition à l'échelle internationale pour augmenter leur crédibilité et affaiblir celle de leurs opposants. Selon Nye et Owen (1996), cette nouvelle forme de pouvoir — qui s'apparente à la gouvernance cybernétique de Rosenau — est nécessaire pour pacifier l'économie-monde et défendre les intérêts américains :

The one country that can best lead the information revolution will be more powerful than any other. For the foreseeable future, that country is the United States (Nye and Owen, 1996 : 20).

²² Et qui se matérialise dans des initiatives précises, comme le *Global Information Infrastructure* piloté par Al Gore et que nous analysons en détails au chapitre 4.

4. Cadre théorique : l'approche culturelle de l'économie politique internationale

L'imaginaire du capitalisme cybernétique et l'idéologie de la communication

Certains auteurs critiques d'inspiration marxiste (Wood, 1997; May, 2002b, Garnham, 2000) voient dans les tentatives de conceptualiser le monde contemporain en termes de « nouveauté » une manière de ne pas traiter du capitalisme et de ses continuités. Puisqu'elles soulignent la persistance du capitalisme dans ses modalités générales — rapports de production, marchandisation, etc. —, ces analyses reflètent une transformation d'ordre culturel que nous décrivons comme l'émergence d'un nouvel imaginaire économique. Cet imaginaire s'exprime dans une idéologie, l'idéologie de la communication. L'idéologie de la communication représente une transformation dans la manière dont l'économie capitaliste est appréhendée au regard de la technologie, de l'information et du savoir. Garnham (2000) soutient que la société de l'information est l'idéologie dominante de l'ordre mondial. Sa définition de l'idéologie s'apparente toutefois à celle du marxisme orthodoxe. Marx (1962 [1847]) reconnaissait pourtant que le capitalisme n'est pas monolithique ; il consiste en une forme sociale en perpétuel changement, qui se reproduit en révolutionnant constamment les rapports sociaux. Selon sa formule célèbre — reprise par Schumpeter dans les termes d'une destruction créatrice —, « tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané » (*Ibid* : 24). Le capitalisme est donc une forme sociale qui change constamment, qui prend des configurations institutionnelles différentes selon l'espace et le temps et qui façonne en permanence l'identité des sujets. Les analyses qui traitent de la « société de l'information » ont un objet problématique puisque toutes les sociétés ont été fondées sur la communication des savoirs entre ses diverses entités constitutives. Elles illustrent donc elles-mêmes une transformation culturelle majeure, que nous envisageons en termes de la constitution d'un nouvel imaginaire socio-économique.

Les auteurs critiques en économie politique de la culture et des communications (Comor, 1998a ; Jameson, 1991 ; Harvey, 1989) et les auteurs qui s'inscrivent dans les courants théoriques plus traditionnels (Nye, 2004) envisagent généralement la culture comme une sphère autonome (*superstructure*) opposée à une structure sociale de production. Ces auteurs critiques et traditionnels condamnent et cautionnent respectivement la

marchandisation de la culture et son rôle dans l'impérialisme américain. La perspective culturelle d'économie politique que nous privilégions s'intéresse davantage à l'aspect symbolique de la culture. Dans sa dimension symbolique, la culture réfère toujours à un imaginaire social en tant qu'élément constitutif de la structuration des rapports sociaux en général, et des rapports économiques en particulier.

En ce sens, l'imaginaire est une « abstraction réelle », une forme de pensée objectivée constitutive de la structuration des rapports sociaux. L'imaginaire et l'idéologie se situent à des niveaux d'abstraction différents. Le premier, d'ordre ontologique, est constitutif de l'institution du social. La deuxième consiste en un régime particulier de l'imaginaire. Autrement formulé, l'imaginaire est imperceptible en soi alors que l'idéologie est la forme phénoménale que prend cet imaginaire. Comprise comme un régime spécifique de l'imaginaire au fondement d'une culture, l'idéologie joue un rôle de légitimation des contradictions de l'ordre social. Plus précisément, l'idéologie de la communication est la forme phénoménale de l'imaginaire du capitalisme cybernétique. Issue de la faillite des idéologies traditionnelles, l'idéologie de la communication repose sur la croyance selon laquelle les problèmes sociaux résultent d'un manque de communication. Selon cette perspective techno-déterministe, ces problèmes se résolvent en améliorant la communication entre individus à l'aide de la technique (Breton et Proulx, 2002). Il s'agit d'une « idéologie invisible » (Lefort, 1986) qui se distingue de l'idéologie bourgeoise et de l'idéologie totalitaire mais qui incorpore certains de leurs éléments. Plus précisément, l'idéologie invisible émerge de l'échec de ces deux idéologies. Alors que l'imaginaire réfère à un monde extérieur, l'idéologie (invisible) constitue un régime spécifique de cet imaginaire et s'articule comme un discours sur le social. Ce discours se situe à l'intérieur même de la société. Le rôle de l'idéologie est de dissimuler et de juguler les divisions sociales et temporelles de chaque société. L'idéologie de la communication est « invisible » en ce qu'elle estompe les oppositions caractéristiques des idéologies antérieures. Elle réussit à juguler les divisions socio-temporelles et les résistances au capitalisme contemporain en construisant un « entre-nous » fondé sur la communication, les médias de masse et la technologie. Cette idéologie de la transparence communicationnelle dépolitise l'économie, précisément parce qu'elle se

manifeste sous la forme d'un discours qui décrit une société réconciliée avec elle-même grâce aux réseaux de communication, financiers et informationnels.

La société de l'information constitue en ce sens un projet politique qui est une forme particulière de régime de mobilisation. Ce projet ne se réduit pas à l'extension du pouvoir économique des firmes multinationales à des secteurs jusqu'ici relativement épargnés par la marchandisation (culture, santé, information, savoir, environnement, vivant). Il est également un régime de mobilisation (Coutrot, 1998 ; Robins & Webster, 1989) qui vise à adapter les sujets aux conditions du régime d'accumulation financiarisé. Ce régime de mobilisation se manifeste sous la forme de nouveaux savoirs — principalement issus du management —, qui légitiment la restructuration réticulaire des rapports sociaux en s'appuyant sur de nouvelles modalités de pouvoir (par exemple, des mécanismes « flexibles » de gouvernance). La transformation des idéaux démocratiques de la sphère publique en discours de légitimation du capitalisme cybernétique²³ légitime également cette réorganisation (voir chapitre 4).

L'approche culturelle de l'économie politique

L'argument principal développé dans cette thèse est que les transformations actuelles du capitalisme, synthétisées dans le concept de « société globale de l'information », consolident un nouvel imaginaire économique fondé sur le paradigme de la communication cybernétique. Nous expliciterons le concept d'imaginaire en vue d'analyser comment les mutations symboliques du capitalisme contribuent à la transformation des pratiques sociales constitutives du nouveau régime d'accumulation financiarisé²⁴. Pour ce faire, nous présentons d'abord les principaux jalons théoriques d'une approche culturelle de l'économie politique internationale. Notre approche matérialiste-symbolique intègre les apports de divers courants en sciences sociales qui ont montré le caractère proprement culturel, social et normatif de l'économie. Notre perspective bonifie ainsi le cadre théorique de l'économie

²³ Précisons de suite l'expression « capitalisme cybernétique » au cœur de cette thèse. Nous ne référerons pas tant à un type d'industrie qui repose sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, qu'à une manière de structurer les rapports sociaux à partir du paradigme communicationnel. Dans le chapitre 2, nous soutenons que cette restructuration résulte de la crise du mode de régulation fordiste et de la mise en place de politiques néolibérales qui s'inspirent de la théorie cybernétique. En ce sens, c'est la financiarisation de l'économie qui représente le mieux la cybernétisation du capitalisme (voir chapitre 3 et 6).

²⁴ Sur le régime d'accumulation à dominante financière, voir (Aglietta, 1998 ; Boyer, 2000 ; Chesnais, 2002).

politique internationale qui analyse les rapports de pouvoir constitutifs des structures historiques de l'économie mondiale (Cox, 1996).

Plusieurs auteurs en sociologie économique (Boltanski et Chiapello, 1999 ; Simmel, 1987 ; Polanyi, 1983), en géographie critique (Leyshon & Thrift, 1997), en économie culturelle (Amin & Thrift, 2004 ; Du Gay & Pryke, 2002), et en économie institutionnaliste (Aglietta & Orléan, 2002 ; Veblen, 1971) rejettent le paradigme de l'acteur rationnel et le positivisme propres aux approches économiques orthodoxes. Ces auteurs refusent également la démarche apriorique de la conception classique, qui présente l'activité économique comme une logique autoréférentielle soumise à des lois universelles, anhistoriques et implacables. Leurs travaux analysent les fondements culturels de l'économie de marché et la construction d'un sujet économique abstrait déraciné de son monde vécu. Elles soutiennent que la régulation de l'économie ne résulte pas d'un ordre spontané, naturel et endogène, mais qu'elle consiste en un ensemble d'institutions sociales qui produisent des normes constitutives des comportements des acteurs économiques. Ces approches avancent que les sujets économiques participent à la reproduction du capitalisme de manière plus ou moins stable sur une période de temps donnée.

L'approche culturelle de l'économie politique²⁵ poursuit la réflexion sur le rapport entre l'économie et la culture entreprise à la suite du « tournant culturel » (*cultural turn*) dans le monde académique anglo-saxon. Certains auteurs (Lash & Urry, 1994) soutiennent que les transformations contemporaines du capitalisme se caractérisent par une « culturalisation » de l'économie. Selon eux, l'émergence d'une culture de la consommation soutenue par les industries culturelles et d'une culture d'entreprise produite par les nouvelles théories managériales estomperait la différenciation moderne entre la culture et économie. Ces approches proposent une définition plutôt restreinte de la culture et l'envisagent comme une « création de l'esprit ». Cette définition de la culture en économie politique critique implique un certain déterminisme qui lie le monde de production à certains types de créations culturelles. Les travaux de Frédéric Jameson (1991) et David Harvey (1989) qui

²⁵ Dans le chapitre 1, nous exposons les principaux jalons théoriques d'une approche culturelle de l'économie politique internationale.

relient le mode de régulation postfordiste à l'esthétisme postmoderne s'inscrivent dans cette perspective.

L'approche anglo-saxonne d'« économie culturelle » (Du Gay & Pryke, 2002 ; Ray & Sayer, 1999 ; Amin & Thrift, 2004) propose une définition plus substantielle de la culture. Fortement inspirés par les travaux de Michel Callon (1998), certains auteurs (Carrier & Miller, 1998 ; MacKenzie, 2006) en économie culturelle analysent le caractère performatif des modèles théoriques développés par les économistes. Selon leur perspective, les principaux concepts économiques sont des abstractions réelles en ce qu'elles induisent des rationalités particulières qui se matérialisent dans la pratique des acteurs économiques. Si l'approche de l'économie culturelle examine le rôle constitutif de la culture dans l'économie, elle néglige toutefois d'analyser les relations de pouvoir et de domination dans la sphère économique et culturelle. Plusieurs travaux en économie culturelle reposent en effet sur une épistémologie constructiviste radicale et décrivent la réalité économique comme un assemblage contingent d'entités mixtes formées par des humains et des technologies. Ces sujets hybrides seraient animés par une volonté de puissance nietzschéenne qui permettrait l'excroissance infinie de réseaux d'innovation. Cette perspective possède des similitudes ontologiques et épistémologiques avec le courant économique néolibéral dominant, à savoir l'anti-universalisme, l'anti-fondationnalisme et l'anti-essentialisme anti-humaniste (Vanderberghe, 2004). Ces travaux ne reconnaissent pas la spécificité historique du capitalisme dans lequel les pratiques d'accumulation de la valeur forment une structure de domination dépersonnalisée, qui cadre le champ de possibilités des acteurs sans les déterminer complètement (Jessop, 2005).

L'approche d'économie politique culturelle développée dans cette thèse propose une définition de la culture qui se situe à mi-chemin entre les deux interprétations décrites plus haut. En tenant compte de l'apport théorique de ces approches hétérodoxes en économie politique, nous réinterpréterons la sociologie marxienne dans les termes d'une critique des imaginaires au fondement même de la modernité capitaliste. Suivant Cornelius Castoriadis (1975), il est possible de comprendre comment l'imaginaire consiste en une « abstraction réelle », une forme de pensée objectivée qui est constitutive de la structuration des rapports

sociaux. Afin de s'opérationnaliser et d'être effectif, l'imaginaire se rattache à une matérialité donnée (Bayart, 1995). Il s'ancre dans des pratiques individuelles et collectives objectivées, qui forment l'ensemble des médiations symboliques propres à chaque culture. L'approche castoriadienne permet de comprendre le rôle constitutif de la culture dans l'économie en analysant « les procédures instituées moyennant lesquelles l'être humain, au cours de sa fabrication sociale comme individu, est conduit à reconnaître et à investir positivement les valeurs de la société » (Castoriadis, 1979 : 35). L'approche culturelle de l'économie politique internationale permet ainsi de comprendre comment le capitalisme actuel — la société globale de l'information comprise comme un système autoreproducteur — se matérialise dans des pratiques culturelles, dans des espaces sociaux spécifiques et dans des institutions, qui participent à sa reproduction symbolique et matérielle.

5. Méthodologie

L'analyse critique de discours

L'approche culturelle de l'économie politique internationale développée dans cette thèse vise à comprendre le rôle constitutif de l'imaginaire dans la structuration des rapports sociaux. La société se constitue d'un ensemble structuré de pratiques médiées symboliquement par un imaginaire. Plus précisément, le symbolique est perceptible lorsqu'il se loge et se matérialise dans des pratiques sociales. Afin de comprendre le rôle constitutif des imaginaires dans l'économie, nous analysons la manière dont les discours et autres éléments sémiotiques entrent en relation dialectique avec les pratiques sociales. Ces pratiques constituent des formes stabilisées de l'activité sociale, qui prennent la forme d'habitus (Bourdieu, 2001). Les discours sont donc des représentations sociales de la réalité, mais aussi des imaginaires, des réalités *projetées*.

L'approche méthodologique de l'analyse critique de discours permet d'analyser l'articulation dialectique entre les discours et les pratiques qui construisent les structures d'ordonnement de la réalité sociale (Fairclough, 2001 ; Wodak et Meyer, 2001). L'analyse critique de discours est compatible avec l'approche culturelle d'économie politique car elles partagent les mêmes fondements ontologiques et épistémologiques. Ces

deux approches se caractérisent par une ontologie sociale réaliste qui envisage les structures et les pratiques sociales comme faisant partie de la réalité. Elle se distingue de l'épistémologie constructiviste dominante en ce qu'elle tient compte de la relative stabilité et permanence des entités sociales, c'est-à-dire des structures, des pratiques et des identités (Fairclough, 2001). La réalité ne se réduit pas à un jeu de langage ; elle est une totalité constituée à la fois de discours et de structures — une totalité symbolique et matérielle — qui façonnent les pratiques des acteurs, lesquels façonnent à leur tour la configuration structurelle. Contrairement aux approches postmodernes qui reposent sur un constructivisme radical, notre approche matérialiste-symbolique reconnaît l'existence de structures objectives — bien que construites socialement — qui cadrent le champ de possibilités des acteurs sans le déterminer complètement.

L'ontologie sociale réaliste critique repose donc sur une épistémologie matérialiste-symbolique. Cette approche méthodologique est fondamentalement critique car elle cherche à identifier les relations de pouvoir et de domination dans les discours, et à expliquer comment elles se reproduisent dans les pratiques des acteurs. Elle reconnaît le caractère normatif et politique de toute position ontologique sans toutefois tomber dans le piège du relativisme. Elle propose d'adopter une position réflexive qui reconnaît la normativité et la subjectivité du chercheur sans toutefois accepter l'incommensurabilité des valeurs et des paradigmes. Puisque chaque position ontologique et épistémologique s'appuie sur des présuppositions normatives qui défendent un projet politique et un ordre mondial donné, nous pouvons analyser ces différentes positions en se posant la question : « comment devrions-nous vivre ? », ou, mieux encore « comment devrions-nous bien vivre ? » (Neufeld, 1994).

Données analysées

Nous analysons divers types de documents dans le cadre de cette thèse afin de comprendre le rôle de l'imaginaire communicationnel dans les transformations de l'économie politique mondiale. Nous abordons les questions de la légitimation de cet ordre mondial et de la constitution de nouvelles modalités de pouvoir et de subjectivités en s'appuyant sur une

littérature primaire et secondaire. La littérature primaire est constituée de trois types de documents :

1. Nous analysons les discours des auteurs managériaux, des gourous et des théoriciens qui traitent des enjeux de la société de l'information. La pertinence de l'étude de la littérature managériale réside dans le fait que ces auteurs contribuent à consolider les imaginaires économiques. Certains d'entre eux influencent directement les pratiques des acteurs économiques et évoluent dans des « circuits culturels du capital » (Thrift, 2005). Leur rôle est non seulement de décrire une réalité, mais également de produire certaines normes et valeurs qui produisent de nouvelles formes de subjectivités adaptées aux transformations matérielles du capitalisme.

2. Nous analysons certaines publicités produites par des entreprises et des industries de l'information, des TIC, des médias, de la finance et des télécommunications. L'étude de ces publicités s'avère pertinente pour comprendre la relation dialectique entre certains éléments sémiotiques et les pratiques économiques. Nous appréhendons la publicité en tant qu'artefact culturel dont le pouvoir ne repose pas tant sur sa capacité de manipuler les masses afin qu'elles consomment un certain type de produit, que sur sa capacité d'interpellation des sujets (Althusser, 1976). Les valeurs projetées par la publicité sont constitutives de l'imaginaire social. La manière dont certains types de produits (informatiques, financiers) sont commercialisés normalise des pratiques culturelles spécifiques. L'analyse des publicités permet ainsi d'identifier les représentations imaginaires du capital et comment elles participent à sa reproduction symbolique et matérielle. L'analyse de documents produits par les entreprises liées au secteur des TIC et de la finance (notamment *Accenture*, *Oracle*, *IBM*, *Citigroup*) vise à étudier comment et pourquoi les discours et les pratiques des entreprises s'alignent de plus en plus sur ceux des États (et vice-versa). Plus précisément, nous verrons que la pratique du *e-gouvernement* est révélatrice de cette tendance.

3. Le troisième type de contenu analysé se compose de divers documents institutionnels produits par les organisations internationales et par les États. L'analyse des rapports institutionnels permet d'expliquer en quoi les discours sur la société de l'information

participent d'un imaginaire consolidé par certaines thèses managériales qui s'institutionnalisent dans les organisations internationales. Ces discours s'inscrivent dans un « régime de vérité » (Foucault, 1969) qui se transforme en régime de mobilisation. Relayé par les organisations internationales, ce discours bénéficie d'une caution scientifique et institutionnelle qui légitime les transformations de l'économie et incite les acteurs à s'y adapter. Enfin, nous analysons certains documents produits par des organisations *ad hoc* (notamment le *ICT Task Force*, le *Global Knowledge Partnership*, l'*Alcatel Digital Bridge Initiative*)²⁶.

La littérature secondaire se compose de diverses études dans les domaines de l'économie politique internationale, de l'économie politique de la communication et de la sociologie économique. Nous référons à cette littérature principalement pour appuyer notre recherche théorique et empirique à l'aide d'analyses, d'exemples et de pratiques qui illustrent le rôle de la communication dans les transformations de l'ordre mondial.

6. Aperçu des chapitres

Le premier chapitre pose les principaux jalons théoriques d'une approche culturelle de l'économie politique internationale de la société globale de l'information. Cette approche vise à réinterpréter la sociologie marxienne dans les termes d'une critique de l'imaginaire constitutif de la modernité capitaliste. Nous soutenons que l'approche culturelle de l'économie politique permet de comprendre l'articulation dialectique entre le mode de production, le mode de subjectivation et les modalités de pouvoir constitutives d'un ordre mondial.

Le deuxième chapitre retrace l'émergence de l'imaginaire économique du capitalisme cybernétique dans le cadre du passage du mode de régulation fordiste au mode de régulation post-fordiste. Nous analysons les éléments constitutifs de l'imaginaire propre au capitalisme cybernétique. Nous expliquons que le néolibéralisme entame une transformation épistémologique en ce qu'il s'appuie sur la théorie cybernétique de la communication pour

²⁶ Voir la liste complète des documents analysés à l'Annexe 1 de la présente introduction.

légitimer le marché en tant que mécanisme d'auto-régulation de l'ordre social. L'analyse du contexte de crise du mode de régulation fordiste nous permet de situer historiquement l'émergence de l'imaginaire du capitalisme cybernétique.

Le troisième chapitre porte spécifiquement sur la légitimation du capitalisme cybernétique. Nous étudions les transformations symboliques et matérielles dans les domaines de la finance et des technologies. Il est montré que la convergence des secteurs financiers et technologiques a été accompagnée de la montée d'un discours de légitimation fondé sur la convergence entre le capitalisme et de la démocratie. Nous analysons diverses pratiques culturelles et sociales qui résultent de ces convergences et qui participent à la légitimation et à la reproduction des structures de domination du capitalisme sous sa forme cybernétique. Nous soutenons que si le capitalisme cybernétique apparaît comme un « sujet automate » en mesure de s'autoreproduire, il s'ancre dans les pratiques culturelles des sujets. Ceux-ci évoluent dans une culture médiatique, une technoculture et une culture de l'investissement qui présentent le marché comme un *global democratic marketplace*.

Le quatrième chapitre porte sur la dimension globale de la société de l'information. Nous historicisons la « société globale de l'information » en soutenant que ce projet politique s'est consolidé dans les années 1990, principalement avec le *Global Information Infrastructure* (GII) piloté par Al Gore. Ce projet illustre comment l'imaginaire du capitalisme cybernétique se matérialise et se légitime, notamment en s'appuyant sur la pratique de la « gouvernance numérique globale ». La construction de cette gouvernance numérique résulte d'un rapport de forces proprement politique, qui institutionnalise le nouvel imaginaire économique, en témoigne la multiplication des accords internationaux sur le sujet. Dans ce nouveau contexte institutionnel, qualifié de « néolibéralisme disciplinaire » (Gill, 1995b), l'information devient à la fois un principe ontologique et une manière de gérer les rapports sociaux et économiques.

Le cinquième chapitre identifie les pratiques spécifiques à l'imaginaire économique du capitalisme cybernétique à l'échelle nationale. Aux transformations du rôle de l'État dans l'accumulation correspondent des transformations discursives et matérielles fondées sur

l'imaginaire du capitalisme cybernétique. L'institution étatique intériorise dans son fonctionnement même le projet de « société globale de l'information » et se restructure en une organisation réticulée qui établit des interrelations avec les autres institutions (par exemple, les entreprises et les universités). Dans ce contexte de cybernétisation du capitalisme, les discours et les pratiques des institutions mutées en organisations s'orientent de manière convergente. Nous analysons les pratiques du « e-gouvernement », du *Knowledge Management*, et de « l'université virtuelle », afin d'expliquer comment elles produisent un nouveau type de subjectivité compatible au régime d'accumulation financiarisé : le sujet auto-régulé.

Le sixième chapitre porte sur les questions de l'ordre, de la régulation et du pouvoir dans la « société globale de l'information ». Ce chapitre consiste en une synthèse des chapitres antérieurs et vise à analyser les transformations de l'ordre mondial. Nous discutons de la nécessité de repenser la conceptualisation du pouvoir pour comprendre l'ordre mondial actuel au regard des nouvelles formes de domination associées aux transformations du capitalisme. Nous soutenons que l'analyse d'une nouvelle forme de gouvernamentalité, la *gouvernamentalité spectaculaire*, permet de comprendre le fonctionnement de la régulation et du pouvoir dans l'ordre mondial contemporain.

En conclusion, nous analysons les contradictions qui émergent de cette restructuration cybernétique de l'ordre mondial. Nous proposons enfin une réflexion sur la nécessité de questionner les finalités et les principes normatifs de l'économie afin de la repolitiser.

Annexe 1: Principaux documents analysés

États-Unis

- Clinton, Bill, *Remarks by the President at American University Centennial Celebration*, Bender Arena University, Washington, DC, 26 février 1993.
- Gore, Al, *Remarks by Vice President Al Gore at National Press Club*, 21 décembre 1993.
- USA, *The National Information Infrastructure : Agenda for Action*, 1993.
- USA, *National Partnership for Reinventing Government*, Access America : Reengineering Through Information Technology, février 1997.

Grande-Bretagne

- Cabinet Office, *Modernising Government*, mars 1999.

Canada

- Industrie Canada, *La société canadienne à l'ère de l'information : Pour entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle*, 1996.

G7-G8

- G7, *The Global Information Infrastructure : Agenda for Cooperation*, 1995.
- *Conclusions de la conférence interministérielle du G7 sur la société de l'information organisée à Bruxelles les 25-26 février 1995*. En ligne : <http://www.osiris.sn/article94.html>.
- G-7, *Impact of the IT Revolution on the Economy and Finance; Report from G7 Finance Ministers to the Heads of State and Government*, Fukuoka, Japon, 8 juillet 2000.
- G8, *Okinawa Charter on Global Information Society*, Okinawa, 22 juillet 2000.
- G8, *Digital Opportunities for All: Meeting the Challenge Report of the Digital Opportunity Task Force (Dot Force) including a proposal for a Genoa Plan of Action*, Genoa Summit 2001.

Union Européenne

- Commission européenne sur la société de l'information, *L'Europe et la société de l'information planétaire - Recommandations pour le Conseil européen*, Rapport Bangeman.
- European Parliament, *Report on the proposal for a European Parliament and Council regulation on the implementation of the Internet Top Level Domain ".EU"*, 2001.

OMC

- OMC, *Accord plurilatéral sur les télécommunications*, 1997.
- OMC, *Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent le commerce (ADPIC)*, 1994.

Banque Mondiale

- World Bank, *World Development Report 1998: Knowledge for Development*, 1998.

- World Bank, *World Development Report 2005: A Better Investment Climate For Everyone*, 2005.

Nations Unies

- PNUD, *Digital opportunity initiative*, juillet 2001.
- ICT Task Force, *Second annual report of the Information and Communication Technologies Task Force*, New York, 28 juin 2004.
- ICT Task Force, *Fourth annual report of the Information and Communication Technologies Task Force*, Genève, juillet 2006.

Forum économique mondial

- World Economic Forum, *From the Global Digital Divide to the Global Digital Opportunity : Proposals Submitted to the G-8 Kyushu-Okinawa Summit 2000*, Tokyo, Japon, 19 juillet 2000.

OCDE

- OCDE, *L'économie fondée sur le savoir*, Paris, 1996.
- OCDE, *Vers une société mondiale de l'information*, Paris, 1997.
- OCDE, *Understanding the Digital Divide*, Paris, 2001.
- OCDE, *Perspectives des technologies de l'information*, Paris, 2002.
- OCDE, *L'administration électronique : un impératif. Principales conclusions*, 2004.

Union internationale des télécommunications

- ITU, *The World Information Society Report*, 2006.

Sommet mondial sur la société de l'information

- Secrétariat exécutif du SMSI, *Rapport de la phase de Genève du Sommet sur la Société mondiale de l'Information*, Genève - Palexpo, 10-12 décembre 2003.
- SMSI, *Plan d'action de Genève*, 2004.
- SMSI, *Déclaration de principe*, 2004.
- SMSI, *Rapport de la phase de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information Tunis*, Palexpo du KRAM, 16-18 novembre 2005.

CHAPITRE 1. PROLÉGOMÈNES À UNE APPROCHE CULTURELLE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA « SOCIÉTÉ GLOBALE DE L'INFORMATION »

Dans ce chapitre, nous présentons les principaux jalons théoriques d'une approche culturelle de l'économie politique internationale de la société globale de l'information. Nous expliquons en quoi le concept d'imaginaire économique permet de dépasser les apories de la lecture orthodoxe de la pensée marxiste. Il s'agit ici de définir de manière apriorique le capitalisme en proposant une analyse qui s'inspire de Marx, sans toutefois s'y limiter, et qui vise à critiquer l'imaginaire au fondement de la modernité capitaliste. En s'inspirant de certains auteurs qui ont récemment procédé à une relecture critique des écrits de Marx²⁷, les fondements mêmes de l'économie politique seront réinterrogés. Au contraire du marxisme traditionnel ou orthodoxe qui aspire à proposer une version scientifiée de « l'économie bourgeoise », une critique radicale de l'économie politique permet de questionner les concepts de travail, de valeur, d'argent et de capital sur lesquels repose le capitalisme. Ces abstractions, posées de manière anhistoriques comme des universaux, consistent en des fétiches. C'est donc dire qu'ils ne se réduisent pas à des illusions masquées par l'idéologie dominante : *ils sont au contraire constitutifs de la réalité*. Notre ambition consiste donc ici à revenir à l'analyse première de Marx qui vise à abolir la domination de ces abstractions « objectivantes » ou réelles, sur l'ensemble de la société. En somme, il s'agit de voir en quoi le capitalisme consiste en une relation sociale historique médiée par une forme de richesse abstraite, la valeur, laquelle correspond également à une forme de domination dépersonnalisée.

Dans un premier temps, nous réinterprétons la critique marxienne de l'économie politique dans les termes d'une critique culturelle de l'imaginaire constitutif de l'économie politique classique. Dans un deuxième temps, nous précisons cette critique matérialiste-symbolique de l'économie politique, de même que l'articulation dialectique entre le mode de

²⁷ Moïshe Postone, *Time, labor, and social domination: a reinterpretation of Marx's critical theory*, New York: Cambridge University Press, 1993; Tran Hai Hac, *Relire le capital : Marx, critique de l'économie politique et objet de la critique de l'économie politique*, Lausanne : Éditions Page Deux, 2003.

production, la production de subjectivité et les différentes modalités de pouvoir. En troisième lieu, nous soutenons que l'approche culturelle de l'économie politique est en mesure de réactiver la critique de la société de masse développée par l'École de Francfort dans le contexte de la société contemporaine. Enfin, dans la dernière section, nous présentons les apports d'une approche culturelle et nous expliquons la raison de leur intégration dans une critique de l'économie politique internationale.

1. Le rôle de l'imaginaire dans l'économie : l'analyse marxienne comme critique culturelle du capitalisme

Examinons d'abord les principaux éléments de la critique de l'économie politique développée par Marx. Cet exercice est nécessaire car la plupart des auteurs issus de la tradition critique de l'économie politique — qu'ils soient marxistes ou non — se situent théoriquement par rapport à la synthèse de Marx. La lecture proposée ne vise pas à rendre compte de l'ensemble de la pensée marxiste, ni de ses multiples interprétations, mais plutôt à expliciter certains éléments qui permettent d'approfondir l'approche culturelle de l'économie politique.

Notre démarche accorde un rôle constitutif à la culture, comprise comme l'ensemble des médiations symboliques fondées sur un imaginaire qui structure les rapports sociaux et économiques²⁸. Selon Castoriadis (1975), l'imaginaire consiste en « quelque chose d'inventé », une projection qui se sépare du réel, mais qui n'en est pas moins plus réelle que le réel. L'imaginaire est instituant en ce qu'il permet de se donner une image — sous la forme d'une représentation — de quelque chose qui n'existe pas (Castoriadis, 1975 : 191). En d'autres termes, l'imaginaire pose la capacité élémentaire et irréductible d'évoquer une image. Il est une manifestation de la liberté et de la capacité humaine d'inventer de nouvelles formes sociales. Sur le plan ontologique, l'imaginaire exprime le caractère indéterminé et

²⁸ Notre approche se distingue d'une lecture orthodoxe du marxisme, qui attribue une dimension positiviste à l'objet d'étude qu'elle entend critiquer. Nous privilégions une critique de l'économie politique par rapport à une économie politique qui se veut plus scientifique que l'économie bourgeoise (tel qu'étayé par le marxisme traditionnel, notamment par Ernest Mandel, *Initiation à la théorie économique marxiste*, Paris : Etudes et documentation internationales, 1983). Notre lecture de Marx vise plutôt une forme de synthèse de l'ontologie et de l'épistémologie critique proposée par Moishe Postone (1993 ; 2003) et Cornelius Castoriadis (1975).

contingent — donc nécessairement politique — de toute institution sociale²⁹. Castoriadis (1975) rejette toute explication fonctionnaliste ou rationaliste en soutenant que les institutions sociales n'existent que dans un acte imaginaire de création³⁰. Cet acte de création exprime le caractère proprement contingent de l'ontologie du social. Imperceptible en soi, l'imaginaire est indissociable du symbolique ; il en a besoin non seulement pour exister, mais également pour passer du statut de virtuel à quoi que ce soit de plus réel (*idem* : 190). La société est donc un système de sens médié par un ensemble de relations symboliques qui reposent sur un horizon de significations imaginaires constitutives d'une culture. L'imaginaire organise les catégories et les cadres conceptuels de ce qui *peut* être imaginé (les limites du possible) ; il est l'instance apriorique qui fournit le sens primaire à toutes les opérations possibles d'une culture. La culture s'exprime sous la forme de valeurs, d'idées, de savoirs et d'idéologies, qui, lorsqu'intériorisés par les sujets, participent à la reproduction des institutions sociales et économiques. L'imaginaire institue a priori la manière dont une société construit sa propre existence, son rapport au monde, de même que leurs relations réciproques. En tant qu'ensemble structuré des médiations symboliques d'une société donnée, la culture joue un rôle constitutif dans la structuration des rapports sociaux en général, mais également dans la structuration des rapports économiques en particulier, qui sont des rapports proprement sociaux. Comme le soutient Castoriadis :

Aucune société ne peut exister si elle n'organise pas la production de sa vie matérielle et sa reproduction en tant que société. Mais ni l'un ni l'autre de ces organisations ne sont et ne peuvent être dictées inéluctablement par des lois naturelles ou par des considérations rationnelles (Castoriadis, 1975 : 219).

L'apparente rationalité de l'économie, qui consiste en une forme de rapport *savoir-pouvoir* (Foucault, 1969), est un produit de l'imaginaire :

L'économie au sens le plus large (de la production à la consommation) passe pour l'expression par excellence de la rationalité du capitalisme et des sociétés modernes. Mais c'est l'économie qui exhibe de la façon la plus frappante —

²⁹ L'« imaginaire radical » est l'acte d'institution de la société par elle-même, qui se situe à la fois au niveau de la construction de la subjectivité et de la totalité sociale (l'imaginaire social) (Castoriadis (1975).

³⁰ Notre approche se distingue également de l'épistémologie constructiviste radicale en ce qu'elle prend en considération l'objectivité des institutions sociales. La réalité ne se réduit pas à un jeu de langage ; elle consiste en une totalité symbolique et matérielle qui façonne (et est façonnée par) les pratiques des acteurs.

précisément parce qu'elle se prétend intégralement exhaustivement rationnelle — la domination de l'imaginaire à tous les niveaux (Castoriadis, 1975 : 236).

En quoi l'approche marxienne peut être analysée comme une critique de l'imaginaire au fondement de l'économie politique classique et de la modernité capitaliste ? Précisons d'abord la méthode d'analyse privilégiée par Marx dans ses écrits de maturité. Dans *Le Capital* (1983 [1867]). Marx analyse dialectiquement le caractère aporétique et spécifiquement historique du capitalisme, qu'il définit comme un rapport social médié par des choses, les marchandises. Il expose sa méthode dialectique dans les termes d'une contradiction entre la « forme sociale » et la « forme naturelle » des choses. Cette analyse en termes de formes permet d'expliquer comment des représentations sociales — des fétiches — expriment des rapports sociaux objectivés. Dans les sociétés capitalistes, les formes sociales subsument la forme naturelle des choses. Plus précisément, « ce sont ces formes qui sont déterminantes pour la richesse matérielle elle-même »³¹. L'analyse marxienne de la valeur origine donc du débat philosophique initié par Aristote qui distinguait la richesse — en tant que forme naturelle nécessaire pour mener la vie bonne — de la chrématistique, qui correspond à l'accumulation sans fin d'une forme virtuelle et perversie de richesse : l'argent³².

Le capitalisme doit être compris une formation historique particulière dans laquelle s'imbrique un rapport social de production spécifique. Par rapport social de production, Marx entend que l'économie constitue un phénomène *social et culturel*. Bien qu'elle apparaisse comme un simple rapport entre des choses, l'économie est un rapport entre des êtres humains, ce qui inclut nécessairement une dimension imaginaire et symbolique. Deux concepts développés par Marx font état de l'importance qu'il accorde au rôle de l'imaginaire dans la constitution de l'économie politique : l'aliénation du travail et le fétichisme de la marchandise. L'approche marxiste orthodoxe rejette ces deux concepts, qui constitueraient des égarements de jeunesse tributaires d'influences hégéliennes idéalistes³³. La perspective

³¹ Marx, K., *Théories sur la plus value*, cité par Hai Hac, 2003, p.12.

³² Lire Aristote, *Politiques*, Paris : Flammarion, 1993, pp. 110-133.

³³ Nous référons ici aux différentes lectures de Marx inspirées par le structuralisme althussérien qui rejettent ces concepts en raison de leur influence hégélienne.

culturelle de l'économie politique permet de souligner la centralité de ces deux notions dans la critique de l'économie politique de Marx. Il convient d'analyser leur importance en insistant sur le caractère constitutif de l'imaginaire économique dans la structuration des rapports sociaux.

L'étude du concept d'aliénation développé par le jeune Marx (1968 [1844]) permet de constater que la relation sociale propre au capitalisme ne peut se comprendre en dehors de sa fonction symbolique³⁴. En s'appuyant sur Castoriadis, nous définissons l'aliénation comme l'autonomisation et la domination des moments imaginaires dans l'institution, « qui entraînent l'autonomisation et la domination de l'institution relativement à la société » (1975 : 198). Dans un contexte d'aliénation, la société ne reconnaît plus l'imaginaire et son institutionnalisation comme son propre produit.

La critique du concept d'aliénation porte généralement sur son caractère essentialiste. L'aliénation serait une nature humaine prédéterminée, une forme de subjectivité posée de manière apriorique qui existerait en dehors des rapports sociaux et qui serait mystifiée par le mode de production capitaliste. Si cette critique est en partie justifiée, le concept d'aliénation permet néanmoins de révéler le rôle central de l'imaginaire dans l'économie. Dans *Le Capital* (1983[1867]), Marx reprend le concept d'aliénation dans les termes du concept de fétichisme de la marchandise, le dépouillant ainsi des scories essentialistes et transhistoriques³⁵ de sa jeunesse. Il soutient que la réalité est constituée d'un rapport social

³⁴ Marx (1968 [1844]) décline le concept d'aliénation du travail en trois dimensions. Premièrement, dans le travail aliéné, le produit d'un travailleur devient une chose qui s'objective, c'est-à-dire qu'elle devient une réalité extérieure qui s'impose à lui, bien qu'il l'ait lui-même produite. Deuxièmement, le concept d'aliénation renvoie à la perte d'autonomie du travailleur dans l'activité productive elle-même. Sous les conditions de production capitaliste, il existe une séparation entre le propriétaire des moyens de production et le travailleur. Les conditions de travail (ce qu'il doit produire et comment il doit le produire) lui sont donc imposées par un agent extérieur et non par lui-même. Le travail, plutôt que d'être une activité permettant à l'ouvrier de se réaliser en tant qu'individu autonome, se transforme en une activité étrangère à lui, en un « travail forcé ». Troisièmement, le travail aliéné rend l'homme étranger à ce qui lui est possible, à ce qu'il *peut devenir*. Les conditions du mode de production capitaliste se caractérisent par une division sociale du travail et par la production de marchandises. Dans ce contexte, le travailleur est incapable de mettre en œuvre ses propres capacités et ses qualités, bref d'agir comme un individu réellement libre et autonome. Nous ajoutons une quatrième dimension d'ordre sociétal au concept d'aliénation. Dans la mesure où les capitalistes ne peuvent mystifier les travailleurs sans se mystifier eux-mêmes, c'est l'ensemble de la société qui est aliénée sous le capitalisme.

³⁵ Certains diront « humanistes », car Marx pose une nature humaine existante de manière apriorique aux relations sociales. Ce qualificatif ne nous pose pas de problème, à condition qu'il porte sur la capacité

spécifique dans un contexte historique donné. Il ne pose donc plus de manière apriorique un rapport d'aliénation entre un sujet générique dominé par les objets qu'il produit. Le concept de fétichisme de la marchandise permet de comprendre le rôle de celle-ci en tant que médiation symbolique spécifique dans les sociétés capitalistes, et d'historiciser du même coup la notion d'aliénation du travail. Le concept de fétichisme cherche à expliquer qu'une fois généralisée à l'activité humaine, la marchandise possède une fonction symbolique qui consiste à reproduire des rapports sociaux spécifiques dans un mode de production historiquement déterminé. Marx reconnaît donc le rôle central de l'imaginaire dans l'économie, particulièrement lorsqu'il souligne que la marchandise recèle une foule de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques (1983[1867]), au point où les rapports entre les gens apparaissent comme des rapports entre des choses.

Il est essentiel en ce sens de rappeler la centralité du concept de fétichisme chez Marx afin de saisir le capitalisme comme une totalité à la fois symbolique et matérielle. La catégorie du fétichisme chez Marx doit être comprise comme un a priori au sens kantien, ou encore un imaginaire social spécifique à une époque historiquement déterminé (Castoriadis, 1975). Le fétichisme consiste en ce sens en une abstraction réelle, c'est-à-dire en une représentation apriorique de la réalité sociale qui structure à la fois des formes de pensée et d'agir. Le fétichisme n'est pas une idéologie au sens du marxisme traditionnel, à savoir une fausse conscience qui masque les rapports réels de production. Il s'agit plutôt d'une manifestation des rapports sociaux qui s'exprime sous la forme d'un rapport entre des marchandises. Le marxisme orthodoxe a toutefois relégué au second plan le rôle de cette abstraction objectivante, en lui attribuant une simple fonction de détermination par rapport à l'économie. La démarche orthodoxe ne reconnaît pas que l'imaginaire est un produit de la société, qui produit également la société. En réduisant l'analyse culturelle du mode de production capitaliste à une simple détermination par rapport à la production matérielle (le rapport infra/superstructure), le marxisme a négligé que le symbolique est autant matériel que la matérialité des rapports de production. La dimension symbolique joue pourtant un rôle constitutif et structurant dans la société, laquelle peut alors être comprise comme une totalité

d'autonomie de l'être humain. Il devient problématique s'il réfère à l'existence d'une « essence » universelle et non historicisée qui s'appliquerait en tous temps et en tous lieux. Instrumentalisé de la sorte, l'humanisme se transforme en « impérialisme humanitaire » pour reprendre l'expression de Jean Bricmont (2006).

à la fois symbolique et matérielle. En somme, c'est de l'imaginaire qu'originent les abstractions, qui objectivent les rapports sociaux dans les sociétés capitalistes.

Une historicisation des concepts économiques est nécessaire pour saisir la pensée de Marx en tant que critique culturelle de l'imaginaire propre à l'économie politique classique. Selon Marx (1972 [1858]), le principal problème théorique des économistes classiques (Smith, Ricardo) réside dans le fait qu'ils posent de manière transhistorique les catégories économiques centrales (la marchandise, la valeur et le travail) comme si ces concepts étaient applicables à l'ensemble des sociétés à travers l'histoire. Selon Marx, ces catégories ne sont pas tant fausses qu'elles sont fétichisées. La critique de l'économie politique telle qu'étayée par Marx consiste en une critique des catégories fondatrices du capitalisme qui expriment selon lui des formes fétichisées de rapports sociaux, soit : le travail, la marchandise, la valeur, et le capital. Pour Marx, les catégories de l'économie politique, ne sont pas des concepts économiques, mais des catégories sociales et culturelles, qui consistent également en des médiations sociales spécifiques à cette forme historico-sociale. Marx rejette la prémisse classique selon laquelle l'économie est un phénomène naturel qui obéit à certaines lois universelles, anhistoriques et immuables et qui existerait en dehors de l'activité humaine. Il soutient qu'il existe différentes formations sociales qui correspondent à des structures historiques particulières, lesquelles sont les résultats d'un rapport de domination particulier. En reconnaissant le caractère social et historique du capitalisme, il est possible d'intégrer la critique marxienne à un cadre culturel d'analyse.

Suivant la méthode d'analyse historique développée par Marx, il est possible de comprendre qu'alors que les sociétés féodales reposaient sur un rapport de domination direct qui liait le seigneur à ses serfs, la société capitaliste induit une nouvelle forme de médiation des rapports sociaux qui possède un caractère davantage abstrait, le caractère *marchand*. Marx débute *Le Capital* ainsi : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises » (1983 [1867] : 51). La spécificité de la formation sociale capitaliste réside donc non seulement dans une nouvelle structuration des rapports de production matérielle, mais aussi dans une

restructuration symbolique des rapports sociaux en fonction du rôle social accordé à la marchandise.

Le concept de fétichisme de la marchandise permet ainsi de comprendre que la marchandise fonctionne comme une médiation spécifique aux sociétés capitalistes. Une fois généralisée à l'activité humaine, la marchandise possède un rôle symbolique qui consiste à reproduire des rapports sociaux spécifiques dans un mode de production historiquement déterminé. Les rapports sociaux dans les sociétés capitalistes prennent alors la «forme» objective de la marchandise, c'est-à-dire d'un rapport entre des gens qui se présente (quasi)-objectivement comme un rapport entre des choses. En tant que forme historique (quasi)-objective qui implique un rapport social médié par le travail, la marchandise structure des pratiques, des désirs et des formes spécifiques de subjectivité humaine. L'originalité de l'analyse de Marx consiste à «déconstruire» la conception de la valeur-travail des économistes classiques, selon laquelle le travail donne naturellement de la valeur aux marchandises.

Cette reconnaissance de la marchandise comme médiation sociale³⁶ conduit Marx à distinguer de manière duale les catégories centrales de son analyse : le travail abstrait et le travail concret auxquels correspondent deux formes particulières de richesse, la valeur d'usage et la valeur³⁷. Le travail concret correspond à l'activité de transformation de la nature par l'Homme, qui prend diverses formes à travers l'histoire. Le travail abstrait possède quant à lui une fonction sociale spécifique propre aux sociétés capitalistes. Il médiatise une nouvelle forme d'interdépendance sociale qui remplace les formes directes de médiation (les normes, la culture) imposées dans les formations sociales antérieures. Le travail abstrait consiste donc en une relation sociale médiatisée sous la forme de la marchandise. Dans le mode de production capitaliste, la médiatisation du travail abstrait par

³⁶ Conformément à leur vision anhistorique de l'économie, les économistes classiques nient cette dimension sociale spécifique du travail et de la marchandise dans les sociétés capitalistes.

³⁷ Au contraire des économistes classiques, Marx distingue la valeur d'usage et la valeur. La valeur, selon Marx, est la substance sociale du capital. Produite par le travail abstrait, elle est incommensurable de par sa nature même. Décortiquée par les économistes classiques, la valeur d'échange ne reflète que la grandeur de la valeur, qui se mesure par des prix, lesquels sont tributaires d'un ensemble de facteurs (l'innovation technologique, les coûts de transport, la position géographique d'une entreprise, la concurrence, etc.) qui ne relèvent pas uniquement du temps de travail.

la marchandise résulte plus précisément du détachement du travailleur du produit de son travail. Dans cette relation d'aliénation du travail, nul ne consomme le fruit de son travail ; le travail de chacun sert à s'approprier le fruit du travail produit par les autres. Le travail abstrait et la marchandise remplacent donc les médiations sociales directes qui structuraient les rapports sociaux antérieurs (esclavagisme, féodalisme) (Postone, 2003 : 36).

Le travail concret, qui possède l'apparence d'un travail individuel et isolé, devient ainsi proprement social et abstrait lorsque ses produits s'échangent dans le marché. Cette subsumption du travail concret par le travail abstrait structure l'échange généralisé des produits du travail. Ceux-ci se transforment en marchandises échangeables au moyen de la monnaie, laquelle permet d'égaliser des travaux qui, de par leur nature même, sont incommensurables. Le travail concret se métamorphose ainsi en une chose (la force de travail) dont la valeur est quantifiable en fonction d'une norme abstraite construite socialement, le temps de travail socialement nécessaire pour produire une marchandise. La valeur ne peut se représenter que par sa forme phénoménale, soit l'argent, qui est également le mode d'existence du travail abstrait (qui s'exprime dans le salaire). C'est à travers l'analyse de la forme-argent qu'il est possible de comprendre que le capitalisme est indissociable de l'institution étatique. C'est l'État qui vient institutionnaliser la médiation symbolique des rapports sociaux via le médium de l'argent. C'est également cette institutionnalisation du capitalisme par l'État qui fonde la double caractéristique du sujet moderne; soit le sujet politique, i.e le citoyen potentiellement libre; et le sujet économique, l'être assujéti à l'économie.

À la fois subjective et objective, la forme valeur des marchandises consiste en une « abstraction objectivante ». Elle surgit de manière subjective de la valorisation des travaux privés qui deviennent sociaux par l'échange des produits, et s'objective en structurant une forme particulière de rapport social. La «forme valeur» des produits du travail consiste ainsi une abstraction réelle qui s'institutionnalise dans la «forme monnaie» sanctionnée par l'État souverain. L'État valide de ce fait la quantification de l'activité sociale en fonction d'une norme temporelle abstraite construite socialement —le temps de travail socialement nécessaire pour produire une marchandise— laquelle rend possible le processus de

valorisation illimitée du capital. Le capital se nourrit ainsi de l'ensemble de l'activité sociale en ponctionnant une survaleur nécessaire à la reproduction capitaliste du rapport social, et non à la production de la richesse matérielle en elle-même. En d'autres termes, dans ce processus d'auto-valorisation, le travail devient une fin en soi. Dans le capitalisme le travail possède un caractère fondamentalement tautologique en ce qu'il consiste non pas en premier lieu à produire des richesses matérielles, mais plutôt à produire davantage de travail mort objectivé dans l'argent. C'est donc cette forme abstraite de richesse produite socialement, la valeur, qui nourrit le processus d'auto-valorisation illimitée du capital.

La valeur, comme nous l'avons expliqué, est une entité immatérielle, une « abstraction réelle » dans la conception marxienne (Vincent, 1987). Son immatérialité s'explique par son caractère social. La valeur est néanmoins objective en ce qu'elle structure les rapports sociaux à l'intérieur du mode de production capitaliste. Contrairement à ce que prétendent les économistes post-ricardiens, la valeur ne peut être quantifiée. Elle se nourrit du travail en tant que relation sociale et le reproduit de manière concomitante³⁸. Ce processus s'objective lors de la cristallisation du travail en marchandise. Produite par le travail abstrait, la valeur est la représentation d'un rapport social spécifique. Elle correspond ainsi à la valeur dans sa forme imaginaire³⁹. En tant que marchandise fictive, le travail possède un prix sans toutefois posséder de valeur. La valeur d'échange est l'unité de grandeur de la valeur, qui se mesure en temps de travail. Dans le capitalisme, cette mesure prend une forme monétaire. Valeur d'usage et valeur d'échange ne sont donc que des formes du mouvement de la valeur comprise comme une création sociale (Hai Hac, 2003). C'est pourquoi la valeur se distingue de la richesse matérielle en ce qu'elle constitue une forme abstraite de richesse qui structure de manière objective les rapports sociaux.

³⁸ En ce sens, la thèse de Hardt et Negri (2000) selon laquelle le capitalisme immatériel serait maintenant biopolitique tend à réifier la « nouveauté » du capitalisme. Le processus de valorisation du capital a toujours été biopolitique puisqu'il a toujours produit des relations sociales. Ce processus se trouve donc au fondement même de l'imaginaire social de la modernité capitaliste.

³⁹ À propos de la « forme prix » des marchandises, Marx (1983 [1867]) soutient que « des choses qui par elles-mêmes ne sont point des marchandises, telles que, par exemple, l'honneur, la conscience, etc., peuvent devenir vénales et acquérir ainsi par le prix qu'on leur donne la forme marchandise. Une chose peut donc avoir un prix formellement sans avoir une valeur. Le prix devient ainsi une *expression imaginaire* comme certaines grandeurs en mathématique » (: 88).

L'étude de la substantialisation de la valeur — comprise comme temps de travail — doit donc tenir compte du caractère proprement culturel du travail dans un contexte social et historique donné. La valeur-travail représente le rôle symbolique, culturel et normatif accordé au travail, en tant que forme objectivée de médiation sociale spécifique aux sociétés capitalistes⁴⁰ (Freitag, 1999 : 262). Ce type de médiation sociale était inintelligible dans les sociétés antérieures ; le sujet ne pouvait être imaginé comme une chose mesurable en temps de travail et transformable en force productive, c'est-à-dire sous sa forme réifiée. L'analyse de ce type de médiation doit donc considérer le moment historique dans lequel cette nouvelle mise en sens a été construite, en tant que node centrale de l'ordre symbolique (Castoriadis, 1978)⁴¹.

La lecture critique de Marx proposée dans cette thèse accorde une importance particulière à la dimension symbolique au fondement même de la structuration des rapports sociaux. Elle se différencie d'une lecture marxiste orthodoxe selon laquelle l'analyse du capitalisme se limite au rapport d'exploitation entre les classes sociales. Alors que le marxisme traditionnel propose une économie politique plus scientifique que l'économie bourgeoise, nous soutenons qu'une critique de l'économie politique doit porter sur une réinterrogation des fondements mêmes de l'économie. Ces fondements sont des abstractions anhistoriques posées comme universelles, qui produisent des effets dans le réel. En somme, nous insistons sur l'ambition première de la critique de Marx, soit l'abolition de la domination des abstractions réelles sur l'ensemble de la société.

L'approche traditionnelle du marxisme tend à réduire l'ensemble des phénomènes sociaux à un rapport qui oppose les propriétaires des moyens de production à la classe

⁴⁰ Marx critique cette forme substantialiste de la valeur comprise comme temps de travail. Selon lui, la valeur ne peut se limiter à une théorie de la valeur-travail comme dans la perspective ricardienne. Il s'agit plutôt d'une forme abstraite de richesse, qui ne peut être comptabilisée car elle exprime une relation *sociale*. Plutôt qu'une théorie de la valeur-travail, Marx propose une critique de la forme de la valeur. La forme de la valeur spécifique au capitalisme consiste en une abstraction *réelle* qui structure les pratiques « par-dessus la tête des acteurs » (Vincent, 1987 : 100)

⁴¹ Nous précisons le lien entre mode de production et production de subjectivité dans la section 2 du présent chapitre.

prolétarienne, contrainte de vendre sa force de travail pour survivre⁴². Cette approche orthodoxe néglige d'historiciser les concepts élaborés par Marx dans le contexte du capitalisme du 19^e siècle dominé par le rapport de propriété bourgeoise. Si ces catégories sont utiles pour expliquer le capitalisme dans sa forme bourgeoise, elles ne permettent plus de comprendre les rapports de propriété actuels, qui s'expriment sous la forme dominante de la corporation. Outre la notion de rapport d'exploitation qui est encore pertinente pour expliquer les inégalités sociales, le marxisme traditionnel offre peu d'outils heuristiques pour analyser les rapports de domination contemporains.

De plus, le marxisme orthodoxe reproduit les failles des tendances positivistes des économistes libéraux, en consolidant une vision déterministe de l'histoire fondée uniquement sur les rapports de classes⁴³. Nous divisons cette critique en cinq points. Premièrement, le marxisme orthodoxe fait du développement technique le moteur de l'histoire. Ce développement se fonderait sur des lois *objectives* et *scientifiques* et ses contradictions mèneraient à l'effondrement du capitalisme. Deuxièmement, l'approche orthodoxe transhistorise des catégories (la valeur, le travail, les classes sociales) qui ne possèdent un sens que dans les sociétés capitalistes marquées par le rapport de propriété bourgeoise. Troisièmement, elle réduit le concept de valeur à celui de richesse matérielle afin de l'expliquer quantitativement (la théorie de la valeur-travail). La valeur consiste plutôt en une forme abstraite de richesse *sociale* médiée par le travail abstrait, lequel ne peut être calculé. Quatrièmement, la perspective orthodoxe reproduit le postulat anthropologique libéral et essentialiste selon lequel il existe une essence humaine inaltérable qui repose uniquement sur la motivation économique (Castoriadis, 1975 : 42). Cinquièmement, elle n'analyse que l'appropriation des moyens de production par les travailleurs, qui dirigeraient la production et organiseraient la distribution des richesses de manière plus rationnelle que le marché. En ce sens, le marxisme orthodoxe ne problématise pas l'abstraction réelle qui découle de l'imaginaire — qui s'exprime sous la forme du travail et de la valeur — et qui structure les rapports sociaux dans le capitalisme.

⁴² Pour une tentative de reformulation de la théorie marxiste en termes de classe dans le contexte du capitalisme organisé et financiarisé, voir Bidet et Duménil (2007), et notre propre critique de cette conception (Ouellet, 2008).

⁴³ Cette vision de l'histoire prend une tournure positiviste lorsqu'elle se présente comme une science positive : le matérialisme dialectique.

Une lecture critique de Marx qui tient compte du rôle de l'imaginaire dans la structuration des rapports sociaux et économiques permet de dépasser les apories de l'analyse marxiste orthodoxe. Nous soutenons que le capitalisme ne se résume pas à une contradiction de classe relative aux rapports sociaux de production ; il génère également une contradiction d'ordre sociétal. C'est l'ensemble de la société, de même que son rapport à la nature — en témoigne la dégradation accélérée de l'environnement —, qui est dominé par la nécessité objective d'augmenter constamment la survaleur. Comme Marx l'a clairement montré, cette « nécessité » est le résultat d'une construction proprement humaine, et non de lois naturelles extérieures aux rapports sociaux. La notion de rapport de classe dans l'analyse du capitalisme demeure donc d'une grande pertinente, à la condition que la médiation de ce rapport par les structures abstraites de domination (la marchandise et le capital) soit prise en compte. Une analyse du capitalisme contemporain doit également étudier comment ces « abstractions objectivantes » engendrent un processus d'accumulation illimitée fondé sur l'expropriation de la plus-value (Postone, 1993 : 319). En d'autres termes, cette médiation produit des élites politiques et économiques qui sont les serviteurs de la logique de valorisation du capital (Postone, 2003) tout en étant eux-mêmes aliénés — bien qu'ils en tirent des bénéfices — par des abstractions qui sont un pur produit de la société ⁴⁴.

1.2. Le pouvoir, le mode de production et le mode de subjectivation

1.2.1. L'imaginaire et l'idéologie

Notre analyse de l'économie politique sous l'angle du rôle constitutif des imaginaires dans la structuration des rapports sociaux accorde une importance particulière à la formation des subjectivités dans le mode de production. L'imaginaire n'est effectif qu'en se matérialisant, contrairement à ce que prétendent certaines analyses postmodernistes qui dissolvent

⁴⁴ Comme le souligne Marx dans *La Sainte Famille* (1969 [1844]) : « La classe possédante et la classe prolétarienne sont les deux faces du processus par lequel l'homme devient étranger à lui-même, c'est-à-dire de l'aliénation humaine. La première se complaît dans sa déshumanisation, s'y sent établie solidement, sent cette aliénation comme sa propre puissance, et possède en elle l'apparence illusoire d'une existence humaine; la seconde, au contraire, se sent anéantie dans cette aliénation, découvre en elle son impuissance et la réalité d'une existence humaine » (: 67).

l'objectivation des relations sociales capitalistes dans la contingence du langage⁴⁵. Afin de s'opérationnaliser et d'être effectif, l'imaginaire se rattache à une matérialité donnée (Bayart, 1995). Il s'ancre dans des pratiques individuelles et collectives objectivées, qui forment l'ensemble des médiations symboliques propres à chaque culture. La subjectivité se définit comme le rapport que l'individu entretient avec lui-même et avec les autres, en d'autres termes, le rapport à soi et au monde. En ce sens, la culture contribue à la fois à la production et à la reproduction des subjectivités à l'intérieur d'une formation sociale donnée. Nous appréhendons la subjectivité comme la cause et l'effet du mode de production (Read, 2003). Le sujet et le social sont irréductibles ; le social se matérialise dans l'individu lors du processus de socialisation. Castoriadis (1975) explique cette forme de causalité immanente, ou de double détermination, qui lie le mode de production à un mode de subjectivation :

Il serait finalement moins faux de dire que l'homo oeconomicus est un produit de la culture capitaliste que de dire que la culture capitaliste est une création de l'homo oeconomicus. Mais il ne faut dire ni l'un ni l'autre. Il y a chaque fois homologie et correspondance profonde entre la structure de la personnalité et le contenu de la culture, et il n'y a pas de sens prédéterminé l'une par l'autre (: 141).

Parce qu'elle accorde un rôle constitutif à l'imaginaire dans la structuration des rapports économiques, l'approche culturelle de l'économie politique bonifie la problématique marxienne. Celle-ci s'interroge « pourquoi le produit du travail existe-t-il sous la forme sociale d'une marchandise ? » et « pourquoi la valeur comme forme sociale existe-t-elle ? » (Artous, 2006 : 11). S'inspirant de l'analyse wébérienne, la démarche culturelle de l'économie politique ajoute la question suivante : « comment le capitalisme fonctionne et se reproduit ? ». L'intégration de l'analyse wébérienne dans la démarche permet de souligner le

⁴⁵ Nous référons principalement à la lecture derridienne de Marx, étayée par les tenants d'une approche post-marxiste (notamment Laclau et Mouffe, 2001 et Daly, 1991). Ceux-ci critiquent avec raison l'essentialisme économique et la vision téléologique de l'histoire du marxisme traditionnel. Leur analyse de la prédominance de la résistance, de la contingence et de la primauté de l'idéalité sur la matérialité, néglige toutefois la critique de l'économie politique qui analyse justement comment les structures objectives produites par le capitalisme cadrent et orientent le champ de possibilités des acteurs. Dans les sociétés capitalistes, la valeur — en tant que relation sociale fétichisée — engendre un développement aveugle qui structure de manière objective les pratiques des acteurs (sans toutefois les déterminer complètement). Notre approche intègre certains éléments du courant post-marxiste, en reconnaissant une objectivité, une historicité et une matérialité aux pratiques sociales. Nous soutenons en ce sens que la société est une totalité à la fois idéelle et matérielle, chacune de ses dimensions étant intrinsèquement liée l'une à l'autre.

rôle du politique, c'est-à-dire la question des relations de pouvoir dans l'économie et la culture, notamment celle de la rationalisation en tant que contrôle social. L'analyse marxiste traditionnelle a sous-estimé le politique, principalement parce qu'elle effectue une séparation ontologique entre la sphère production (l'infrastructure) et la sphère des idées et du politique (la superstructure). Elle se réfère à *L'idéologie allemande* (1972 [1846]), pour justifier cette séparation :

Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance *matérielle* dominante de la société est aussi la puissance dominante *spirituelle* (: 140).

L'économie détermine-t-elle la sphère culturelle, ou la culture détermine-t-elle l'économie ? Cette séparation entre sphère matérielle et sphère culturelle et politique pose davantage de problèmes qu'elle en résout. D'une part, elle s'avère impertinente pour analyser la société en tant que totalité à la fois symbolique et matérielle qui émane d'un imaginaire social. La culture institue toujours a priori les valeurs qui construisent le sens et les motivations des individus (Castoriadis, 1975 : 37). Elle produit elle-même les besoins des individus dans une société historiquement située.

D'autre part, la perspective marxiste traditionnelle réduit la superstructure culturelle et politique à un simple appendice de l'infrastructure économique. Les détenteurs des moyens de production mystifieraient les classes dominées en recourant à l'idéologie. La démarche orthodoxe accorde donc un rôle secondaire à l'idéologie et résume la politique à l'exercice du pouvoir, compris comme une *chose* entre les mains de la classe dominante qui détient les moyens de production. Cette classe exercerait sa domination en s'appropriant le pouvoir de l'État.

L'imaginaire économique n'est pourtant pas uniquement le produit d'une classe⁴⁶. Il est un principe ontologique posé de manière contingente, c'est-à-dire qu'il ne résulte pas

⁴⁶ Nous verrons plus loin qu'il convient d'ajouter une dimension gramscienne à la conception d'imaginaire afin d'articuler le lien entre les imaginaires et les discours sociaux (les idéologies). Le concept d'hégémonie permet notamment d'analyser comment les forces sociales, dans leur pratique subjective (leur praxis), contribuent à façonner les idéologies qui reposent sur un imaginaire particulier. L'idéologie relève d'une praxis sociale qui

d'une détermination historique ou biologique. En ce sens, le concept d'aliénation est moins obsolète qu'il n'apparaît : il exprime l'oubli et la négation du moment proprement politique qui surgit lorsque que la société s'institue elle-même (Lefort, 1986). Comme le souligne Castoriadis (1975), l'aliénation consiste en l'autonomisation de l'imaginaire par rapport à la société :

Dans une société d'aliénation, la classe dominante elle-même est en situation d'aliénation [...], elle ne peut mystifier le reste de la société avec son idéologie sans se mystifier en même temps elle-même (: 171).

L'analyse de l'économie en termes d'imaginaire permet de mettre en lumière le rapport entre l'économique, le politique et la culture. Suivant Lefort (1986), il convient de distinguer « la » politique du politique. La première renvoie au lieu où les acteurs sociaux, regroupés dans des partis, se livrent à une compétition pour exercer le pouvoir. Le politique constitue le double mouvement d'apparition et d'occultation de l'institution de la société par elle-même. Si la politique est le lieu visible du pouvoir où les groupes compétitionnent entre eux pour s'accaparer une partie des ressources sociales, le politique est à proprement parler invisible. Il constitue le moment de l'« espace indéterminé » qui est celui de la configuration des rapports sociaux (Lefort, 1986 : 19). Le principe générateur — que nous associons à l'imaginaire — qui configure et maintient de manière relativement cohérente l'ensemble des significations est invisible. Il se manifeste sous la forme d'idéologies. Plus précisément, alors que l'imaginaire est la dimension créative et symbolique du vivre-ensemble, les idéologies sont un régime spécifique de cet imaginaire. En tant que « discours sur le social », les idéologies dissimulent les antagonismes sociaux et les divisions temporelles propres à chaque société (Lefort, 1978).

Comprise comme une totalité à la fois symbolique et matérielle, les diverses sociétés historiquement situées articulent de manière complexe les éléments indissociables que sont la culture, l'économique et le politique. Bourdieu, Gramsci et Foucault ont analysé

est le produit de cette abstraction objectivante à la fois idéelle et matérielle. Bien que l'imaginaire possède une certaine neutralité, l'idéologie qui en découle structure le champ des possibles dans une période socio-historique donnée. En ce sens, l'idéologie est façonnée par certaines forces politiques qui se confrontent afin d'assurer la légitimité de l'ordre social. Ces forces contribuent les transformer les idéologies afin de maintenir une hégémonie sur les orientations normatives de la société.

l'introduction de cette problématique proprement wébérienne sous des angles différents. Nous pouvons toutefois relever des similitudes dans leurs travaux. Bourdieu (2001) soutient qu'il n'existe pas de symbolique sans « pouvoir symbolique », qu'il définit comme :

le pouvoir de constituer le donné par l'énonciation, de faire voir et de faire croire, de confirmer ou de transformer la vision du monde et, par là, l'action sur le monde, donc le monde, pouvoir quasi magique qui permet d'obtenir l'équivalent de ce qui est obtenu par la force (physique ou économique), grâce à l'effet spécifique de mobilisation, ne s'exerce que s'il est reconnu, c'est-à-dire méconnu comme arbitraire (: 210).

En d'autres termes, les réalités sociales ne se comprennent qu'en analysant l'idéologie, qui se situe à un niveau d'abstraction différent de l'imaginaire. L'idéologie est un régime spécifique de l'imaginaire, sa forme phénoménale et sa représentation symbolique dans une société donnée. Elle n'est pas strictement négative (« une fausse conscience qui masque la réalité objective ») ; elle est également positive, en ce qu'elle consiste en un discours de justification qui s'inscrit à l'intérieur de l'espace public et qui agit comme moyen de légitimation des contradictions de l'ordre social (Côté, 1998). L'idéologie est donc un système de représentations dans lequel les sujets donnent un sens à leurs relations sociales. Elle se matérialise dans un ensemble de pratiques sociales et culturelles normalisées, qui sont constitutives de la réalité. Située à un niveau d'abstraction différent de l'imaginaire, l'idéologie en est la manifestation symbolique, qui se matérialise dans les pratiques concrètes des sujets. À cette double dimension de la réalité — imaginaire et apparente (ou imaginée et réelle) —, correspond une double dimension de la subjectivité : le sujet assujetti et le sujet libre et autonome.

L'idéologie repose sur un pouvoir symbolique invisible. Ce pouvoir symbolique est effectif avec la complicité de ceux qui le subissent ou l'exercent sans le savoir, ou « sans vouloir le savoir » (Bourdieu, 2001 : 202). Le théoricien marxiste italien Antonio Gramsci (1983) analyse cette invisibilité du pouvoir symbolique, qui participe au processus de légitimation de l'ordre social, en référant au concept d'hégémonie. Dans la perspective gramscienne, l'hégémonie renvoie à la capacité d'un groupe dominant d'augmenter son leadership moral et intellectuel en imposant une vision du monde qu'il présente comme

naturelle. Les classes dominantes s'assurent ainsi du consentement du peuple et de la légitimation d'un ordre social donné sans avoir recours à la coercition ou à la domination « pure ». Parce qu'elle peut être contestée par des mouvements contre-hégémoniques, l'hégémonie est un phénomène en perpétuel mouvement. L'idéologie ne reflète donc jamais complètement les intérêts de la classe dominante ; pour se matérialiser dans les pratiques sociales, elle incorpore une série d'éléments dans lesquels les sujets reconnaissent leurs aspirations authentiques (Zizek, 2007 : 246-247). L'idéologie possède une fonction de légitimation et de reproduction de l'ordre social parce qu'elle est en mesure d'articuler différents éléments discursifs disparates et de les rendre intelligibles sous la forme d'une chaîne de sens (Hall, 1985). Elle instrumentalise et neutralise dans le même temps les critiques adressées à l'ordre social, et permet d'assurer l'hégémonie.

Dans la pensée gramscienne, la culture est liée organiquement aux pouvoirs dominants, sans toutefois être réduite à une fonction instrumentale de la classe dominante. La classe dominante ne produit pas les artefacts culturels et n'impose pas directement sa vision du monde ; cette fonction est réservée aux intellectuels (universitaires, philosophes, journalistes, scientifiques). Bien que liés organiquement aux intérêts des classes dominantes, les intellectuels jouissent d'un certain degré d'autonomie, tributaire des intérêts spécifiques de leur champ de production de savoir. Contrairement à la version vulgaire de la critique marxiste des idéologies, l'approche gramscienne avance que les productions idéologiques sont irréductibles aux seuls intérêts de la classe dominante. Chez Gramsci, l'articulation entre la culture, le politique et l'économique prend plutôt la forme d'un bloc historique. Configuré comme un tout interactif, un bloc historique est une structure composée de forces sociales, de ses bases économiques, de ses expressions idéologiques et de ses formes d'autorité politique et de pouvoir (Portelli, 1972).

La définition classique du pouvoir est essentiellement négative : il empêche, il réprime, il broie les aspirations des individus. Dans sa dimension symbolique, le pouvoir n'est pourtant pas une chose empiriquement déterminée qui peut être possédée ou non. Il est inséparable de sa représentation (Lefort, 1978 : 285), c'est-à-dire d'une forme de savoir constitutif de l'identité des sujets sociaux. Foucault (1975) analyse ce rapport savoir-pouvoir

en termes de « discipline ». Sa perspective permet d'étudier l'imaginaire économique comme un discours de pouvoir fondé sur une rationalité particulière. L'économie constitue un champ de savoir-pouvoir, qui devient régime de vérité lorsqu'il exprime sa rationalité particulière. Cette rationalité produit des subjectivités spécifiques, grâce au pouvoir du discours⁴⁷. De fait, du mercantilisme, au monétarisme en passant par le keynésianisme, l'économie comprise comme régime de vérité a affirmé son pouvoir non pas en réprimant les individus, mais en produisant des subjectivités adaptées au mode de production. En insistant sur la manière dont les micro-pratiques du pouvoir instituent des objets de savoirs, l'analyse foucauldienne complète l'analyse gramscienne de l'hégémonie. Plus précisément, la démarche de Foucault explique comment cette hégémonie se constitue et se maintient.

1.2.2. Le mode de production et le mode de subjectivation

Nous soutenons que l'approche culturelle de l'économie politique permet de dépasser les apories de la critique marxiste orthodoxe de l'économie politique. En conceptualisant l'économie sous la forme d'un imaginaire, il est possible d'éviter les pièges du déterminisme orthodoxe en ce qui concerne l'infrastructure matérielle et la superstructure culturelle. L'analyse marxiste en général, à quelques exceptions près⁴⁸, s'est peu penchée sur le rôle des subjectivités dans le capitalisme, reléguant au second plan cette dimension pour étudier les rapports de production strictement matériels. Ce sont plutôt des auteurs post-structuralistes qui se sont intéressés aux formes de conscience humaine dans une formation sociale donnée. Foucault (1975) accorde une attention particulière à l'articulation des divers régimes de pouvoir et aux types spécifiques de subjectivité qui leur correspondent. Bien que l'analyse foucauldienne cherche à se démarquer épistémologiquement de celle de Marx, leurs travaux respectifs sont relativement complémentaires⁴⁹. Marx s'interroge sur le « pourquoi » du

⁴⁷ Selon Lefort (1978), le caractère politique du discours réside dans la disjonction entre le discours du pouvoir et le pouvoir du discours, entre la mise en scène ou la représentation du réel et la réalité matérielle. *Le discours du pouvoir* correspond au discours sur le social, à l'idéologie dont la fonction est de dissimuler le caractère contingent de tout fondement de la structuration du social. *Le pouvoir du discours* correspond à l'exercice d'une forme de savoir, au mode d'articulation du discours sur le social, qui façonne les identités particulières.

⁴⁸ Notamment l'École de Francfort (Adorno, Horkheimer, Marcuse), ainsi que les premiers travaux en *cultural studies* de E.P Thompson et Raymond Williams poursuivis par l'École de Birmingham de Stuart Hall.

⁴⁹ Sur la complémentarité des œuvres de Marx et Foucault, voir : Actuel Marx (numéro spécial *Marx et Foucault*), 2001 ; Poulantzas, 1978 ; Read, 2003.

mode de production du capitalisme, tandis que Foucault (1975) pose la question du « comment » :

Si le décollage économique de l'Occident a commencé avec les procédés qui ont permis l'accumulation du capital, on peut dire, peut-être, que les méthodes pour gérer l'accumulation des hommes ont permis un décollage politique par rapport à des formes de pouvoir traditionnelles, rituelles coûteuses, violentes, et qui bientôt tombées en désuétude, ont été relayées par toute une technologie fine et calculée de l'assujettissement. De fait les deux processus, accumulation des hommes et accumulation du capital, ne peuvent être séparés; il n'aurait pas été possible de résoudre le problème de l'accumulation des hommes sans la croissance d'un appareil de production capable à la fois de les entretenir et de les utiliser; inversement les techniques qui rendent utile la multiplicité cumulative des hommes accélèrent le mouvement d'accumulation du capital (: 257).

Plus précisément, l'analyse foucauldienne pose la question suivante : comment une formation sociale qui laisse les individus « libres » fait-elle pour tenir ensemble et se reproduire ? L'économie politique du pouvoir de Foucault vise à montrer que le pouvoir est l'objet d'un calcul coût/bénéfice en vue de rendre son application la plus efficiente possible.

Le lien entre mode de production et mode de subjectivation ne se conceptualise pas de manière fonctionnaliste ; la production matérielle ne façonne pas de manière unidirectionnelle la conscience des individus. Il s'agit plutôt d'un rapport de causalité immanente. Le mode de production est à la fois constitutif des subjectivités et constitué par elles ; la production de subjectivités excède toujours les demandes spécifiques du mode de production (Read, 2003 : 11). La subjectivité humaine est immanente à la fois en termes de causes et d'effets dans une structure sociale donnée, et le pouvoir qui produit cette subjectivité émane également de cette même subjectivité. Le pouvoir disciplinaire est un effet, mais aussi une condition de l'émergence du capitalisme. Dans *Surveiller et punir*, Foucault (1975) soutient que la surveillance, en tant que technique privilégiée du pouvoir disciplinaire, est immanente au champ du social :

[...] s'il est vrai que la surveillance repose sur des individus, son fonctionnement est celui d'un réseau de relations de haut en bas, mais aussi jusqu'à un certain point de bas en haut et latéralement; ce réseau fait « tenir » l'ensemble, et le

traverse intégralement d'effets de pouvoir qui prennent appui les uns sur les autres : surveillants perpétuellement surveillés (: 208).

La spécificité du capitalisme réside dans le rôle structurant des formes dépersonnalisées de domination, incarnées dans des abstractions objectivantes comme le travail, la valeur et la marchandise. Dans le capitalisme, ces formes de domination abstraites se substituent aux médiations sociales directes qui structuraient les rapports sociaux antérieurs (Postone, 2003 : 36). En plus de cette dimension abstraite, le pouvoir possède une matérialité dans les sociétés capitalistes, précisément parce qu'il se loge dans les pratiques des sujets. L'aspect matériel du pouvoir est perceptible dans les effets qu'il produit. Le pouvoir consiste en un ensemble de « dressages » qui génèrent des *habitus* (Bourdieu, 2001), c'est-à-dire un ensemble de dispositions qui incitent les sujets à agir et à réagir d'une certaine manière, et d'une façon plus ou moins consciente et intentionnelle. Comme Marx (1963 [1851]) l'a déjà souligné, les sujets font l'histoire sur la base de conditions antérieures qui ne relèvent pas de leur intentionnalité :

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, ils la font dans des conditions héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants (: 283).

La subjectivité se définit comme une fabrication sociale qui résulte d'un procès de socialisation. Ce procès se déploie entre autres par l'individualisation, tributaire de la normalisation propre aux divers « dressages » associés aux techniques de pouvoir. Le sujet émerge donc d'un complexe social-historique propre à des constructions imaginaires ; il est assujetti à des normes héritées qu'il n'a pas créées.

Le cadre théorique d'économie politique culturelle étayé jusqu'ici accorde un rôle constitutif à l'imaginaire dans la structuration des rapports sociaux propres à la modernité capitaliste. Comment les transformations économiques propres au capitalisme contemporain et à la société de masse peuvent-elles être appréhendées en tant que transformation d'ordre *culturel* ? Les travaux de l'École de Francfort ont tenté de répondre à cette question. Dans la section suivante, nous soutenons qu'une approche culturelle de l'économie politique qui analyse les rapports sociaux en termes d'imaginaire permet de réactiver la critique de la

société de masse développée par l'École de Francfort et de l'appliquer à l'époque contemporaine.

1.3. La théorie critique de l'École de Francfort : une lecture wébérienne de l'économie politique du capitalisme avancé (de Adorno à Habermas)

En accordant une importance décisive aux phénomènes culturels, la théorie critique de l'École de Francfort s'éloigne de l'approche purement matérialiste du marxisme orthodoxe. Elle rejette toute position positiviste qui réifie les structures de domination existantes et qui se contentent d'élaborer des théories de résolution de problèmes. L'École de Francfort s'intéresse au rôle de la culture, de la communication de masse et de la technologie en tant qu'outils de légitimation de l'ordre social. Cette théorie critique s'inspire de la problématique wébérienne, qui entrevoit les pathologies du social propres à la modernité dans les termes d'une « rationalisation bureaucratique » qui enchaîne les individus dans une « cage de fer ». S'appuyant les travaux de Lukacs, les principaux auteurs de l'École de Francfort (Adorno, Horkheimer, Marcuse) soutiennent que le mode de fonctionnement des sociétés capitalistes avancées se caractérise par un processus de rationalisation. En contradiction avec les principes fondateurs modernes, la raison (instrumentale) est utilisée à des fins de domination et de contrôle social et non d'émancipation.

Adorno et Horkheimer (1974) analysent le processus de marchandisation de la culture lié à l'avènement des médias de masse (les « industries culturelles »). Ce processus de marchandisation constitue un des facteurs qui expliquent la réification croissante de l'expérience subjective. Dans *L'Homme unidimensionnel*, Marcuse (1968a) se penche sur les processus d'intégration sociale propres au capitalisme avancé, qui prennent la forme d'une rationalité technologique dans laquelle fusionnent la technique et la domination. Transformée en rationalité politique sous l'État-providence, la rationalité technologique intègre et réconcilie les forces opposantes et le système.

De ses premiers écrits sur la sphère publique à ses plus récentes contributions philosophiques, Habermas prend ses distances avec l'héritage marxisant de ses prédécesseurs et aspire à une théorie sociologique plus générale. Insatisfait des analyses d'Adorno,

d'Horkheimer et de Marcuse, il tente de trouver les conditions d'émancipation des sujets dans l'héritage de la modernité politique. Sa théorie générale de la société se fonde sur le paradigme de la communication, délaissant ainsi celui du travail.

Habermas accorde un rôle central aux idéologies de légitimation, au savoir, à la technologie et à la communication tout au long de son œuvre. Dans sa somme théorique sur l'agir communicationnel (1987), il analyse le processus de rationalisation de la société, interprétée par l'École de Francfort comme une réification de la conscience humaine. Selon Habermas, cette rationalisation se caractérise plutôt par une disjonction entre deux formes d'intégration sociale, qui correspondent à deux formes particulières de communication : le système et le monde vécu. Le système comprend des médiums régulateurs non-langagiers et non-normatifs comme le pouvoir et l'argent. Le monde vécu constitue quant à lui le réservoir culturel propre à chacune des sociétés. Il est le lieu où se déploie le mécanisme d'intégration sociale qui repose sur la communication et le consensus, et qui s'établit à partir du dialogue et du langage.

À l'instar des théoriciens de Francfort, Habermas observe que les impératifs du système s'imposent de plus en plus dans la vie quotidienne des individus. Il soutient que le système social a maintenu une certaine légitimité en neutralisant les préjudices pratico-moraux subis par les travailleurs et en les compensant matériellement (Honneth, 2006 : 217). Cette compensation a pour effet d'affaiblir l'engagement politique au profit d'une attitude individualiste de consommation dans la sphère privée, comportements alimentés par les médias de masse.

Une contextualisation des travaux de l'École de Francfort est nécessaire pour développer notre propos. L'École de Francfort élabore son cadre théorique dans le contexte de la transformation radicale du mode de propriété privée bourgeoise. Au début du vingtième siècle, la forme de médiation spécifique du capitalisme ne s'institue plus dans le rapport privé des moyens de production, mais dans la forme collectivisée de la corporation qui sépare le propriétaire des moyens de production du contrôle organisationnel (Berle & Means, 1968 [1932]). Dans ce capitalisme « organisé » (Lash & Urry, 1987) ou monopoliste d'État,

la capacité organisationnelle de la firme devient le facteur de production prédominant (Galbraith, 1967). La science et la technologie fusionnent et deviennent des outils de légitimation de l'ordre social. C'est dans ce contexte particulier qu'Habermas soutient que la technologie, en tant qu'idéologie, possède une fonction de dépolitisation en ce qu'elle retraduit les problèmes économiques en questions purement techniques. Selon Habermas, la technologie comme idéologie s'inscrit dans une perspective de résolution de problème. Elle n'explique pas les causes du (dés)-ordre social ; elle réifie plutôt les structures politiques et économiques existantes. En privilégiant un équilibre homéostatique de la société, les sciences sociales, inspirées d'un nouveau savoir — la cybernétique, légitiment la bureaucratisation et la dépolitisation de la société (Habermas, 1978).

C'est également dans ce contexte qu'Habermas (1993) analyse l'émergence de la sphère publique à l'époque bourgeoise. Il se penche aussi sur la colonisation de l'espace public par les médias de masse, qui fut concomitante à la consolidation de l'État-providence. Plus précisément, Habermas soutient que le principe moderne de publicité a perdu son sens originel avec l'apparition des médias de masse et de l'État-providence. S'il permettait l'usage public de la raison et la critique des pouvoirs en place en se constituant en une sphère publique bourgeoise, le principe de publicité est désormais synonyme de « réclame ». L'étatisation croissante et la transformation des citoyens actifs en consommateurs passifs affaiblissent considérablement la capacité d'auto-organisation de la société. Les mécanismes de redistribution de l'État-providence ont institutionnalisé les revendications des travailleurs et les possibilités d'émancipation sociale n'émergent plus de la classe laborieuse. Les conflits ne se manifestent plus dans la sphère de la reproduction matérielle, mais dans celle de la reproduction culturelle. Habermas (1987, vol. 2) entrevoit la réalisation du potentiel d'auto-organisation de la société dans la communication, dans l'« agir communicationnel des nouveaux mouvements sociaux ». Ces groupes s'opposeraient à la colonisation progressive de la vie sociale par les sphères économique et politique, et proposeraient des modes de vie alternatifs axés sur la libération des contraintes structurelles tributaires du modèle technocratique de régulation sociale.

À l'instar des autres théoriciens de l'École de Francfort, Habermas constate donc comme l'emprise grandissante du système (la sphère économique et politique) sur le monde vécu (la sphère culturelle). Il ne partage pas pour autant leur conclusion pessimiste au sujet d'une conscience humaine complètement réifiée. Il envisage plutôt la rationalité communicationnelle — qui n'Adorno et ses contemporains n'avaient pas analysé — comme une porte de sortie qui permettrait aux sujets d'échapper à la colonisation du monde vécu par le système. Il soutient que cette rationalité communicationnelle est la forme la plus élevée de rationalité, qui atteint un statut quasi transcendantal et qui permet aux sujets engagés dans une discussion rationnelle dépourvue de contraintes d'élaborer un consensus éclairé sur l'intérêt général (Habermas, 1987, vol.2 : 139). Ce consensus s'établit dans la sphère publique sur la base de prétentions critiquables qui reposent sur un critère de validité. Le concept habermassien de sphère publique s'appuie sur les idéaux d'inclusion, d'égalité, de transparence et de rationalité qui animent la délibération politique démocratique. Dans la perspective habermassienne, la capacité des citoyens de décider eux-mêmes du contenu des lois dans un processus de délibération revêt une importance majeure dans la constitution d'une légitimité démocratique. Plus précisément, elle constitue un contrepoids aux intérêts systémiques.

La théorie de l'agir communicationnel possède une valeur heuristique pour expliquer les processus de légitimation, les contradictions et les possibilités de dépassement de l'ordre social dans le contexte fordiste-keynésien. Les transformations économiques et culturelles actuelles nécessitent toutefois de réviser le cadre d'analyse afin de réactiver les potentialités d'émancipation. La théorie critique a été élaborée dans le contexte d'un « capitalisme organisé » (Lash & Urry, 1987), où les grandes institutions (États, entreprises, syndicats) étaient régulées bureaucratiquement, conformément au régime fordiste et à son idéologie technocratique.

L'approche culturelle de l'économie politique pallie certaines insuffisances de la théorie habermassienne. Les deux principales faiblesses de l'analyse d'Habermas résident, d'une part, dans la séparation trop nette entre la sphère de la culture et celle de l'économie, et d'autre part, dans le caractère apolitique (c'est-à-dire dépourvu de conflits) de sa conception

de la sphère publique. Les transformations actuelles du capitalisme — qui résultent de l'informatisation, de la financiarisation et de la globalisation — transforment les idéaux constitutifs de la sphère publique en discours de légitimation de l'ordre mondial. En clair, nous devons impérativement situer la perspective habermassienne dans son contexte historique. Si, dans le mode de régulation fordiste-keynésien, la technologie et la science étaient des outils légitimant l'intervention de l'État dans l'économie, ce processus de légitimation est maintenant inversé dans le contexte néolibéral. Avec l'apparition des TIC et d'Internet, la technologie et la science convergent de manière symbolique avec les idéaux démocratiques constitutifs de la sphère publique. Cette convergence légitime l'apparent retrait de l'État de l'économie⁵⁰, de même que la mutation néolibérale et cybernétique de l'État et de l'économie. Dans le capitalisme cybernétique, l'instrumentalisation des idéaux constitutifs de la sphère publique par certaines forces sociales participent à la dépolitisation de l'économie. La rationalité instrumentale et communicationnelle transforment les idéaux démocratiques de la sphère publique en discours de légitimation de l'ordre mondial.

La principale faille de la théorie habermassienne réside dans la séparation quasi-ontologique entre la sphère de la culture et celle de l'économie. Bien qu'Habermas soutienne que le système repose ultimement sur l'horizon normatif propre à la culture, ou sur un imaginaire pour reprendre notre propre cadre d'analyse, il conclut néanmoins que l'économie est en mesure de fonctionner de manière autonome. Le système économique agirait donc de manière auto-poïétique, pour reprendre l'expression de Luhmann⁵¹. Selon cette approche

⁵⁰ Nous précisons au chapitre 5 que le néolibéralisme n'implique pas tant un retrait de l'État pour laisser la place au marché, qu'une mutation cybernétique de l'État, qui se transforme activement en un État compétitif.

⁵¹ Dans le cadre de son débat avec Luhmann, Habermas souligne le caractère proprement conservateur de la théorie cybernétique. Il soutient à juste titre que cette théorie constitue une forme de légitimation de la colonisation du monde vécu par le système (1987, vol.2 : 343). Nous nous demandons toutefois comment, à partir d'une communication consensuelle et transparente, il est possible de contrecarrer l'emprise d'une communication cybernétique fondée sur l'efficacité technique. Dans sa dimension consensuelle et idéologique, la communication empêche l'émergence d'un « nous » qui s'oppose à un « eux ». Elle se mute en une idéologie invisible (Lefort, 1986) et crée un « entre-nous » qui masque les divisions sociales et historiques au fondement même de la vie en société. En d'autres termes, en réduisant la fondation de la socialité et de la subjectivité moderne à un type de communication fondé sur la discussion rationnelle et transparente, il est difficile d'imaginer l'émergence d'un sujet collectif en mesure de s'opposer au paradigme cybernétique de l'autorégulation, qui repose également sur la transparence et la communication. C'est ici que le politique, au sens où l'entend Lefort, a pour rôle de faire surgir le caractère symbolique et proprement contingent de l'institution de cette société fondée sur la communication et l'efficacité technique. Le politique implique la capacité de poser une finalité normative qui est partagée a priori par les sujets, et qui n'est pas le résultat d'un

systemiste, la sphère de la reproduction matérielle fonctionne et s'auto-reproduit en l'absence de toute forme de médiation symbolique propre au monde de la culture :

[...] les fonctions de reproduction matérielle se prêtent tout particulièrement à un tel délestage, dans la mesure où elles n'exigent pas, par leur nature, d'être remplies par des actions relevant de la communication (Habermas, 1988 : 413)

Cette séparation néglige le moment immanent du monde vécu qui oriente l'action économique. Plus synthétiquement, cette perspective occulte les interrelations entre les transformations économiques, politiques, culturelles et scientifiques et les structures quotidiennes de la vie sociale. Contrairement aux critiques du capitalisme qu'il juge « romantiques », Habermas (1987, vol.2) soutient plutôt que les sociétés avancées se caractérisent par un processus de différenciation sociale complexe et qu'elles ne peuvent se passer de l'État et de l'économie en tant que médias de régulation. La thèse habermassienne reproduit donc les lacunes de la théorie marxiste classique qui ne distingue pas la spécificité historique et culturelle des catégories économiques comme le travail et la valeur propres à la formation sociale capitaliste. Habermas réduit le travail à une activité instrumentale de transformation de la nature qui déshumanise l'Homme. Il ne reconnaît pas la spécificité du travail abstrait et sa fonction symbolique dans le capitalisme, abstraction que nous analysons comme une forme de médiation sociale qui se substitue aux rapports directs de domination caractéristiques des sociétés antérieures.

Si nous reconnaissons avec Habermas qu'aucune société ne peut se passer d'institutions politiques et économiques, nous soutenons toutefois, à l'instar de Postone, (1993 : 252) qu'elles peuvent prendre une autre forme que celle qu'elles revêtent actuellement. Autrement formulé, les institutions politiques et économiques n'ont pas une forme « inéluctable ». Dans la perspective fonctionnaliste habermassienne, la phase actuelle du capitalisme — caractérisée par la globalisation, la financiarisation et l'informatisation — relève d'un processus autonome et indépendant des relations sociales, politiques et culturelles. La globalisation résulte pourtant d'un processus proprement politique (Sitton, 2003 : 151). Plusieurs travaux en sociologie économique, en économie politique critique et

consensus de type habermassien qui relève du meilleur argument. Pour poursuivre la discussion, voir Castoriadis, 1996.

en économie politique culturelle⁵² ont d'ailleurs souligné l'enchâssement culturel, politique et social de l'économie. Ils montrent qu'un médium autorégulateur comme l'argent implique des orientations normatives, malgré qu'il apparaisse comme la forme ultime de la rationalité instrumentale (Simmel, 1987 ; Leyshon & Thrift, 1997). Autrement dit, les actions ne sont jamais purement « instrumentales ». La perspective théorique de l'économie des conventions souligne qu'en dépit de son apparence hyper-rationnelle et hyper-abstraite, le domaine monétaire repose sur des normes qui orientent symboliquement les actions des acteurs (Orléan, 2000). Si la phase actuelle de financiarisation du capitalisme semble avoir atteint un degré d'abstraction tel qu'il fonctionnerait de manière auto-régulée, il constitue néanmoins un phénomène hyper-social dans lequel les représentations symboliques jouent un rôle majeur, au point où le « discours sur l'argent devient l'argent lui-même » (Leyshon et Thrift, 1997 : 21). Les récents travaux en sociologie du travail (Boltanski et Chapiello, 1999) montrent que les discours et les pratiques managériaux incorporent de plus en plus dans leur fonctionnement les normes héritées du monde vécu. L'auto-réalisation de soi devient un impératif catégorique qui se transforme en un auto-asservissement et en un discours de légitimation de l'ordre social. Le capitalisme désorganisé et financiarisé repose sur une « mobilisation corrélatrice des aptitudes informelles propres au monde vécu à des fins professionnelles » (Honneth, 2006 : 286), ce qui rend la séparation entre la sphère privée et la sphère publique de plus en plus floue. Ce « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski & Chiapello, 1999), ce *soft capitalism* (Thrift, 2005) résulte de l'interpénétration des sphères culturelle et économique. Le « système » ne découle pas uniquement du calcul froid effectué par une organisation bureaucratique ; il est également le fruit de l'instrumentalisation des désirs d'autoréalisation du monde vécu à des fins de reproduction de l'ordre social. Comme le souligne Eva Illouz (2006):

Les attributs culturels fondés sur l'existence du marché influencent les relations interpersonnelles et les relations émotionnelles, alors que les relations interpersonnelles sont au cœur des relations économiques (: 18).

⁵² Notamment les travaux de Simmel (1987) sur le caractère symbolique de l'argent, ceux de l'École de la Régulation qui s'appuie sur les divers ancrages institutionnels, sociaux et culturels de la reproduction économique (Aglietta, 1997), ceux de l'École des conventions (financières) qui s'intéresse aux normes constitutives du comportement des agents économiques (Orléan, 2000), et ceux en sociologie économique et en sociologie du travail qui se penchent sur les discours de légitimation dans la littérature managériale (Boltanski et Chiapello, 1999)

Bien qu'elle accorde un rôle central à la culture et à la communication dans la constitution de la société, la perspective habermassienne ne tient pas compte du fait que les transformations actuelles du capitalisme — financiarisation, informatisation, globalisation — sont des transformations culturelles qui impliquent la production d'un nouveau discours de légitimation. Le capitalisme ne consiste pas en un champ autonome peuplé d'acteurs rationnels dont la motivation se limite à des considérations matérielles. Le « champ » économique regorge de significations imaginaires qui stimulent et orientent de manière normative les pratiques des acteurs. Les discours de légitimation offrent ainsi une motivation aux acteurs dans le capitalisme, qui va au-delà des seules considérations matérielles peu stimulantes⁵³. Le nouveau discours de légitimation transforme les idéaux constitutifs de l'espace public (l'inclusion, l'égalité, la transparence et la rationalité) en discours de légitimation de l'ordre mondial. Les désirs d'émancipation, de participation et de libération des structures technocratiques sont ainsi instrumentalisés dans le cadre du projet de « société globale de l'information ».

Le concept habermassien de sphère publique repose sur une forme d'idéalisme et d'auto-régulation communicationnelle qui s'apparente au modèle d'ordre spontané des marchés développé par les théoriciens néolibéraux⁵⁴. En adoptant le paradigme communicationnel au détriment d'une perspective plus conflictuelle, Habermas reproduit une vision dépolitisée des rapports sociaux qui néglige les conflits inhérents à la constitution même de la vie en société. La théorie habermassienne néglige d'analyser les critiques sociales non reconnues dans l'espace public dominant, principalement les questions d'économie politique. Elle écarte ainsi la question des luttes de classes inhérentes à la société capitaliste. Le capitalisme impose des rapports de domination qui, loin de se limiter à des

⁵³ Comme le souligne Boltanski et Chiapello (1999), le capitalisme a besoin d'un discours de légitimation pour mobiliser les acteurs sociaux puisque « [il] est à bien des égards un système absurde » (: 41). Le capitalisme enchaîne les individus (capitalistes et salariés) dans une course effrénée pour l'accumulation sans fin qui mène au final à une guerre de tous contre tous, objectif peu séduisant en soi.

⁵⁴ Dans le modèle de la démocratie procédurale habermassienne, la conception du sujet repose sur la même fiction que dans le modèle de la philosophie et de l'économie libérale : l'*homo juridicus*. Cet individu abstrait est défini de manière asociologique et anhistorique, puisqu'il surgit pleinement socialisé d'un néant historique, ou d'un voile d'ignorance pour reprendre les termes du philosophe libéral John Rawls. Castoriadis (1996) souligne que : « la fiction de l'*homo juridicus* est aussi dérisoire et inconsistante que celle de l'*homo oeconomicus*, en ce qu'ils reposent sur les mêmes présuppositions » (: 232).

préjudices matériels (Honneth, 2006 : 169), s'inscrivent dans un imaginaire économique qui pénètre l'ensemble de la société. Dans le contexte néolibéral, l'instrumentalisation des idéaux constitutifs du concept d'espace public (inclusion, transparence, rationalité) les transforme du même coup en discours de légitimation du capitalisme cybernétique. La pensée néolibérale et managériale⁵⁵ colonise l'idéal culturel de communication, en tant que forme culturelle dominante, au point où se mute en un discours de légitimation de l'ordre social (Dean, 2002 ; Illouz, 2006). Nous croyons qu'il est nécessaire que ces idéaux normatifs s'accomplissent. Ils *deviendront* que si nous intégrons l'économie politique à la perspective habermassienne. Sans cette dimension proprement politique, ces idéaux risquent d'être récupérés à des fins marchandes et de se muter en exigences institutionnelles qui reproduisent la domination sociale.

1.4. Une approche culturelle critique de l'économie politique internationale

L'articulation entre l'économie, le politique et la culture permet d'envisager les transformations actuelles du capitalisme comme une mutation des interrelations entre trois éléments : le mode de production, les différentes modalités de pouvoir et la production de subjectivité. L'articulation dialectique entre ces trois éléments peut être comprise en tant que bloc historique constitutif d'une hégémonie, au sens gramscien du terme. Cette dialectique n'existe qu'avec un imaginaire ancré dans les pratiques symboliques des sujets, ou, en d'autres termes, avec une culture. De cet imaginaire émergent des symboles, des idées, des savoirs, des valeurs et des idéologies qui fondent les institutions, mais aussi des interrelations que celles-ci entretiennent avec les forces productives et les idées. Poser le rôle constitutif des imaginaires dans l'économie permet également de comprendre le rapport de l'économie à un savoir particulier, la manière dont l'ordre social se reproduit et sur quel type de pouvoir il repose. Notre approche culturelle de l'économie politique est « critique » dans la mesure où nous appréhendons les structures actuelles de domination comme une

⁵⁵ La pensée managériale et la pensée néolibérale convergent dans la technoculture. Les deux soutiennent que la communication et la technologie — principalement Internet — sont des solutions aux problèmes sociaux. Internet est plutôt la matérialisation du processus de marchandisation des idéaux de l'espace public, qui se transforment en discours de légitimation. À ce propos, il est intéressant de constater l'influence hayekienne dans les travaux de Tom Peters (1993). Ce théoricien du management soutient l'introduction des TIC dans les permet de démocratiser les relations de travail.

construction humaine, une abstraction réelle et objective, qui contraint l'action des acteurs. Notre démarche est critique en ce qu'elle cherche à identifier les contradictions et les possibilités de dépassement de l'ordre actuel. Parce qu'elle refuse la naturalité de l'économie, notre approche est compatible avec de nombreuses thèses hétérodoxes en économie politique : celle de Polanyi (1983), qui soutient que les fondements anthropologiques de l'économie de marché résultent de la construction d'un sujet économique abstrait déraciné de son monde vécu ; celle de Keynes (1962 [1942]), qui refuse les conceptions classiques selon lesquelles l'activité économique est une logique autoréférentielle soumise à des lois universelles, anhistoriques et implacables, et celle de l'École de la Régulation, qui avance que la régulation de l'économie ne découle pas d'un ordre spontané, naturel et endogène, mais repose plutôt sur un ensemble d'institutions sociales constitutives de normes qui orientent les comportements reproducteurs de l'ordre social (Boyer, 1986).

Ces approches hétérodoxes en l'économie politique limitent toutefois leur analyse à l'État-nation. Elles tendent à minimiser les interrelations entre le national et l'international dans le cadre d'une économie-monde unifiée. Elles doivent être complétées par une approche critique de l'économie politique internationale qui analyse comment l'ordre et le changement interviennent dans un système d'autorité politique fragmentée (Palan, 1998). En économie politique internationale, l'approche néo-gramscienne développée par Robert W. Cox s'intéresse principalement à cette question. Cox (1996) étudie l'émergence des structures historiques de l'ordre mondial en portant une attention particulière à l'interrelation dialectique entre les idées, les capacités matérielles et les institutions. L'approche culturelle critique de l'économie politique internationale privilégiée dans cette thèse intègre l'analyse néo-gramscienne, principalement parce qu'elle propose une interrelation dialectique entre les idées et les institutions sociales. À l'instar de Cox, notre démarche s'éloigne des analyses dominantes en relations internationales qui traitent des institutions sociales de manière anhistorique et fonctionnelle. Si les institutions possèdent un rôle fonctionnel qui permet la reproduction des rapports sociaux, elles constituent également un réseau symbolique institué dans une période historique donnée (Castoriadis, 1975 : 198). En ce sens, la catégorie des idées est centrale à notre cadre d'analyse, sans toutefois se réduire à une théorie « idéaliste »

qui ne retracerait l'émergence des structures historiques d'un ordre mondial, ou d'un bloc historique en termes gramsciens, qu'à partir des idées. Nous soutenons que l'imaginaire est constitutif d'un ordre mondial particulier, qu'il s'institutionnalise et qu'il produit des effets de structures qui agissent sur les forces sociales, de manière dialectique plus que mécanique.

Dans la perspective gramscienne, les idées ne se limitent pas à des idéologies ; elles possèdent un double sens. D'une part, les idées regroupent les compréhensions intersubjectives des acteurs sur la nature des relations sociales. Ces relations sociales se perpétuent dans les pratiques des acteurs et prennent la forme d'*habitus* (Bourdieu, 2001). Cette définition des idées inclut donc les savoirs dominants à une époque donnée. D'autre part, les idées rassemblent les images collectives, une vision commune du monde, qui sont produites par certains groupes dans un ordre social donné (les idéologies chez Cox, 1996). La catégorie des idées comprend donc la culture en général, constituée par un imaginaire qui façonne et normalise une image du monde. Cette vision du monde construit le rapport que le sujet entretient avec son environnement extérieur et avec lui-même.

L'approche néo-gramscienne tend toutefois à négliger la dimension culturelle et symbolique de l'économie politique. Elle se limite à l'hégémonie d'un mode de production dans une période de temps donnée (par exemple, le fordisme), qui génère une structure historique particulière de l'ordre mondial. Les analyses néo-gramsciennes n'expliquent pas la manière dont cette hégémonie se constitue et se maintient. En d'autres termes, elles posent la question du « pourquoi », en laissant de côté la question du « comment », pourtant intégrée au départ dans le cadre analytique gramscien. Les premières analyses de Cox⁵⁶ présentent ainsi le capitalisme financiarisé mondial comme une structure abstraite complètement séparée de l'économie réelle. Selon cette perspective, la finance mondialisée évolue dans un cyberspace virtuel réticulaire propulsé par les TIC, qui se reproduit en dehors des relations sociales. Une approche culturelle de l'économie politique internationale vise justement à comprendre comment le capitalisme contemporain — la société globale de l'information décrite comme un système autoreproducteur — se matérialise dans des pratiques culturelles

⁵⁶ Voir par exemple Robert W. Cox (avec Timothy J. Sinclair), *Approches to World Order.*, Cambridge University Press : 1996.

ainsi que dans des espaces sociaux spécifiques qui participent à la reproduction symbolique et matérielle de l'ordre mondial actuel.

À cet égard, certaines analyses en économie culturelle montrent le caractère performatif⁵⁷ des concepts élaborés par les économistes. Les concepts économiques consistent en une forme de « virtualisme » (Carrier & Miller, 1998) qui émane d'un imaginaire économique. Cet imaginaire prend la forme d'une abstraction qui devient réelle lorsqu'elle est reproduite dans les pratiques des acteurs sociaux. La performativité des concepts économiques s'observe dans un ensemble d'outils de mesure, de calcul et de comptabilité, qui objectivent les imaginaires économiques et orientent la pratique des acteurs.

D'autres analyses, qui s'inspirent de la sociologie des réseaux socio-techniques, soutiennent que ces structures abstraites se composent d'associations contingentes entre humains et non-humains et qu'elles sont enchâssées dans des relations sociales et des espaces concrets. Callon et Latour (1991) développent le concept d'« enchevêtrement » pour expliquer ces associations stabilisées entre humains et non-humains, qui sont configurées de manière réticulaire. Si leur analyse illustre le caractère social de l'économie⁵⁸, Callon et Latour (1991) s'appuient toutefois sur une ontologie anti-humaniste et relativiste qui occulte les conflits et les rapports de domination inhérents à la structuration des rapports sociaux dans les sociétés capitalistes. L'approche culturelle critique de l'économie politique de la « société globale de l'information » tente d'éviter ce piège du relativisme des valeurs propres au postmodernisme, notamment parce que cette posture est parfaitement compatible avec le néolibéralisme (O'Neil, 1999)⁵⁹. En ce sens, l'intégration des apports de l'économie

⁵⁷ Une expression ou un discours peut être considéré comme performatif lorsqu'il *produit* ce qu'il nomme. La répétition constante d'un même postulat à travers divers canaux (médias, documents officiels, etc.) en vient à définir les cadres de la réalité qu'elle décrit. En d'autres mots, un discours performatif est l'équivalent d'une prophétie auto-réalisatrice. Un exemple fréquemment utilisé pour expliquer le concept de performativité est celui du discours prononcé lors d'un mariage. Lorsque le prêtre énonce : « Je vous déclare mari et femme », le mariage prend une réalité concrète. Judith Butler (2004) explique que la performativité de certains discours consiste en leur matérialisation dans des pratiques concrètes. Le discours performatif produit des effets de surface, de fixité et de frontières, à travers la répétition constante de normes qui régularisent des comportements spécifiques.

⁵⁸ Voir aussi Michel Callon (1998)

⁵⁹ Outre la littérature managériale qui utilise le concept de « réseau » comme un discours de légitimation du capitalisme post-fordiste (Boltanski & Chiapello, 1999), la théorie cybernétique des marchés développée par le

culturelle dans l'étude de l'économie politique internationale vise à montrer comment les micro-pratiques de pouvoir s'érigent en un ordre mondial donné.

S'inscrivant dans une approche néo-gramscienne, Stephen Gill (1995ab) analyse le pouvoir en termes de « néolibéralisme disciplinaire ». Il tente de rendre compte de la manière dont le capital transnational se constitue en une structure qui exerce son pouvoir sur les États et les individus dans l'ordre mondial actuel. Gill néglige cependant la dimension microsociale des pratiques de pouvoir, en plus de faire l'économie du contexte de ce type de pouvoir. Les sociétés disciplinaires doivent être situées historiquement ; elles correspondent au régime fordiste de régulation économique (Fraser, 2003). Bien que les transformations actuelles du capitalisme impliquent des pratiques de pouvoir disciplinaire, elles se caractérisent par un pouvoir moins uniformisant et plus flexible. En intégrant les dimensions micro et macro de l'analyse, nous pouvons analyser comment les macrostructures de l'économie mondiale — qui présentent le capitalisme comme un système auto-reproducteur — sont enchâssées culturellement, spatialement et institutionnellement dans les pratiques des sujets.

Nous mobilisons trois principaux concepts dans cette thèse pour expliquer l'enchâssement culturel des pratiques constitutives du capitalisme cybernétique et les relations de domination qu'il implique : la cybernétique, le spectacle et la gouvernementalité. Nous appréhendons le concept de cybernétique et ses diverses déclinaisons (rétroaction, gouvernance, autopoïèse, etc.) au regard d'un nouvel imaginaire au fondement des

néolibéral Friedrich Hayek réfère également à une configuration réticulaire (la *catallaxie*) pour expliquer l'ordre spontané de la société. Plus encore, l'ontologie expérimentale des approches postmodernes réfère constamment aux réseaux pour expliquer le fonctionnement de la société. Le principal problème de ces approches qui font l'apologie du réseau est leur relativisme des valeurs, sorte d'anti-humanisme joyeux qui avalise et reproduit la thèse néolibérale du marché réticulé comme mécanisme apolitique et a-normatif de régulation de la société. En présentant l'activité scientifique comme une compétition entre acteurs rationnels qui cherchent à maximiser leur crédibilité professionnelle, Callon et Latour (1991) possèdent des affinités avec la théorie néolibérale du *Public Choice* développée par Buchanan (O'Neil, 1999 : 83). L'approche des acteurs-réseaux de Callon et Latour (1991) légitime également l'extension de la marchandisation à des domaines jusqu'ici relativement épargnés par le capitalisme, notamment le vivant (Vanderberghe, 2004). De plus, ils présentent les réseaux comme des entités mixtes qui possèderaient une capacité infinie d'innovation en réseau. L'approche postmodernisante des acteurs-réseaux néglige ainsi la spécificité historique de ces réseaux, à savoir le mode de production capitaliste dans lequel la compétition pour l'accumulation de la valeur produit des effets de structure qui contraignent les possibilités d'action des sujets (Coutrot, 1998 : 102-103 ; Jessop, 2005).

transformations actuelles du capitalisme⁶⁰. En naturalisant une forme spécifique de structuration des rapports sociaux propre à l'époque contemporaine, le concept de cybernétique ontologise les relations sociales et est en ce sens constitutif de la réalité. Dans le contexte néolibéral, il correspond non seulement à une manière de décrire la réalité, mais possède également une force performative lorsqu'il prend la forme d'une nouvelle théorie de résolution de problèmes. La révolution néolibérale s'appuie sur une transformation épistémologique en ce qu'elle s'abreuve de la théorie cybernétique. Cette théorie est également au fondement des nouvelles approches de résolution de problèmes (notamment celle de la gouvernance mondiale développée par Rosenau, 1992). Dans sa dimension cybernétique, le capital se présente comme un système auto-reproducteur qui repose sur une logique autoréférentielle d'autovalorisation. Le concept de spectacle développé par Guy Debord (1992 [1967]) illustre cette logique objectivante de la marchandise dans le capitalisme avancé. Le spectacle consiste en une abstraction réelle qui fait apparaître la médiatisation des rapports sociaux comme un rapport entre des choses, et plus spécifiquement entre des images⁶¹. Le capitalisme cybernétique poursuit ainsi la logique d'abstraction des rapports de domination propre à la modernité capitaliste. L'imaginaire du capitalisme cybernétique est constitutif de pratiques et de modalités de pouvoir de plus en plus abstraites et rationalisées qui reproduisent l'ordre mondial. Le concept de gouvernementalité développé par Foucault permet quant à lui d'expliquer cette logique de rationalisation des relations de domination propre à la cybernétisation du capitalisme. Il illustre l'instrumentalisation constante du désir d'autonomie des individus. Ces désirs légitimes d'autonomie sont utilisés de manière cybernétique comme instruments de contrôle, de guidage et de pilotage⁶². La reproduction cybernétique du capitalisme implique ainsi une forme de subjectivité, qui surgit de l'intériorisation de cette rationalité par les individus. À l'instar de Lefebvre (1967) qui nommait cet individu le cybernanthrope, nous le qualifions de sujet auto-régulé.

Conclusion

⁶⁰ Voir chapitre 2.

⁶¹ Voir chapitre 3 et 6.

⁶² Voir chapitre 4-5-6

L'approche culturelle d'économie politique permet de comprendre comment les sujets politiques et économiques, qui se situent dans des espaces sociaux concrets, reproduisent les relations de pouvoir dans l'économie mondiale. Cette démarche tente ainsi d'éviter de reproduire l'aliénation des théories dominantes en économie politique internationale qui expliquent les rapports économiques globaux d'une manière abstraite et désincarnée. Dans le chapitre suivant, nous explicitons les transformations du capitalisme contemporain à la lumière de l'émergence du nouvel imaginaire économique, qui surgit de la rencontre entre la théorie libérale et la cybernétique.

CHAPITRE 2. LA TRANSFORMATION CYBERNÉTIQUE DU CAPITALISME

Bienvenue. Bienvenue dans un monde où tout est possible. Où existe une nouvelle manière de voir et de faire. Bienvenue dans un monde qui se redessine pour inclure les bouts du monde. Où les affaires ne se font pas qu'avec des mots. Où nous sommes tous connectés à chaque instant. Où l'équipe que vous suivez vous suit partout. Bienvenue dans un monde où chaque savoir enrichit le savoir. Où l'on ne se perd jamais de vue. Où les téléphones sont des sésames pour tous les départs. Bienvenue dans un monde où les bonheurs se vivent et se revivent à l'infini. Où tout le monde peut devenir célèbre. Où les bibliothèques font le tour de la planète. Où naissent les entreprises et se transforment les pays. Où nous accomplissons plus ensemble que chacun individuellement.

Cisco : Welcome to the Human Network⁶³.

Cette publicité de *Cisco System*, premier fournisseur mondial de solutions réseaux pour Internet, illustre de manière évocatrice le nouvel imaginaire économique lié aux TIC et à l'émergence d'une « société globale de l'information ». Elle met en lumière la manière dont cet imaginaire articule les interrelations entre la culture, le politique et l'économique, et plus précisément entre la production de subjectivités, les modalités de pouvoir et le mode de production. La publicité présente l'économie comme un « monde où tout est possible » et suggère du même coup une modification fondamentale dans la « manière de voir et de faire ». S'appuyant sur une conception particulière de l'espace, elle appréhende la technologie comme un facteur de dissolution des frontières qui permettrait « d'inclure les bouts du monde ». La publicité évoque également une transformation du mode de production, qui serait désormais informatisé et configuré en réseaux. Le principal facteur de production serait « le savoir, qui enrichit le savoir ». Cette mutation majeure impliquerait de nouvelles modalités de pouvoir associées à la production informatisée. Plus précisément, les capacités interactives de la technologie assureraient plus de collaboration entre les acteurs sociaux, qui accompliraient « plus ensemble que chacun individuellement ».

Cette transformation technologique induit également la production d'un type particulier de subjectivité, le sujet narcissiste rompu au culte de la célébrité. En interconnectant l'ensemble de la planète — « les bouts du monde » —, les TIC incluraient

⁶³ Publicité de *Cisco System*, 2007. En ligne : <<http://www.cisco.com/web/thehumannetwork/index.html>>. Consulté en mai 2008.

des individus de tous lieux qui deviendraient des « célébrités » en misant sur leur auto-promotion en ligne. La technologie rendrait ainsi le capitalisme plus « humain »; dans le *Human Network*, les affaires ne se feraient plus seulement qu' « avec des mots ». Grâce aux TIC, les individus détiendraient davantage de pouvoir face à des institutions perçues comme totalitaires (principalement l'État), qui contrôleraient l'ensemble des facettes de leur vie. Nous serions ainsi entrés dans un *Brand New World* pour reprendre l'expression huxléenne⁶⁴, dans une société globale de l'information en réseaux où l'amélioration constante de la communication résoudrait les problèmes sociaux désormais individualisés.

Ces transformations économiques, sociales, politiques et culturelles des sociétés occidentales sont au cœur des débats académiques depuis les années 1960. La communauté scientifique s'interroge plus spécifiquement sur ce qui est « nouveau » dans le capitalisme. Plusieurs auteurs (Machlup, 1971 ; Porat, 1977 ; Bell, 1976b) soutiennent que l'information constitue à la fois le principal produit et le principal facteur de productivité de l'économie. Cette transformation économique fondamentale restructurerait l'ensemble des rapports sociaux. En clair, on assisterait à une « révolution de l'information », provoquée principalement par l'avènement des TIC. L'idée générale développée dans ce chapitre est que la « nouveauté » ou le caractère « révolutionnaire » de ce qu'il est convenu d'appeler l'ère de l'information (Castells, 2001) réfère autant — sinon davantage — à une transformation d'ordre culturel liée à l'apparition d'un nouvel imaginaire économique qu'à une transformation strictement technologique. Nous appréhendons la « révolution informationnelle » en termes dialectiques de continuité/ruptures, précisément parce que ses origines de développement sont antérieures à l'implantation des TIC. La rupture épistémologique associées à cette révolution informationnelle s'est opérée de manière concomitante à l'essor des principes néolibéraux dans la communauté intellectuelle et à leur concrétisation en programme politique. Le nouvel imaginaire économique qui repose sur la communication a surgi de ce rapport entre diverses forces sociales, et s'est déployé en vue de réactiver les conditions de réalisation d'une hégémonie en crise.

⁶⁴ Nous précisons la dynamique de contrôle social du *Brand New World* au chapitre 6.

Ce chapitre est divisé en trois parties. Dans un premier temps, nous soutenons que le discours sur la société de l'information émane d'une convergence entre la théorie économique néolibérale et la théorie cybernétique de la communication. Ce discours est au fondement d'un nouvel imaginaire économique, celui du capitalisme cybernétique. Dans un deuxième temps, nous précisons le contexte d'apparition de ce nouvel imaginaire économique, en insistant sur la crise du mode de régulation fordiste. Enfin, nous explicitons comment l'imaginaire économique du capitalisme cybernétique et l'idéologie de la communication qui en découle sont apparus comme une stratégie de sortie de crise.

2.1. Le néolibéralisme et la cybernétique : aux origines de la « société de l'information »

2.1.1. Le capitalisme cybernétique de Friedrich Von Hayek

Le discours de la société de l'information résulte d'une convergence entre, d'une part, la pensée économique néolibérale, et d'autre part, la théorie cybernétique de la communication. D'abord, le discours de la société de l'information s'inspire des prémisses et des injonctions de la théorie économique néolibérale. À la manière des auteurs néolibéraux, la plupart des auteurs qui traitent de la société de l'information (Bell, 1976b ; Toffler, 1980 ; Negroponte, 1995 ; Castells, 2001) soutiennent que les TIC augmentent la quantité d'informations disponibles aux individus et aux organisations et assurent leur distribution optimale. Selon Bill Gates (1995), figure emblématique du discours sur la société de l'information, l'avènement des TIC marquerait le début d'une nouvelle phase du capitalisme, le *friction free capitalism*, soit l'application d'un marché parfait dans lequel chacun des acheteurs et des vendeurs possède l'ensemble des informations. Selon cette logique de compétition parfaite, une production, une distribution et une consommation plus efficaces d'informations faciliteraient le processus de prise de décisions. En somme, les TIC permettraient aux marchés de se conformer aux règles édictées dans les livres d'économie néoclassique et d'opérer sous des conditions d'informations parfaites (Comor, 2002b).

D'autres auteurs (Lipschutz, 1999 ; Shaw, 1994 ; Falk, 2000) avancent que l'implantation des TIC marquerait l'avènement d'une cyberdémocratie (Lévy, 2002), alimentée par une société civile globale qui s'exprime dans une sphère publique mondiale

correspondant à l'idéaltype habermassien. Cette convergence entre les théories économiques et celles de la communication cybernétique réunit à la fois les idéaux du marché et de la démocratie. Ces analyses soutiennent que la technologie constitue le facteur déterminant dans la société. À l'instar de Carrier et Miller (1998), nous appréhendons ces argumentaires sous un angle culturel afin d'éviter le piège du déterminisme technologique. Carrier et Miller (1998) développent le concept de « virtualisme » pour décrire la transformation constante des pratiques économiques, qui se modifient sans cesse pour correspondre aux modèles abstraits produits par la science économique. Nous analysons ainsi le discours sur la société de l'information comme une abstraction objectivante propre aux relations de domination caractéristiques du capitalisme. Ces abstractions *produisent du réel* en décrivant une vérité, qui une fois objectivée, agit à titre de principe qui structure les pratiques sociales de manière à transformer les sujets individuels et collectifs en acteurs rationnels.

L'émergence de ce « virtualisme » concorde avec celle de la pensée néolibérale, qui aspire à changer l'objet de l'analyse économique. Cette transformation épistémologique découle de l'introduction du paradigme cybernétique dans l'étude du fonctionnement des marchés et dans la conceptualisation du sujet économique. Wiener (1961) définit la cybernétique comme la science de la régulation sociale et de l'optimisation des ressources informationnelles, en somme, du contrôle et de la communication. Les principes de la cybernétique, en particulier celui de rétroaction (*feedback*), insuffleront le sens moderne au concept de communication (Breton et Proulx, 2002 ; Lafontaine, 2004). La science de la cybernétique s'intéresse aux machines et à leur capacité d'analyser les informations qui proviennent de l'environnement extérieur. Elle vise à prendre des décisions en fonction de buts déterminés grâce à un processus de rétroaction qui permet aux systèmes de s'autoréguler. L'objectif de l'étude de la cybernétique est d'empêcher l'entropie (le désordre social) vers laquelle se dirigeraient inévitablement les sociétés modernes. Selon ses théoriciens et ses promoteurs, il est possible d'éviter cette entropie en réduisant les « bruits » qui entravent la communication entre les individus. Ce sont les « nouvelles machines à penser » (Lafontaine, 2004), c'est-à-dire les ordinateurs, qui permettent d'améliorer la communication. La théorie cybernétique analyse ainsi la subjectivité humaine en termes strictement informationnels. Elle tente d'expliquer les comportements humains en soutenant

que tout être se définit par la nature des échanges informationnels qu'il entretient avec son environnement (Wiener, 1961).

Friedrich Von Hayek, principal théoricien du néolibéralisme, s'inspire fortement de la théorie cybernétique de la communication⁶⁵. En réaction contre le positivisme logique qui domine en Autriche à son époque, il élabore une théorie de l'auto-régulation fondée sur une épistémologie constructiviste radicale. Son système conceptuel accorde au « savoir tacite »⁶⁶ une prééminence sur la raison, qui était traditionnellement comprise comme la capacité de compréhension synthétique des phénomènes sociaux (Bellerose, 2003 : 187). À la manière des théoriciens de la cybernétique, Hayek définit le rapport du sujet au monde en termes d'informations. Plus précisément, la révolution épistémologique associée au néolibéralisme consiste à appliquer le paradigme micro-économique de la firme aux sujets individuels. Dans la pensée néolibérale, les individus ne sont plus seulement considérés comme des consommateurs qui expriment leurs préférences dans le marché ; ils sont aussi envisagés comme des entrepreneurs responsables d'eux-mêmes, qui produisent leur propre satisfaction — renommée utilité — en s'échangeant des informations *via* le processus communicationnel du marché. Contrairement au libéralisme classique, le néolibéralisme n'appréhende pas le marché comme l'incarnation d'un ordre naturel que l'État doit faire respecter, en vertu des critères d'une raison (instrumentale), fixe et anhistorique. Hayek rejette la vision smithienne d'une main invisible qui assurerait un équilibre parfait de type homéostatique. Selon lui, l'état naturel du marché est plutôt le déséquilibre. L'ordre social ne résulte pas de l'action délibérée de la part d'acteurs rationnels ; il émerge plutôt de manière spontanée. Autrement formulé, la rationalité surgit de l'irrationalité. L'équilibre du marché se réalise à partir du savoir tacite — nécessairement partiel et fragmenté — détenu par chaque individu. Parce que les marchés sont en déséquilibre perpétuel, les individus doivent constamment adapter leurs actions en fonction des flux d'informations fournis par le marché afin de créer un équilibre temporaire.

⁶⁵ Si les premières conceptualisations d'Hayek contiennent des éléments du paradigme communicationnel, il s'intéresse de près à la cybernétique à partir des années 1960. Hayek a participé à une conférence organisée par un des principaux théoriciens de la cybernétique, Von Foerster, ainsi qu'au symposium *Beyond Reductionnism* en 1968 qui réunissait les grands noms du systémisme (Lafontaine, 2004 : 137).

⁶⁶ Le savoir tacite (*Know How*) consiste en l'ensemble des connaissances personnelles, des préférences individuelles et des modèles mentaux qui relèvent du domaine de l'instinct. Comme son nom l'indique, ce savoir n'est jamais explicitement exprimé, il demeure toujours sous-entendu.

La théorie néolibérale n'envisage pas les individus comme des acteurs *apriori* rationnels qui maximisent un ensemble de préférences prédéfinies. Elle soutient plutôt que ces préférences résultent d'un processus évolutif de formation et de modification de la connaissance humaine, au cours duquel les valeurs et les désirs changent continuellement. L'individu se mute progressivement en acteur rationnel lors d'un processus d'émulation, qui procède d'une évolution culturelle de type darwiniste (Hayek, 1995 : 89). En « gérant » sa vie comme le fait une entreprise soumise aux multiples variations de l'environnement, le sujet néolibéral s'apparente à la « virtualité » imaginée par les penseurs néolibéraux.

Selon Hayek (1945), le problème économique fondamental n'est pas tant de réallouer les ressources rares de façon optimale que la question de l'utilisation du savoir ou des informations ⁶⁷. Il rejette ainsi la conception néo-classique du marché comme lieu d'informations parfaites. Le marché n'est plus justifié par une distribution des richesses optimale — qui exigerait un savoir parfait —, mais par un optimum d'informations en situation de complexité et d'incertitude. La valeur proviendrait désormais de l'information *sur* l'information, et se mesurerait par sa capacité à réduire les incertitudes. Selon Hayek, il est impossible qu'une autorité centralisée — ou toute forme de planification économique — possède l'ensemble des informations disponibles pour allouer efficacement les ressources. Le critère d'efficience nécessite de laisser les décisions économiques aux entrepreneurs individuels qui, même s'ils ne saisissent pas le système économique dans son ensemble, possèderaient les informations dans leur domaine d'expertise pour prendre des décisions de manière optimale. Selon Hayek, le système des prix s'avère le moyen optimal pour communiquer l'information. En s'appuyant sur une analogie entre le rôle du système de prix dans le marché et un système de télécommunications, il anticipe de manière quasi

⁶⁷ À l'instar des auteurs néoclassiques qui s'intéressent à la question de l'information, Hayek utilise de manière interchangeable les notions d'information, de savoir et de connaissance. Cette confusion au sujet de l'information est également présente chez les tenants de la société de l'information. Si l'on définit généralement l'information comme une donnée brute à partir de laquelle on construit des savoirs, le savoir quant à lui résulte d'une dynamique culturelle qui s'inscrit dans un processus de socialisation (Stehr, 2000b). En réduisant le savoir à l'information — qui s'avère de plus en plus marchandisée —, Hayek considère uniquement sa dimension marchande. Il réduit ainsi la dimension culturelle du savoir comme lieu de la réflexivité humaine à un simple calcul coût/bénéfice.

prophétique le discours sur la « société de l'information », qui soutient que la technologie distribue de manière efficiente et optimale l'information :

En bref, pour raisonner par analogie, l'information la plus essentielle est seule transmise, et transmise uniquement aux agents concernés. C'est plus qu'une métaphore que de décrire le système des prix comme une simple machine d'enregistrement du changement, ou un système de télécommunication qui permet aux producteurs individuels de se borner à regarder le mouvement de quelques aiguilles, comme un ingénieur peut consulter quelque cadran, et d'ajuster ainsi leurs activités à des changements dont ils ne sauront jamais plus que ce que le mouvement des prix aura reflété (Hayek, 1945 : 528).

Dans la perspective néolibérale, le capitalisme devient communicationnel ou cybernétique, en ce qu'il cherche à réduire les « bruits » qui empêchent le système des prix — en tant que système de communication de l'information — de fonctionner efficacement. L'analogie entre la cybernétique et le néolibéralisme est toutefois paradoxale dans la mesure où l'inventeur de la théorie cybernétique, Norbert Wiener (1961), considérait la marchandisation du savoir et de l'information comme une source de cette entropie. La marchandisation transforme le savoir en information stockable, en fonction des critères de l'efficience technique et de l'opérativité, de la « performativité » dans les termes de Lyotard (1979). Ces critères fonctionnent selon la règle de l'input/output, qui confère une légitimité au savoir. La raison, en tant que métarécit, n'est plus le critère transcendantal qui oriente la pratique des acteurs sociaux ; dans le néolibéralisme, ce sont les règles immanentes de l'efficience technique qui cadrent le champ de possibilité des acteurs.

Les libéraux classiques légitimaient le marché sur la base de son caractère moral, et y voyaient le lieu d'exercice de la liberté individuelle en tant que vertu cardinale de l'Homme bourgeois. Le néolibéralisme a plutôt recours à une théorie sociale qui avalise scientifiquement le marché. Il radicalise ainsi la rationalité instrumentale — qui détermine des moyens pour arriver à des fins —, au point où la communication de type cybernétique subsume tendanciellement toute finalité sociale. En somme, les moyens supplantent les fins, et le seul objectif est l'expansion communicationnelle du marché *par lui-même et pour lui-même*.

2.1.2. Hayek et Habermas : le marché et la démocratie

Certains analystes (Vitalis, 1999 ; Mattelart, 2003) soutiennent que le projet de société globale de l'information est un « projet politique sans politique », car il repose uniquement sur le marché et le secteur privé. Le projet de société de l'information se caractériserait par un « retrait du politique qui devient au service des logiques dominantes techniques et intérêts privés » (Vitalis, 1999 : 35). Cette critique d'un déni du politique dans le projet de la société de l'information reproduit toutefois la division libérale factice entre l'État et le marché, comme s'il s'agissait d'une simple extension de l'économie dans le politique. Or, les déréglementations et les privatisations propres au néolibéralisme ne participent pas seulement d'une logique purement économique, qui maintiendrait une forme de marché « pur » sans l'État. De fait, dans le modèle néolibéral et contrairement aux libéraux classiques, le marché n'est une donnée naturelle ou transcendante que l'État doit faire respecter. Il s'agit plutôt d'un type de société, d'institution et de sujet qui sont produits politiquement à travers une certaine mentalité de gouvernement, une *gouvernementalité* (Foucault, 2004). À cet égard, le terme cybernétique découle du mot grec *Kubernêtes* (« pilote » ou « gouvernail ») et possède la même racine que le terme gouvernement, définit comme : « l'art de *gérer* et de *conduire* des systèmes de très haute complexité » (Lazar, 1992 : 35). Depuis Adam Smith, l'économie analysait les mécanismes de production, d'échange et de consommation. Le néolibéralisme ne s'intéresse pas tant à ce processus qu'à l'étude du comportement humain et de la rationalité interne « de la programmation stratégique des individus » (Foucault, 2004 : 228). En ce sens, le néolibéralisme ne vise pas un désengagement de l'État mais plutôt un « prolongement de la politique qui restructure les rapports de pouvoir à l'intérieur de la société » (Lemke, 2004 : 23). L'État néolibéral ne doit pas uniquement protéger et surveiller le marché ; il intègre et s'organise lui-même selon les principes communicationnels du marché, tout comme l'ensemble des institutions sociales.

En ce sens, les discours sur la société de l'information — qui soutiennent que le développement des TIC contribuerait à l'avènement d'une cyberdémocratie et d'un espace public mondial où s'exprimerait une société civile globale — reproduisent une vision communicationnelle et apolitique de la démocratie. Cette conception informationnelle de la

société est d'ailleurs pleinement compatible avec les théories néolibérales. Plus précisément, les théories de la démocratie délibérative possèdent des similitudes avec la conception néolibérale des marchés comme mécanisme autorégulateur et présentent toutes deux un monde exempt des conflits constitutifs de la vie en société⁶⁸. Cette absence de conflits dans le paradigme communicationnel constitue une lacune majeure qui l'expose à sa récupération par l'idéologie néolibérale. Si les théoriciens de la démocratie délibérative n'ont jamais souligné cette étonnante similitude — voire cette convergence —, certains auteurs néolibéraux l'ont récupérée à leurs fins⁶⁹. Ils soutiennent que la théorie hayekienne du marché possède les mêmes fondements épistémologiques que la théorie de la démocratie délibérative⁷⁰. Selon ces auteurs, la perspective habermassienne ne tiendrait toutefois pas compte de la complexité de l'ensemble des relations sociales, principalement tributaire de la division sociale du travail et de la dispersion des connaissances. Les auteurs néolibéraux plaident pour un ordre spontané du marché, qui permettrait davantage de délibération que la communication politique. Grâce au système des prix, le marché communiquerait davantage d'informations que le langage. En clair, pour les néolibéraux, la perspective habermassienne néglige le savoir tacite détenu par les divers agents du marché, soit le caractère informel de la communication. La position néolibérale soutient qu'en situation de complexité sociale, aucun mécanisme proprement politique n'est en mesure de tenir compte de l'ensemble des préférences des acteurs sociaux en vue d'atteindre une régulation sociale efficiente. Pennington (2003) avance ainsi que le marché favoriserait un processus de rétroaction des informations plus efficient que la délibération démocratique :

⁶⁸ La théorie habermassienne occulte la dimension conflictuelle intrinsèque au social principalement parce qu'elle s'appuie sur les prémisses de la conception procédurale de la démocratie. Elle ne soulève pas la question fondamentale des finalités des institutions sociales, qui doivent pourtant être débattues de manière apriorique. Habermas refuse une perspective finalisée sous prétexte qu'elle se fonderait sur une vision positive de la liberté. À l'instar de Castoriadis (1996), nous croyons plutôt en la nécessité d'une conception substantive de la liberté, qui vise à réaliser le projet d'autonomie individuelle et collective. Ce projet d'autonomie implique non seulement un débat sur les finalités des institutions sociales, mais également une participation à la prise de décisions politiques, ce que la position habermassienne refuse. À ce sujet, voir Castoriadis (1996) et Kalyvas (2001).

⁶⁹ Voir Pennington (2003) ; Wohlgemuth (2005).

⁷⁰ Cette référence néolibérale à la théorie habermassienne est une forme plutôt perverse de récupération de la théorie de l'agir communicationnel. Elle s'avère néanmoins fort révélatrice des transformations du discours de légitimation qui accompagnent les mutations économiques et sociales du néolibéralisme.

Les avantages du marché sont principalement épistémologiques. Il est beaucoup plus facile de générer des signaux de rétroaction clairs (par exemple, le lien entre la qualité d'un produit et un produit particulier) qui impliquent une relation de cause à effet dans un contexte de marché, que de lier des conséquences sociales complexes à une politique publique spécifique. [...] De tels mécanismes [les politiques publiques] sont de mauvais substituts à la rétroaction constante entre les producteurs spécifiques et les expériences des consommateurs dans un marché privé. C'est précisément la mauvaise qualité de la rétroaction résultant de la délibération publique qui nuit à la confiance envers les politiciens (Trad.libre de Pennington, 2003 : 737).

Dans la perspective néolibérale, le marché fonctionne de manière cybernétique en ce qu'il permet une rétroaction constante des informations qui réduisent l'incertitude en situation de complexité. Pierre Lemieux (1983), théoricien de l'anarcho-capitalisme, résume cette vision :

La grande contribution de la théorie sociale libérale fut de développer une conception cybernétique de la société où, en réagissant spontanément aux signaux de son environnement immédiat, chaque individu est amené à contribuer au fonctionnement d'un vaste système autorégulateur d'interactions sociales (: 55).

L'utilisation libre des informations instituerait un mécanisme de rétroaction cybernétique qui inciterait les individus à ajuster automatiquement leurs attentes en fonction des réactions de l'environnement extérieur (*Ibid* : 57). Ainsi, selon les néolibéraux, l'idéal habermassien de démocratie délibérative ne peut se réaliser qu'en dépolitisant l'ensemble des questions sociales afin que le processus cybernétique du marché opère de manière efficiente et engendre un ordre social autorégulé. Le politique nuirait à l'efficacité de la rationalité communicationnelle au fondement du système des prix.

En somme, pour les néolibéraux, la démocratie — à l'instar du capitalisme — se mute en système cybernétique grâce à la communication du marché. Ces explications éclairent les thèses sur la cyberdémocratie développées par certains gourous de la technologie (Lévy, 2002 ; Kelly, 1999). Selon Lévy, l'interconnexion numérique de l'ensemble de la planète est une manifestation de l'intelligence collective. Cette intelligence collective, l'équivalent des thèses cognitivistes d'obédience marxiste sur le *General Intellect* (Vercellone et *al.*, 2003), est une capacité d'apprentissage autonome qui « émerge de

processus d'interaction circulaires et autoproducteurs entre un grand nombre de systèmes complexes » (Lévy, 2002 : 262). Grâce à la communication en réseaux, un ordre autorégulé surgirait spontanément des savoirs fragmentés et partiels possédés par chaque individu. Kevin Kelly (1999) soutient en ce sens que « the surest way to smartness is through massive dumbness ». Selon cette perspective, chaque node individuelle irrationnelle — l'équivalent du sujet néolibéral sous sa forme numérique — communiquent entre elles dans des réseaux technologiques et participent ainsi à l'avènement d'une intelligence collective.

Si cette convergence entre la communication, la démocratie et le marché est au cœur des théories néolibérales et des discours de la société de l'information, elle ne correspond évidemment pas à la rationalité communicationnelle décrite par Habermas. Elle constitue plutôt une forme pervertie et instrumentalisée de l'héritage habermassien. Cette perversion s'exprime par une valorisation du processus de rétroaction dans les rapports sociaux, qui constituerait ni plus ni moins qu'un acte réflexif de la part d'agents engagés dans un processus délibératif. Surtout, cette perversion illustre le phénomène généralisé de récupération des idéaux constitutifs de la sphère publique. Ces idéaux émancipatoires sont récupérés, pervertis et instrumentalisés à des fins de légitimation et d'accumulation du capitalisme. Cette légitimation s'effectue en dépolitisant les rapports sociaux, ce qui est possible en constitutionnalisant le principe de gouvernement limité (Hayek, 1995 [1979] : 89). Ce phénomène de dépolitisation, que certains nomment la « fin du politique » (Caillé, 2007), consiste en un programme politique en soi. Il s'agit d'une tentative de reconfigurer la régulation⁷¹ des rapports sociaux en fonction des principes propres à la cybernétique et au néolibéralisme, qui transforment les subjectivités selon leurs critères d'efficience et de transparence communicationnelle.

Le domaine financier constitue le principal ancrage des principes de la communication cybernétique. Dans le contexte de crise économique des années 1970, les politiques keynésiennes — l'augmentation des investissements publics afin de stimuler la production — ne permettaient plus de juguler l'inflation grandissante. La nouvelle économie

⁷¹ Rappelons ici que la régulation cybernétique du capitalisme associée au néolibéralisme ne réfère pas uniquement à une régulation économique, mais aussi à un moyen de réguler l'ensemble des rapports sociaux en fonction du paradigme communicationnel.

classique et la doctrine monétariste tirée des écrits de Milton Friedman ont été considérées comme les seules alternatives à la régulation étatique de la monnaie et des taux de change⁷². Le monétarisme avance entre autres que l'État doit se retirer de l'activité économique, parce que toute intervention de sa part est perçue comme une cause de l'inflation. Pour les monétaristes et les tenants de la nouvelle économie classique, seuls les acteurs individuels et rationnels sont aptes à prendre les meilleures décisions, en se fondant sur les informations mises à leur disposition⁷³. Les acteurs financiers jugent de la crédibilité de ces informations, qui leur sont communiquées par les politiques monétaires gouvernementales (Best, 2005 :122). Parce qu'elles ont intériorisé cette « idéologie de la transparence communicationnelle » (Lyotard, 1979), les élites politico-économiques ont peu à peu perçu le rôle de l'État dans la régulation financière comme un facteur d'opacité et de « bruits » qui empêchent le fonctionnement efficace du processus de rétroaction communicationnel. Selon ce nouvel imaginaire économique, les marchés ont la possibilité de « voter » en retirant leurs investissements des États dont ils jugent les politiques budgétaires irresponsables. Le néolibéralisme redéfinit l'évasion fiscale dans les termes d'une liberté d'échapper aux contraintes posées par des gouvernements irresponsables (Best, 2005 : 19). Cette évasion fiscale était pourtant largement critiquée par Keynes, qui la jugeait comme un comportement anti-démocratique et inapproprié d'un point de vue civique.

L'analogie des néolibéraux entre, d'une part, la démocratie et la sphère publique, et, d'autre part, le marché, est relevée avant même l'essor du néolibéralisme et le

⁷² Les présupposés de la doctrine monétariste et celles de la nouvelle économie classique diffèrent du néolibéralisme hayekien. Hayek s'oppose notamment à Friedman sur la question monétaire. Le premier prône une dénationalisation de la monnaie pour assurer l'ordre spontané des marchés, alors que le deuxième conserve l'idée de monnaie nationale. Hayek s'oppose également à l'idée d'un équilibre général présente dans la nouvelle économie classique, notamment chez Lucas (Dostaler, 1999 : 134). Outre ces différences entre la théorie hayekienne et les différents courants du nouveau libéralisme économique, des similitudes sont également observables entre ces diverses doctrines. Plus précisément, le concept de rétroaction inspiré de la cybernétique est présent dans les thèses de la nouvelle économie classique, mais aussi dans le monétarisme.

⁷³ Il convient ici de préciser les différences ontologiques et épistémologiques opposant le néolibéralisme hayekien au courant de la nouvelle économie classique. Hayek propose une conception évolutionniste de type darwinienne du sujet. Au cours du développement historique, le sujet deviendrait progressivement un acteur rationnel au moyen d'essais et d'erreurs. Le sujet de la nouvelle économie classique est conçu de manière anhistorique. Il est a priori un acteur rationnel. Si le postulat ontologique d'un être adaptatif correspond le mieux selon nous à la réalité sociologique actuelle (notamment la promotion de la flexibilité et de la transformation permanente), c'est le postulat de l'homo oeconomicus considéré comme a priori rationnel qui prédomine dans la science économique orthodoxe et qui oriente également la mise en place des politiques de déréglementations dans le domaine économique et financier.

développement des TIC. En 1963, Adolf Berle affirmait que la démocratie américaine était une république économique. Selon lui, cette république résulte d'une transformation dans la forme juridique de la propriété capitaliste, qui s'observe dans le passage du capitalisme entrepreneurial à la forme corporative (société anonyme par action). En participant au capital des entreprises par le biais de leurs actions et de leur assurance-vie⁷⁴, les petits investisseurs ont été élevés au statut de citoyens de la république économique américaine. Au tournant des années 1980-1990, plus précisément lors de la l'implantation des TIC dans le domaine financier, le concept de république économique a pris une dimension globale et s'est matérialisé dans un « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski et Chapiello, 1999).

Dans la section suivante, nous envisageons cette transformation de l'imaginaire économique de manière synthétique en analysant les rapports entre les forces sociales dans le contexte économico-politique de la crise du mode de régulation fordiste. Les imaginaires, comme nous l'avons soutenu plus tôt, ne peuvent être effectifs sans matérialité. Nous étudions donc la manière dont s'est opérée concrètement cette reconfiguration du capitalisme et sa régulation cybernétique. Nous verrons comment le passage d'une régulation politique à une régulation communicationnelle ou cybernétique — qui est tributaire d'un imaginaire économique —, s'est effectué dans le cadre précis de la crise du mode de régulation fordiste.

2.2. La crise du fordisme et du système keynésien

Plusieurs auteurs (Breton et Proulx, 2002 ; Mattelart, 2003) retracent les origines du discours de la société de l'information dans les théories cybernétiques de Wiener (1961). Le discours de la société de l'information fut popularisé dans les années 1970 en plein cœur d'une triple crise — économique, culturelle et politique — qui a affecté les démocraties libérales. Selon le rapport de la Commission Trilatérale sur la gouvernabilité des démocraties occidentales (Crozier et *al.*, 1975), les gouvernements des pays industrialisés faisaient face à des problèmes majeurs menaçant la survie de la démocratie. Sur le plan politico-économique,

⁷⁴ Aitken (2005) soutient en ce sens que la culture de l'investissement de masse n'est pas spécifique à l'époque néolibérale ou post-fordiste. Dans la période d'après-guerre, des programmes provenant de la New York Stock Exchange (NYSE) ont participé à la construction d'une culture de l'investissement de masse auprès des classes moyennes.

les demandes grandissantes des groupes sociaux auraient provoqué la surcharge du système politique et aurait forcé les gouvernements à dépenser de manière irresponsable, conduisant à l'inflation et à la crise économique. Sur le plan culturel, les intellectuels dissidents auraient propagé une culture anti-matérialiste et anti-capitaliste, qui a trouvé écho dans les mouvements contre-culturels de la jeunesse. Cette crise culturelle constitue une « crise des significations imaginaires » qui concerne les finalités de la vie collective (Castoriadis, 1996 : 221) et qui se manifeste tant au plan économique que politique⁷⁵.

Dans un cadre d'économie politique, l'École française de la régulation a analysé la crise évoquée par la Trilatérale comme une crise du régime d'accumulation et du mode de régulation fordiste. Les régulationnistes ont développé le concept de régime d'accumulation pour expliquer la relative cohérence sociale, politique et culturelle de l'accumulation et des conditions de production et de reproduction du capital. Un régime d'accumulation repose sur un mode de régulation sociale afin de subsister sur une période plus ou moins longue. Un mode de régulation assure quant à lui la compatibilité des comportements des acteurs sociaux dans le cadre d'un régime d'accumulation. Il comprend l'ensemble des formes institutionnelles constituées de normes explicites ou implicites qui correspondent aux rapports de forces stabilisées dans un contexte socio-historique particulier (Lipietz, 1984 : 701).

Les régulationnistes ont qualifié de « fordisme » le mode de régulation institué après la Seconde Guerre mondiale. Le fordisme correspondait à un ensemble de règles, de normes et de pratiques institutionnalisées qui assuraient la cohérence de la reproduction du système capitaliste pendant une période déterminée et dans un espace précis. Dans sa dimension symbolique et culturelle, le fordisme correspondait à un imaginaire économique, en ce qu'il était médié par un ensemble de normes, de valeurs et de principes qui garantissaient la cohérence de la reproduction de l'ordre social. Lors de cette période historique donnée⁷⁶ (1945-1973), un imaginaire économique spécifique s'est constitué et a articulé de manière

⁷⁵ Nous analysons plus en profondeur cette crise culturelle en termes d'imaginaire au chapitre suivant.

⁷⁶ Chez Castoriadis (1975), une période historique donnée correspond au « social historique ». Chez Gramsci (1983), elle consiste en un « bloc historique ». À l'instar de ces deux auteurs, nous envisageons les trois instances spécifiques (le politique, la culture et l'économique) comme constitutives de structures historiques particulières.

relativement cohérente les interrelations entre le politique, la culture et l'économique, ou en d'autres termes, entre les modalités de pouvoir, la production de subjectivité et le mode de production.

Dans cette section, nous précisons le fonctionnement du mode de régulation fordiste et sa crise en termes d'imaginaire économique. Nous analysons comment la crise du fordisme correspond également à une crise des significations imaginaires. Dans ce contexte historique précis, nous verrons que la stratégie de sortie de crise privilégiée fut la constitution d'un nouvel imaginaire économique fondé sur la communication.

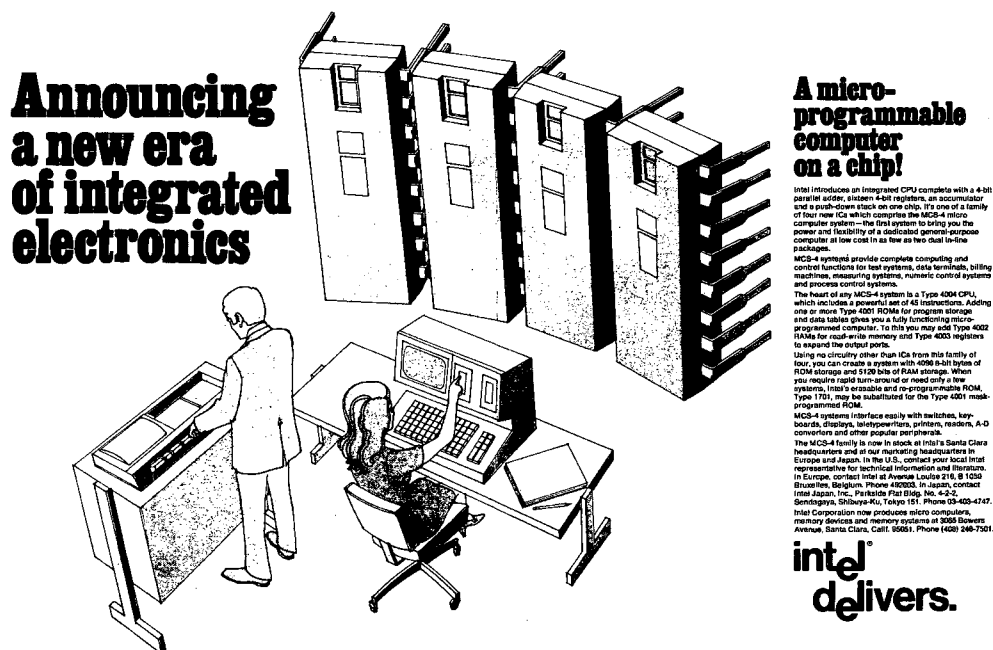
2.2.1. Le fordisme et son imaginaire économique au fondement de la régulation politico-institutionnelle

Le fordisme poursuit la transformation radicale des rapports de propriété capitalistes provoquée par l'émergence de la corporation. Cette forme institutionnelle spécifique au capitalisme avancé s'impose dès le début du XX^e siècle. Certains auteurs institutionnalistes (Bearle et Means, 1968 [1932] ; Galbraith, 1967) ont souligné que l'avènement de la corporation correspond non seulement à une séparation entre la propriété des moyens de production et le contrôle organisationnel, mais également à la liquidation du rapport de propriété qui s'exerçait sous la forme bourgeoise, soit dans les termes d'une domination du propriétaire des moyens de production sur la force de travail. Dans ce contexte de capitalisme organisé, l'État constituait la matrice imaginaire. De fait, dans le mode de régulation fordiste, l'État possédait un rôle central en tant qu'agent planificateur stabilisant l'économie. Cet imaginaire économique du fordiste articulait les interrelations entre le politique, l'économie et la culture, soient entre les modalités de pouvoir, le mode de production et la production de subjectivité.

Dans sa dimension politique, le mode de régulation fordiste reposait sur une logique politico-institutionnelle (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999). L'État-nation institutionnalisait l'ensemble des règles, des normes et des pratiques sociales, économiques et culturelles qui assuraient la reproduction sociale à l'échelle nationale et mondiale (Cox, 1990). Sur le plan économique, le fordisme s'appuyait sur un régime d'accumulation

caractérisé par la production de type industrielle, la division taylorienne du travail (la spécialisation des tâches et la gestion scientifique du travail) et la consommation de masse ; le tout rendu cohérent sur la base territoriale de l'État-nation (Dockès, 2003). Le fordisme sous-tendait également une forme de compromis entre le capital et le travail, qui se traduisait concrètement par l'ajustement des salaires en fonction de la productivité. Le rapport salarial était institutionnalisé dans des conventions collectives, rendues possibles par une gestion tripartite de type corporatiste (l'État, le capital et les travailleurs). L'introduction de la technologie dans le système productif exigeait des investissements massifs de la part des firmes. Les entreprises devaient anticiper les besoins des consommateurs et les programmer en recourant à la publicité. Dans ce système productif complexifié, les gouvernements et les firmes s'appuyaient sur une technostructure de professionnels de la gestion, plutôt que sur les mécanismes du marché (Galbraith, 1967) (voir Figure 1).

Figure 1 : Publicité d'Intel, 1971⁷⁷



⁷⁷ Cette publicité d'Intel (1971) annonce le lancement du nouveau microprocesseur 4 bits. L'iconographie austère renvoie à la culture bureaucratique et technocratique propre au fordisme, de même qu'à la division sexuelle du travail. Cette publicité illustre le chemin à parcourir avant la « révolution culturelle » annoncée par la technoculture des années 1980-1990, qui coïncide avec l'avènement du néolibéralisme (voir chapitre 2). Disponible en ligne : <http://www.intel.com/museum/archives/history_docs/index.htm>. Consulté en mai 2008.

L'augmentation des besoins en investissements et la complexité grandissante de la production ont ainsi consolidé la forme juridique de l'entreprise, soit le passage d'un capitalisme entrepreneurial — dont le contrôle était assuré par un propriétaire — au capitalisme corporatif — la société anonyme par action. Dans cette nouvelle forme de propriété capitaliste, le pouvoir décisionnel de l'entreprise capitaliste se caractérise par la substitution de l'entrepreneuriat individuel par le management. La théorie de la société de l'information tire en partie ses origines de cette « révolution managériale », interprétée par certains auteurs (notamment Burnham, 1960) comme le signe de la fin de la division entre le capitalisme et le socialisme. De fait, ces deux systèmes s'appuyaient sur une classe de gestionnaires qui maîtrisait les moyens de production (Mattelart, 2003 : 25). Le rôle de cette technostructure était de mettre en circulation un maximum d'informations afin de prendre des décisions les plus efficaces possibles. Galbraith soutenait dès les années 1960 que l'agent de production décisif devenait l'intelligence collective, vouée à l'efficacité de l'organisation. La vision keynésienne de l'économie reposait d'ailleurs sur la croyance selon laquelle seule une élite intellectuelle peut comprendre les mécanismes complexes de l'économie et de la politique et ainsi mettre en oeuvre des réformes qui régulent de manière rationnelle la vie en société (Dostaler, 2005 : 165). Sous le régime fordiste, l'État contrôlait économiquement la planification de la production et de la consommation des organisations complexifiées. Comme le soulignait Galbraith (1967):

En réalité, le système industriel est inextricablement lié à l'État. Il n'échappe à personne que la grande entreprise moderne est un bras de l'État; et celui-ci dans des circonstances importantes, est lui-même un instrument du système industriel (: 314).

Sur le plan de la politique économique, la gestion macroéconomique de type keynésienne favorisait un certain type d'État (Jessop, 1994). L'État-providence constituait la structure institutionnelle appropriée pour ce régime d'accumulation. Grâce à son intervention dans l'économie, l'État était en mesure de balancer les inadéquations entre l'offre et la demande en période de ralentissement économique, de gérer sa politique monétaire de manière autonome à travers la banque centrale, et d'offrir de biens et services sociaux sur

une base universelle (assurance maladie et hospitalisation, chômage, pension de retraite, etc.). Ce type d'État assurait la reproduction relativement cohérente du système économique et politique de l'après-guerre jusqu'au début des années 1970.

Dans sa dimension sociale et culturelle, un régime d'accumulation repose sur l'intériorisation par les individus de certaines normes et comportements. Bourdieu (2001) réfère à ce titre au concept d'habitus. Ce processus de subjectivation correspond à la construction d'un type particulier de sujet économique et politique. Dans le mode de régulation fordiste, la culture de masse diffusée par les médias — rebaptisés « industries culturelles » (Adorno et Horkheimer, 1974) — était un des principaux facteurs de socialisation du sujet économique et politique. La publicité jouait un rôle central dans cette logique de production et de consommation programmée (Galbraith, 1967). En plus des médias de masse qui assuraient cette fonction de normalisation par l'homogénéisation des comportements, une série de modalités de pouvoir « disciplinaires » (Foucault, 1975) garantissaient l'intégration sociale du sujet fordiste. La discipline constituait la principale modalité du pouvoir et la fonction principale des institutions sociales (écoles, hôpitaux, entreprises, armée, etc.) était d'uniformiser les comportements individuels en fonction de la rationalité instrumentale propre au mode de régulation fordiste-keynésien.

Le mode de régulation fordiste et son processus de subjectivation permettaient tout de même une certaine forme d'émancipation du sujet économique et politique, comparativement aux incertitudes et aux formes de domination caractéristiques de l'époque libérale classique et du capitalisme concurrentiel. Le sujet économique fordiste possédait un horizon de carrière relativement stable grâce au contrat de travail à durée indéterminée. Il était considéré comme un épargnant et les régimes d'épargnes collectives lui garantissaient une retraite, dont il connaissait préalablement le montant et le moment⁷⁸. Le mode de régulation fordiste se caractérisait également par l'explosion du secteur des services, tributaire des avancées de

⁷⁸ Dans le prochain chapitre, nous précisons la substitution de la figure de l'épargnant par celle de l'investisseur dans le néolibéralisme. Le sujet économique agit comme un entrepreneur de lui-même, qui, à la manière d'une entreprise, prend en charge ses investissements. Si certains apologistes de la flexibilité soutiennent qu'il a repris son autonomie (notamment grâce au travail à durée déterminée et contractuel), nous soutenons que le travailleur flexible du régime post-fordiste est plus que jamais soumis aux aléas du marché, en partie maîtrisés sous le régime fordiste. Sur les conséquences négatives du travail flexible, voir Sennett (2000).

l'État-providence et de la bureaucratisation des organisations publiques et privées. Cette bureaucratisation a d'ailleurs permis la création d'une classe moyenne formée de professionnels du management⁷⁹. Dans une perspective plus proprement politique, le sujet fordiste correspondait également à un type particulier de citoyenneté, que Marshall (1950) qualifie de « moderne ». Cette citoyenneté regroupe la dimension civile (nationalité), politique (droit de vote) et sociale (droits sociaux). L'État-providence se caractérise principalement par cette dimension sociale de la citoyenneté (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999 : 43), en raison de la capacité du sujet politique de débattre démocratiquement des rapports sociaux d'inégalités dans la sphère publique.

2.2.2. Le fordisme comme ordre mondial

En plus d'être une forme de société et d'État, le fordisme a été « la constituante d'un ordre mondial » (Cox, 1990 : 696). L'approche néo-gramscienne développée par Cox permet d'analyser le caractère hégémonique de la période s'échelonnant de 1945 au début des années 1970. L'utilisation du concept d'hégémonie dans le champ de l'économie politique internationale vise à expliquer l'articulation dialectique entre les facteurs de production, les idées et les institutions, de même que la vision d'un ordre mondial présenté comme naturel par un groupe ou une classe sociale à une époque donnée. Selon Cox (1996), les organisations internationales diffusent une vision hégémonique du monde et facilitent l'expansion d'un ordre mondial particulier en légitimant les idéologies et les normes dominantes, en cooptant les élites de la périphérie et en absorbant les idées contre-hégémoniques. L'hégémonie est donc la modalité de pouvoir caractéristique de l'ordre mondial d'après-guerre. La société mondiale — comprise comme une totalité différenciée territorialement — était en effet intégrée idéologiquement, politiquement et économiquement grâce à un ensemble de normes et de valeurs à portée universelle.

⁷⁹ Cette augmentation du travail tertiaire sera l'objet des premières analyses de Marc Porat (1977) et de Daniel Bell (1976b), qui soutenaient que les sociétés industrielles entraient dans une ère post-industrielle.

Les accords de Bretton Woods ont également permis aux élites américaines et européennes dominantes de former un « bloc historique »⁸⁰. Van Der Pijl (1984) introduit le concept d'*atlantic ruling class* pour décrire ces regroupements d'élites nationales, dans lesquels les Américains avaient recours à des « concepts de contrôle »⁸¹ qui garantissaient leur leadership. Ces concepts de contrôle constituent les socles idéologiques qui ont permis de construire une hégémonie à l'échelle mondiale. Cette hégémonie s'appuyait sur une vision corporatiste du libéralisme, qui correspondait au compromis entre la grande industrie et les travailleurs organisés en syndicats. Le fordisme et l'universalisme démocratique libéral wilsonnien⁸² assuraient la cohésion de l'espace mondial, dominé par l'*hegemon* américain (Van der Pijl, 1984 : 1-4).

Les institutions de Bretton Woods créées suite à la Seconde Guerre mondiale (FMI, BIRD ; actuelle Banque Mondiale) ont codifié ce « libéralisme enchâssé » (Ruggie, 1982). Ce processus de codification institutionnelle a assuré la reproduction du mode de régulation fordiste sur une période relativement prolongée. L'enjeu majeur à cette époque était de reconstruire une économie mondiale qui favoriserait le libre-commerce international tout en conservant la stabilité du système financier. Dirigées par les représentants britannique et américain John Maynard Keynes et Harry Dexter White, les négociations des accords de Bretton Woods ont abouti à un consensus sur le rôle de la finance comme serviteur de la production, et non son maître. À cette époque, la politique économique keynésienne misait sur des taux de change fixes et sur de bas taux d'intérêt, grâce au contrôle serré par les Banques centrales de la production de monnaie. Pour contrôler les taux de change, celles-ci ont instauré des mesures de contrôle des flux de capitaux. D'une part, ces mesures visaient à garantir l'autonomie politique de l'État-providence menacée par la spéculation et l'évasion fiscale, et d'autre part, à préserver la stabilité du commerce international (Helleiner, 1993 : 26-27).

⁸⁰ Un bloc historique est une configuration particulière de forces sociales, de ses bases économiques, de ses expressions idéologiques et de ses formes d'autorité politique, qui forment un tout interactif (Portelli, 1972).

⁸¹ *Comprehensive Concept of Control* (Van der Pijl, 1984).

⁸² En référence à la présidence de Woodrow Wilson (1913-1921).

2.2.3. La crise du fordisme : du local au global

La crise du fordisme s'inscrit dans une crise générale des significations imaginaires institutionnalisées tant à l'échelle nationale que globale. Cette crise fut marquée par une transformation de la rationalité bureaucratique propre au capitalisme organisé de l'après-guerre. Selon la perspective régulationniste, les causes de la crise du fordisme sont essentiellement nationales. Nous croyons que le caractère stato-centré de cette approche constitue une limite théorique qu'il est possible de dépasser. Dans cette section, nous analysons la crise du fordisme dans sa dimension matérielle et symbolique, et dans les termes d'une dialectique entre les niveaux national et global.

Les premiers symptômes de la crise apparaissent en 1967. On observe alors un ralentissement général de la croissance du produit manufacturier, de même qu'une progression continue du chômage (Lipietz, 1984 : 716). Trois facteurs expliquent ce ralentissement économique. Premièrement, la rigidité du processus tayloriste empêchait l'intensification de la production, donc un taux de profit suffisant à la reproduction du capital. Deuxièmement, une des contradictions principales du mode de production capitaliste s'est révélée, soit l'inadéquation entre la production et la consommation. La consommation de masse ne pouvait plus rejoindre le rythme de la production de masse, adéquation nécessaire à la reproduction élargie du système. Dès les années 1960, la consommation de masse en tant que moteur du régime fordiste commence à plafonner dans la plupart des pays industriels (Piore et Sabel, 1989 : 236). Le seul développement des marchés intérieurs ne suffisait donc plus à accroître les économies d'échelle. Troisièmement, l'économie américaine connaît un essoufflement majeur à cette époque. Face à la saturation des marchés intérieurs, les firmes multinationales japonaises et européennes cherchent de nouveaux débouchés pour leur production et rattrapent les firmes américaines. Soulignons que ce réajustement est tributaire de la croissance des firmes multinationales à l'étranger, mais également de la généralisation des méthodes fordistes en Europe et au Japon (Lipietz, 1984).

L'essor des firmes multinationales constitue l'un des facteurs majeurs de la globalisation des activités financières et de la mise en réseau de l'économie. Souhaitant

obtenir des services financiers dans les pays où elles évoluaient, les firmes ont profité de la déréglementation du système financier et ont élaboré des stratégies à l'échelle globale. Les multinationales ont ainsi créé la mondialisation de la production, et ont participé à la mondialisation de l'économie (Andreff, 2001 : 3).

Une transformation qualitative fondamentale s'est opérée dans l'économie mondiale lors de la crise du fordisme. Les pays industrialisés ont cessé de se limiter à la recherche de débouchés extérieurs, qui visait à surpasser les contradictions liées à une surproduction interne. Avec le développement des multinationales, les pays industrialisés ont commencé à déterritorialiser leur propre appareil productif (Michalet, 1998 : 10). Cette délocalisation de certaines activités des firmes multinationales — principalement américaines — a amplifié la division internationale du travail. L'impérialisme se caractérise dès lors par l'internationalisation du capital et des marchandises produites dans le centre et acheminées vers les périphéries, mais également par l'exportation du rapport social de production. Les entreprises des pays développés jugeaient leurs coûts de production trop coûteux, principalement en raison des charges sociales importantes qu'elles devaient y assumer. La délocalisation s'est avérée la solution pour produire à l'étranger selon les principes fordistes de production de masse, et ce, sans avoir à assumer les charges sociales (Lipietz, 1984). Le déplacement des activités des firmes multinationales américaines à l'étranger a eu des conséquences majeures, dont une importante augmentation des eurodollars. Les eurodollars sont des dollars américains déposés dans des banques à l'extérieur des États-Unis. Les pays européens ont eu recours massivement aux euromarchés pour se reconstruire après la Seconde Guerre mondiale. Ils ont ainsi obtenu les fonds qu'ils désiraient, sans avoir à subir la lourdeur administrative de la réglementation américaine.

Les euromarchés ont été créés à Londres pour permettre aux multinationales de contourner diverses réglementations bancaires américaines, dont la réglementation « Q » qui imposait un plafond sur les taux d'intérêts. L'Angleterre a autorisé la création des euromarchés afin que Londres redevienne un centre financier mondial, titre qu'elle avait perdu au profit des grandes villes américaines lors de l'instauration de Bretton Woods (Leyshon & Thrift, 1997 : 75). Dans les années 1960, les États-Unis ont également

encouragé leurs propres banques et corporations à recourir aux euromarchés (Helleiner, 1994 : 301). Les euromarchés ont également permis aux pays communistes de déposer leurs dollars US sans craindre de voir leur argent confisqué par les autorités américaines. Après la première crise pétrolière de 1973, le marché des eurodollars a explosé, surtout lorsque les pays de l'OPEP ont recyclé leurs dollars américains dans les euromarchés.

Dans leur dimension symbolique, les euromarchés ont joué un rôle central dans la déstructuration de l'imaginaire économique lié au mode de régulation politico-institutionnel et au régime fordiste. Ils ont d'ailleurs été confondus avec le discours de la globalisation, particulièrement avec la thèse selon laquelle les États n'avaient plus la capacité de réguler leur économie sur une base nationale et qu'ils devaient par conséquent déréglementer les flux de capitaux (Cameron & Palan, 2004). Les euromarchés, de même que les zones *offshore*, ont pourtant été construits et avalisés par les États eux-mêmes, et se trouvent au fondement de l'imaginaire de la globalisation propre au capitalisme cybernétique.

Par ailleurs, l'augmentation des eurodollars a contribué à l'instabilité du système monétaire international en favorisant le déficit de la balance des paiements des États-Unis, dont la devise était la monnaie d'échange internationale. De fait, en 1968, 150 milliards \$US se trouvaient à l'extérieur des États-Unis (Kurtzman, 1993 : 48). Entre 1965 et 1970, le déficit de la balance des paiements aux États-Unis a atteint près de 60 milliards de dollars \$US. La Banque centrale américaine a tenté de combler ce déficit en imprimant de l'argent, ce qui a provoqué l'explosion du marché des eurodollars. À cette même époque, une augmentation globale de l'inflation est également observable, principalement tributaire de la politique expansionniste américaine et de la guerre au Viêtnam. Cette période de crise inflationniste a donc été marquée par une instabilité du système monétaire international, conséquence importante de l'augmentation de la production et des échanges financiers.

En 1971, les possessions étrangères de dollars \$US ont excédé le montant de 300 milliards \$US, alors que les États-Unis ne possédaient que 14 milliards \$US en or (Kurtzman, 1993 : 48). En raison du déficit de la balance commerciale des États-Unis, le gouvernement américain a refusé d'échanger les dollars \$US qui appartenaient aux étrangers

contre de l'or. Il a alors adopté un taux de change flottant, ce qui a officiellement mis fin en 1973 aux accords de Bretton Woods qui régulaient le système économique depuis l'après-guerre. Les États-Unis ont été les premiers à cesser d'imposer un contrôle sur les taux de change. Ils ont été suivis en 1979 par les principaux pays européens, puis par le Japon au début des années 1980 (Hamilton, 1986 : 52-53).

Cette libéralisation des taux de change a eu un impact majeur sur le capitalisme mondial. Les transactions financières seront de plus en plus sensibles à leur variation, entraînant une augmentation de la spéculation sur la monnaie. Les corporations transnationales ne seront plus en mesure d'assurer une planification rationnelle des flux productifs comme sous le régime fordiste-keynésien. Les diverses composantes des firmes étant situées dans différents espaces monétaires, celles-ci réorganiseront leurs activités en fonction de la coordination d'opérations financières plutôt qu'en fonction des activités commerciales ou productives. La production ne sera plus envisagée en dehors du coût des services financiers, susceptible de réduire ou de rendre profitable la volatilité des taux de change ou les autres formes de taux (d'intérêts, d'imposition, de charges sociales, etc.). La firme adoptera ainsi les principes du capitalisme cybernétique, et ses fonctions principales passeront de la production de biens et marchandises à la gestion et au contrôle d'informations — principalement financières — afin de palier les risques engendrés par un environnement monétaire plus complexe (Gagné, 1999). Les TIC seront jugées essentielles pour diminuer les incertitudes liées à l'instabilité financière.

2.2.4. Les TIC et la finance : la victoire des banquiers et des corporations transnationales

Nous avons analysé jusqu'ici les transformations de l'imaginaire économique dans le contexte de crise du mode de régulation fordiste. Cette transformation des imaginaires cristallise un rapport entre des forces sociales. Selon Helleiner (1994), la transformation de la philosophie politico-économique dans le domaine financier est une victoire des banquiers, de certaines corporations multinationales et de leurs supporteurs néolibéraux face à la coalition keynésienne. Celle-ci comprenait les syndicats, les groupes industriels et certains politiciens en faveur du *New Deal* aux États-Unis. La restructuration cybernétique du capitalisme s'est

d'abord opérée sous l'impulsion des banques qui ont transnationalisé leurs activités grâce aux réseaux informatiques. Les banques seront suivies un peu plus tard par les corporations transnationales, dont les activités reposeront de plus en plus sur l'échange d'informations numérisées (Schiller, 1999).

Les TIC sont intimement liées à ce passage du capitalisme organisationnel et planificateur au capitalisme cybernétique. À partir des années 1960, les réseaux de communication deviennent une infrastructure essentielle pour les firmes multinationales qui souhaitent échanger des données entre leurs différentes composantes de production. Les TIC ont donc permis l'émergence de ce que certains nomment des « entreprises multinationales en réseaux » (Dunning, 1997). Parmi les données digitales transmises dans les réseaux de communication, une forme particulière de donnée a contribué à la formation de l'imaginaire communicationnel : le transfert électronique de fonds. Les auteurs managériaux ont illustré cet imaginaire par des métaphores puissantes : « la mort de la distance » (Caincross, 1997), « la fin de la géographie » (O'Brien, 1991), « le début d'un monde sans frontières » (Ohmae, 1990) (voir Figure 2).

Figure 2 : Publicité de Microsoft, 1996⁸³



Les transferts électroniques de fonds sont un transfert de données numériques qui comprend divers types de monnaies ou de paiements transigés entre les institutions financières, les individus et les entreprises (Langdale, 1985 : 1). Dès 1973, soit deux ans après la déréglementation des taux de change, l'agence Reuter introduit *Monitor*, son premier système d'échange électronique de monnaie (Kurtzman, 1993 : 44). Suite à la déréglementation des taux de change, Reuter réalise rapidement que les investisseurs ont

⁸³ Cette publicité de Microsoft (1996) illustre l'imaginaire d'un monde communicationnel sans frontières, dans lequel les limites territoriales n'auraient plus d'importance.

besoin d'obtenir des informations financières instantanées (*Idem*). Dès son introduction, *Monitor* transforme radicalement l'un des aspects du fonctionnement des échanges boursiers en permettant aux investisseurs d'entrer en relation de manière immédiate. Ils sont ainsi en mesure de savoir qui peut échanger et de connaître le prix exact des monnaies à travers le monde (Knorr Cetina & Bruegger, 2002). En 1981, Reuter lance un nouveau système appelé *Dealing*. Avec ce terminal ou avec un PC, les usagers inscrits peuvent communiquer les uns avec les autres pour effectuer des échanges. En 1973, le réseau de transaction interbancaire SWIFT⁸⁴ est créé. Possédée par une centaine de banques, cette entreprise conjointe à but non lucratif opère dans une quarantaine de pays (McMahon, 2004 : 74). SWIFT offre aux banques membres et à certains autres clients corporatifs (principalement aux firmes multinationales) des services privés de télécommunications, qui sont connectés aux réseaux publics nationaux. Ce réseau privé est principalement utilisé dans le cadre des euromarchés. Il participe ainsi à la déstructuration de l'imaginaire politico-institutionnel qui reposait sur l'espace quadrillé de l'État-nation. Plus précisément, il contribue à la production d'un espace imaginé — virtuel — dans lequel les flux de capitaux privés dématérialisés seraient hors de la portée et du contrôle de l'État, bien qu'ils aient été créés avec son aval (Palan, 2003)⁸⁵.

La nouvelle division internationale du travail — tributaire de la délocalisation — a stimulé la demande pour la création d'un système international d'informations, jugé nécessaire pour lier les diverses entités des firmes. Le développement des réseaux de transferts financiers a constitué une solution pour les multinationales qui avaient besoin de transférer rapidement des capitaux internationaux. En retour, l'implantation de ces réseaux de transferts financiers a contribué à l'internationalisation de l'industrie bancaire (Langdale, 1985 : 2). Souhaitant offrir le meilleur service possible à leurs clients, les banques américaines ont été les premières à analyser les possibilités offertes par les TIC. Une série d'alliances se sont ainsi formées entre les industries du secteur financier et celles de la télématique, dans le but de proposer des services financiers informatisés de plus en plus performants. Les principaux manufacturiers (IBM, AT&T, Ericsson, Le Groupe Dassault, British Telecom) et les principales entreprises japonaises d'électronique ont envisagé le

⁸⁴ *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications.*

⁸⁵ Nous traitons de la question de la déréglementation des télécommunications et du rôle de l'État dans le prochain chapitre.

secteur financier comme une source de croissance des TIC. À titre d'illustrations, des ententes entre Meryll Lynch et IBM ont permis la création du service *Imnet* ; AT&T s'est joint à Quotron ; Citicorp a offert ses services avec l'aide de l'agence Reuters, etc. (Hamilton, 1986 : 48). L'importance grandissante des télécommunications dans les activités bancaires et financières traduit une convergence d'intérêts entre ces deux secteurs⁸⁶. Elle illustre également le fait que l'information est devenue une marchandise essentielle au secteur financier (Hamelink, 1983). Les TIC n'auraient pu se développer sans le financement offert par les grandes banques, et inversement, les innovations financières n'auraient pas été possibles sans l'utilisation des nouvelles technologies, notamment des logiciels informatiques qui fonctionnent en réseaux. Comme le souligne Plihon (2003 : 33) : « Innovations financières et innovations technologiques se sont en quelque sorte nourries mutuellement ».

2.3. L'influence de la communication dans la reprise du capitalisme

2.3.1. La flexibilisation par la communication : une solution néolibérale

Sous le régime fordiste, les élites politico-économiques soutenaient que la cause principale de la crise du mode de régulation résidait dans la rigidité du système. Non seulement elles qualifiaient la production — le procès et le marché du travail — d'inflexible, mais jugeaient également que la consommation et le système monétaire étaient ankylosés (Harvey, 1989 : 142). Les élites politico-économiques percevaient la régulation fordiste dans son ensemble comme une source d'inertie, d'opacité, ou de « bruits » en termes communicationnels. En valorisant les notions de transparence, d'horizontalité et de flexibilité dans l'espace public, les tenants de l'idéologie de la communication ont alors tenté de rendre compte de la réalité, et de prescrire dans le même temps les principes qui s'actualiseront dans les pratiques et les techniques de communication.

⁸⁶Dès les années 1980, Hamelink (1983) identifie 86 corporations qui forment une industrie transnationale de l'information. Les entreprises les plus puissantes (IBM, Phillips, Siemens, EMI, General Electric, RCA, CBS, et MCA) entretenaient déjà des relations avec les grandes banques, notamment en termes de contrôle actionnarial, de financement et de partage de technologies.

La rigidité du domaine financier a aussi été pointée du doigt dans le mode de régulation fordiste. Plus spécifiquement, le régime de Bretton Woods était qualifié d'« ambigu »⁸⁷ (Best, 2005). Sous le régime keynésien, l'État devait réduire cette ambiguïté, principalement en régulant les flux de capitaux et les taux de change. Sous le néolibéralisme, les élites politico-économiques ont privilégié une stratégie radicalement différente, soit éliminer les contraintes à la libre circulation des informations dans le but de permettre aux acteurs de prendre des décisions éclairées dans le marché. Les forces néolibérales soutiennent en effet que l'information constitue la source de l'efficacité institutionnelle, de la stabilité des marchés et de la croissance économique. En ce sens, la solution néolibérale fut de promouvoir et de mettre en pratique une meilleure communication de l'information, en vue de réduire les « bruits » du système. Les élites politico-économiques ont donc envisagé la crise du mode de régulation fordiste et du domaine financier en termes strictement communicationnels. Un nouvel imaginaire économique communicationnel s'est ainsi graduellement consolidé et a remplacé l'imaginaire politico-institutionnel du fordisme-keynésianisme. Le déploiement des TIC constituera la matérialisation de cet imaginaire du capitalisme dans sa forme cybernétique.

Les forces politiques ont privilégié l'alternative néolibérale essentiellement parce qu'elle correspondait aux structures matérielles et culturelles de l'époque (Jessop, 2004a). Plus précisément, la redéfinition du marché en termes cybernétiques — comme un mécanisme de rétroaction de l'information — s'accordait parfaitement avec le discours sur la société de l'information. En ce sens, les transformations épistémologiques associées au néolibéralisme ont accompagné la restructuration communicationnelle et cybernétique des rapports sociaux.

L'imaginaire économique du capitalisme cybernétique repose sur le principe de rétroaction de l'information. En termes économiques, l'information se définit de deux façons (Babe, 1995). D'une part, certains sociologues et économistes (Bell, 1976 ; Porat, 1977 ; Machlup, 1971) la considèrent comme une marchandise. Il s'agit de la définition

⁸⁷ Best (2005) distingue trois types d'ambiguïtés. L'ambiguïté technique correspond à un manque d'informations ; l'ambiguïté contestée découle du processus politique ; l'ambiguïté intersubjective provient de divergences d'interprétations.

communément admise de la société de l'information, c'est-à-dire que la principale source de la productivité proviendrait du travail informationnel. D'autre part, les néolibéraux (Hayek) et les théoriciens de la cybernétique (Wiener) décrivent l'information comme une source de réduction de l'incertitude. Le discours sur la société de l'information combine ces deux définitions. Plus précisément, ses promoteurs avancent que le manque de communication constitue l'un des facteurs de la crise du régime fordiste et que la valorisation de l'information-marchandise et de l'information réduit l'incertitude. Lyotard résume cette position dans *La condition post-moderne* (1979) :

L'État commencera à apparaître comme un facteur d'opacité et de bruit pour une idéologie de la transparence communicationnelle, laquelle va de pair avec la commercialisation des savoirs (: 15-16).

La transformation cybernétique du capitalisme s'inscrit dans le contexte de déréglementation financière évoqué plus haut. Lors de la chute des accords de Bretton Woods, le mouvement de re-financiarisation de l'économie a reconfiguré les rapports économiques et sociaux. Au sein de cette nouvelle configuration, la finance joue un rôle majeur, particulièrement les « normes de la valeur actionnariale » (Chesnais, 2004) qui répondent à la propension à la liquidité des acteurs financiers. Les gestionnaires des entreprises ont intériorisé ces normes, ces valeurs et ces comportements issus du domaine financier. Ces *managers* « financiarisés » ont fait la promotion de la flexibilisation du processus de production, jugée possible par l'implantation des TIC. En effet, l'accumulation flexible exige le développement des moyens de communication (Harvey, 1989). Plus précisément, les innovations organisationnelles — tributaires de la flexibilisation — requièrent une diminution des coûts des pratiques de communication et d'information. L'intensification de la recherche et du développement (R&D), la flexibilisation du travail et la promotion de la compétition entre les industries de télécommunications et d'informatique ont abaissé ces coûts (Comor, 1998a : 550). Le processus d'accumulation flexible qui s'appuie sur la souplesse dans le procès de travail, la production, la consommation et le système financier s'est ainsi consolidé, en vue d'accélérer la vitesse de circulation du capital.

L'accumulation se flexibilise en diminuant les coûts des moyens de communication, et les TIC permettent en retour de réduire les coûts de production des corporations,

principalement parce que les technologies de l'information permettent des mises à pied massives. Les TIC facilitent également la création de nouveaux services adaptés à un processus de production plus novateur, flexible et efficient. À la manière des processus de rétroaction (*feedback*) propres à la cybernétique, les TIC ont permis d'augmenter les investissements en capitaux, de renforcer la capacité des entreprises à répondre aux demandes des consommateurs et des marchés, de mettre en place des dispositifs de surveillance accrue du système de prix et de parfaire la connaissance des comportements des consommateurs (*Ibid*).

À l'instar de Robins et Webster (1989), nous envisageons cette flexibilisation de la production comme une reconfiguration et une extension du fordisme à l'ensemble des sphères de la société, y compris celle de la consommation. Plus encore, la flexibilisation fut un facteur majeur de la réorganisation du capitalisme à l'échelle internationale. Cette restructuration s'inscrit plus largement dans le passage d'un capitalisme organisationnel et planificateur à un capitalisme cybernétique.

Le discours sur la société de l'information a bénéficié d'un écho privilégié dans le domaine de l'organisation du travail. Dans un contexte de financiarisation du capitalisme, plusieurs auteurs (Porat, 1977 ; Bell, 1976b) envisageaient de nouvelles façons de stimuler la productivité. Selon eux, le problème du fordisme résidait dans l'épuisement de sa capacité à innover en raison de sa structure hiérarchique rigide. Le système était incapable d'utiliser efficacement le savoir-faire des travailleurs (Lipietz, 1984 : 715). Couplée à de nouvelles méthodes de gestion, la technologie est apparue comme une réponse à la crise. Bell (1976b) résume cette solution privilégiée :

La société moderne, pour éviter la stagnation ou la maturité, a été amenée à franchir de nouvelles frontières sur le plan technologique afin de maintenir la productivité et de continuer à améliorer le niveau de vie. Sans les nouvelles technologies, comment maintenir la croissance ? (: 26).

Plusieurs théoriciens en management partagent cette position sur la solution technologique. Certains d'entre eux ont influence hayekienne évidente, particulièrement ceux qui souhaitent une restructuration des firmes selon les principes du paradigme

communicationnel de la cybernétique. À titre d'illustration, Tom Peters (1993) envisage la structure bureaucratique et hiérarchique de l'entreprise fordiste comme un obstacle à la « libération » des capacités des travailleurs en raison du caractère centralisé de l'information. Grâce aux technologies de l'information, l'entreprise peut se transformer en une organisation « apprenante ». L'implantation de processus socio-cybernétiques et de nouveaux mécanismes gestionnaires permettrait de mettre en place une structure horizontale, dans laquelle les employés détiendraient plus de pouvoir. L'entreprise fonctionnerait de manière démocratique grâce à la gestion des savoirs (Wilson, 1996). Selon la perspective managériale, les structures hiérarchiques de contrôle de l'information seraient désuètes et l'entreprise devrait désormais se configurer « en réseaux ».

En somme, le processus de flexibilisation dans le procès de travail a constitué une réponse aux critères imposés par les normes actionnariales. Les conventions collectives et les contrats de travail à durée indéterminée ont été remis en question, et les lois du travail ont été assouplies en vue d'introduire le recours à la sous-traitance. En dérégulant de manière radicale les rapports salariaux⁸⁸ et en réorganisant profondément les structures hiérarchiques de manière réticulaire, la flexibilisation du travail s'inscrit dans le cadre plus large du passage d'un capitalisme organisationnel et planificateur à un capitalisme cybernétique.

2.3.2. L'imaginaire communicationnel à l'échelle mondiale

La crise du fordisme et de la gouvernabilité a eu des répercussions majeures à l'échelle mondiale. Le mouvement de décolonisation, qui dénonçait l'inégalité des échanges mondiaux et revendiquait la création d'un *nouvel ordre économique international* (NOEI), illustre la portée internationale de la crise. Parallèlement au NOEI, l'idée d'un *nouvel ordre mondial de l'information et de la communication* (NOMIC) chapeauté par l'UNESCO fut lancée en 1973. Ces discussions ont débouché sur le rapport McBride de 1980, qui contenait une série de griefs des pays en voie de développement. Ceux-ci dénonçaient l'impérialisme culturel et la domination des flux d'informations et de communication en provenance du

⁸⁸ Nous envisageons cette dérégulation dans les termes d'une re-régulation de l'État qui favorise certains intérêts (voir chapitre 5), notamment ceux de la finance, au détriment d'une régulation en faveur des syndicats et du capital industriel.

Nord (Surprenant, 1987), et revendiquaient le droit de les réglementer. Connu sous le nom de la « doctrine du consentement prioritaire », ce droit se fonde sur le principe de souveraineté. Reagan, suivi plus tard par Thatcher, ont critiqué cette politisation de l'UNESCO et se sont retirés de l'organisation en 1985 (Mattelart, 1999 : 350). Les États-Unis considéraient les revendications des pays en voie de développement comme une menace à leur doctrine du *free flow of information*, pilier de leur politique étrangère depuis l'après-guerre. Les promoteurs du NOMIC ont également sous-estimé l'importance de l'information dans les activités financières, ce qui a nuit à l'avancement de leurs revendications :

In a very unfortunate move, recent political gatherings (particularly the 20th century UNESCO General Conference in 1978) have moved away from the concept of a new international information order. A more acceptable formulation was found with a more effective more just communication order. This is unfortunate because it tends to obscure the indissociable link between the demand for a restructuring of informational relations between nations and the demand to establish a new international economic order (Hamelink, 1983 : 99).

Les États-Unis ont insisté sur le respect du premier amendement de la Constitution américaine sur la liberté d'expression. Interprétée par les grandes entreprises comme une liberté d'expression commerciale, cette clause a servi d'argument pour légitimer l'application de la doctrine du *free flow* à l'échelle internationale (Schiller, 1984). Les débats sur le NOMIC illustrent ainsi le glissement de sens qui s'est alors opéré entre le capitalisme et la démocratie. À cet égard, les propos du vice-président de *Citibank*, W. Spark, sont explicites :

Since the digital information flowing in cables or moving through space will be, in effect, a single homogeneous stream, it will become increasingly impossible to maintain any of the traditional distinctions between transmissions carrying news, entertainment, financial data, or even personal phone calls. This streaming of data will make it impossible to pass laws restricting the transmission of one kind of information without impinging on all the others. Efforts to impede the flow of capital must inevitably lead to restrictions imposed on the flow of information and vice versa. (cité dans Hamelink, 1983 : 95).

En dépit des résistances de certains pays industrialisés (notamment le Canada, la France et la Suède), et malgré les réticences des pays en développement qui craignaient pour

leur souveraineté, les États-Unis ont graduellement imposé la doctrine du *free flow* à l'échelle internationale, qui a nourri le nouvel imaginaire économique et son idéologie de la communication. Certaines entreprises et dirigeants politiques américains soutenaient que l'économie des États-Unis était menacée par l'amélioration des capacités productives des pays émergents devenus détenteurs de technologies. Selon eux, la source de relance de l'économie américaine résidait dans les industries évoluant dans le secteur de l'information⁸⁹. En 1982, le sous-secrétaire pour l'assistance, la sécurité d'État, la science et la technologie affirmait :

For the United States, communications and information technologies are crucial. The U.S. has been the principal source and user of many of the new technologies and associated services. It has been the economic base for the ongoing communications and information revolution and through various means has made available technologies and services around the globe (cité par Schiller, 1984 : 48).

Construit et diffusé aux États-Unis, ce discours sur la société de l'information a ensuite été repris par la plupart des pays industrialisés comme stratégie de reprise économique. Les nombreux rapports et initiatives lancés en Europe et au Canada⁹⁰ à cette époque soutenaient que les nouvelles technologies — comme la câblodistribution et l'informatique — constituaient la stratégie de relance à privilégier (Schiller, 1984). La plupart de ces rapports avançait que le problème de la crise du mode de régulation fordiste-keynésien était d'ordre informationnel, et que seul le développement intense du secteur de l'information permettrait de sortir de l'impasse⁹¹.

⁸⁹ Hamelink (1983) distingue trois catégories de corporations transnationales dont les activités sont liées au secteur de l'information : 1) les conglomérats industriels qui possèdent des activités diversifiées dans une variété de secteurs (*General Electric, IIT, Paramount Pictures, Warner Corporation, United Artist*) ; 2) les conglomérats d'information qui investissent dans divers secteurs de l'industrie de l'information (*RCA, MCA, Phillips, EMI*) ; 3) Les conglomérats d'information (*holding*) dont la principale activité est dans un secteur de l'industrie (*IBM, AT&T, Ericsson, Polygram, Sony*)

⁹⁰ Notamment : *Un Univers sans distance: rapport sur les télécommunications au Canada*. Ottawa : Information Canada, 1971.

⁹¹ À titre d'illustration, Simon Nora et Alain Minc (1978) écrivaient dans un rapport destiné au gouvernement français : « L'informatisation croissante de la société est au cœur de la crise. Suivant la politique dans laquelle elle s'insérera, elle apportera le meilleur ou le pire; il n'y a dans ses effets ni automatisme ni fatalité. Ils dépendront de la façon dont évolueront les relations entre l'État et la société civile » (Nora et Minc, cité par Mattelart, 1999 : 335).

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons montré que les transformations des imaginaires correspondent également à des transformations matérielles. Les imaginaires d'une période social-historique donnée surgissent de la pratique matérielle des acteurs. De manière dialectique, l'imaginaire oriente symboliquement la pratique des acteurs. L'imaginaire articule de manière relativement cohérente les interrelations entre l'économique, le politique et la culture, ou en d'autres termes, entre le mode de production, les modalités de pouvoir et la production des subjectivités. En retraçant les origines du discours sur la société de l'information, nous avons soutenu que certaines transformations matérielles et symboliques du capitalisme ont déstabilisé l'imaginaire économique du mode de régulation fordiste. Le nouvel imaginaire économique et son idéologie de la communication — dont les origines proviennent en partie de l'ancien mode de régulation fordiste — s'inscrivent dans le cadre plus large du passage du capitalisme organisationnel et planificateur au capitalisme cybernétique. La montée d'une classe managériale et le renforcement de sa capacité organisationnelle comme force productive ont constitué le prélude à cette restructuration cybernétique, qui s'est concrétisée avec la financiarisation de la classe gestionnaire.

Nous avons appréhendé ces transformations dans les termes d'une dialectique rupture/continuités. Contrairement à ce qu'avancent les thèses apologistes de l'ère informationnelle, la société de l'information se caractérise autant par une continuité du capitalisme que par une rupture. De fait, la relation sociale médiée par les produits du travail — la marchandise — s'impose encore de manière objective comme principe structurant les rapports sociaux. Plus précisément, l'extension du processus de marchandisation dans des domaines qui n'étaient pas encore soumis aux règles du marché (éducation, science, santé, etc.)⁹² est une relation sociale médiée sous la forme de la valeur.

Nous avons également analysé les thèses sur la société de l'information dans les termes d'une rupture, en tant que produits d'un processus de transformation plus large dans

⁹² À ce sujet, voir May (2000) ; Webster (2001) ; Tremblay (1995).

la propriété du capitalisme — son passage de la forme bourgeoise (privée) à la forme corporative. Les discours de la société de l'information illustrent l'importance de la science et de la technologie comme facteur de valorisation du capital. Cette transformation de l'imaginaire économique induit une mutation cybernétique majeure de la régulation des rapports sociaux. Cette cybernétisation du capitalisme vise principalement à stimuler le processus de rétroaction des informations afin de répondre aux exigences des normes de la valeur actionnariale du capitalisme financiarisé.

De quelles manières se légitiment ces transformations matérielles et symboliques du capitalisme contemporain ? Dans le prochain chapitre, nous répondrons à cette question en étudiant la sphère financière comme lieu où s'orchestrent les transformations du capitalisme dans sa forme néolibérale. Nous soutenons que les transformations économiques liées à l'avènement d'une « société globale de l'information » ne résultent pas d'un processus naturel ; des conditions culturelles préalables doivent exister pour que la technologie produise ses « effets ». Sous le régime communicationnel et cybernétique, les pratiques capitalistes subsument les pratiques démocratiques, ce qui donne lieu à l'émergence d'un nouveau discours de légitimation du capitalisme. Nous avons évoqué ce « nouvel esprit du capitalisme » dans ce chapitre en présentant l'exemple de la récupération de la théorie habermassienne de la démocratie par certains auteurs néolibéraux. Nous nous attardons dans le chapitre suivant à la matérialisation de ce discours dans les pratiques capitalistes.

CHAPITRE 3. LA LÉGITIMATION DE LA « SOCIÉTÉ GLOBALE DE L'INFORMATION »: LA CONVERGENCE DE LA COMUNICATION ET DE LA FINANCE

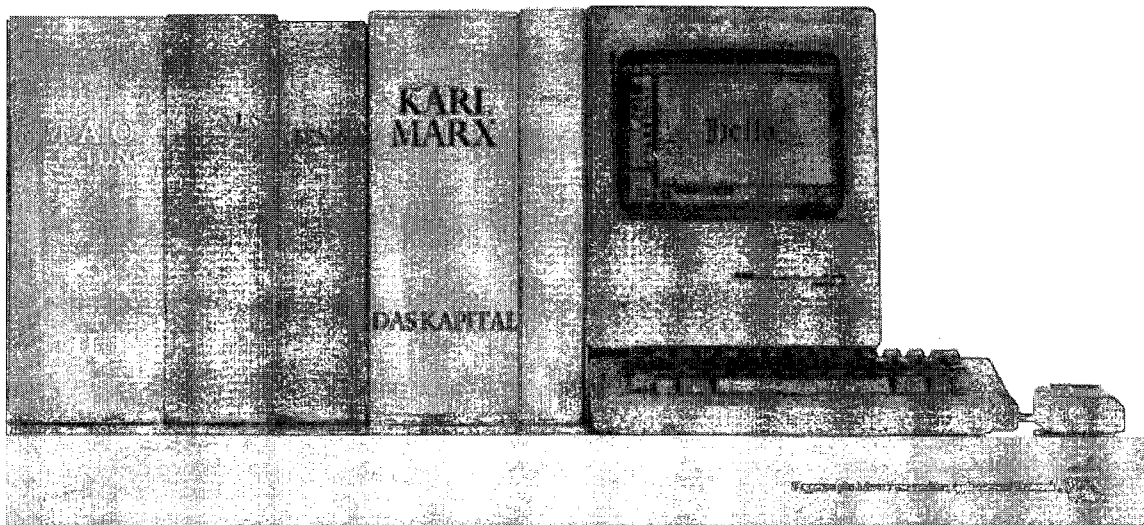
La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, c'est-à-dire tout l'ensemble des rapports sociaux [...] Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée [...]

Karl Marx, *Manifeste du Parti Communiste*, 1962 [1847].

Il était temps qu'un capitaliste fasse une révolution.

Slogan publicitaire de Apple, 1984

Il était temps qu'un capitaliste fasse une révolution.



En 1847, Karl Marx soulignait la tendance inhérente au capitalisme à bouleverser constamment les rapports sociaux. En 1984, la compagnie Apple mettait en vente son nouvel ordinateur personnel, le *Macintosh*, et reprenait la métaphore marxienne sous le slogan : « Il était temps qu'un capitaliste fasse une révolution ». Cette publicité présente un ordinateur

Macintosh au côté d'œuvres d'auteurs révolutionnaires tels Engels, Mao, Trotski, Lénine, et celle de Karl Marx, *Le Capital*. 1984 constitue une année charnière dans les mutations du capitalisme associées à l'implantation des TIC. Aux États-Unis, les premières déréglementations du secteur des télécommunications s'opèrent de manière concomitance avec celles du secteur des finances, et permettent l'émergence de la « société de l'information », alimentée par un capitalisme numérique (Schiller, 1999) ou informationnel (Castells, 2001). Symboliquement chargée, 1984 réfère également au roman anticipatoire aux accents dystopiques de George Orwell, qui met en scène une société totalitaire contrôlée par la figure emblématique de *Big Brother*.

Ce slogan publicitaire, pour autant que soit prise au sérieux sa portée symbolique dans la constitution d'un imaginaire social lié à l'émergence d'une « société globale de l'information », soulève certaines questions d'ordre général quant au rôle de la culture dans l'économie politique internationale. Plus spécifiquement, il pose la question du rôle constitutif de l'imaginaire dans les transformations de l'économie mondiale. La juxtaposition du *Capital* de Karl Marx avec un ordinateur personnel illustre certaines transformations culturelles du capitalisme liées à l'introduction des TIC. Les principes de communication et de transparence — présents dans cette publicité mais également dans certaines analyses des *cultural studies* sur le rôle émancipateur et « révolutionnaire » des TIC — sont constitutifs d'un imaginaire qui légitime le capitalisme numérisé. Les nouvelles technologies ne sont pas implantées sans une transformation symbolique qui légitime *a priori* leur implantation. Cette stratégie discursive traduit la récupération du langage révolutionnaire ou démocratique radical par le capitalisme à des fins de légitimation de l'ordre social⁹³. La publicité sous-tend une fusion idéologique entre le capitalisme, la démocratie et la technologie, qui représente une rupture davantage culturelle que technologique. De fait, dans les années 1980 marquées par l'essor du néolibéralisme, un bouleversement s'effectue dans la manière dont l'économie capitaliste est appréhendée au regard de la technologie. Les technologies en réseaux représentent la dimension matérielle de l'imaginaire cybernétique qui est au cœur de la théorie économique néolibérale.

⁹³ Pour autant que le communisme soit conçu à la manière de Marx, c'est-à-dire comme l'avènement de la démocratie réelle : « [...] la première étape de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie » (Marx, 1962 [1847] : 45).

Cette publicité soulève également des enjeux liés aux relations entre le pouvoir et la constitution des subjectivités dans le capitalisme contemporain. Cette transformation des modalités de pouvoir s'illustre par un fétichisme technologique qui objective la croyance en la technologie comme substitut aux relations sociales (Zizek, 2003). Le pouvoir institutionnel, notamment celui de l'État, diminuerait au profit de celui détenu par les individus.

Tout comme le fétichisme de l'argent, le fétichisme technologique est au fondement du discours de la « société globale de l'information » soutenue par un capitalisme informationnel (Castells, 2001) ou immatériel (Hardt & Negri, 2000). Il est présent dans la plupart des analyses en économie politique internationale qui portent sur la mondialisation du capitalisme. L'économie mondiale financiarisée y est décrite comme un système automatisé, déconnecté de l'économie réelle, fonctionnant de manière virtuelle dans le cyberspace.

Cette publicité réinterroge également le concept de convergence qui est au fondement du discours sur la « société de l'information ». La notion de convergence est apparue à la fin des années 1960 et au début des années 1970 en vue de décrire la possibilité technique de la numérisation, soit la jonction entre le secteur de l'informatique et le secteur des télécommunications (la *télématique*), et plus tard, celui de la câblodistribution. La convergence prendra une dimension proprement économique lors de la fusion et la concentration des entreprises œuvrant dans différents secteurs des communications. Dans le domaine politique et réglementaire, elle renvoie à la disparition des distinctions entre fournisseurs et distributeurs de contenus. Sur le plan social, elle fait référence à l'adhésion à un nouveau projet industriel permettant le renforcement de la cohésion sociale (Lacroix et Tremblay, 1994 : 4). Si son usage se limite généralement au secteur des communications, nous appréhendons la notion de convergence dans une perspective plus large des mutations du capitalisme contemporain, caractérisé par la globalisation, la financiarisation et l'informatisation. Sous cet angle, le concept de convergence consiste en un processus qui résulte de la fusion entre la déréglementation des secteurs financiers et celle des communications dans le contexte de diffusion des principes néolibéraux.

Dans ce chapitre, nous analysons la convergence d'un point de vue culturel, en vue d'explorer le mouvement dynamique des relations entre les transformations matérielles et symboliques du capitalisme contemporain. L'idée générale développée est que la mise en réseaux de l'économie — qui découle d'une convergence technologique, économique et réglementaire — s'est accompagnée d'une convergence idéologique entre le capitalisme et la démocratie. Les transformations matérielles du capitalisme (financiarisation, informatisation, globalisation) liées à l'implantation des technologies n'auraient pu être effectives sans cette transformation culturelle qui relève d'un nouvel imaginaire économique. En somme, nous analysons dans ce chapitre les conditions culturelles nécessaires à la mise en place et la légitimation du capitalisme cybernétique.

Dans un premier temps, nous précisons comment les détenteurs d'intérêts économiques et politiques convergents ont utilisé le discours sur la société de l'information comme un outil de relance du capitalisme dans le cadre de la crise des années 1970. Nous étudions ici le discours sur la « société de l'information » en tant qu'outil de légitimation du capitalisme. Plus précisément, nous soutenons que les forces de la technique et du marché récupèrent la critique démocratique radicale des mouvements sociaux de l'ère post-soixante-huitarde. Ce processus de légitimation s'appuie sur un nouvel imaginaire économique et sur l'idéologie de la communication qui en découle. Dans un deuxième temps, nous discutons du pouvoir *performatif*⁹⁴ de cette idéologie qui légitime la convergence concrète entre la déréglementation du secteur financier et celui des télécommunications. Cette convergence dérèglementaire nourrit le double fétichisme technique et de l'argent, qui émane de l'imaginaire communicationnel au cœur du capitalisme cybernétique. Dans la troisième partie de ce chapitre, nous analysons le processus d'objectivation de cet imaginaire, particulièrement lorsqu'il se matérialise de manière concrète dans certaines pratiques de la

⁹⁴ Un discours est performatif lorsqu'il *produit* ce qu'il nomme. La répétition constante d'un même postulat à travers divers canaux (médias, documents officiels, etc.) décrit et définit dans le même temps les cadres de la réalité. Un discours performatif est l'équivalent d'une prophétie auto-réalisatrice. Un exemple fréquemment utilisé pour expliquer le concept de performativité est celui du discours prononcé lors d'un mariage. Lorsque le prêtre énonce : « Je vous déclare mari et femme », le mariage prend une réalité concrète. Judith Butler (2004) explique que la performativité de certains discours s'illustre dans leur matérialisation dans des pratiques concrètes. Le discours performatif produit des effets de surface, de fixité et de frontières, à travers la répétition constante de normes qui régularisent des comportements spécifiques.

technoculture et de la culture financière. De manière dialectique, ces pratiques transforment la sphère financière dans sa dimension symbolique en un *global democratic marketplace* (Mattelart, 1999).

3.1. La crise du capitalisme et de la démocratie : la récupération de la critique du capitalisme par l'idéologie de la communication

L'imaginaire est indissociable du symbolique ; il en a besoin non seulement pour exister, mais également pour passer du statut de virtuel à quoi que ce soit de plus réel (Castoriadis, 1975 : 190). Le nouvel imaginaire économique — fondé sur une convergence entre les théories cybernétiques et le néolibéralisme —, se consolide à la fin des années 1960 à la suite de la triple crise (économique, culturelle et politique) qui a secoué les démocraties occidentales. Selon certains auteurs néo-gramsciens (Gill, 1990), la Commission Trilatérale a constitué le lieu d'élaboration d'un ordre mondial néolibéral sous la gouverne des États-Unis⁹⁵. Les élites politico-économiques ont perçu les TIC comme une stratégie de relance économique américaine et comme une stratégie d'internationalisation (Comor, 1998ab ; Schiller, 1984). L'implantation des TIC était un moyen de reconsolider l'hégémonie américaine en crise (Comor, 1998ab ; Sum, 2003). En vue de comprendre le contexte d'émergence du discours sur la société de l'information, il convient d'analyser cette crise non seulement dans sa dimension économique, mais également dans ses dimensions politique, sociale, culturelle et idéologique.

Dans son analyse de l'américanisme et du fordisme, Gramsci (1975) soutenait qu'une nouvelle formation économique se fonde non seulement sur ses propres lois économiques distinctes et sur une innovation technologique liée à des changements dans le procès de travail, mais également sur l'innovation culturelle qui produit de nouvelles configurations institutionnelles. En s'appuyant sur un leadership politique, intellectuel et moral, ces transformations culturelles et institutionnelles réorganisent l'ensemble d'une formation sociale et visent à créer « un type nouveau de travailleur et d'homme » (Gramsci, 1975 : 198). L'approche néo-gramscienne de l'économie politique internationale s'intéresse à l'hégémonie des rapports de production dans un ordre mondial donné. Nous pouvons la

⁹⁵ Voir chapitre 2.

compléter par une approche culturelle, qui se penche, d'une part, sur les divers acteurs, stratégies et lieux où se construit, s'articule, se reproduit et se matérialise concrètement cette hégémonie, et d'autre part, qui étudie la manière dont cette hégémonie s'encastre dans les pratiques culturelles de la quotidienneté (Lefebvre, 1968 ; Jessop et Sum, 2006). La notion wébérienne d'« esprit du capitalisme » permet d'analyser comment une alliance réelle de forces sociales hétéroclites légitime le capitalisme cybernétique en s'appuyant sur l'analogie entre la démocratie et le marché (*global democratic marketplace*).

3.1.1. La classe managériale transnationale et le nouvel esprit du capitalisme

Dans sa dimension sociale, la crise du fordisme se caractérise par l'augmentation des conflits de travail, qui remettent en cause une division taylorienne jugée aliénante (Dockès, 2003). La lutte des classes origine en partie de la baisse de la productivité et de la rentabilité. Les nombreuses grèves, actes de sabotage et ralentissements du travail ont plongé le capitalisme en pleine crise de légitimation. Des hausses salariales et une hausse des prix des marchandises ont jugulé la crise pendant un certain temps, en plus d'assurer la rentabilité des entreprises. L'inflation et le chômage ont connu une augmentation, exacerbée par les crises du pétrole subséquentes. Sur le plan social, les émeutes françaises de mai 1968 et la révolte étudiante aux États-Unis contre la guerre du Vietnam ont été les signes précurseurs de cette crise générale.

La remise en question des rapports de production s'est également accompagnée d'une critique de l'État-providence qui, à l'instar du lieu de travail, était considéré trop bureaucratique et inefficace. Plus encore, l'État-providence était considéré comme une forme de contrôle social qui empêchait la réalisation de l'autonomie des individus (Offe, 1997). La multiplication des mouvements de contestation de l'ordre établi révèle par ailleurs une transformation culturelle plus profonde, popularisée dans les termes de l'émergence du « postmodernisme ». La montée d'une classe moyenne oeuvrant dans le secteur des services est associée à ce nouveau courant culturel qui critiquait la culture de masse héritée du fordisme et revendiquait davantage d'autonomie (Lash & Urry, 1987 : 292). Ce sont les nouveaux mouvements sociaux animés par une sensibilité démocratique radicale (Laclau & Mouffe, 2001) qui ont propulsé cette contestation contre-culturelle.

Dans ce contexte de crise du fordisme et de gouvernabilité des pays industrialisés, le nouvel imaginaire économique et l'idéologie de la communication qui en découle se sont matérialisés dans certaines pratiques culturelles constitutives de nouvelles formes de rapports sociaux. Une alliance hétéroclite entre la « nouvelle droite » et la « nouvelle gauche » s'est incarnée dans ce que Barbrook et Cameron (1996) nomment « l'idéologie californienne ». Originant de *Silicon Valley*, haut lieu de la « nouvelle économie », l'idéologie californienne s'est appuyée sur les valeurs des mouvements contre-culturels animés par un ethos postmoderne. Ces mouvements insistaient sur la décentralisation, la multiplicité, la pluralité et la fragmentation des identités et prônaient le rejet des institutions (parentales, éducatives, étatiques) considérées comme des contraintes à l'émancipation individuelle. Certains membres du mouvement hippie, inspirés entre autres par les écrits de McLuhan (1968) sur le village global, percevaient les TIC comme l'outil de réalisation d'une démocratie jeffersonienne où les individus s'exprimeraient librement dans le cyberspace (Barbrook et Cameron, 1996). Combiné à une foi dans le progrès technologique, l'anti-étatisme a ainsi réconcilié la critique radicale de la nouvelle gauche et la pensée réactionnaire de la droite (voir Figure 4) :

Figure 4 : Publicité d'Intel, 1994.



L'intérêt de cette publicité réside dans son caractère polysémique. D'une part, elle présente la rencontre entre la contre-culture de la « nouvelle gauche » (le mouvement hippie) et la culture de la droite néo-conservatrice (le Christ). D'autre part, elle célèbre un nouvel imaginaire économique qui enchante la technologie pour rendre le capitalisme plus attrayant. Le texte de la publicité est révélateur de cette « réconciliation » :

Now we're giving power to the people. Our Pentium-based PCI systems are priced hundred, sometimes thousands of dollars less than competitors comparably configured Pentium systems. That's PC power anyone can afford (Intel, 1994 : souligné par M.O.).

L'idéologie de la communication, qui s'incarne dans cette alliance hétéroclite entre la nouvelle gauche et la droite, s'inscrit dans ce que Boltanski et Chiapello (1999) nomment le *nouvel esprit du capitalisme*. Concept wébérien à l'origine, l'esprit du capitalisme est une idéologie qui justifie l'engagement des gens dans le capitalisme et qui rend ces engagements attrayants, en dépit du fait que le capitalisme constitue un système absurde qui oblige la subordination des travailleurs et enchaîne les capitalistes eux-mêmes dans un processus d'accumulation sans fin (Boltanski et Chiapello, 1999 : 41). Le « nouvel » esprit du capitalisme est le nouveau discours de justification qui a émergé au cours des années 1980-1990 et qui insiste sur la mobilité, la flexibilité, la fluidité et la rapidité des sujets comme principes légitimant le mode de production dans le cadre d'une cité par « projet » ou « connexionniste ». Dans la terminologie boltanskienne, les cités constituent un idéal-type qui stimule et contraint les possibilités d'action des sujets en fournissant une conception particulière de la justice et une caution morale à la logique d'accumulation du capital. À titre d'illustration, la théorie de la société en réseaux de Manuel Castells (2001) est une synthèse des discours sur la société de l'information qui cautionne académiquement et moralement les nouvelles formes d'accumulation du capital dans la « nouvelle économie » (Descheneau-Guay et Ouellet, à paraître en 2009). À ce sujet, le *Wall Street Journal* rapporte les propos d'un scientifique oeuvrant dans une entreprise de haute technologie :

By linking innovation to broader shifts in the way people live, Mr. Castells bestows meaning on activities that some high-tech people fear are driven only by greed. "People want somebody to come along and say what they're doing is all right — and say it with a bit more substance than they might," says John Gage, chief scientist at Sun Microsystems Inc. (Zachary, 1998 : B1).

Boltanski et Chiapello (1999) expliquent que certains auteurs managériaux ont récupéré la notion de réseau, au cœur du *nouvel esprit du capitalisme*, afin de répondre aux critiques du capitalisme. Dans les années 1970, ces critiques qualifiées d'artistiques dénonçaient le caractère bureaucratique et centralisé d'un mode de régulation qui empêchait

la réalisation de l'autonomie des sujets. Compte tenu des caractéristiques qui lui sont attribuées (horizontal, égalitaire, participatif), le concept de réseau expurge les notions de pouvoir et d'antagonismes aux fondements même des rapports sociaux. L'analyse en termes d'*esprit du capitalisme* s'avère un point de départ pertinent pour comprendre les mutations des discours et des pratiques de gestion au sein de l'entreprise. Nous pouvons par ailleurs l'appliquer aux autres institutions sociales dans la mesure où l'idéologie de la communication, reprise à des fins managériales, pénètre l'ensemble des sphères de la société et reconstruit un ordre mondial à son image, qui prend la forme d'une architecture réticulaire globale.

Cox (1987) analyse l'émergence de cette nouvelle classe managériale transnationale formée par des gestionnaires qui exercent leur contrôle sur les corporations transnationales⁹⁶. Cette classe managériale comprend des « intellectuels organiques »⁹⁷ du capitalisme cybernétique, dont la présence médiatique s'est accrue au cours des années 1980-1990. Dans cette perspective, nous appréhendons l'idéologie non pas en termes de fausse conscience masquant une réalité objective, mais comme une rhétorique *qui produit le réel*. Concrètement, des forces sociales diffusent et tentent de mettre en pratique ces idéologies. Les « circuits culturels du capital » (Thrift, 2005), composés de ces intellectuels organiques (économistes, théoriciens en management, gourous de la technologie, etc.) relaient l'idéologie (californienne) de la communication. L'effet performatif de cette idéologie est la répétition constante de nouvelles normes, valeurs, qui visent à produire et à promouvoir de nouveaux comportements qui « humanisent » le capitalisme (voir Figure 5).

⁹⁶ Nous référons ici à une classe managériale et non strictement capitaliste. Le recours au concept de gestionnaire (ou *manager*) plutôt qu'à celui de capitaliste vise à souligner les mutations du capitalisme avancé caractérisé par une séparation de propriété et du contrôle des moyens de production. Avec l'apparition de la corporation comme forme juridique dominante de la propriété, les propriétaires des moyens de production ne sont pas *nécessairement* les mêmes que ceux qui contrôlent et organisent le procès de travail. Il existe néanmoins des similitudes entre les managers et les propriétaires, notamment dans la tendance à la rémunération par actions privilégiées (*stock option*). Dans la mesure où les intérêts des gestionnaires convergent de plus en plus avec ceux des actionnaires, nous soutenons la thèse d'une financiarisation de la classe managériale. À ce sujet, voir Van der Pijl (2004).

⁹⁷ Comme l'écrit Piote (1970) qui résume la rôle de l'intellectuel dans la pensée gramscienne : « l'intellectuel [organique] a pour fonction d'homogénéiser la conception du monde de la classe à laquelle il est organiquement relié, c'est-à-dire, positivement, de faire correspondre cette conception à la fonction objective de cette classe dans une situation historique déterminée ou, négativement, de la rendre autonome en expurgeant de cette conception tout ce qui lui est étranger. L'intellectuel n'est donc pas le reflet de la classe sociale : il joue un rôle positif pour rendre plus homogène la conception naturellement hétéroclite de cette classe » (Piote, 1970 : 19).

Figure 5 : Publicité de Cisco System, 2007⁹⁸



En somme, le nouvel imaginaire économique s'est consolidé en misant sur la critique de l'ancien système considéré comme trop bureaucratique, hiérarchique et impersonnel. Le discours sur la collaboration, la participation et la flexibilité des entreprises et des institutions a légitimé l'introduction des TIC. L'imaginaire économique du capitalisme cybernétique s'est ainsi constitué sur la base d'une alliance de diverses forces sociales, qui comprend les banquiers et les industries oeuvrant dans le secteur de l'information et des communications⁹⁹, les médias globaux, les politiciens néolibéraux, les gourous de la technologie et les théoriciens du management. La légitimité de ce discours provient de la convergence idéologique entre le capitalisme et la démocratie, et de la diffusion d'une culture populiste de marché axée sur un certain narcissisme consumériste compatible avec le courant culturel postmoderne (voir Figure 6) (Harvey, 2005 : 42). Les principes postmodernes apposent une couche de vernis humain à la figure austère du sujet économique hayekien, qui doit se transformer continuellement en fonction des informations communiquées par son environnement. Dans cette nouvelle culture capitaliste, non seulement un comportement adaptatif est souhaitable, mais il est fortement valorisé en ce que l'identité est perçue comme un « projet » à reconstruire en permanence.

⁹⁸ Cette publicité de *Cisco System* (2007) illustre les efforts des entreprises pour « humaniser le capitalisme ». En raison de ses attributs participatifs, égalitaires et démocratiques, le concept de réseau expurge les notions de pouvoir et de hiérarchie au coeur même des rapports sociaux.

⁹⁹ Pour une analyse des intérêts convergents des secteurs de la finance et de l'information, voir Hamelink, 1983.

Figure 6 : Publicité du Groupe E. Leclerc, 2005¹⁰⁰



¹⁰⁰ Cette campagne publicitaire de la chaîne d'épicerie française Leclerc illustre le phénomène de récupération de l'esprit soixante-huitard par le nouveau capitalisme. Les slogans « Il est interdit d'interdire (de vendre moins cher) », « Lutte pour le pouvoir (d'achat) », et l'esthétique de mai-68 traduisent ce nouvel esprit du capitalisme et la marchandisation des idéaux émancipatoires des mouvements contre-culturels.

il est interdit d'interdire de vendre moins cher

Depuis 1981, le loi Leclerc a permis aux clients de bénéficier des prix des grandes surfaces qui sont de 10 à 15 % en dessous des prix des autres enseignes de grande distribution. Cette loi a permis de réduire les prix de nombreux produits de consommation courante. Elle a également permis de réduire les prix de nombreux produits de consommation courante. Elle a également permis de réduire les prix de nombreux produits de consommation courante.

E. LECLERC
DEFEND VOTRE
POUVOIR D'ACHAT

LA CROISSANCE QUI SAUF CELLE DES PRIX!

Les dépenses de consommation ont augmenté de 10 à 15 % en 1981. Les prix des produits de consommation courante ont augmenté de 10 à 15 % en 1981. Les prix des produits de consommation courante ont augmenté de 10 à 15 % en 1981.

E. LECLERC
DEFEND VOTRE
POUVOIR D'ACHAT

LA HAUSSE DES PRIX OPPRESSE VOTRE POUVOIR D'ACHAT

Les dépenses de consommation ont augmenté de 10 à 15 % en 1981. Les prix des produits de consommation courante ont augmenté de 10 à 15 % en 1981. Les prix des produits de consommation courante ont augmenté de 10 à 15 % en 1981.

E. LECLERC
DEFEND VOTRE
POUVOIR D'ACHAT

Aujourd'hui, La Lutte C'est Le Pouvoir d'Achat.

E. LECLERC
DEFEND VOTRE
POUVOIR D'ACHAT

L'analyse des discours des gourous permet de rendre compte de leur participation à l'institutionnalisation de nouvelles normes, valeurs et pratiques, et à la production d'un type de subjectivité qui y correspond. Le gourou se définit en termes d'expertise, de vente de livres, de visibilité médiatique, de statut académique et de coûts pour assister à ses séminaires. Sa popularité lui confère l'autorité d'interpréter et de prédire le futur. En ce sens, les discours des gourous passent rapidement de la description à la prescription (Fairclough et Chiapello, 2002 : 200). Parmi ces intellectuels organiques de divers horizons, figurent entre autres Nicholas Negroponte, Kevin Kelly, Bill Gates, George Gilder, Alvin Toffler, Daniel Bell, Peter Drucker, Tom Peters, Thomas Friedman, Walter Wriston et Manuel Castells¹⁰¹. Selon l'avis même du gourou en management Peter Drucker (1993), la frontière entre intellectuel et manager s'estompe à l'ère de l'information, chacun ayant besoin de l'autre pour produire du savoir « utile » (:230). Malgré leurs provenances hétéroclites, ces gourous participent tous à la diffusion du nouvel imaginaire dans lequel la communication est au cœur des rapports sociaux et économiques. Selon Kevin Kelly, fondateur du magazine *Wired*, bible de la technoculture :

Because communication — which in the end is what the digital technology and media are all about — is not just a sector of the economy. Communication is the economy [...] The new economy is about communication, deep and wide. [...] Communication is the foundation of society, of our culture, of our humanity, of our own individual identity, and of all economic systems. This is why networks are such a big deal. Communication is so close to culture and society itself that the effects of technologizing it are beyond the scale of a mere industrial-sector cycle. Communication, and its ally computers, is a special case in economic history. Not because it happens to be the fashionable leading business sector of our day, but because its cultural, technological, and conceptual impacts reverberate at the root of our lives (1999 : 1).

S'ils sont fréquemment critiqués pour leur déterminisme technique, ces exposés managériaux sont néanmoins d'une importance capitale pour analyser la transformation du

¹⁰¹ Dans son analyse apologétique de la société en réseaux, l'ancien marxiste althussérien se rapproche intellectuellement et idéologiquement des auteurs managériaux. Castells a d'ailleurs conseillé de nombreux gouvernements et institutions en matière de TIC, dont la Russie, l'Union européenne et l'Afrique du Sud. Pour une analyse critique de la théorie de la société en réseaux de Castells et ses rapprochements avec les auteurs managériaux, voir Garnham, 2000 ; Jessop, 2004b ; Stalder, 2006 ; Descheneau-Guay et Ouellet, à paraître en 2009.

capitalisme. Plus précisément, ils illustrent et façonnent un nouvel imaginaire économique qui se matérialise dans une culture communicationnelle. Les transformations matérielles du capitalisme ne se comprennent qu'à la lumière des mutations culturelles. Le capitalisme cybernétique s'ancre dans ce nouvel environnement culturel. En ce sens, et contrairement aux analyses fonctionnalistes, le capitalisme cybernétique ne consiste pas en un lieu hyper-rationnel dépourvu d'ancrage symbolique. La perspective d'un capitalisme financiarisé autonome (ou « hors de contrôle » dans les termes de Kelly, 1999) et en mesure de se reproduire indépendamment des relations sociales (« évoluant dans un espace virtuel » selon Castells, 2001) néglige que le capitalisme cybernétique est profondément enchâssé dans des relations sociales objectivées, qui sont constitutives du régime d'accumulation financiarisé. La perspective fonctionnaliste fait l'économie de l'analyse du moment imaginaire qui provient du monde de la culture. Les rapports des sujets avec eux-mêmes et avec la société se structurent pourtant largement autour de cette matrice symbolique.

Comment ce nouvel imaginaire économique constitutif de nouvelles pratiques culturelles a-t-il légitimé les transformations du capitalisme ? Dans la section suivante, nous explicitons la convergence entre la déréglementation du secteur des communications et celle des finances et nous analysons comment elles s'inscrivent dans le nouvel imaginaire économique. Nous précisons ensuite comment ces déréglementations concomitantes entre communications et finances ont participé à la constitution d'un discours qui fusionne les marchés financiers et la sphère publique démocratique.

3.2. La convergence entre la communication et la finance

L'étude de la convergence idéologique entre la communication et la finance permet de comprendre les fondements symboliques d'un nouvel imaginaire économique, dans lequel la communication restructure les rapports sociaux. L'idéal d'une communication parfaite réunit la conception hayekienne du marché — comme mécanisme de communication de l'information — et la conception habermassienne de la sphère publique démocratique — en tant qu'espace de communication parfaite. Cette convergence idéologique s'est effectuée de manière concomitante à la convergence technologique et réglementaire entre les secteurs des télécommunications, des médias et de la finance. Plus spécifiquement, celle-ci est

constitutive de celle-là ; la convergence technologique est une convergence culturelle en ce qu'elle alimente de nouvelles pratiques sociales¹⁰².

Les déréglementations simultanées entre les secteurs des communications et de la finance, piliers de la « nouvelle économie », ont eu lieu dans le contexte historique de la crise du mode de régulation fordiste. La critique anti-bureaucratique et la foi dans la possibilité d'émancipation grâce aux TIC ont en partie légitimé la déréglementation de ces deux secteurs¹⁰³. Selon cette perspective, les TIC permettraient aux usagers d'interagir de manière directe et d'éviter ainsi les anciennes formes de médiation hiérarchique qui créaient une distorsion dans le processus de communication. À cet égard, la nouvelle loi canadienne sur les télécommunications (CRTC 94-19) et la décision du CRTC d'introduire la compétition dans le domaine des longues distances illustrent ce mouvement de décentralisation complète des pouvoirs :

a massive power shift in telecommunications from a hierarchical centralized carrier-driven system [...] towards freedom of user choice [that] elevates the user of telecommunications to equal partner with carriers and other service providers. Freedom to compete requires no less massive power shift in the regulatory system (Schultz et Janish, cité par Winseck, 1997b : 106).

L'imaginaire d'un réseau global de communications qui assure le transfert des données 24/24h et qui permet un système politique et économique complètement transparent a servi de socle théorique pour légitimer la déréglementation effective du secteur des communications. Cette déréglementation repose sur une série de principes que Mansell (1993 : 7-8) regroupe dans un « modèle idéaliste » :

¹⁰² McChesney (1999) souligne que la mondialisation économique néolibérale se concrétise avec une puissante machine médiatique conglomérée qui véhicule des valeurs axées sur la consommation. Dans la même optique, Mattelart (1999) affirme que : « les grands groupes de communication ont largement contribué à la formulation du technoglobalisme au cours des années quatre-vingt, période bénie du mythe communicationnel. À travers leur vision instrumentale de la culture, a commencé à faire sens un discours sur la « convergence culturelle » et la fin de l'hétérogénéité culturelle » (: 357).

¹⁰³ Le CRTC a avalisé la déréglementation du secteur des télécommunications en soutenant que les systèmes de communication ouverts basés sur la compétition favoriseraient la pensée critique, l'activisme, la démocratie et la qualité, alors que les systèmes de télécommunication fermés encourageraient le consumérisme, la passivité, la grossièreté et la médiocrité (CRTC 94-19, cité par Winseck, 2002a : 96)

1. Des réseaux intelligents nécessaires à l'intégration des services d'information et de communication dans un réseau global accessible
2. Un service de diffusion universel
3. Une industrie des télécommunications stimulée par la demande
4. Un système ouvert, avec une interface commune
5. Un partenariat coopératif et un accès transparent au réseau
6. Une régulation minimale pour atteindre l'efficacité et l'équité

La déréglementation des réseaux de télécommunication permettrait ainsi d'atteindre un idéal de communication parfaite et efficient, grâce à un accès universel, à la coopération et à la transparence (*Ibid*). Ce modèle idéaliste est l'application du paradigme hayekien du marché — compris comme une constellation de réseaux, la *catallaxie* — au système de télécommunications (Winseck, 2002a). Le modèle de la compétition et du marché imposé dans le secteur des télécommunications a encouragé la concentration. Plus précisément, le secteur des communications est passé d'une régulation publique des monopoles à une régulation oligopolistique de nature privée (McChesney & Schiller, 2003 ; Rioux, 2005)¹⁰⁴.

Ces réseaux, comme tous les autres systèmes technologiques, « sont à la fois des constructions sociales et construisent la société » (Mansell, 1993 : 29). Ils ne sont pas un espace entièrement autonome et déterminé : ils peuvent être configurés différemment de leur organisation actuelle. Dans les années 1980, le discours techno-déterministe a légitimé l'adoption d'un ensemble de politiques publiques de déréglementation dans les secteurs des télécommunications et de la finance. À cette époque, les banques et les industries télématiques ont perçu l'information comme la nouvelle marchandise à exploiter, ce qui a accéléré le processus de cybernétisation du capitalisme. Le secteur bancaire est devenu un secteur tertiaire dont l'activité principale est le traitement de l'information (Martin & Wreingart, 1991 : 187).

¹⁰⁴ Ce modèle ne s'est pas imposé de lui-même. Initialement, les services de télécommunication étaient fournis directement par l'État, par des entreprises publiques (en Europe), ou par un monopole soumis à la réglementation des autorités gouvernementales (au Canada et aux États-Unis). Trois raisons principales justifiaient le maintien d'une régulation monopolistique dans le secteur des télécommunications : 1) des économies d'échelle ; 2) la nécessité d'inter-financement pour garantir l'universalité des services de base ; 3) l'intégrité du système de télécommunication, essentielle à la souveraineté de l'État (Rioux, 2002).

La restructuration cybernétique du capitalisme s'est ainsi opérée sous l'impulsion des banques qui ont transnationalisé leurs activités grâce aux réseaux informatiques¹⁰⁵. Les banques seront suivies un peu plus tard par les corporations transnationales, dont les activités reposeront de plus en plus sur l'échange d'informations numérisées. Dès les années 1960, les firmes multinationales des secteurs bancaires, les compagnies d'assurance, les chaînes de détails, les manufacturiers d'automobile, les compagnies de pétrole et les firmes d'aérospatial ont réorganisé leurs activités internationales en transférant des masses de données informatisées. Les firmes ont exercé des pressions auprès des autorités réglementaires américaines, notamment auprès de la *Federal Communication Commission* (FCC), afin d'éviter une réglementation sur les communications vocales¹⁰⁶. Les entreprises souhaitaient bénéficier de la propriété du câble central les reliant aux réseaux publics (*backbone*), mais aussi des tarifs préférentiels pour les équipements et les services spécialisés de télécommunications offerts par les nouvelles entreprises de télématique (Schiller, 1984 ; Schiller, 1999). Les agences réglementaires percevaient donc les réseaux informatiques indépendamment des infrastructures publiques de télécommunication, alors qu'ils y étaient raccordés (Schiller, 1999 : 5-6).

La convergence du secteur des télécommunications et de l'informatique a permis aux usagers transnationaux d'échanger une énorme quantité de données informatisées (les fonds électroniques par exemple) et ce, sans se soumettre aux réglementations nationales. L'argument du développement technologique comme variable indépendante a légitimé la déréglementation de l'ensemble du secteur des télécommunications¹⁰⁷. Les grandes entreprises ont utilisé la thèse de l'évolution technologique et sont devenus les défenseurs de la déréglementation et de la compétition, essentiellement pour bénéficier des meilleurs tarifs découlant de l'élimination des tarifs préférentiels pour les usagers ordinaires.

¹⁰⁵ Voir chapitre 2.

¹⁰⁶ Aux États-Unis, les deux enquêtes sur la réglementation des services télématiques (*Computer Inquiry*, 1971 et 1984) ont établi une distinction entre les services vocaux de base et les services à valeur ajoutée (dont les données informatisées). Les seconds ont été déréglementés. Voir Cannon, 2003.

¹⁰⁷ Les autorités réglementaires soutenaient qu'il était impossible d'appliquer l'ancienne réglementation aux nouveaux services (Mosco, 1988 :139), en raison de la « complexification croissante » du secteur des télécommunications.

La réglementation prévue devait s'appliquer aux nouveaux services de télématique, ou alors la compétition devait être introduite dans les services réglementés. Une solution mitoyenne n'était pas envisageable (Rioux, 2002) ; aucune réglementation ne s'est donc appliquée. Le démantèlement du monopole d'AT&T en 1984 aux États-Unis et la privatisation de British Telecom ont déclenché une véritable onde de choc dans le secteur des télécommunications mondiales¹⁰⁸ (Mattelart, 2003 ; Schiller, 1999).

La convergence est graduellement devenue un projet proprement politique¹⁰⁹. Dans le contexte de mondialisation économique, l'État a restructuré ses politiques pour rendre ses grands joueurs nationaux plus compétitifs dans le marché international. Cette stratégie de « consolidation », euphémisme des propriétaires d'entreprises de communication pour remplacer le terme « concentration », n'était possible qu'en déréglementant le secteur. Auparavant orientées culturellement en vue de développer la citoyenneté, les politiques publiques de communication sont devenues strictement industrielles.

En 1984, Marc Fowler, le président du FCC, affirmait que la télévision est un *toaster with pictures*, justifiant ainsi sa non-réglementation comme tout autre appareil électrique. À cette époque, les agences réglementaires du secteur des communications (au Canada, le CRTC) ont développé des politiques de déréglementation et ont multiplié l'octroi de nouvelles licences. L'apparition de nouveaux joueurs a accentué la fragmentation des marchés et a contribué à rendre de plus en plus caduque l'idée d'un service public destiné à un auditoire de masse. La libéralisation des règles sur la propriété des médias a ainsi permis aux grands réseaux de télévision de posséder davantage de chaînes et de consolider leur pouvoir dans le marché des industries culturelles¹¹⁰.

¹⁰⁸ Rioux (2005) précise que la résistance canadienne au changement mondial était importante à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Trois raisons principales expliquent la décision de favoriser la compétition à la fin des années 1980: 1) l'importance des firmes multinationales situées au Canada ; 2) l'importance grandissante de surpassement (*bypassing*) des réseaux canadiens ; 3) l'adoption par les firmes et le gouvernement d'une nouvelle perspective industrielle qui délaisse les considérations culturelles, sociales et nationales.

¹⁰⁹ Voir Industrie Canada, *La société canadienne à l'ère de l'information : Pour entrer de plain-pied dans XXe siècle*, Ottawa, 1996.

¹¹⁰ Selon Ben Bagdikian (2000), 50 corporations dominaient l'industrie médiatique mondiale en 1983. À la fin des années 1990, ce nombre est passé à 9, soit: AOL-Time Warner, Disney, Bertelsmann, Viacom, News Corporation, TCI, General Electric (propriétaire de NBC) Sony (propriétaire de Columbia, de TriStar Pictures, et de plusieurs intérêts dans l'industrie du disque), et Seagram (propriétaire d'Universal film et d'intérêts dans

La déréglementation du secteur des télécommunications a également autorisé les joueurs du secteur à intégrer le marché de la radiodiffusion, favorisant ainsi la propriété croisée et la création de conglomerats médiatiques. Doublée à l'informatisation croissante du secteur des communications, cette déréglementation a permis aux entreprises médiatiques d'élaborer de nouvelles stratégies commerciales. La convergence se définira dès lors comme la capacité technique et réglementaire d'une entreprise médiatique de diffuser son contenu sur ses propres canaux de transport, générant ainsi des économies d'échelle substantielles. La convergence concrétise en quelque sorte une utopie depuis longtemps évoquée, celle de la société de l'information. Cette convergence entre nouveaux et anciens médias se matérialise en 2001 lors de l'achat de Time Warner par AOL¹¹¹. En éliminant les restrictions entre firmes de câblodistribution, de télécommunication et de contenu, le *Telecommunication Act* adopté en 1996 aux États-Unis a accentué le processus de concentration, d'intégration verticale et la formation de conglomerats médiatiques¹¹².

Cette convergence repose également sur une logique de financiarisation. La propriété des entreprises de communication se financiarise et est soumise à la logique de rentabilité à court terme promue par les normes de la valeur actionnariale. Cette financiarisation transforme les industries culturelles en véritables « institutions financières » (Bustamante, 2004 : 803). Cette même logique a orienté l'acquisition d'ABC par Disney en 1996, qualifiée

l'industrie du disque). Ce processus de concentration s'opère également dans Internet où le nombre total de compagnies qui contrôlent 60% du temps consacré en ligne est passé de 110 à 4 en mars 2001. En 2007, 3 principales corporations dominaient la majorité du trafic en ligne : Yahoo, Google et Microsoft. Voir Anup, Shah "Media Conglomerates, Mergers, Concentration of Ownership", *GlobalIssues.org*, 29 avril 2007. En ligne: <http://www.globalissues.org/article/159/media-conglomerates-mergers-concentration-of-ownership#TheQuestfortheInternet>. Consulté le 3 décembre 2008.

¹¹¹ Selon Schiller (2000 : 1) : « L'histoire de cet accord [AOL-Time Warner] est tissée par la finance spéculative, les transformations dans les médias et la volonté du monde des affaires d'imposer son contrôle sur la société ». Soulignons toutefois que ce type de stratégie de convergence répond aux exigences à court terme du capital financier, ce qui pose problème à long terme. Les difficultés financières d'AOL-Time Warner constituent un exemple probant des problèmes occasionnés par ce mouvement de convergence. Comme l'observe Bouquillon, « au-delà du court terme, seuls les mouvements de centralisation qui offrent une pertinence industrielle trouvent une pérennité » (2005 : 14).

¹¹² Selon McChesney (1999), le *Telecommunication Act* a été promu en utilisant la rhétorique du libre choix, selon laquelle le marché est la seule politique publique démocratique puisqu'il « offre aux gens ce qu'ils veulent » (: 6). Cette rhétorique du choix, au fondement de l'imaginaire communicationnel, soutient que les TIC sont des outils *a priori* démocratiques. Elle masque toutefois le fait que la déréglementation favorise la concentration de la propriété, la consolidation de conglomerats médiatiques et l'hypercommercialisation des contenus. Le marché n'offre pas tant aux gens ce qu'ils veulent, que ce qu'ils veulent à l'intérieur de l'éventail de ce qui est le plus profitable à produire (McChesney, 2003 : 130).

de « coup financier » (Bouquillon, 2005). La commercialisation des contenus médiatiques — engendrée par cette convergence — a consolidé la culture du « spectacle » propre au capitalisme avancé (Compton, 2003).

De manière concomitante à la déréglementation du secteur des télécommunications aux États-Unis, s'opère une déréglementation du secteur financier. La déréglementation de ces deux secteurs est intimement liée : la multiplication des réseaux informatiques non-réglementés (notamment le transfert électronique de fonds) a conduit à la déréglementation des télécommunications vocales. L'explosion des transferts électroniques de fonds a servi de justification à la déréglementation du secteur de la finance (McMahon, 2004 :79). Les pouvoirs publics ont déréglementé le secteur financier sous prétexte qu'il serait de plus en plus difficile d'exercer un contrôle sur les flux de capitaux internationaux¹¹³. Comme l'observe Winseck dans le cas de la déréglementation du secteur des télécommunications au Canada :

During the 1980s, telecoms policy became tightly tied to efforts to liberalise financial trading, investment, and energy regulations. Given the importance of telecoms to international securities trading, and that Canada has the world's fourth largest securities market, relaxed financial trading and investment rules during the 1980s intensified pressure to adapt the telecoms system to the needs of the transnational finance community. (Winsek, 1998 : 214).

La financiarisation de l'économie consiste en l'intégration de l'ensemble des activités productives et commerciales sous l'égide de la finance. Elle a pour conséquence la dématérialisation de l'argent dans les réseaux électroniques mondiaux, transformant ainsi l'imaginaire de l'argent en fonction de l'imaginaire communicationnel.

La déréglementation financière a débuté dès les années 1970 aux États-Unis et s'est accentuée dans les années 1980. En 1980, le Congrès américain vote le *Depository Institutions Deregulation and Monetary Control Act* et annule la réglementation « Q » qui imposait un prix plafond aux taux d'intérêt et forçait les banques à maintenir une partie de leurs dépôts dans un fonds de roulement sans intérêt de la Réserve fédérale. La Réserve

¹¹³ À ce sujet, voir : U.S Office of Technological Assesment, *Effects of information technology on financial services systems*, septembre 1984.

fédérale se transformera en « une vaste commune bancaire électronique qui, bien que fournie par la contribution initiale de 3000 milliard \$US, [sera] hautement indépendante et autonome. Ces fonds [iront] où ils sont requis et [erreront] à travers le monde » (Trad. libre de Kurtzman, 1993 : 92).

La seconde révision majeure du système financier américain est le *Garn-St German Depository Act*. Cette loi fut votée en 1982 sous prétexte que la compétition, les taux de change flottants et la technologie rendaient caduques les anciennes règles de l'épargne (Hamilton, 1986 ; Cornett & Tehranian, 1990). Elle a permis aux institutions financières de diversifier leurs activités, plus précisément aux banques commerciales d'entrer dans le marché des actions, pratique connue sous le nom de « décloisonnement ». Le décloisonnement a également été possible en numérisant et en multipliant les réseaux de transferts électroniques de fonds. De fait, de nouveaux acteurs (investisseurs institutionnels, organismes financiers non-bancaires tels les compagnies d'assurance, les détaillants, etc.) ont perfectionné leurs technologies afin d'offrir des services financiers. Le décloisonnement a permis la fusion des différents marchés (ceux à faible rendement et ceux plus sécuritaires offerts par les banques, mais aussi le marché des actions plus risqué) en un seul, augmentant du même coup la proportion de risques (Cerny, 1993 : 60). Concomitamment à ce décloisonnement, des mouvements de désintermédiation¹¹⁴ et de titrisation¹¹⁵ sont apparus, ce qui contribué fortement à la financiarisation de l'économie. Pour palier les risques occasionnés par la désintermédiation, de nombreuses innovations financières ont été développées, tels les produits dérivés, les contrats à termes, les options, etc. L'informatique a permis d'effectuer des calculs complexes et de spéculer sur le mouvement d'une action plutôt que sur l'action elle-même. Les divisions entre institutions particulières se sont effondrées sous la pression des TIC et des flux globaux de monnaie. La finance s'est ainsi

¹¹⁴ La désintermédiation permet aux entreprises de retirer de l'argent directement du marché financier, en évitant ainsi de passer par les banques d'investissement.

¹¹⁵ Il s'agit d'une technique financière qui transforme des actifs « illiquides » en titres liquides (comme les obligations). La notion d'illiquidité réfère à l'absence de marchés efficaces, alors qu'un actif est considéré liquide lorsqu'il existe un marché efficace qui permet à l'investisseur d'investir ou de désinvestir à tout moment dans cet actif. La titrisation permet à une entreprise financière, industrielle ou commerciale, de lever des capitaux en émettant des obligations sur la base des flux financiers futurs. L'investisseur peut ainsi acquérir des obligations non pas sur la base de la capacité de remboursement de l'entreprise qui a créé les actifs, mais exclusivement sur la base des flux financiers futurs des actifs qui garantissent le remboursement des obligations.

transformée en « supermarché financier », dans lequel il est possible de tout échanger : options, niveau futur des indices boursiers, papiers commerciaux. Les dettes ont pu être converties en actions participantes, et « transférées avec les emprunts d'une compagnie indépendante à l'autre bout du monde simplement en appuyant sur une touche » (Trad libre de Hamilton, 1986 :16).

Issus des raffinements théoriques dans le domaine financier, ces produits dérivés sont apparus de manière concomitante aux politiques de déréglementation. Élaborée dans les années 1970, la théorie des marchés efficients s'inspire directement de la théorie hayekienne, selon laquelle le prix d'une action reflète la connaissance collective des marchés sur les performances futures d'une entreprise. De l'aveu même de ses adeptes, la théorie des marchés efficients possède une force performative en ce qu'elle a non seulement transformé la pratique de la finance, mais a aussi « pavé la voie » à la libéralisation du secteur financier et des autres domaines de l'activité économique (Sters & Chew, 2003). Ces politiques de déréglementation financière initiées par les gouvernements de Nixon et de Reagan seront suivies par plusieurs pays, l'ouverture des frontières aux capitaux étrangers apparaissant comme la solution idéale au problème généralisé de l'endettement public. De fait, en période de crise fiscale de l'État, plusieurs pays ont financé leur déficit au moyen de la titrisation de leur dette publique, essentiellement parce que cette financiarisation leur donnait un accès aux marchés globaux de capitaux et à des méthodes alternatives moins coûteuses pour injecter des argents dans les services publics.

La création d'un marché financier global informatisé se concrétise en 1987 à la suite du *Big Bang* de Londres. La déréglementation du secteur financier s'accompagne alors de l'introduction des technologies informatiques à la Bourse de Londres. Les conséquences de cette informatisation, de cette automatisation et de cette déréglementation du système financier sont majeures. D'abord, elles provoquent une augmentation spectaculaire du volume de l'argent et des transactions spéculatives qui circulent dans les réseaux informatiques¹¹⁶. Ensuite, elles génèrent une offre de services de plus en plus spécialisés et

¹¹⁶ Selon les statistiques de la Banque des règlements internationaux (BRI) publiées en novembre 2007, le volume quotidien des transactions sur le marché mondial des changes s'élève à 3200 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation importante puisque ce montant s'élevait à 1880 milliards en 2004. Le volume

moins coûteux pour les investisseurs, de même qu'une augmentation de la participation des petits investisseurs — dont la classe moyenne devenue craintive face à la diminution des cotisations publiques dans les régimes collectifs de retraites. Enfin, elles incitent à créer des produits plus complexes et abstraits, comme les produits dérivés¹¹⁷. Si ce type d'actionnariat s'apparente à la résurrection du rentier que Keynes désirait euthanasier¹¹⁸, il s'est toutefois réactivé sous de nouvelles formes, en témoigne l'accroissement de l'actionnariat de masse par le biais des retraites privées. L'État lui-même a encouragé ces fonds de pension, à travers les déductions fiscales et le gel des programmes politiques d'extension de la sécurité sociale. Ces fonds de pension sont au cœur de l'imaginaire économique qui allie capitalisme et démocratie. Nous verrons qu'ils exercent un pouvoir — voire une violence — symbolique¹¹⁹ qui légitime les formes contemporaines d'inégalités.

3.3. Le pouvoir symbolique de la finance dans le *global democratic marketplace*

Cette section vise à expliquer le processus d'objectivation du nouvel imaginaire économique du capitalisme cybernétique, en s'attardant sur sa matérialisation dans les pratiques économiques concrètes. Ces pratiques s'enchâssent dans une nouvelle culture du capitalisme qui normalise et dépolitise la globalisation néolibérale. La multiplication des réseaux de

quotidien de 3200 milliards de dollars de transactions sur le marché des changes représente plusieurs centaines de fois celui des échanges commerciaux véritables. Selon la BRI, « le développement des techniques sophistiquées de *trading*, notamment celles qui requièrent des outils mathématiques complexes, pourrait aussi avoir favorisé les transactions sur le marché des changes » (citée par Pierre-Antoine Delhommais et Cécile Prudhomme, « Les transactions sur les marchés de change explosent », *Le Monde*, 27 septembre 2007, p.12.

¹¹⁷ Les produits dérivés ont été créés sur la base d'un modèle mathématique, le *Black Scholes Model*. Les calculs complexes de ce modèle seraient impossibles sans l'utilisation d'ordinateurs puissants qui analysent un nombre abyssal de données.

¹¹⁸ Inspiré par Freud, Keynes considérerait que l'accumulation d'argent découle d'une forme de névrose qui repose sur la peur du futur, sur l'incertitude et sur la négation de l'échéance inéluctable de la mort. Selon Keynes, l'argent donne une immortalité illusoire à celui qui craint la mort. Keynes considérerait l'euthanasie du rentier comme œuvre de salut public, qui permettrait enfin de jouir du moment présent au lieu de reporter indéfiniment le plaisir (Dostaler, 2005 : 97).

¹¹⁹ Selon Bourdieu (1994 : 188) « la violence symbolique, c'est cette violence qui extorque des soumissions qui ne sont même pas perçues comme telles en s'appuyant sur des « attentes collectives », des croyances socialement inculquées. Comme la théorie de la magie, la théorie de la violence symbolique repose sur une théorie de la croyance ou, mieux, sur une théorie de la production de la croyance, du travail de socialisation nécessaire pour produire des agents dotés des schèmes de perception et d'appréciation qui leur permettront de percevoir les injonctions inscrites dans une situation ou dans un discours et de leur obéir ».

transferts électroniques constitue une illustration de cette matérialisation de l'imaginaire. Dans un premier temps, nous analysons la convergence entre les dérèglementations des secteurs des finances et des communications, afin de comprendre comment elle transforme l'imaginaire de l'argent et du travail dans le régime d'accumulation financiarisé. L'imaginaire économique objectivé réunit la sphère financière à la sphère publique démocratique dans un *global democratic marketplace*. Dans un deuxième temps, nous explicitons les transformations symboliques des notions de démocratie et de finance. Plus précisément, nous étudions comment le capitalisme cybernétique légitime les rapports d'inégalités en recourant à une analogie entre démocratie et finance.

3.3.1. La déréglementation et la démocratisation dans le *global democratic marketplace*

Comme l'observe Mattelart (1989 : 112), la déréglementation « a projeté la finance dans les bras de la communication. Et la communication dans les bras de la finance ». Aux fondements du mouvement de globalisation, la logique communicationnelle et la logique financière structurent les relations sociales en fonction du nouvel imaginaire économique. Cet imaginaire se concrétise dans la rencontre entre le fétichisme technologique et le fétichisme de l'argent, et dans la convergence technologique et réglementaire entre le secteur des communications et celui de la finance. La production, le traitement et la diffusion de l'information constituent les principales activités des deux secteurs. Les grandes banques internationales et les entreprises de télématique ont rapidement saisi l'opportunité offerte la marchandisation de l'information. En 1984, le président de *Citicorp*, une des premières banques à informatiser ses activités, déclarait que : « l'étalon-information a remplacé l'étalon-or comme fondement de la finance mondiale » (cité par Hamilton, 1986 : 30-32), permettant aux marchés de « voter » constamment les politiques fiscales, diplomatiques et monétaires des gouvernements. Selon le président Wriston, de nouvelles lois qui régissent le secteur des finances devaient remplacer celles mises en place à l'époque de l'étalon-or et de Bretton Woods. Ces anciennes lois ont été décrétées obsolètes en raison de leur inflexibilité :

It is also fair to say it has created an entirely new system of world finance based on the incredibly rapid flow of information round the world. I would argue that, what one might call the information standard has replaced the gold standard and indeed even the system invented at Bretton Woods. In place of the systems based

on government-established rules, communications now enable and ensure that money moves anywhere around the globe in answer to the late informations or misinformations. Governments can no longer get away with debasing the coinage or controlling the flow of capital. There now exists a new order, a global marketplace for ideas, money, goods and services that knows no national boundaries (W.Wriston, cité par Hamilton, 1986 : 30).

Les réseaux informatiques qui permettent le transfert de données numériques ont été présentés comme une évolution inéluctable qui relevait de la seule technologie. L'implantation de ces réseaux résulte plutôt d'un rapport politique, d'une interaction entre diverses forces sociales. Ce discours empreint de déterminisme technologique constitue une nouvelle forme de fétichisme, le fétichisme technologique. Le fétichisme technologique envisage la technologie comme étant en mesure de remplacer les relations sociales. Une fois objectivée, cette abstraction fait apparaître les relations entre des individus comme des relations entre des appareils technologiques, la technique « agissant » à la place des individus (Dean, 2002).

Les propos de Wriston illustrent également la convergence de la pensée néolibérale et de la théorie cybernétique de la communication, qui participe à la constitution du nouvel imaginaire économique. Nourrie par les propos anti-bureaucratiques et anti-étatiques, l'idéologie de la communication managériale voit dans les TIC la possibilité d'un monde complètement transparent, où la communication empêcherait la présence de tyrans et favoriserait un marché d'informations parfaites. La convergence entre le capitalisme et la démocratie se matérialise et s'objective dans un *global democratic marketplace* :

These new laws are not made by economists and politicians but flows out of the expansion of the electromagnetic spectrum up to 300 gigahertz. In its simplest terms, this scientific advance in the art of communication has created trouble for government on all the world's continents. [...] It is also something that has made control impossible. Kings and princes can no longer hide what they're doing, nor can you get customers to accept prices in one place when they know there's a better deal elsewhere (W.Wriston, cité par Hamilton, 1986 : 30-32).

Thomas Friedman (2000) soutient quant à lui que la déréglementation de la finance et des télécommunications est une démocratisation qui transforme la sphère financière en

sphère publique. La déréglementation permettrait aux individus de devenir superpuissants (*super-empowered individuals*) :

the democratization of technology, finance and information – which have changed how we communicate, how we invest and how we look at the world – gave birth to all the key elements in today’s globalization system. They are what blew away the walls. They are what created the network’s which enable each of us now to reach around the world and become Super-empowered individuals (Friedman, 1999 : 139).

Selon Friedman, cette démocratisation de la finance — rendue possible par la démocratisation des télécommunications — s’appuie sur la déréglementation du secteur financier. Pendant la Guerre froide, les prêts nationaux et internationaux importants s’effectuaient par l’intermédiaire des grandes banques commerciales et d’investissement et par les compagnies d’assurance. La désintermédiation du secteur financier aurait permis aux petites entreprises et aux investisseurs d’avoir accès à du financement qu’ils ne pouvaient obtenir dans un système dirigé par les grandes institutions financières. Cette démocratisation coïnciderait avec la réforme des fonds de pension, qui garantissaient auparavant des bénéfices prédéterminés par l’employeur. Cette réforme impliquerait que les entreprises ne fournissent qu’une contribution limitée et que les travailleurs participent activement à la gestion et décident où leur épargne est investie. À l’échelle internationale, la chute des accords de Bretton Woods — et de son système de taux de change fixe et du contrôle strict des flux de capitaux — aurait forcé les pays développés, suivis par les pays en développement, à démocratiser leurs marchés de capitaux afin d’attirer des investissements étrangers. Selon Friedman :

Thanks to this democratization of finance, we have gone from a world in which a few bankers held the sovereign debts of a lot of countries, and finally to a world today in which many individuals, through pension funds and mutual funds, hold the sovereign debts of many countries (2000 : 59).

Cette nouvelle économie en réseau — fruit des convergences réglementaires et technologiques mais aussi de la révolution managériale — estomperait les frontières entre le

capitalisme et la démocratie, de même que celles entre le capitalisme et le socialisme¹²⁰. À l'instar de Friedman, Peter Drucker (1993) soutient que la nouvelle économie, dans sa dimension financière, transforme le capitalisme en un « socialisme de fonds de pension », dans lequel les travailleurs possèderaient les moyens de production à travers leurs caisses de retraite. Ils possèderaient également les outils de production, puisqu'« un travailleur du savoir est propriétaire de son savoir, il peut l'emporter avec lui là où il le veut » (Drucker, 1993 : 16). Cette affirmation se fonde sur une vision individualiste et méritocratique du travail (plutôt que collective)¹²¹, selon laquelle les structures de pouvoir sont remplacées par des relations entre individus autonomes. Assurément contestable, ce discours possède néanmoins des effets réels dans la structuration symbolique des rapports sociaux. Une fois reprise par les institutions politiques, cette vision individualiste alimente un discours sur la nécessité de s'adapter aux conditions actuelles de production et de se transformer en sujets flexibles dans le but d'assurer la compétitivité des États et des entreprises¹²².

Dans le capitalisme cybernétique, le travail humain est de moins en moins la source de la richesse matérielle¹²³. Une transformation symbolique du rôle de l'argent dans la

¹²⁰ Dès 1967, John Kenneth Galbraith développe la thèse de la convergence entre les modes de production capitaliste et socialiste dans son ouvrage *The New Industrial State*. Il soutient qu'avec l'émergence d'une technostructure caractérisée par la domination de grandes corporations, la planification a remplacé le libre marché comme mode de régulation des sociétés capitalistes avancées. Selon lui, ces oligopoles ne constituent que des substituts imparfaits de la planification socialiste.

¹²¹ May (2003) affirme à juste titre que l'économie de l'information demeure de nature capitaliste : les mêmes types de rapports sociaux de classe sont à l'œuvre dans les économies industrielle et dans les économies d'information ou du savoir. Selon lui, les travailleurs d'aujourd'hui ne sont pas propriétaires des moyens de production. De fait, sous le régime des droits de propriété intellectuelle, le savoir et à l'information sont transformés en marchandise et demeurent sous la possession des entreprises et des organisations : « Quoiqu'en disent les cyber-utopistes, les différences de classes fondées sur la propriété des moyens de production n'ont pas disparu. Dans l'économie de l'information, la propriété des ressources informationnelles reste largement dépendante du capital et les travailleurs n'ont accès à ces ressources que dans la limite de leur activité salariale. Ils peuvent travailler et utiliser le savoir et l'information contrôlés par les entreprises mais ne sont pas en mesure d'accéder à la propriété de ces ressources. Les employeurs ont recours à des techniques légales et organisationnelles pour s'assurer que les salariés même les plus expérimentés soient empêchés de garder des ressources informationnelles (du « capital savoir ») destinées à leur propre usage » (May, 2003 : 87).

¹²² Rejetant ainsi la responsabilité du sous-emploi sur le manque de qualifications et l'inflexibilité des travailleurs. Voir chapitre 5.

¹²³ Il demeure cependant la source de la valeur. Une distinction est nécessaire entre la valeur et la richesse matérielle, catégories liées à la nature duale du travail sous le capitalisme : le travail abstrait et le travail concret. Avec le développement technologique, le travail dans sa dimension concrète — comme valeur d'usage qui crée de la richesse matérielle — est de moins en moins lié au processus de matérialisation objectif des capacités du travailleur individuel, mais de plus en plus lié à l'objectivation du savoir collectif. Marx y réfère d'ailleurs dans *Les Grundrisse* 1972 [1858], lorsqu'il discute du *General Intellect*. Le travail abstrait, en tant que forme de médiation sociale, demeure toutefois la source de la valeur. La valeur consiste ainsi en une forme

société s'opère : la valeur ne correspond plus à du temps de travail accumulé, mais à du temps « futurisé », soit la prévision des réactions et des décisions des acteurs financiers¹²⁴ (Capdequi, 2003 : 90). La valeur est en mesure de s'auto-reproduire en liant subjectivement et objectivement les travailleurs à la reproduction de l'ordre social. Ce nouvel imaginaire de l'argent implique que le sujet économique ne se constitue plus par le travail mais par l'investissement. Autrement formulé, le sujet économique est désormais un investisseur. Sous le régime fordiste, la reconnaissance de la force de travail était un moyen politique d'obtenir un compromis avec le capital. Cet ancien compromis fordiste est remplacé par un compromis actionnarial dans lequel l'investisseur est responsable de générer de la valeur par le biais de ses actions. La fusion entre le fétichisme technique et le fétichisme de l'argent¹²⁵ s'incarne dans la croyance que la technologie offre plus de pouvoir aux individus, compris en tant qu'investisseurs qui utilisent les nouveaux services financiers électroniques. Introduits dans les années 1970¹²⁶, ces nouveaux services financiers donneraient un meilleur accès aux prix du marché et permettraient d'échanger des actions sans l'intermédiaire des courtiers, éliminant ainsi leur monopole sur l'information. Selon Guttman (2003 : 403) : « La nature opaque des marchés à revenus-fixes est maintenant transformée par la technologie pour plus de transparence et de compétition »¹²⁷. La prolifération des services financiers informatisés matérialise ce double fétichisme, qui se traduit dans le slogan publicitaire de l'entreprise

abstraite de domination qui se fonde sur une mesure elle aussi abstraite : la dépense socialement nécessaire de temps de travail (social) (voir Postone, 1993). Le capital est en mesure de s'auto-valoriser dans ce processus de réactivation de la chrématistique, dénoncée par Aristote dès l'Antiquité (voir la note 124).

¹²⁴ Cette transformation n'implique pas la fin du travail abstrait propre au capitalisme. La relation sociale capitaliste, structurée autour du travail abstrait comme producteur de survalueur, demeure centrale dans le capitalisme avancé. Cependant, dans le capitalisme financiarisé, le travail abstrait est soumis à la puissance décisionnelle des organisations financiarisées qui activent le travail social en fonction de revenus futurs, au lieu d'être une rémunération *a posteriori* quantifiée en fonction du travail accumulé.

¹²⁵ Le fétichisme de l'argent traduit l'idée que l'argent n'est pas une chose ; elle ne possède aucune valeur en soi. Bien que les économistes orthodoxes envisagent l'argent comme une réserve de valeur et un moyen d'échange, elle est avant tout une institution sociale qui matérialise un imaginaire et exprime une relation sociale. Simmel (1987 : 363) précise ce fétichisme de l'argent : « L'argent [...] créé certes des relations entre les humains, mais en laissant les humains en dehors de celles-ci [...] ». Il convient de relire Aristote pour saisir ce caractère fétiche de l'argent. Aristote distinguait l'économie domestique (travail concret et valeur d'usage) de la chrématistique (travail abstrait et valeur d'échange). Si la première consiste à répartir de façon équitable les biens fournis par la nature afin de vivre en autarcie et de manière conforme à un idéal de la vie bonne, la deuxième consiste en l'accumulation sans fin de richesse. Selon Aristote, la chrématistique est contraire à la nature humaine puisqu'elle correspond à l'accumulation de biens et ne vise qu'à *vivre* et à jouir de son corps, et non à *bien vivre*. Dans le processus actuel de chrématistique généralisé, le stade où l'argent produit de l'argent est atteint.

¹²⁶ Voir chapitre 1.

¹²⁷ "The opaque and clubby nature of the fixed-income market is now being transformed by technology in the direction of much greater transparency and competition".

Internet *E*Trade* : « Now the Power is in your hands ». L'expression populaire « mon argent travaille pour moi » (voir Figure 7 et 8) illustre également ce fétichisme de l'argent.

Figure 7 : Publicité des Caisses Desjardins, 2007¹²⁸

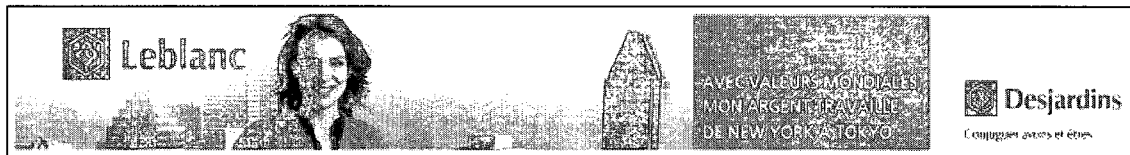


Figure 8 : Publicité de la Banque Nationale, 2007¹²⁹



La convergence entre la communication et la finance transforme l'imaginaire économique et le rapport que les individus entretiennent avec l'argent. Elle modifie également le lien argent/espace : la monnaie dématérialisée est aussi dénationalisée. Appliquée au domaine financier, la métaphore du réseau global matérialise l'idée d'un

¹²⁸ Cette publicité des Caisses Desjardins illustre le double fétichisme de l'argent et de la technologie. Le slogan : « Avec valeurs mondiales, mon argent travaille de New York à Tokyo » traduit la croyance selon laquelle l'argent « travaille », conformément au nouvel imaginaire d'une économie dématérialisée.

¹²⁹ L'expression « mon argent travaille » est également révélatrice du nouvel imaginaire économique qui structure de nouvelles formes de subjectivités. L'argent constituerait la véritable force de travail, dévaluant ainsi le travail comme tel. Il devient « sans qualité » pour reprendre la formule de Sennett (2000). Le travail concret est renommé « emploi », et consiste en la gestion des informations financières, comptables, médiatiques, ou encore en la gestion des ressources, humaines, naturelles, etc. L'emploi est utile pour occuper une « place », et ultimement pour accéder à un fonds de pension.

« socialisme des fonds de pension » (Drucker, 1979) et d'une « démocratie actionnariale¹³⁰ » (Lordon, 2000). Dans ce nouvel imaginaire, les idéaux cybernétiques du marché développés par Hayek possèdent leur ancrage matériel dans la technologie. Les propos de Kevin Kelly illustrent cette vision techno-déterministe :

Networks promote this equity culture. The ownership of organizations is distributed and decentralized into a thousand points [...]. When you invest in a mutual fund, you invest in hundreds of thousands of other people's work [...]. This is network equity.

[...] The bulk of stocks in the United States are controlled by the pension funds of ordinary citizens—by millions of individuals in the aggregate. The workers of America really do collectively own the means of production.

[...] This network equity is made possible by the same network technology — shrinking chips and expanding communications — that creates wealth in the first place. The tracking, accounting, and transmission of each person's wealth and slivers of ownership can happen only because computation and telecommunication have reduced the cost of a transaction to insignificance, (Kelly, 1999 : 1).

La croyance aux vertus démocratiques de la communication s'inscrit dans ce que Thomas Frank (2001) nomme le « populisme de marché ». Selon les intellectuels organiques du capitalisme cybernétique, les marchés sont plus démocratiques que les gouvernements élus et constituent un « global democratic marketplace ». Cette recomposition symbolique de la bourse comme espace public démocratique pénètre l'ensemble de la société grâce à la diffusion massive des thèses de certains gourous de la technologie et de la finance comme Walter Wriston ou Peter Drucker¹³¹. Les thèses comme celles de l'étalon-information ou du

¹³⁰ En dépit de ce qu'en pensent les intellectuels organiques du capitalisme cybernétique, l'idéal de socialisme des fonds de pension et d'une démocratie actionnariale est loin d'être effectif. Dans les faits, le néo-libéralisme a accentué les inégalités sociales. La re-financiarisation de l'économie a profité à une infime fraction de la population. Cette *overclass* possède la majorité des actions en bourse et en tirent profit, alors que pour la majorité des travailleurs, le salariat constitue la principale source de revenus. Duménil et Lévy (2006) montrent que 1% de la classe la plus riche de la population américaine possède maintenant 16% du revenu total du pays. Pendant ce temps, 90% des familles aux revenus les plus faibles ont connu une stagnation de leur pouvoir d'achat, alors que celui des 0,01% les plus riches a été multiplié par 4. Pour une critique des notions de démocratie actionnariale et de socialisme des fonds de pension, voir O'Sullivan (2000) et Lordon (2001).

¹³¹ Drucker (1979) avance que si le socialisme se définit par la propriété des moyens de production par les producteurs, les États-Unis seraient ni plus ni moins qu'un pays socialiste. Pour une critique, voir O'Sullivan, 2000.

socialisme des fonds de pension contribuent également à la conceptualisation d'une démocratie actionnariale¹³². Comme l'écrit Frédéric Lordon :

La finance a aussi ses théoriciens politiques et ses « penseurs de systèmes ». Selon leur argumentation : « L'entreprise est une petite démocratie. Le collectif des actionnaires en est le corps politique ». Et l'agora de cette démocratie, c'est l'assemblée générale des actionnaires, la preuve c'est qu'on y vote [...] Il y a donc de l'opinion —celle des actionnaires—, il y a des dirigeants exécutifs qui rendent des comptes, il y a du suffrage : c'est la démocratie actionnariale! (Lordon, 2001 : 1).

Les thèses de la démocratie actionnariale et du socialisme des fonds de pension sont soutenues autant par des forces sociales de droite que de gauche. Certains auteurs (Aglietta, 1998) avancent que la finance peut potentiellement réactiver un compromis de type fordiste, dans lequel les fonds de pension substitueraient le rapport salarial dans le cadre d'un compromis actionnarial. D'autres (Brito et *al.*, 2005) considèrent les fonds éthiques qui imposent des contraintes morales aux entreprises comme humanisation du capitalisme¹³³. Selon Lordon (2000 : 94), les thèses de la démocratie actionnariale et du socialisme des fonds de pension reposent sur une confusion entre la propriété formelle et la propriété réelle. Si l'on ne peut contester que l'épargne collective investie en action remet formellement la propriété du capital entre les mains des détenteurs de titre — les salariés —, la propriété réelle revient en bout de ligne aux spécialistes institutionnels de la gestion qui sont en mesure de concentrer cette épargne dispersée et qui sont les seuls à détenir un réel pouvoir face aux managers des entreprises¹³⁴.

¹³² Pour une critique du concept de démocratie actionnariale, voir Lordon, 2001.

¹³³ Sur les ambiguïtés et les contradictions du socialisme de fonds de pension comme stratégie de résistance au capitalisme, voir Langley (2006).

¹³⁴ Dans le livre III du *Capital*, Marx explique que le crédit contribue à la transformation de la propriété privée des moyens de production en société par action. Ce nouveau rapport de propriété dissout l'antagonisme entre le capital et le travail, les ouvriers devenant eux-mêmes des capitalistes. Cette rupture sous-tend tout de même une continuité dans les médiations sociales propres au capitalisme : « La propriété étant représentée par des actions, son mouvement et sa transmission se font par des opérations de bourse, dans lesquelles les goujons sont avalés par des brochets et les moutons dévorés par les loups. Bien qu'elle soit déjà en opposition avec l'ancienne forme, où les moyens de production sociale se présentent comme individuels, la valeur en bourse, l'action, ne sort pas du cadre de la production capitaliste, car elle ne fait que représenter sous un autre aspect l'opposition entre les deux caractères de la richesse, propriété sociale d'une part, propriété privée de l'autre » (1901[1867]) : pp.492-493).

Le *global democratic marketplace* résulte de la rencontre entre la technoculture (Dean, 2002) et la culture de l'investissement (Harmes, 2001 ; 1998). Le néolibéralisme et sa logique cybernétique se reproduisent à travers les modèles culturels, qui enchâssent un type particulier de relations sociales dans les pratiques quotidiennes des individus. Ces pratiques reproduisent en retour les structures de domination de l'économie politique mondiale. Cette dynamique de reproduction de la culture et des pratiques économiques naturalise et dépolitise les déréglementations des secteurs financiers et des communications, qui sont au coeur des transformations économiques contemporaines. Les réseaux de transferts électroniques de données — dans lesquels il est possible de « voter » les politiques économiques des États — sont présentés comme une forme d'*empowerment* des individus face à un pouvoir bureaucratique omnipotent. Le pouvoir étatique adopte ainsi la discipline des marchés en matière fiscale. D'une part, la « démocratisation » de la technologie permise par l'interaction quotidienne avec les TIC dans les loisirs, à l'école et au travail, a naturalisé et dépolitisé un type de développement cybernétique axé sur la technologie. À l'instar de Lacroix (1998), nous considérons les initiatives d'implantation de la technologie comme « une première familiarisation de la population menant à la constitution d'une masse critique de consommateurs et de travailleurs adéquatement socialisés et éduqués à ce machinisme en voie de cristallisation » (: 19). D'autre part, l'augmentation croissante du recours au fonds de pension — présenté comme une « démocratisation » de la finance — a naturalisé et dépolitisé la dynamique de financiarisation de l'économie en valorisant certaines normes et pratiques d'investissement. Dans les économies développées, les gouvernements eux-mêmes envisagent l'éducation financière¹³⁵ comme un pré-requis à une citoyenneté respectable (Harmes, 2001)¹³⁶.

Le secteur financier et les firmes de communication et d'informatique présentent leurs intérêts comme s'ils étaient identiques à ceux des travailleurs. Les notions de

¹³⁵ À ce sujet, voir le document de l'OCDE, *Pour une meilleure éducation financière : Enjeux et initiatives*, Paris, 2005.

¹³⁶ Le *Cato Institute* relate cette rencontre entre technoculture et culture de l'investissement. Selon l'Institut, les détenteurs de fonds de pension possèdent davantage d'ordinateurs personnels et naviguent davantage sur Internet que ceux qui n'en détiennent pas. Les données de 1997 indiquaient que 56% des détenteurs de fonds mutuels possédaient un ordinateur personnel, alors que seulement 33% des non-détenteurs de fonds en possédaient un. Voir Nadler, 1999 : 15.

« socialisme des fonds de pension » ou de « capitalisme des travailleurs ¹³⁷ » lient idéologiquement et matériellement les intérêts du secteur financier avec ceux d'une certaine fraction des travailleurs. Si le fordisme liait les intérêts des travailleurs avec ceux du capital industriel sur la base de la consommation de masse, les intérêts de la finance et ceux des travailleurs qui investissent dans leurs fonds de pension sont désormais présentés comme équivalents. Le *Cato Institute*, boîte à idées néolibérales, soutient qu'on assiste à la convergence entre Wall Street et la « rue principale ¹³⁸ ». Les fonds de pension relient ainsi organiquement les intérêts de la finance et des travailleurs et favorisent chez ces derniers une propension à l'individualisme et au gouvernement limité :

The active involvement of tens of millions of Americans in capital markets has affected their retirement planning, productivity, and attitudes toward capital and free markets. The growth of investment has rewarded, and appears to have thus encouraged, an orientation toward the future —the investor's own and his family's. Shareholding workers support policies that cut taxes on savings for important life-cycle events, such as education, health care, and retirement. Conversely, workers who have investments exhibit rising scepticism toward government- run entitlements. Nationwide sales forces to encourage popular ownership of public debt. Those forces formed the financial base from which a hitherto minimalist government equipped the mightiest army of its time (Nadler, 1999 : 15).

La théorie cybernétique offre une caution scientifique à cette financiarisation du capitalisme, dépolitisant, naturalisant et normalisant ainsi les présuppositions du modèle néolibéral. Depuis le développement du modèle d'inspiration cybernétique de Jeff Felsen en 1975, la théorie cybernétique a été appliquée au domaine financier. Elle est devenue l'une des théories d'investissement les plus populaires aux côtés des modèles des marchés efficients et ceux issus de la théorie behaviorale ¹³⁹. Le modèle cybernétique développé par Felsen (1975) propose de pallier les imperfections humaines en matière d'investissement en implantant un processus de décision automatisé qui s'appuie sur l'intelligence artificielle. Reprenant les présuppositions de la théorie hayekienne selon lesquelles la dynamique des

¹³⁷ Le *Cato Institute* a développé la notion de « worker capitalism » pour décrire la diffusion massive des investisseurs institutionnels dans l'économie américaine (*Ibid*).

¹³⁸ *Main Street*.

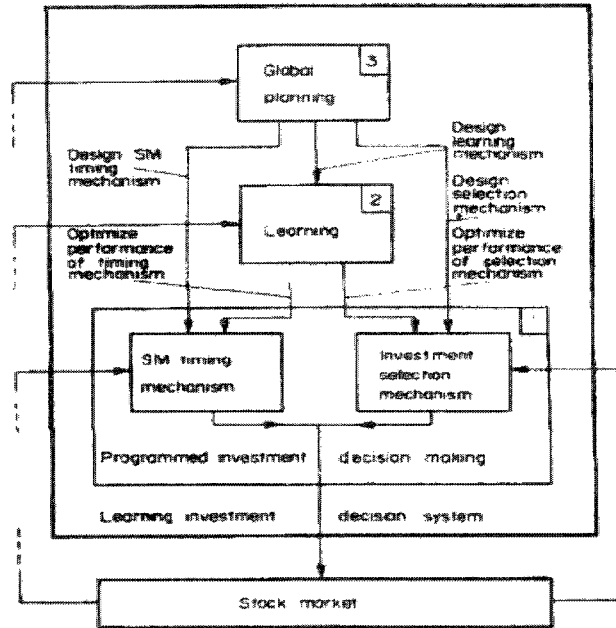
¹³⁹ Tel que le souligne avec enthousiasme Maturi, Richard J. , « Popular stock Market Invest theories », *Sci Fy Invest*, août 2004. En ligne : <<http://sify.com/finance/equity/fullstory.php?id=13545528>>. Consulté en mai 2008.

marchés est trop complexe pour être saisie dans son entièreté, la théorie cybernétique suggère d'établir un processus automatisé d'investissement qui fonctionne en quatre étapes (voir figure 9) et qui réduirait la complexité du système financier¹⁴⁰. Dans la même optique, Robert Shiller, un des principaux théoriciens de la finance behaviorale, propose de démocratiser la finance par les TIC selon les principes cybernétiques. Selon Shiller (2003 : 1), les « clients de *Wall Street* jouissent de bénéfices qui devraient être étendus aux clients de *Wal Mart* ». En appliquant certains principes de la théorie cybernétique, il serait possible de construire une base de données à l'échelle internationale, la *Global Risk Information Database* (GRID). Chaque individu calculerait et en gérerait rationnellement les divers risques encourus tout au long de sa vie économique (perte d'emploi, dévaluation de l'hypothèque, maladie, etc.) et pallierait ainsi les incertitudes du marché en s'assurant en conséquence. Les TIC stabiliseraient non seulement les fluctuations économiques liées à la dynamique de financiarisation, mais ils diminueraient également les inégalités économiques¹⁴¹ et réactiveraient l'idéal d'une démocratie de propriétaires sous une forme financiarisée (Shiller, 2003 : 16-17).

¹⁴⁰ La première étape est une activité d'identification qui vise à évaluer l'environnement. Il s'agit d'encoder numériquement les indicateurs techniques, économiques, monétaires et psychologiques sur la base de l'ensemble des informations disponibles dans les journaux et les nouvelles télévisées. La seconde étape est la conception et le développement des solutions alternatives aux diverses décisions d'investissement. La troisième étape est celle du choix et vise à sélectionner les meilleures décisions parmi les différentes alternatives. Enfin, la quatrième phase de la rétroaction permet d'évaluer, par un processus d'apprentissage, les décisions des investisseurs (Felsen, 1975).

¹⁴¹ À la manière de la théorie de la justice rawlsienne, qui inspire fortement Shiller (2003).

Figure 9 : Modèle fonctionnel multi-niveaux de Felsen, 1975¹⁴²



L'application de la théorie cybernétique aux marchés financiers contribue à consolider la culture de l'investissement. Les firmes d'investissement prolifèrent, particulièrement celles qui recourent aux méthodes scientifiques pour maîtriser, contrôler et réduire les bruits dans les marchés spéculatifs¹⁴³. La théorie cybernétique légitime et dépolitise la spéculation financière en lui attribuant un caractère scientifique, mais elle possède également un pouvoir performatif en ce que ce modèle théorique se matérialise dans les pratiques concrètes d'investissement (voir Figure 10).

¹⁴² Ce modèle présente les quatre étapes d'un système cybernétique de décision d'investissement (Felsen, 1975 : 590).

¹⁴³ Shiller (2003) a créé ses propres firmes financières (*Case Schiller Weiss* et *Macro Securities Research*) afin de mettre en pratique ses enseignements. Il s'agit d'un exemple intéressant de la performativité des théories financières où un modèle théorique précède son application pratique.

Figure 10 : Logo de la firme *Cybernetic Management*, 2007¹⁴⁴.



La théorie cybernétique légitime aussi le néolibéralisme, qui participe à la financiarisation en justifiant idéologiquement et techniquement la déréglementation. Les tenants d'une perspective cybernétique légitiment les pratiques néolibérales en soutenant que l'application de solutions informatisées au domaine financier réduit les risques des encourus par investisseurs. Les avancées technologiques permettraient à ceux-ci de reprendre le contrôle des marchés qui fonctionnent de manière anarchique. Paradoxalement, c'est le mouvement néolibéral de déréglementation qui a engendré une augmentation des dysfonctionnements des marchés financiers.

Cette application de la cybernétique à l'investissement contribue à la constitution d'un type particulier de sujet économique. Le sujet économique néolibéral intériorise les principes de la cybernétique et devient le « pilote » de sa propre vie, l'équivalent fonctionnel du cybernanthrope d'Henri Lefebvre (1967) :

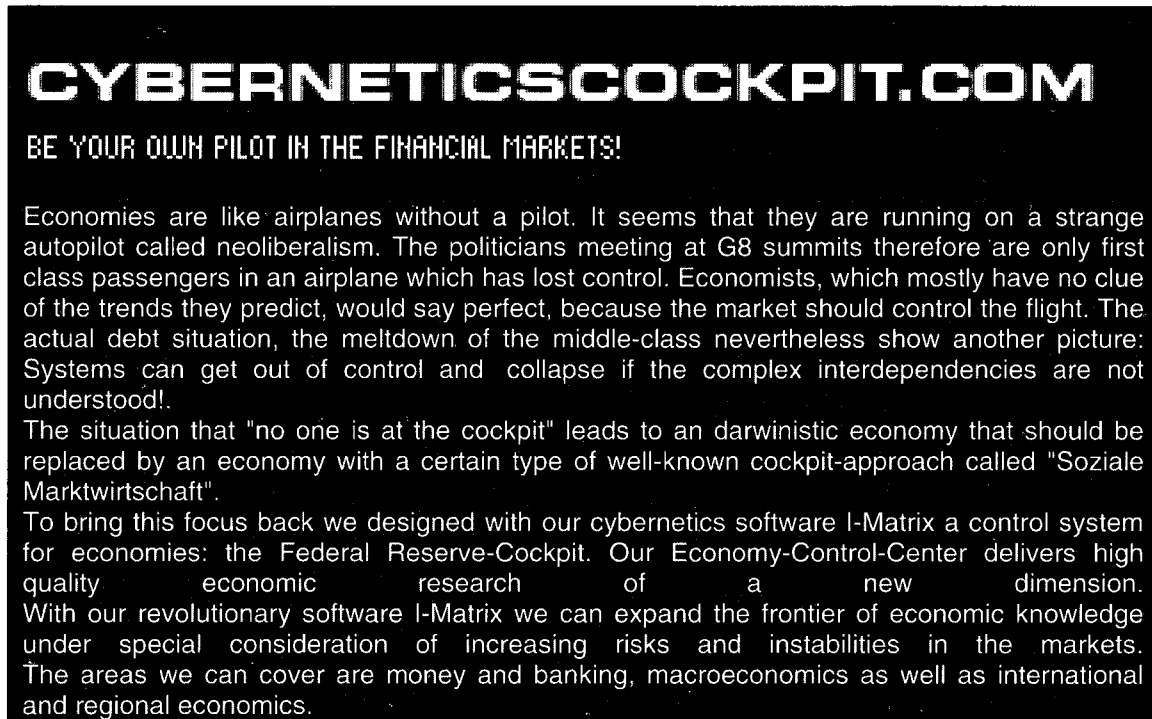
Le cybernanthrope n'investit qu'à coup sûr. Selon ses supputations. Les énergies limitées dont il dispose, il en calcule l'application [...]. Pas de gaspillage. Il se gère avec une rationalité technicienne qui découle d'une double origine : la science physique, la science de l'entreprise. *C'est une parodie d'auto-gestion* (:217, souligné par M.O.).

S'inspirant des principes cybernétiques, la firme *Cyberneticscockipt.com* a développé un programme informatique, le I-Matrix, afin d'échapper aux instabilités du système

¹⁴⁴ La firme *Cybernetic Management* travaille en collaboration avec la firme *Scivest*, qui prétend réunir la « science et l'investissement ». Le slogan de *Cybernetic Management* est : « Go placidly amid the noise and haste... ». En ligne : <<http://www.cyberneticapital.com/>>. Consulté en juin 2007.

financier. Ce programme, qui analyse les boucles de rétroaction des marchés, permet aux investisseurs de « gérer leur vie » de manière cybernétique¹⁴⁵ (voir Figure 11).

Figure 11: Reproduction du site Internet de la firme *Cyberneticscockpit.com*, 2007¹⁴⁶.



En dépit qu'elle critique le néolibéralisme comme un système économique hors de contrôle, la firme *Cyberneticscockpit.com* propose une solution managériale, technique et cybernétique pour permettre aux individus de reprendre le contrôle de leur vie économique. Elle illustre la convergence entre la gauche managériale inspirée du structuralisme althussérien et la droite pragmatique rompue à la vision cybernétique du monde. Cette convergence fut d'ailleurs critiquée par Lefebvre dès 1967 dans les termes du « cybernanthrope ». La mise en marché de l'outil financier I-Matrix par la firme *Cyberneticscockpit.com* est donc une illustration fort éloquente du *nouvel esprit* de la

¹⁴⁵Dans son ouvrage *The New Financial Order*, Shiller (2003) soutient sensiblement le même argument: « The proposed global risk information databases are designed to provide detailed information about individual and corporate incomes in such a way that people can *manage* their risks more effectively, monitor their risks, and direct their income in ways that are more meaningful to them » (: 211).

¹⁴⁶ En ligne : <<http://www.cyberneticscockpit.com/company/index.asp>>. Consulté en avril 2008.

« gauche cybernétique » — dont Manuel Castells fait partie¹⁴⁷. Cette nouvelle gauche célèbre la mise en place d'un régime de démocratie actionnariale soutenu par un socialisme des fonds de pension.

3.3.2. La sphère financière comme espace public : la transformation de la démocratie en plutocratie

L'introduction des TIC dans le domaine de la finance sous-tend une transformation majeure dans l'imaginaire financier. L'ethos communicationnel propre au monde des médias s'applique ici au monde de la finance¹⁴⁸. Pour certains (notamment Germain, 2004), l'émergence des réseaux de transferts électroniques de données et des médias globaux permettrait l'avènement d'une sphère publique qui régulerait démocratiquement le capitalisme financier. Cette conception néglige toutefois les relations de pouvoir qui se déploient dans la sphère médiatique¹⁴⁹, de même que les transformations culturelles et sociétales des médiations symboliques qui structurent la configuration des rapports sociaux. L'analogie entre la finance — qui réfère à l'univers économique — et les médias — qui renvoient à l'univers démocratique et politique — découle d'un constat relativement simple : les données informatisées qui proviennent de ces deux secteurs distincts circulent à travers les mêmes canaux.

La séparation effectuée entre ces deux secteurs (la finance et les médias) s'avère toutefois de plus en plus caduque. En effet, la distinction habermassienne entre le monde du système — régi par une rationalité instrumentale où dominant les logiques de pouvoir et de l'économie — et le monde vécu — régi par une rationalité communicationnelle qui s'incarne dans le langage et la discussion dépourvue de toute contrainte — ne tient plus avec la mise

¹⁴⁷ Selon Castells (1999), « si les règles sont observées, il n'y a rien de fondamentalement mauvais dans cette sorte de casino électronique planétaire. Après tout, si une gestion prudente et une technologie adaptée permettent d'éviter les brusques effondrements du marché, les pertes des uns sont les gains des autres, si bien que, sur le long terme, le marché conserve un *équilibre dynamique* » (: 406).

¹⁴⁸ Pour une analyse de l'analogie entre les médias et la finance, voir Thrift, Clark et Tickell, 2004 ; Thrift, 2001.

¹⁴⁹ En 1985, environ 90% des données circulaient via les satellites dans les branches d'une même firme, alors que 50% des flux transfrontaliers de données circulaient dans les réseaux de communication des firmes multinationales (Kumar, 2004 : 118). Si l'arrivée d'Internet devait démocratiser les communications, la majorité des réseaux sont restés privés ; en 1994, sur 40 000 réseaux compatibles avec le protocole IP, seulement 12 000 étaient publics (Sassen, 1999 : 49)

en place d'un réseau électronique global qui relie les principales places financières du monde. En somme, le passage d'un régime d'accumulation fordiste à un régime d'accumulation à dominante financière (Aglietta, 1998 ; Boyer, 2000) a profondément transformé la conception moderne de l'individualisme citoyen et de l'espace public.

La convergence entre la communication et la finance, et plus précisément entre la technoculture et la culture de l'investissement, participe des transformations de l'imaginaire économique. La confusion entre l'univers financier et l'univers médiatique engendre une convergence de nature symbolique ; les deux univers opèrent maintenant selon les mêmes codes, soient ceux de l'efficacité technique, de l'opérativité et du contrôle — propres à la cybernétique —, de même que selon les critères du spectacle, propres au monde des médias. Dans le capitalisme cybernétique, le spectacle devient un moyen de légitimation et une manière de gouverner (voir chapitre 6). Comme l'observe Capdequi (2003) :

Face à l'argent de l'abondance (cosmique ou économique de l'individu/société), la société postmoderne intronise l'abondance de l'argent, son flux et sa circulation permanente, une idée qui convient bien à *une culture du spectacle qui ne peut qu'innover et surprendre en permanence*, maintenant que l'argent allégé en poids et en matière, s'offre et se propose comme à aucune autre période de l'histoire (: 89, souligné par M.O.).

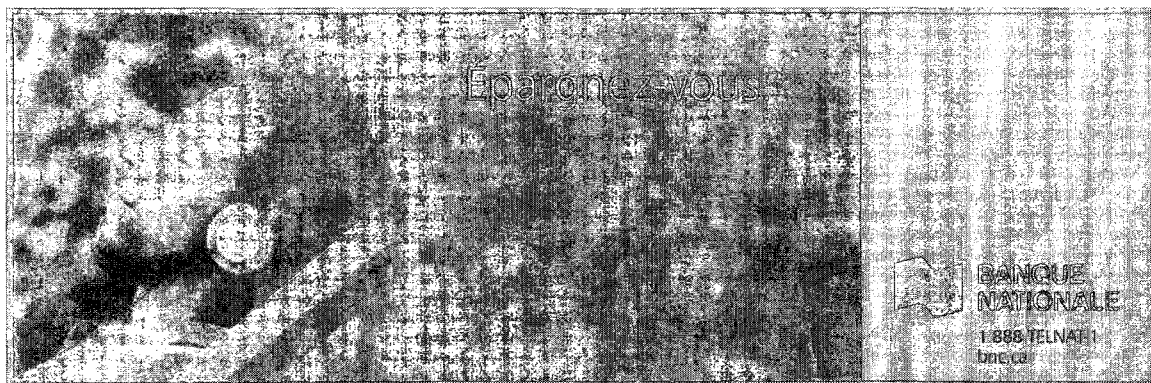
Les théoriciens de l'École de Francfort (Adorno et Horkheimer, 1974 ; Habermas, 1993) ont déjà critiqué la transformation de la sphère publique en industries culturelles, qui favorise la reproduction de la domination du capital. Une confusion s'opère désormais entre sphère publique et sphère financière. Ces deux sphères ne sont pas structurées par une rationalité communicationnelle habermassienne issue d'un débat éclairé, mais par l'opinion, le bruit¹⁵⁰ et la rumeur propres à la rationalité cybernétique qui domine le *global democratic marketplace*. Il convient de se demander si le caractère spéculatif de cette « sphère publique » ne risque pas de nuire à la volonté néolibérale de transformer le capitalisme en système cybernétique complètement transparent (voir chapitre 6).

¹⁵⁰ La théorie behaviorale en finance ne considère pas tous les investisseurs comme des acteurs rationnels. Une partie d'entre eux sont qualifiés de « noise traders ». Leurs comportements irrationnels doivent être pris en considération par les acteurs rationnels (« arbitrageurs ») lors des décisions d'investissement.

Cette sphère publique spéculative — qui émerge de la fusion entre le pouvoir l'argent et le pouvoir communicationnel — implique que « le discours de l'argent devient l'argent lui-même » (Leyshon et Thrift, 1997 : 21). Dans une perspective habermassienne, la rationalité présidant les échanges boursiers ne correspond évidemment pas à l'idéal de la théorie de l'agir communicationnel. Le nouveau capitalisme qui évolue à travers les canaux numériques n'est pas non plus un univers virtuel désincarné qui repose sur la seule raison instrumentale. Le capitalisme cybernétique consiste en une dynamique intersubjective dans laquelle l'opinion globale des investisseurs possède un poids déterminant sur la valeur des entreprises cotées en bourse et sur la valeur des devises nationales¹⁵¹. L'assimilation de la sphère boursière à la sphère publique habermassienne est une mobilisation des aptitudes normatives et langagières du monde vécu, à des fins économiques purement spéculatives. En même temps que le système colonise le monde vécu, la rationalité économique est de plus en plus influencée par le monde de la culture. Ce mouvement d'interpénétration des diverses sphères d'intégration sociale légitime les nouvelles formes d'accumulation du capitalisme. Il transforme aussi la notion d'espace public, de même que le type de subjectivité qui lui est traditionnellement associé. En somme, le sujet compris comme citoyen en vertu de sa capacité à débattre de manière réflexive des grandes orientations normatives de la société se transforme en investisseur, en entrepreneur de lui-même, dont la principale fonction consiste à gérer ses capitaux (économiques, culturels, intellectuels, réputationnels et humains), à la manière d'une entreprise. Une fois sa vie économique convenablement « gérée », il est en mesure de s'épargner (voir Figure 12).

¹⁵¹ Cette dynamique intersubjective, qui rappelle le concours de beauté évoqué par Keynes, sera précisée au chapitre 6.

Figure 12 : Publicité de la Banque Nationale, 2008¹⁵²



L'évaluation financière est le produit d'une logique d'opinion autoréférentielle et la bourse, un lieu important de socialisation du capitalisme cybernétique. L'opinion globale des investisseurs décide de la valeur des entreprises cotées en bourse et des devises des pays. Dans cette logique d'opinion autoréférentielle, les acteurs n'agissent pas en fonction des critères de rationalité chers aux économistes néo-classiques mais selon une rationalité mimétique. Fortement spéculatives, les décisions des investisseurs se prennent en anticipant constamment les croyances des autres. Cette spéculation se stabilise par des conventions d'interprétations, c'est-à-dire par des évaluations fondées sur une confiance dans le marché qui permet d'espérer que les revenus en termes de liquidité seront suffisamment élevés pour y justifier l'investissement (Orléan, 2000). Au contraire de la thèse néoclassique, la bourse n'est donc pas un lieu désocialisé où se rencontrent des acteurs rationnels et égoïstes. Elle est un lieu de socialisation dans lequel les acteurs réagissent fortement aux liens interpersonnels, aux rumeurs et aux modes (*Ibid*). Cette logique autoréférentielle fonctionne de manière cybernétique en s'appuyant sur un processus de rétroaction (*feed-back*). Elle repose sur la norme de rentabilité financière imposée par les gestionnaires de l'épargne collective. Le partage de l'épargne collective s'effectue par l'anticipation du cours des actions afin

¹⁵² Cette publicité (BNC, 2008) illustre le sujet économique du nouveau régime d'accumulation financiarisé. L'investisseur est une forme réifiée de l'individualité ; en se gérant comme le fait une entreprise, il se transforme lui-même en objet, en une *chose* qui s'épargne.

d'alimenter les profits. Cette dynamique autoréférentielle trouve ensuite écho dans la sphère productive (Lordon, 2000 : 68).

La construction idéologique de la bourse comme sphère publique rompt fondamentalement avec la conception citoyenne et républicaine de la démocratie incarnée dans la sphère publique. En clair, « la république économique prend maintenant une forme financière et [...] dévore la république politique par en haut plutôt que par le dedans » (Gagné, 1999 : 174). Dans la mesure où l'individualisme citoyen se transforme en « individualisme patrimonial » (Orléan, 2000) sous le régime de l'économie financiarisée, il serait préférable de référer à une ploutocratie plutôt qu'à une démocratie pour qualifier la configuration sociale contemporaine. Le lien social prend une forme purement instrumentale : celle de l'argent.

Certains analystes financiers développent le concept de « plutonomie » pour décrire cette république financière. Selon les stratégies de la firme *Citicorp* Kapur et *al.* (2006ab), les plutonomies sont des économies (les États-Unis, l'Angleterre et le Canada) où la croissance est propulsée et alimentée par la classe dominante composée des 1% les plus riches, qu'ils qualifient d'« aristocratie managériale ». Les inégalités entre les riches et les pauvres constitueraient un signe de santé économique et doivent être maintenues pour assurer la croissance : « Society and governments need to be amenable to disproportionately allow/encourage the few to retain that fatter profit share » (Kapur et *al.*, 2006a :10).

Selon ces analystes financiers, six critères définiraient les plutonomies : 1) une révolution technologique/biotechnologique continue ; 2) des gouvernements et un régime de taxation pro-capitaliste ; 3) la mondialisation qui modifie la chaîne d'approvisionnement grâce à de riches élites capitalistes et aux immigrants ; 4) une complexité et une innovation financière importante ; 5) la règle de droit ; 6) le respect des droits de propriété intellectuelle. Dans les plutonomies définies par Kapur et *al.*, il n'existe pas de consommateurs moyens, mais seulement des riches consommateurs peu nombreux — dont la part de revenus et de consommation est disproportionnée —, et une « multitude nombreuse », qui ne compte que pour une petite fraction de la richesse nationale. Par exemple, aux États-Unis, 1% des

ménages (environ 1 million de familles) accaparaient 20% des revenus en 2000, ce qui correspond à une proportion légèrement plus petite que les 60% des plus pauvres réunis. Il s'agit d'un million de ménages, comparativement à 60 millions de familles qui partagent une proportion similaire des revenus. Le 1% compte pour 40% de la valeur financière nette, soit plus que les 95% des ménages les plus défavorisés réunis (Figure 13). Ces mêmes inégalités de revenus sont observables en Angleterre et au Canada dans des proportions moins importantes. Ces pays se classent tout de même parmi les plutonomies. Par exemple, la plus récente étude de Statistiques Canada révèle que le revenu moyen des familles qui font partie des 10% les plus fortunées a augmenté de 22% entre 1989 et 2004, alors que celui des familles qui se classent parmi les 10% les moins riches¹⁵³ a diminué de 11%. En Angleterre, la fortune du « top 1000 » des plus nantis a triplé en 10 ans, alors que le salaire moyen d'un ouvrier britannique a tout juste suivi l'inflation (environ 2,5% par an)¹⁵⁴.

Le concept de plutonomie s'appuie explicitement sur un discours de classe, en vue de construire un référent identitaire pour un groupe particulier, l'aristocratie managériale, « qui sous-tend un projet dont l'objectif est la défense d'intérêts associés à une classe sociale » (Pineault et Posca, 2007 : 6). Comme le souligne Mattelart (1999 : 355), l'ironie est que ces *global leaders* constituent un des seuls groupes sociaux à oser encore revendiquer la qualité de classe. Cette classe se construit en opposition à la « multitude nombreuse », les travailleurs, qui de l'aveu même des analystes financiers sont perdants dans le processus de mondialisation. Cette explicitation de l'opposition capital/travail relativise la croyance selon laquelle le travail n'est plus la source de valeur à « l'ère de l'information » :

Here, we believe lies a cornerstone of the current wave of plutonomy, and worth it, the potential for capitalists around the world to profit. The wave of globalization that the world is currently surfing, is clearly to the benefit of global capitalists, as we have highlighted. But it is also to the disadvantage of developed market labor, especially at the lower end of the food-chain. (Kapur et al., 2006a : 23).

¹⁵³ Deglise, Fabien, « Les riches sont plus riches, les pauvres plus pauvres. Et la classe moyenne est une espèce en voie de disparition », *Le Devoir*, samedi 12 mai 2007, p. A-2.

¹⁵⁴ Dupaul, Richard, « Belle époque pour les nantis », *La Presse Affaires*, lundi 7 mai 2007, p.2.

Figure 13 : Statistiques sur la plutonomie américaine, 1983-2000¹⁵⁵

Year	Top 1%	Next 4%	Next 5%	Next 10%	Top 20%	4th 20%	3rd 20%	Bottom 40%
A. Net worth								
1983	33.8	22.3	12.1	13.1	81.3	12.6	5.2	0.9
1989	37.4	21.6	11.6	13.0	83.5	12.3	4.8	-0.7
1992	37.2	22.8	11.8	12.0	83.8	11.5	4.4	0.4
1995	38.5	21.8	11.5	12.1	83.9	11.4	4.5	0.2
1998	38.1	21.3	11.5	12.5	83.4	11.9	4.5	0.2
2001	33.4	25.8	12.3	12.9	84.4	11.3	3.9	0.3
B. Financial Wealth								
1983	42.9	25.1	12.3	11.0	91.3	7.9	1.7	-0.9
1989	46.9	23.9	11.6	11.0	93.4	7.4	1.7	-2.5
1992	45.6	25.0	11.5	10.2	92.3	7.3	1.5	-1.1
1995	47.2	24.6	11.2	10.1	93.0	6.9	1.4	-1.3
1998	47.3	21.0	11.4	11.2	90.9	8.3	1.9	-1.1
2001	39.7	27.8	12.3	11.4	91.3	7.8	1.7	-0.7
C. Income								
1982	12.8	13.3	10.3	15.5	51.9	21.6	14.2	12.3
1988	16.6	13.3	10.4	15.2	55.6	20.6	13.2	10.7
1991	15.7	14.8	10.6	15.3	56.4	20.4	12.8	10.5
1994	14.4	14.5	10.4	15.9	55.1	20.6	13.6	10.7
1997	16.6	14.4	10.2	15.0	56.2	20.5	12.8	10.5
2000	20.0	15.2	10.0	13.5	58.6	19.0	12.3	10.1

Les plutonomies s'inscrivent dans le *global democratic marketplace* en ce qu'elles se maintiennent et se reproduisent sur la base de l'illusion de participer à la république financière :

Perhaps one reason that societies allow plutonomy, is because enough of the electorate believe they have a chance of becoming a Pluto-participant. Why kill it off, if you can join it? In a sense this is the embodiment of the « American

¹⁵⁵ Ces statistiques sont basées sur l'analyse de la finance et de la consommation. Les 1% les plus riches possèdent 20% des revenus, 40% de la richesse financière et 33% de la valeur nette aux États-Unis (plus que la valeur nette des 95% des familles réunies en 2001). Source : Kapur et al. , 2006a : 4.

Dream ». But if voters feel they cannot participate, they are more likely to divide up the wealth pie, rather than aspire to being truly rich (Kapur et al., 2006a : 24-25).

Nous considérons la valorisation du concept de plutonomie comme un discours performatif qui *produit du réel* en se matérialisant en une convention boursière qui assure l'auto-réflexivité des marchés. Ce discours participe à la croyance en la possibilité de revenus sous forme de liquidités, en légitimant le maintien et l'accentuation des inégalités entre riches et pauvres (Pineault et Posca, 2007). Il est relayé par les circuits culturels du capital, dont les médias de masse font partie. Kapur et al. (2006b) décrivent cette circulation médiatique avec une prétention scientifique teintée de cynisme :

Assets booms, a rising profit share and favourable treatment by market-friendly governments have allowed the rich to prosper and become a greater share of the economy in the plutonomy countries. *Also, new media dissemination technologies like internet downloading, cable and satellite TV, have disproportionately increased the audiences, and hence gains to "superstars" — think golf, soccer, and basketball "content" providers, the tech whizzes who own the pipes and distribution, the lawyers and bankers who intermediate globalization and productivity, the CEOs who lead the charge in converting globalization and technology to increase the profit share of the economy at the expense of labor, all contribute to the plutonomy (: 1).*

La normalisation des inégalités structurelles engendrées par la financiarisation du capitalisme s'inscrit dans une transformation culturelle plus large, celle de l'imaginaire économique. Cet imaginaire induit un nouveau type de subjectivité, un sujet narcissique rompu au culte de la célébrité et du spectacle (financier) diffusé par les médias de masse. Dans une société où les modalités de pouvoir se transforment au point où l'autorité est moins apparente que dans les sociétés antérieures, « les couches inférieures ne ressentent pas l'oppression comme de la culpabilité » (Lasch, 1980 : 252). Une nouvelle forme de violence symbolique se déploie et est intériorisée par les sujets qui croient en l'égalité des chances. Comme le soutient Lasch :

Si la personne qui occupe une position modeste en veut à ceux qui sont plus haut placés, c'est qu'il les soupçonne de violer effrontément les règles du jeu — ce

qu'il aimerait faire lui-même, s'il osait. Il ne lui vient jamais à l'esprit de demander de nouvelles règles (*Ibid*).

Conclusion

Les mutations contemporaines de l'économie, qui réfèrent en grande partie au phénomène de financiarisation (Chesnais, 2002), ont été possibles grâce à la convergence technologique et réglementaire. Un nouvel imaginaire du capitalisme s'est consolidé sur la base de cette transformation et lui a assuré une certaine légitimité. Relayée dans les circuits culturels du capital, l'idéologie néolibérale a fusionné avec la critique des nouveaux mouvements sociaux de l'ère post-soixante-huitarde, qui souhaitaient la libération des structures hiérarchiques du capitalisme monopoliste d'État. En ce sens, les transformations structurelles du capitalisme engendrées notamment par les TIC n'auraient pu produire leurs effets sans l'existence d'une société culturellement préparée à les recevoir.

Ces transformations culturelles propres à l'imaginaire du capitalisme cybernétique se traduisent entre autres par la rhétorique du *global democratic marketplace* et ses diverses déclinaisons en termes de réseaux globaux inclusifs et participatifs. Cette rhétorique ne peut se réduire à un seul discours ; elle est liée à un imaginaire qui transforme les pratiques d'accumulation du capital (voir chapitre 6). Cet imaginaire induit également de nouvelles modalités de pouvoir qui produisent des subjectivités compatibles à la logique d'accumulation financiarisée. Le capitalisme cybernétique et la société de l'information deviennent ainsi un projet politique et se constitue en un régime de mobilisation qui valorise l'interconnexion globale par les TIC. Dans le prochain chapitre, nous précisons comment l'imaginaire du capitalisme cybernétique devient un régime de mobilisation. Relayé par les institutions internationales, le projet de « société globale de l'information » se matérialise dans certaines pratiques, notamment celle de la gouvernance numérique qui redéfinit la manière de gouverner.

CHAPITRE 4. GOUVERNANCE NUMÉRIQUE GLOBALE ET INSTITUTIONNALISATION DE LA DÉMOCRATIE DE MARCHÉ

I see a new Athenian Age of democracy forged in the fora the GII will create.

Al Gore, 1994¹⁵⁶.

[...] l'anarchiste rationnel a oublié qu'au paradoxe du marché parfait — pas de concurrence en situation de concurrence parfaite — répond celui de la communication parfaite : la communication parfaite ne communique rien !

Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, 1998, p.138.

Nous avons analysé au chapitre précédent la transformation symbolique du capitalisme liée au nouvel imaginaire économique, qui se matérialise dans une analogie entre les marchés financiers et la sphère publique démocratique. Cet espace public prend la forme d'un *global democratic marketplace*, dans lequel les idéaux constitutifs de la démocratie délibérative habermassienne (inclusion, participation, rationalité, transparence) se transforment en discours de légitimation de l'ordre social. Le nouvel imaginaire du capitalisme cybernétique ne se limite toutefois pas à une simple rhétorique. Il consiste en un régime de mobilisation, c'est-à-dire à une nouvelle manière de structurer les rapports sociaux et de mobiliser la population en fonction des nouvelles modalités de production de la valeur (Coutrot, 1998 ; Robins et Webster, 1989). Le régime d'accumulation financiarisé est un régime de mobilisation qui s'exprime dans les termes du projet de société globale de l'information. Selon ses promoteurs, le développement des TIC permettrait d'interconnecter l'ensemble de la planète et d'intégrer les « exclus » de la mondialisation économique dans le régime d'accumulation (Figure 14).

¹⁵⁶ Gore, A. « Remarks Prepared for Delivery by Vice President Al Gore », *International Telecommunications Union*, 21 mars 1994. En ligne : <<http://www.ifla.org/documents/infopol/us/goregii.txt>>. Consulté en janvier 2008.

Figure 14 : Publicité de Cisco System, 2006¹⁵⁷



En tant que régime de mobilisation, le projet de société globale de l'information s'appuie sur une convergence idéologique entre la théorie habermassienne de l'espace public et la conception hayekienne du marché. Le concept habermassien d'espace public a gagné en popularité dans les dernières décennies, autant dans les théories des relations internationales sur la gouvernance globale que dans les discours et les pratiques des acteurs sociaux qui souhaitent inclure la société civile aux processus de prise de décisions et ainsi démocratiser les rapports politiques. Certains théoriciens de la démocratie délibérative et cosmopolite¹⁵⁸ recourent au concept d'espace public pour souligner l'importance des TIC dans la construction d'un espace public à l'échelle mondiale. Les diverses organisations internationales qui diffusent le projet de société globale de l'information soutiennent que l'implantation des TIC est la solution à l'ensemble des problèmes économiques, politiques et culturels qui découlent des effets délétères de la mondialisation. L'implantation des TIC permettrait de mettre en place d'une gouvernance numérique globale plus démocratique et plus égalitaire. En plus de renforcer la participation des « exclus » dans l'espace public, l'implantation des mécanismes de gouvernance numérique globale relancerait une économie en stagnation.

Certains auteurs néolibéraux (Pennington, 2003 ; Wohlgemuth, 2005) relèvent cette convergence entre Habermas et Hayek. Dans ce chapitre, nous précisons pourquoi et comment les thèses de la gouvernance numérique globale — inspirées par l'idéal de

¹⁵⁷ Cette publicité illustre un « nouveau monde » qui se caractériserait par une interconnexion globale. Dans ce régime de mobilisation, les « exclus » de la société globale de l'information doivent être productifs, conformément au principe de connectivité.

¹⁵⁸ Notamment Volkmer, 2003 ; Kleinwächter, 2003 ; Nanz & Steffek, 2004 ; Samhat & Payne, 2003 ; Schlosberg & Dryzek, 2002 ; Risse, 2004.

démocratie délibérative — occultent les transformations épistémologiques, culturelles et matérielles engendrées par la révolution néolibérale. Comment les idéaux émancipateurs constitutifs de l'espace public se transforment-ils en discours de légitimation du capitalisme dans le cadre du projet de société globale de l'information ? Nous tenterons de répondre à cette question en analysant la construction d'une gouvernance numérique globale. Dans le contexte néolibéral, les idéaux inhérents à la notion d'espace public se transforment en discours de légitimation du capitalisme, principalement sous sa forme cybernétique.

Plus précisément, nous expliquons comment les transformations culturelles et symboliques du capitalisme s'institutionnalisent à l'échelle globale. L'analyse de ce processus d'institutionnalisation permet d'analyser comment un projet politique, qui prend la forme d'un régime de mobilisation, s'appuie sur la transformation de l'imaginaire économique. Nous étudierons ce régime de mobilisation en examinant dans le projet de « société globale de l'information » piloté par Al Gore dans les années 1990. S'appuyant sur l'imaginaire du capitalisme cybernétique, ce projet se concrétise dans la pratique de la « gouvernance numérique globale ». Cette pratique et le discours qui lui est associé participent d'une nouvelle modalité de régulation des rapports sociaux qui repose sur le mécanisme de rétroaction de l'information. La construction de cette gouvernance numérique résulte d'un rapport de forces politiques qui institutionnalise le nouvel imaginaire économique. Dans ce nouveau contexte institutionnel, qualifié par certains de « néo-constitutionnalisme » et de « néolibéralisme disciplinaire » (Gill, 1995ab), l'information atteint le statut de principe ontologique et devient une manière de gérer les rapports sociaux et économiques, une *gouvernementalité* (Foucault, 2004).

Ce chapitre est divisé en deux parties. Dans un premier temps, nous analysons deux projets liés directement à la société globale de l'information : le *National Information Infrastructure* (NII) et le *Global Information Infrastructure* (GII) piloté par Al Gore. Nous étudions le projet américain de société globale de l'information comme un ensemble de règles qui assurent la cohérence du régime d'accumulation financiarisé. L'analyse du NII et du GII permet d'identifier les fondements de la gouvernance numérique, soient une conception de l'information comme marchandise et une conception du marché comme mécanisme cybernétique d'autorégulation sociale. La gouvernance numérique globale

s'inspire en grande partie de la doctrine américaine du *free flow of information*, qui prétend que la libéralisation des flux communicationnels démocratise le marché. Dans un deuxième temps, nous étudions l'institutionnalisation de cette démocratie de marché, en examinant les accords multilatéraux sur les secteurs des communications, du savoir et de la finance. Signés à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ces accords s'inscrivent dans un nouveau constitutionnalisme à l'échelle globale. Ils peuvent ainsi être appréhendés comme une institutionnalisation du régime de mobilisation mis en place dans le cadre du NII et du GII.

4.1. Du National Information Infrastructure (NII) au Global Information infrastructure (GII) : le projet de « société globale de l'information » comme régime de mobilisation

Le projet de société globale de l'information peut être interprété comme un régime de mobilisation. Il s'inscrit à l'intérieur des transformations des modalités d'accumulation dans le contexte de financiarisation de l'économie. Coutrot (1998) définit un régime de mobilisation comme :

un ensemble articulé de règles, qui assure une cohérence entre les exigences de l'accumulation du capital, dans un contexte concurrentiel déterminé, et la logique de la reproduction symbolique des collectifs de travail dans l'entreprise; il produit ainsi la résignation, l'assentiment, voire la coopération des travailleurs à leur propre exploitation (: 171-172).

Un régime de mobilisation s'inscrit dans un ordre productif, qui comprend un régime d'accumulation particulier, un type de forces productives matérielles, une division internationale du travail et une procédure spécifique de régulation économique (*Idem* : 174). Cet ordre productif correspond à ce que Cox (1987) décrit comme un ordre mondial, c'est-à-dire l'interrelation dialectique entre les institutions, les idées et les capacités matérielles qui assure une certaine cohérence à la reproduction de l'économie mondiale dans une période de temps donnée. Un ordre mondial est ainsi indissociable d'un imaginaire, qui est constitutif de l'interrelation entre la culture, la politique et l'économique.

Nous avons soutenu que le nouvel imaginaire économique résulte d'une convergence entre la théorie cybernétique et le néolibéralisme. Dans cette transformation épistémologique

propre au néolibéralisme, l'information et le savoir revêtent une importance majeure dans la structuration des rapports sociaux. Plus précisément, si la conception moderne du savoir était associée à la capacité de compréhension synthétique des phénomènes sociaux, le néolibéralisme réduit le savoir à une information et évacue sa dimension culturelle au profit de sa dimension « tacite ». Le savoir « tacite » consiste en la capacité instinctive des individus à transformer leurs comportements en fonction des informations communiquées par leur environnement, c'est-à-dire par le système des prix. Amputé de sa dimension culturelle constitutive de la réflexivité humaine, le savoir est alors assimilable à une information et peut être transformée en marchandise. La valeur d'une information se mesure par sa capacité à réduire les incertitudes. Autrement formulé, seules les informations qui réduisent les incertitudes sont communiquées, donc valorisées.

Ces transformations épistémologiques associées au régime de mobilisation néolibéral induisent une nouvelle rationalité cybernético-communicationnelle qui s'ancre dans la pratique de la gouvernance numérique globale. S'opposant au néo-réalisme et au libéralisme institutionnaliste qui dominaient pendant la Guerre froide, les nouvelles théories de résolution de problèmes en relations internationales (notamment celles associées à la « gouvernance sans gouvernement », Rosenau, 1992, 1995) sont animées par cette nouvelle rationalité. Une convergence épistémologique s'est opérée entre les théories de la gouvernance et les thèses néolibérales. Le néolibéralisme soutient que la complexité — qui provient de la division sociale du travail et de la dispersion des connaissances — empêche toute forme d'intervention politique collective de réguler les interactions sociales. Hayek (1995 [1979]) appréhende ainsi le marché comme une organisation auto-régulée qui produit de l'ordre grâce à l'ajustement mutuel des diverses entités économiques individuelles dans un réseau d'interactions nommé *catallaxie*. Selon cette perspective communicationnelle, l'ordre ne dépend plus d'unités fixes dont les intérêts sont définis par des identités existant de manière apriorique. Il résulte plutôt d'un processus complexe impliquant une transformation continue des sujets qui se connectent/déconnectent constamment des réseaux sociaux et de pouvoir. Reprenant les principes cybernétiques issus de la doctrine néolibérale, la pratique de la gouvernance vise à implanter des mécanismes de pilotage, de contrôle et de rétroaction afin d'assurer l'ordre autorégulé. Ces mécanismes garantiraient le maintien de l'autorité de

manière plus flexible que les mécanismes rigides du modèle bureaucratique propre à la modernité politique. Les tenants de cette restructuration communicationnelle des relations sociales prétendent reconnaître la volonté d'émancipation des sujets, malgré qu'ils l'instrumentalisent pour atteindre certains objectifs prédéterminés. Dans la perspective néolibérale et cybernétique, le sujet est conçu comme un entrepreneur de lui-même qui s'autorégule en fonction des informations transmises par son environnement.

Contrairement aux régimes politiques, la gouvernance vise à créer des réseaux informels et de configurations molles qui se déstructurent et se restructurent continuellement (Smouts, 1998). Elle est étroitement liée à la transformation épistémologique provoquée par l'introduction des principes cybernétiques dans les sphères de la vie sociale, selon lesquels les sociétés se caractérisent par la complexité, la fragmentation et se décomposent en divers sous-systèmes sociaux différenciés et relativement autonomes. La gouvernance est ainsi liée à la crise culturelle que la Commission Trilatérale a perçu comme une crise d'ingouvernabilité des démocraties (Crozier et al, 1975). La popularité de la notion de gouvernance dans divers champs académiques et dans les pratiques sociales est révélatrice du mouvement généralisé de restructuration réticulaire des rapports sociaux. Elle possède l'avantage pour ses promoteurs de réintégrer les divers sous-systèmes sociaux fragmentés en mobilisant une rationalité procédurale axée sur le *dialogue*¹⁵⁹. Sous le régime de la gouvernance, le pouvoir devient productif en ce qu'il gère la production et la reproduction de la vie afin de construire un type particulier de subjectivité (voir chapitre 5).

La gouvernance numérique promue dans le projet de « société globale de l'information » vise ainsi à faire de l'information le principe central de la structuration des rapports sociaux. Elle consiste à introduire les TIC dans les mécanismes de régulation politique pour stimuler l'échange d'informations entre les diverses « parties prenantes » dans le processus décisionnel à l'échelle supranationale. Elle participe d'une mutation des modalités de régulation politique qui s'appuie sur l'imaginaire économique propre au

¹⁵⁹ À ce sujet, la liste des 19 000 participants du Sommet mondial sur la société de l'information présente plusieurs « sous-systèmes sociaux » qui reflètent d'une manière relativement fidèle l'ensemble des secteurs de la société. De nombreuses Églises côtoient à la fois l'Association mondiale des Scouts et Guides et les firmes multinationales (*Toshiba, Sony, Cisco, etc.*). Disponible en ligne : <http://www.itu.int/wsis/docs/geneva/summit_participants.pdf>. Consulté en janvier 2008.

capitalisme cybernétique. Nous appréhendons la gouvernance numérique globale comme un discours de légitimation des transformations institutionnelles de l'ordre mondial qui séparent juridiquement la capacité de régulation politique du marché. Avant d'analyser ce processus d'institutionnalisation de l'imaginaire communicationnel, nous examinons comment le projet de société globale de l'information qui vise à implanter une gouvernance numérique globale est un nouveau régime de mobilisation.

4.1.1. Le *National infrastructure* (NII)

Dans cette section, nous nous attardons au projet de société globale de l'information en tenant compte à la fois de la dimension marchande de l'information et de sa conception comme élément réducteur de la complexité sociale. Nous retraçons les origines de ce régime de mobilisation en analysant deux projets américains qui visent à mettre en place une gouvernance numérique globale : le *National infrastructure* (NII) et le *Global Information Infrastructure* (GII). Sous ce régime de mobilisation, les idéaux démocratiques se transforment en discours de légitimation de l'ordre social, et la démocratie se mute en « démocratie de marché ».

Le projet de société globale de l'information devient un projet politique au tournant des années 1990, en plein cœur d'une récession économique. L'idée d'une gouvernance numérique globale émerge du *National Information Infrastructure* (NII), piloté par Al Gore, alors vice-président de Clinton. Gore et Clinton soutiennent que le développement des TIC est le moteur de relance économique et font du NII l'axe central de leur plateforme électorale. Ce programme contient cinq principes au fondement de la construction des autoroutes de l'information :

1. Encourager l'investissement privé ;
2. Promouvoir et protéger la compétition ;
3. Fournir un accès ouvert aux réseaux ;
4. Empêcher la fracture numérique entre les infos-riches et infos-pauvres ;
5. Encourager la flexibilité réglementaire¹⁶⁰.

¹⁶⁰ Gore, Al. *Remarks by Vice President Al Gore at National Press Club*, 21 décembre 1993. En ligne : <<http://www.ibiblio.org/nii/goremarks.html>>. Consulté en janvier 2007.

En 1993, peu après son élection, Clinton expose les grandes lignes de son projet qui vise à faire de l'information le moteur de la relance économique américaine. Selon lui, l'information est la nouvelle mesure de valeur, l'étalon de mesure de la richesse des nations. Puisant à l'argumentaire des gourous du management comme Peter Drucker (auteur cité dans son discours) et Robert Reich (son Secrétaire du Travail), Clinton présente cette nouvelle réalité inexorable :

And most important of all, information has become global and has become king of the global economy. In earlier history, wealth was measured in land, in gold, in oil, in machines. Today, the principal measure of our wealth is information — its quality, its quantity, and the speed with which we acquire it and adapt to it. We need more than anything else to measure our wealth and our potential by what we know and what we can learn, and what we can do with it. The value and volume of information has soared; the halflife of new ideas has shrunk¹⁶¹.

L'information serait ainsi devenue la nouvelle mesure de la richesse et les TIC constitueraient le moyen pour se l'approprier. Selon Gore, leur implantation serait profitable pour tous : « virtually every business and consumer in America will benefit dramatically from the information revolution »¹⁶². En plus de créer de l'emploi et d'encourager la croissance économique, les TIC réduiraient les coûts du système de santé, fourniraient des services gouvernementaux à moindre coût, prépareraient les enfants pour le marché du travail du XXI^e siècle et permettraient l'avènement d'une démocratie plus ouverte et plus participative à tous les paliers de gouvernement.

Dès sa création, le NII vise à renforcer les liens entre le gouvernement américain et l'industrie pour développer les autoroutes de l'information. Le groupe de travail du NII, l'*Information Infrastructure Task Force*, a pour mission d'approfondir la collaboration entre le Congrès et le secteur privé en vue d'élaborer des politiques et des initiatives qui accélèrent le développement des inforoutes. Présidé par le responsable de la *National Public Radio* (NPR), Delano Lewis, et le président de *Silicon Graphics*, Ed McCracken, le Conseil du NII compte 27 membres qui proviennent des industries de la câblodistribution, de la téléphonie,

¹⁶¹ Clinton, Bill, *Remarks by the President at American University Centennial Celebration*, Bender Arena University, Washington DC, 26 février 1993. En ligne : <<http://ibiblio.org/pub/archives/whitehouse-papers/1993/Feb/Remarks-by-the-President-at-American-University-22393>>. Consulté en janvier 2008.

¹⁶² Gore, Al, *op.cit.*

de l'informatique et de la télévision, des gouvernements locaux et de certains groupes de consommateurs¹⁶³.

Les priorités d'action du NII sont la primauté du secteur privé, la dérégulation, l'investissement public dans l'industrie pour stimuler l'innovation et la protection des droits de propriété intellectuelle. Ces principes prioritaires constituent les assises de ce projet, qui entend accélérer la commercialisation de l'information. Cette perspective néolibérale se fonde sur la croyance — ou plutôt l'illusion (Winseck, 2002a) — d'une distribution optimale de l'information, et sur une conception du marché comme principe de régulation de l'ensemble des secteurs de la société. Gore est explicite à ce sujet : il ne s'agit pas tant pour l'État d'orienter et de réguler un marché qui possèderait une nature transcendante que de construire un nouveau type de régulation grâce à un processus d'apprentissage continu et à la production de normes. Le marché comme mode de régulation sociale est donc construit politiquement ; il est une manière de gouverner, une mentalité de gouvernement, une *gouvernementalité* (Foucault, 2004) :

Our goal is not to design the market of the future. It is to provide the principles that shape that market. And it is to provide the rules governing this difficult transition to an open market for information. We are committed in that transition to protecting the availability, affordability, and diversity of information and information technology, *as market forces replace regulations and judicial models that are no longer appropriate*¹⁶⁴.

Une convergence entre les thèses néolibérales et cybernétiques est observable dans les propos de Gore. Reprenant le principe cybernétique selon lequel tout être humain se définit en termes informationnels, Gore envisage les TIC comme une source d'*empowerment* qui permet aux individus d'accroître leur capital communicationnel. Selon lui, la révolution de la communication transforme les individus en « source de valeur ajoutée ». Ils sont alors *reconnus* comme une « source d'information » qui produit de la valeur pour sa communauté et pour l'économie.

¹⁶³ Au sein du Conseil du NII, siègent des représentants de *Silicon Graphics*, *Walt Disney*, *AT&T* *Microsoft* *Bell Atlantic* *MCA* et *CBS*.

¹⁶⁴ Gore, Al. *op.cit.*, souligné par M.O.

4.1.2. Le *Global Information Infrastructure* (GII)

Le projet de société de l'information atteint son apogée en 1994 lors d'une réunion de l'Union internationale des télécommunications. Al Gore appelle à la création d'une infrastructure mondiale de l'information, la *Global Information Infrastructure* (GII). Le NII avait déjà établi les principes d'une société dans laquelle l'information constituerait à la fois un réducteur d'incertitude en situation de complexité sociale et une marchandise commercialisable. Le NII contenait une analogie explicite entre le capitalisme et la démocratie, en soutenant que l'information, reconnue comme mesure de richesse, devient la marchandise ou la « devise » de la démocratie. À ce sujet, le programme du NII rappelle que : « Thomas Jefferson said that information is the currency of democracy »¹⁶⁵. Cette conception marchande de la démocratie est au cœur de la conceptualisation de la « société globale de l'information » proposée par le théoricien et conseiller politique Joseph Nye¹⁶⁶ :

Knowledge, more than ever before, is power. The one country that can best lead the information revolution will be more powerful than any other. For the foreseeable future, that country is the United States. [...]The information edge is equally important as a force multiplier of American diplomacy, including "soft power"— *the attraction of American democracy and free markets* (Nye et Owen, 1996 : 20, souligné par M.O.)

Des similitudes entre le *Global Information Infrastructure* (GII) et certains propos du politicien néo-conservateur Newt Gingrich sont également observables. Elles sont révélatrices de l'idéologie de la communication, qui résulte de la convergence entre la gauche et la droite évoquée au chapitre précédent. Une représentation du sujet auto-régulé se dégage de ces discours, notamment lorsque Gore compare le citoyen à un « micro-processeur indépendant » :

¹⁶⁵ *The National Information Infrastructure : Agenda for Action*, En ligne : <<http://www.ibiblio.org/nii/toc.html>>. Consulté en mai 2008.

¹⁶⁶ Dans la même optique, Colin Powell déclarait au sujet de l'intervention américaine en Irak : « Nous vendons un produit. Le produit que nous vendons est la démocratie » (Trad. libre, *Foreign Policy*, novembre/décembre, no.127, 2001 : 19).

In a sense, the GII will be a metaphor for democracy itself. Representative democracy does not work with an all-powerful central government, arrogating all decisions to itself. That is why communism collapsed.

Instead, representative democracy relies on the assumption that the best way for a nation to make *its political decisions is for each citizen--the human equivalent of the self-contained processor--to have the power to control his or her own life.*

To do that, people must have available the information they need. And be allowed to express their conclusions in free speech and in votes that are combined with those of millions of others. That's what guides the system as a whole.

The GII will not only be a metaphor for a functioning democracy, it will in fact promote the functioning of democracy by greatly enhancing the participation of citizens in decision-making¹⁶⁷.

Dans le même ordre d'idées, le politicien néo-conservateur Newt Gingrich affirme au sujet d'Internet :

more and more people are going to operate outside corporate structures and hierarchies in the nooks and crannies that the Information Revolution creates. While the Industrial Revolution herded people into gigantic social institutions — big corporations, big unions, big government— the Information Revolution is breaking up these giants and lending us back to something that is— strangely enough— much more like Tocqueville's 1830s America (Gingrich, 1995 :57)

Cette reconstruction du rêve américain dans le cyberspace est également évoquée dans le manifeste *Cyberspace and the American Dream: A Magna Carta for the Knowledge Age*, rédigé par des intellectuels organiques du capitalisme cybernétique tels Esther Dyson¹⁶⁸, George Gilder, George Keyworth, Alvin Toffler. Ceux-ci se réunissent au sein du *Progress and Freedom Foundation*, boîtes à idées dirigée par Newt Gingrich qui a produit un manifeste technologiste :

What our 20th-century countrymen came to think of as the "American dream," and what resonant thinkers referred to as "the promise of American life" or "the American Idea," emerged from the turmoil of 19th-century industrialization.

¹⁶⁷Gore, A. « Remarks Prepared for Delivery By Vice President Al Gore », *International Telecommunications Union*, 21 mars 1994. En ligne : <<http://www.ifla.org/documents/infopol/us/goregii.txt>>. Consulté en janvier 2008.

¹⁶⁸ Esther Dyson siégeait également au *United States Advisory Council on the National Information Infrastructure*.

Now it's our turn: The knowledge revolution, and the Third Wave of historical change it powers, summon us to renew the dream and enhance the promise [...].

Turning the economics of mass-production inside out, new information technologies are driving the financial costs of diversity -- both product and personal -- down toward zero, "demassifying" our institutions and our culture. Accelerating demassification creates the potential for vastly increased human freedom. (cité dans Dyson et *al.*, 1994 : 1).

Le GII vise également à créer un *global democratic marketplace*, avec l'aide des firmes multinationales de communication et d'informatique¹⁶⁹ :

Taken as a whole, this worldwide "network of networks" will create a global information marketplace, encouraging broad-based social discourse within and among all countries¹⁷⁰.

Le *global democratic marketplace* s'appuie sur un populisme de marché axé sur la notion de choix du consommateur et non sur l'action citoyenne engagée dans un débat au sein de l'espace public (Frank, 2001) :

It will be a means by which families and friends will transcend the barriers of time and distance. It will make possible a global information marketplace, where consumers can buy or sell products¹⁷¹.

Inspirés par l'argumentaire hayekien, les promoteurs du GII soutiennent que la multiplicité des désirs individuels produit une situation de complexité sociale au point où l'action politique est inefficente. L'action politique est un « bruit » qui empêche le système de communication des marchés de transmettre l'information et d'assurer le processus de rétroaction :

Maximizing consumer choice among diverse sources of information should be the primary objective. As the information needs among consumers will vary, both within and among nations, attempts to predict the information resource requirements of citizens should be avoided. Rather, governments should foster

¹⁶⁹ Au sein du groupe de travail du GII, siègent les représentants des firmes multinationales *American Express*, *AT&T*, *British Telecom*, *Ericsson*, *MCI*, *Motorola*, *NBC* et *Sun Microsystems*.

¹⁷⁰ *The Global Information Infrastructure: Agenda for Cooperation*. En ligne : <<http://www.ntia.doc.gov/reports/giiagend.html>>. Consulté en janvier 2008.

¹⁷¹ Gore, A. "Remarks as Delivered Vice President Al Gore", *International Telecommunications Union*, 21 mars 1994. En ligne : <http://clinton1.nara.gov/White_House/EOP/OVP/html/telunion.html>. Consulté en janvier 2008.

market and regulatory climates conducive to the broadest possible access to and distribution of information. As countries accelerate the development of their respective information infrastructures, more and more consumers will seek access to networks and services that cross national and international boundaries. Improving consumer access to diverse sources of information has direct social and economic benefits. The ability to generate, exchange, and use information, technology, and ideas is central to economic growth and development, increased competitiveness in a range of industries, and to the improvement of the quality of life¹⁷².

Lors d'une conférence à Bruxelles en 1995, le G7 entérine la construction d'une société globale de l'information. Selon le groupe des pays industrialisés, ce projet exige des structures organisationnelles décentralisées, flexibles, participatives et plus démocratiques grâce aux TIC¹⁷³. Afin d'accélérer la mise en place de cette société globale de l'information, le G7 s'inspire des principes établis par le NII américain. Les normes néolibérales (investissement privé, droit de propriété intellectuelle, ouverture des marchés, déréglementation) sont alors institutionnalisées dans les organisations internationales :

Cette évolution sera profitable à tous. Pour réussir, les gouvernements doivent faciliter les initiatives et les investissements privés et mettre en place un cadre approprié en vue de stimuler l'investissement privé et les usages pour le plus grand bien de tous les citoyens. Ils devraient aussi créer un environnement international favorable en coopérant au sein des organisations internationales compétentes telles que l'OMC, l'UIT, l'OMPI, l'ISO et l'OCDE¹⁷⁴.

Le passage du gouvernement à la gouvernance numérique, qui fait de la communication et de l'information le principal mécanisme de régulation politique, accélère ainsi la privatisation des rapports sociaux et leur recomposition sous une forme cybernétique. Cette institutionnalisation des principes néolibéraux de privatisation du politique, notamment celui de démocratie de marché, sera analysée dans la section suivante, à la lumière des accords multilatéraux des secteurs des communications, du savoir et de la finance signés à l'OMC. Ces accords, nous le verrons, visent à mettre en place un nouveau constitutionnalisme à l'échelle globale.

¹⁷² *The Global Information Infrastructure: Agenda for Cooperation*, 1995. En ligne : <<http://www.ntia.doc.gov/reports/giiagend.html>>. Consulté en janvier 2008.

¹⁷³ Conclusions de la conférence interministérielle du G7 sur la société de l'information organisée à Bruxelles les 25-26 février 1995. En ligne : <<http://www.osiris.sn/article94.html>>. Consulté en janvier 2008.

¹⁷⁴ *Ibid.*

4.2. Le nouveau constitutionnalisme et le nouvel imaginaire économique

Nous avons expliqué dans la section précédente que les TIC sont perçus comme un moyen pour démocratiser de la gouvernance à l'échelle internationale. Certains (notamment Risse, 2004) y voient l'émergence d'une sphère publique à l'échelle transnationale dans laquelle une rationalité communicationnelle de type habermassienne prévaudrait. Les théoriciens de la démocratie délibérative et cosmopolite qui envisage la gouvernance numérique comme un nouvel espace public prennent rarement en considération les conditions politico-économiques et le cadre institutionnel à l'intérieur duquel elle se met en place. Ce cadre institutionnel structure pourtant le champ de possibilité des acteurs. En l'absence d'institutionnalisation politique formelle, la gouvernance transforme la démocratie en marché, seul mécanisme jugé en mesure d'offrir une auto-régulation efficiente. Si les tenants d'une démocratie délibérative cosmopolite affirment que les partenaires de l'échange communicationnel se transforment lors du processus de la gouvernance (Risse, 2004), cette mutation subjective s'effectue dans le cadre d'un néo-constitutionnalisme qui se déploie selon les critères de la communication cybernétique. Au contraire des analyses dominantes en relations internationales, nous soutenons que l'institutionnalisation d'une gouvernance numérique globale n'émerge pas de manière spontanée mais qu'elle s'inscrit dans un cadre institutionnel mis en place par les organisations internationales comme l'OMC.

La discipline des relations internationales se penche sur le rôle des institutions dans le cadre du débat entre deux courants dominants : le réalisme (Gilpin, 1981 ; Krasner, 1983) et le libéralisme institutionnaliste (Keohane & Nye, 1972). La perspective libérale en relations internationales reprend les principes hayekiens d'ordre spontané et d'évolution naturelle, selon lesquels les institutions les plus efficaces sont celles qui garantissent la meilleure coopération interétatique et la meilleure diffusion de l'information. Plus précisément, la théorie hayekienne soutient que les institutions évoluent de manière cybernétique¹⁷⁵ en ce

¹⁷⁵ Comme le souligne Palan, l'approche en relations internationales qui décrit l'institutionnalisation d'un ensemble de règles et de normes à l'échelle mondiale en termes de « régimes internationaux » (Krasner, 1982) possède des affinités épistémologiques avec l'approche hayekienne. Selon Palan (1998 : 73) : « Le régime de

qu'elles se seraient érigées suite à un mouvement d'interaction des individus qui utilisent l'information mise à leur disposition (Lemieux, 1983 : 58). Selon Hayek (1995 [1979], cet ordre social autorégulateur se maintient néanmoins grâce à des règles. Manifestation de cet ordre, le droit constituerait une institution dont le développement fut spontané. La constitutionnalisation du principe de gouvernement limité permettrait de séparer le politique et l'économie et maintiendrait l'auto-régulation de l'ordre social. Cet argument fonctionnaliste, qui présente le marché comme une donne naturelle qui émane du processus d'apprentissage des acteurs sociaux, est aussi présent dans les théories sur la société de l'information, particulièrement lorsqu'elles décrivent le capitalisme comme une force autonome en dehors des rapports de pouvoir politique. L'analyse institutionnelle du capitalisme globalisé confirme pourtant que la construction et l'extension du marché résultent d'un processus social et politique. Alors que les libéraux prétendent que le politique et l'économie sont dissociables, les réalistes rejettent cette croyance en l'évolution naturelle des institutions vers un ordre auto-régulé. Les réalistes soutiennent au contraire que l'équilibre (temporaire) permis par les institutions procède d'un rapport de force dans lequel un *hegemon* impose ses intérêts (Gilpin, 1981). S'ils ont raison de souligner la dimension centrale du pouvoir dans la construction des institutions internationales, les réalistes adoptent une perspective anhistorique qui ne permet pas d'analyser de quelles manières les transformations au sein du capitalisme — qui relèvent d'un nouvel imaginaire économique — modifient le type d'arrangement institutionnel qui génère un ordre mondial donné (Cox, 1987).

Les analyses stato-centrées des courants dominants en relations internationales (néo-réalistes et libéraux institutionnalistes) tiennent rarement compte du rôle des acteurs non-étatiques dans la structuration de ces arrangements institutionnels. En incorporant les questions économiques, la perspective néo-gramscienne de l'économie politique internationale permet de saisir les transformations institutionnelles à l'échelle globale et les forces sociales qui y participent, comme les firmes multinationales. En effet, dans le contexte néolibéral, les règles juridiques et politiques s'enchâssent, institutionnalisant du même coup

Krasner est essentiellement un regroupement d'intérêts d'États qui génèrent un ordre international à la mode hayekienne ».

le principe du gouvernement limité. Les origines idéologiques de ce « néo-constitutionnalisme » (Gill, 2000) proviennent de la pensée de Locke et de Hayek, qui insistent sur la séparation formelle de l'économie et du politique comme condition essentielle au respect de la propriété privée et de la liberté individuelle. Ces règles juridico-politiques s'enchaînent à la fois à l'échelle nationale et internationale et s'inscrivent dans la reconstruction d'un nouvel ordre mondial. Gill (1995) qualifie cet ordre de « néolibéralisme disciplinaire » dans la mesure où il assure la protection des droits de propriété des investisseurs en forçant les États à se soumettre à la discipline des marchés. Ce nouveau constitutionnalisme implique une séparation formelle de l'économie et du politique en formulant des mécanismes légaux qui empêchent l'intervention étatique dans le marché. En ce sens, et contrairement à l'argumentaire néolibéral, l'ordre autorégulateur de la sphère économique n'émane pas d'un processus naturel et spontané mais bien d'une action étatique délibérée. L'État participe activement à la construction des règles et des structures qui gouvernent les relations économiques et qui contraignent son action (Schneiderman, 2000 : 758)¹⁷⁶.

Le néo-constitutionnalisme se matérialise dans les multiples traités bilatéraux et multilatéraux qui restreignent l'action des gouvernements et favorisent la liberté des investissements directs étrangers. Le projet de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) promu par l'OCDE — qui a échoué à la suite des critiques et du retrait de la France des négociations — constitue l'exemple type de ce nouveau constitutionnalisme. L'AMI visait à instituer une véritable « charte des droits et liberté des investisseurs » (Pineault, 1999). Si l'AMI n'a jamais abouti, ses principes sont repris dans plusieurs autres accords bilatéraux et multilatéraux comme l'ALENA et ceux ratifiés dans le cadre des négociations de l'OMC¹⁷⁷.

¹⁷⁶ Le prochain chapitre fait état des débats sur le déclin du pouvoir étatique. Le principe néolibéral de la séparation constitutionnelle du politique et de l'économique n'induit pas tant un affaiblissement de l'État qu'une restructuration des rapports de pouvoir qui implique une re-régulation des institutions sociales par les mécanismes du marché (voir chapitre 5).

¹⁷⁷ En vertu des principes de réciprocité, de la nation la plus favorisée et du « traitement national », les accords de l'OMC stipulent que les États sont obligés d'offrir les mêmes traitements aux entreprises étrangères et aux entreprises nationales. Ces accords, dont nous analyserons la substance, instituent un ensemble de mécanismes qui empêchent la nationalisation des entreprises étrangères et assurent la rentabilité des investissements étrangers. Plus encore, les firmes sont autorisées à poursuivre les États qui implantent des politiques qui nuisent à la rentabilité de leurs investissements.

Le néo-constitutionnalisme institutionnalise le nouveau régime de mobilisation qu'est le projet de « société globale de l'information ». D'une part, ce régime de mobilisation s'inscrit dans les transformations du régime d'accumulation à dominante financière. Une série de transformations institutionnelles dans les domaines de la finance, des communications et des droits de propriété intellectuelle se sont opérées de manière concomitante et assurent une certaine cohérence dans la reproduction du nouveau régime d'accumulation. D'autre part, le néo-constitutionnalisme institutionnalise le nouvel imaginaire économique du capitalisme cybernétique. Cet imaginaire s'incarne entre autres dans la doctrine du *free flow of information*, pilier de la politique étrangère américaine en matière de commerce international. La doctrine du *free flow of information* constitue l'ancrage symbolique et politique des transformations culturelles et matérielles du capitalisme, tributaires de l'introduction du paradigme cybernétique dans son mode de fonctionnement. Le projet de société globale de l'information — compris comme régime de mobilisation — vise à mettre en place un *global democratic marketplace* qui réunit le peuple des actionnaires. Cette démocratie de marché a néanmoins besoin d'une constitution garantissant les droits et libertés des investisseurs. Les transformations du capitalisme sont ainsi codifiées dans une série de normes, de règles, et d'institutions telles l'OCDE, l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI. Celles-ci institutionnalisent la conception de l'information comme réducteur d'incertitude et comme marchandise, en témoigne la doctrine américaine du *free flow* selon laquelle la libre circulation des informations assure un ordre mondial autorégulé et démocratique.

De quelle manière le nouvel imaginaire économique du capitalisme cybernétique s'inscrit dans les transformations institutionnelles à l'échelle mondiale ? Dans la section suivante, nous analysons la convergence institutionnelle entre les nouvelles réglementations des domaines des communications, de la finance et des droits de propriété intellectuelle¹⁷⁸.

¹⁷⁸ Le capitalisme cybernétique repose notamment — non exclusivement — sur l'industrie de l'information qui regroupe les secteurs des télécommunications, de l'informatique, des médias et de la finance. L'utilisation du terme cybernétique vise davantage à qualifier le capitalisme contemporain et la structuration communicationnelle des rapports sociaux qu'à faire état d'une industrie particulière. Bien que certaines

L'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) conclu à l'OMC est étudié en tant qu'illustration de l'internationalisation et de l'institutionnalisation de la doctrine du *free flow of information*. L'étude des accords conclus à l'OMC permet de montrer comment s'instituent les transformations symboliques du capitalisme. L'analyse des accords compris dans l'AGCS qui portent sur les secteurs des communications et de l'information comme les télécommunications, les services financiers et les droits de propriété intellectuelle permet de saisir les conséquences du nouveau constitutionnalisme sur la conception néolibérale de la démocratie. Dans la section suivante, nous avançons également que l'institutionnalisation de ces principes résulte d'un processus intrinsèquement politique, dans lequel les acteurs majeurs forment une élite politico-économique, une *overclass* (Mascotto, 1999). Œuvrant pour les corporations multinationales, cette *overclass* a promu la doctrine du *free flow of information*, adoptée ensuite par l'ensemble des pays signataires de l'AGCS.

4.2.1. L'institutionnalisation de la doctrine du *free flow on information* à l'OMC

En collaboration avec les firmes transnationales regroupées au sein de la Coalition américaine des industries de services (USCSI)¹⁷⁹, l'État américain a joué un rôle de médiateur dans l'institutionnalisation de la doctrine du *free flow of information* à l'échelle internationale. Dans le contexte de crise économique des années 1980, les principaux dirigeants des entreprises des secteurs de l'information (services financiers, télécommunications, informatique) étaient septiques quant à la conception américaine de la doctrine. Plus précisément, ils soutenaient que les États-Unis ne convaindraient pas les autres gouvernements du bien fondé de cette doctrine en transformant de manière unilatérale les institutions internationales. De fait, cette doctrine était fortement contestée par les pays périphériques et par certains États soucieux de protéger leur souveraineté. De l'avis même de Joan Edelman Spero (citée dans Comor, 1998 : 225), vice-présidente d'*American Express* à l'époque, les États-Unis devaient convaincre les gouvernements étrangers des bienfaits économiques à long terme de l'adoption de la doctrine du *free flow of information*.

industries du secteur des technologies jouent un rôle majeur dans la configuration sociétale actuelle, le terme cybernétique ne se réduit pas à un aspect purement technique.

¹⁷⁹ L'USCI regroupe les principales firmes américaines des secteurs financiers et informatiques comme *American Express*, *Citicorp*, *IBM* et *Microsoft*.

L'imaginaire communicationnel du capitalisme cybernétique a grandement contribué à l'adoption de la doctrine par les pays plus réticents. Le nouvel imaginaire économique a participé à la redéfinition de l'économie en termes de circulation de l'information et a présenté la libéralisation des flux communicationnel comme une action bénéfique :

[...] policy makers from the core, semiperipheral and peripheral countries have increasingly lined up behind the thesis that the information economy will produce social benefits. Why? The main reason for the seismic shift in the positions of policy makers is related to the academic work of economists in the United States who, during the 1960s and 1970s, showed the increasing importance of information related economic activities to the economy as a whole (Winseck, 1997c : 360).

Les élites politico-économiques ont redoublé d'efforts pour promouvoir l'information-marchandise. Leur ambition s'est concrétisée lors de la ratification de l'Accord Général sur le commerce des biens et services (AGCS) à l'OMC. L'AGSC, qui regroupe plusieurs accords commerciaux, s'inscrit dans la transformation du GATT en l'OMC en 1994 à la fin du cycle d'Uruguay. Il s'agit du premier accord général qui traite des secteurs des communications, de l'information, de la finance et du savoir comme des enjeux commerciaux à l'échelle globale.

Un des accords compris dans l'AGSC est l'Accord sur les télécommunications de 1994, rebaptisé en 1997 « Accord sur les services de télécommunications de base ». Cet accord a institutionnalisé la doctrine du *free flow* à l'échelle internationale (Winseck, 1997b). Portant sur le commerce transfrontalier des services de télécommunication, il permet aux entreprises étrangères de détenir et d'exploiter une infrastructure indépendante de réseaux de télécommunication, de même que des services à valeur ajoutée¹⁸⁰. Il incite les pays en développement à ouvrir leurs marchés à l'investissement étranger afin d'établir des réseaux privés qui « ajoutent de la valeur » aux réseaux publics. Cet accord matérialise l'application de la doctrine du *free flow* à l'échelle mondiale, dans la mesure où il couvre à la fois le

¹⁸⁰ Les services à valeur ajoutée sont des services de télécommunication dans lesquels les fournisseurs « ajoutent de la valeur » aux informations fournies par le client en améliorant leur forme, leur contenu ou en assurant l'enregistrement de ces informations. Ils regroupent les services directs de traitement de données, de recherche et d'enregistrement de base de données, les services d'échange électronique de données, de courrier électronique ou de messagerie vocale.

contenu des communications et les infrastructures dans lesquelles ces informations circulent¹⁸¹ (*Ibid*). Une fois institutionnalisée, la doctrine du *free flow* empêche toute forme d'intervention publique et consacre le premier amendement américain qui porte sur la liberté d'expression commerciale des entreprises (*Idem*)¹⁸².

L'AGSC comprend également l'Accord général sur les services financiers, qui est étroitement lié à l'Accord sur les télécommunications de base précité. De fait, les services financiers prennent de plus en plus une forme numérique. Ils constituent même la principale forme de données numériques qui circulent dans les infrastructures de communications protégées de toute forme d'intervention publique¹⁸³. Avant la signature de l'Accord général sur les services financiers, ces marchés étaient rigoureusement réglementés, principalement en Asie du Sud-est (Wesselius, 2003)¹⁸⁴. Si la libéralisation des services financiers se distingue de la libéralisation des mouvements de capitaux, la première a néanmoins accéléré la deuxième en permettant aux firmes financières étrangères d'investir dans des secteurs auparavant protégés. De plus, les promoteurs de la libéralisation des services financiers ont eu recours à la rhétorique de la transparence communicationnelle, selon laquelle « l'ouverture des marchés aux fournisseurs de services financiers étrangers contribue au

¹⁸¹ Avant cet accord, de tels réseaux n'étaient pas permis dans les pays en développement par crainte de voir le secteur privé siphonner les revenus et le trafic provenant des infrastructures de communication.

¹⁸² L'accord devait initialement porter sur l'ensemble du secteur des communications. Il a toutefois été limité aux secteurs des télécommunications et des services informatiques. La télédiffusion, l'industrie cinématographique et le câble ont été exemptés de l'Accord en raison de l'opposition canadienne et française, mais aussi de celle de nombreux pays en développement qui souhaitent protéger leurs industries culturelles nationales. Cette clause d'exemption culturelle continue néanmoins à rendre problématique la protection de la diversité culturelle, dans la mesure où les conglomérats médiatiques ont désormais la possibilité de diffuser des contenus numérisés à travers les infrastructures télématiques comme Internet.

¹⁸³ L'accord prévoit une série de mesures sur la réglementation nationale et l'accès au marché des services financiers pour les entreprises étrangères. Pour les pays en développement, sa ratification a entraîné l'abolition de certaines mesures nationales de protection économique, notamment les plafonds d'investissement étranger dans le secteur bancaire et assurantiel (Indonésie, Corée, Malaisie, Mexique et Philippines), l'accroissement du nombre de permis bancaires (Inde), l'abolition de certains monopoles (Brésil), l'abolition d'exigences discriminatoires en matière de capital (Indonésie), la libéralisation des taux d'intérêt sur les dépôts (Corée). Voir : Ministère des Finances Canada, En ligne : <<http://www.fin.gc.ca/gats/gats-1f.html#Aperçu>>. Consulté en juin 2008.

¹⁸⁴ En 1995, des frictions ont provoqué le retrait des États-Unis de cet accord, qui jugeaient que certains pays asiatiques et d'Amérique Latine n'ouvraient pas suffisamment leur marché des services financiers. En 1997, à la suite de la crise financière, les pays asiatiques ont finalement été contraints de signer. La Corée du Sud s'est vue imposer l'obligation de ratifier l'entente comme condition d'accès aux fonds de recouvrement du FMI (The Economist, 1995 ; Kwon, 2004).

renforcement du système financier domestique en créant des marchés plus compétitifs et efficients »¹⁸⁵ (trad. libre, Key, 1999 : 62).

L'Accord sur les droits de propriété intellectuels (ADPIC), qui s'inscrit également dans l'AGSC, est aussi étroitement lié au développement des TIC. Sans la technologie qui codifie et traite l'information sous une forme numérique, l'ADPIC qui assure sa marchandisation et son accumulation à l'échelle globale n'aurait pu voir le jour (May, 2000). Regroupées au sein de l'Intellectual Property Comitee, les corporations américaines ont joué un rôle central dans la ratification de cet accord. En plus d'exercer des pressions sur le gouvernement américain pour inclure la question des droits de propriété intellectuelle à l'OMC, elles ont convaincu les associations industrielles européennes et japonaises de la nécessité de cet accord pour leur prospérité et ont fourni une aide juridique à l'équipe de négociateurs américains. Selon May (2000 : 82), ces corporations ont littéralement rédigé l'ADPIC, alors que les négociateurs actuels ont affiné le texte et accordé quelques concessions aux pays en développement¹⁸⁶. L'ADPIC constitue donc une victoire pour les entreprises dont les activités sont liées à l'information et au savoir, principalement les industries du divertissement, les industries de l'informatique et les compagnies pharmaceutiques.

4.2.2. La complémentarité institutionnelle de la communication, de la finance et des droits de propriété intellectuelle

Ces accords de l'OMC incluent les trois principaux secteurs d'activités (les télécommunications, les services financiers et la propriété intellectuelle) qui contribuent à la cybernétisation du capitalisme. La libéralisation des échanges dans ces secteurs s'inscrit dans

¹⁸⁵ Voir aussi : *World Trade Organisation, Special Studies : Opening Markets in Financial Services and the Role of the GATS*, Genève, OMC, 1997.

¹⁸⁶ Les pays en développement ont manifesté de fortes résistances à l'ADPIC. Plus précisément, deux visions de la propriété intellectuelle s'affrontaient. Les pays en voie de développement soutenaient que le savoir ne peut être considéré comme une propriété privée, en ce qu'il repose sur l'accumulation de connaissances historiquement situées et constitue un bien commun. La vision de la propriété intellectuelle des pays développés s'inscrit quant à elle dans une conception lockéenne de la propriété, selon laquelle toute modification d'un savoir existant fait de ce savoir la propriété de son producteur. En orientant le débat sur les concepts de libre-échange et de vol des droits de propriété, les pays développés ont finalement réussi à imposer leur vision. Les pays en développement ont accepté l'ADPIC, à la condition que les pays développés assouplissent certaines règles dans des domaines plus traditionnels comme le textile (May, 2000).

le contexte économique et idéologique de la globalisation et de l'avènement d'une « société de l'information ». D'une part, les télécommunications et les services financiers constituent les secteurs d'activités qui détiennent le taux de croissance le plus élevé au niveau mondial. Les échanges transfrontaliers dans le secteur des télécommunications sont estimés à 100 milliards \$US par année et ceux des services financiers sont évalués à près de 3000 milliards \$US annuellement (Crystal, 2003 : 553). D'autre part, les innovations technologiques dans ces deux secteurs se sont autoalimentées et ont été cruciales pour le développement d'autres secteurs d'activités dans le processus de globalisation.

Par ailleurs, les droits de propriété intellectuelle sont étroitement liés à l'économie de l'information et au contexte de financiarisation du capitalisme. Le régime d'accumulation à dominante financière repose entre autres sur la fin de la distinction entre rente et profit¹⁸⁷. Le capital financier extrait de la valeur qui provient de l'activité sociale en général et des secteurs qui relèvent du domaine public, comme ceux des télécommunications et de la recherche financée par des deniers publics. La norme de la valeur actionnariale — qui exige un accroissement constant de la profitabilité — impose sa logique rentière au savoir, qui devient un secteur clé de l'accumulation capitaliste (Vercellone, 2004). Les firmes de haute technologie, dont les profits correspondent rarement à leur capitalisation boursière, accumulent du capital sous la forme d'actifs intangibles engendrés par les droits de propriété intellectuelle. Au cœur du régime des droits de propriété intellectuelle, cette monopolisation du savoir permet au capital financier d'étendre l'extraction du produit du travail social sous une forme réactivée d'accumulation primitive¹⁸⁸ (Zeller, 2008). Ce monopole ne résulte pas des transformations technologiques, mais plutôt des transformations institutionnelles où les

¹⁸⁷ La rente correspond aux revenus obtenus par la propriété d'un titre en dehors du processus de production qui lui, vise à faire des profits (Zeller, 2008 : 87). La marchandisation du savoir estompe cette distinction entre rente et profit. Le savoir devient une marchandise qui possède une valeur d'échange. Sous le régime des droits de propriété intellectuelle, le savoir contribue également à l'accumulation de la valeur rentière à travers des actifs intangibles.

¹⁸⁸ Chez Marx, l'accumulation primitive est l'acte fondateur qui a produit historiquement le système capitaliste. Il consiste en une forme de violence en ce qu'il « arrache » aux producteurs la propriété des moyens de production. Cette manière violente d'arracher les moyens de production s'observe fréquemment dans nos sociétés du « savoir » ou de « l'information », notamment lorsque les multinationales occidentales pillent le savoir traditionnel des communautés en vue de le marchander et d'en récolter des profits. Voir Descheneau-Guay A. et M. Ouellet, 2007.

déréglementations de divers secteurs sont complémentaires¹⁸⁹ dans le cadre du régime d'accumulation à dominante financière.

Les transformations liées au régime des droits de propriété intellectuelle sont ainsi un complément institutionnel aux transformations des secteurs de la finance et des télécommunications. Fondé sur le principe de l'*open science* (ouverture scientifique) du régime fordiste, le régime des droits de propriété intellectuelle s'est radicalement transformé aux États-Unis lors de l'adoption de la loi Bay-Dohle en 1980. Cette loi a permis l'attribution de brevets et la commercialisation des résultats des recherches réalisées dans les universités américaines. Grâce aux licences exclusives accordées aux firmes privées et grâce aux *joint-ventures*, les chercheurs peuvent désormais commercialiser leurs recherches qui sont financées par des deniers publics. La loi Bay-Dohle a également permis d'étendre les droits de propriété intellectuelle à des domaines où le monopole du savoir à des fins commerciales était interdit en raison des principes de l'ouverture scientifique, notamment le vivant et l'informatique. En vertu de la loi, il est maintenant possible d'obtenir une licence d'exclusivité pour utiliser un algorithme mathématique en vue de concevoir des programmes informatiques et des applications Internet.

La transformation du régime des droits de propriété intellectuelle s'est opérée de manière concomitante à la financiarisation de l'économie. Dans les années 1980, les déréglementations financières ont permis aux firmes déficitaires qui possédaient des revenus provenant de leurs actifs intangibles — engendrés principalement par les droits de propriété intellectuelle — d'entrer dans le marché boursier¹⁹⁰. De plus, la déréglementation des fonds de pension a permis à ces firmes d'investir dans les marchés à risque, pratique auparavant interdite par la *Prudent Man Law*. L'introduction des liquidités de ces fonds de pension dans les marchés à risque a ainsi participé au gonflement de la bulle financière de la « nouvelle économie », dans laquelle de nouvelles firmes (*Oracle*, *Google* et *Yahoo*) sont apparues (Orsi

¹⁸⁹ La complémentarité institutionnelle est une notion qui vise à expliquer les interactions entre différents arrangements institutionnels dans des domaines d'activités distincts, qui s'influencent mutuellement pour assurer la cohérence d'un mode de régulation donné (Orsi & Coriat, 2006 : 170).

¹⁹⁰ Connue sous le nom d'« Alternative 2 », la nouvelle réglementation de 1984 a permis aux firmes de nouvelles technologies qui détenaient peu de capitaux (mais qui mobilisaient de nombreux actifs intangibles) de faire leur entrée au NASDAQ, le principal marché financier américain (Orsi & Coriat, 2006).

& Coriat, 2006 : 170). En dépit des critiques adressées à cette bulle spéculative, ce modèle d'innovation s'est rapidement répandu dans le monde, et s'est concrétisé dans la ratification de l'ADPIC à l'OMC en 1994.

Les droits de propriété intellectuelle sont essentiels à l'édification d'un marché global de l'information : sans droits de propriété, l'information ne possède pas de valeur échangeable sur le marché. Il est donc nécessaire de créer un processus de « raréfaction » de l'information, qui consiste à transformer l'information en une marchandise fictive à travers ce que Polanyi (1983) nomme le phénomène de l'*enclosure*. Cette transformation est permise entre autres par les droits de propriété intellectuelle¹⁹¹.

Selon le Secrétariat de l'OMC, les droits de propriété intellectuelle sont bénéfiques pour tous dans le contexte de la société de l'information¹⁹². Configurée de manière plus « égalitaire », cette nouvelle société transformerait fondamentalement les rapports capitalistes de domination en exploitant le savoir et l'information plutôt que la force de travail. Le contexte économique et idéologique lié à l'avènement d'une société de l'information doit être précisé, afin d'identifier les motivations en amont de la ratification de l'ADPIC. Les propos de Renato Ruggiero, directeur général de l'OMC à l'époque, résument la vision de l'organisation :

[...] l'aspect peut-être le plus important, si l'on se place dans une perspective à long terme, est que cet accord va bien au-delà du commerce et de l'économie. Il facilite l'accès à la connaissance. Il donne aux nations, grandes et petites, riches et pauvres, une meilleure chance de se préparer aux défis du XXI^e siècle.

¹⁹¹ Le processus d'enclosure de la terre dont fait mention Polanyi (1983) est une précondition à sa marchandisation et est essentiel au système historique capitaliste, dans la mesure où l'on a procédé au découpage des terres agricoles en vue de leur exploitation intensive. Si, pour Polanyi, la terre, le travail et l'argent sont des marchandises fictives qui ne sont pas des biens tangibles au même titre que n'importe quelle marchandise sur le marché, il en va de même du savoir sous le régime des droits de propriété intellectuelle.

¹⁹² En institutionnalisant les principes de réciprocité, de la nation la plus favorisée et de « traitement national », l'ADPIC homogénéise l'ensemble des législations sur la protection des droits de propriété intellectuelle afin qu'ils correspondent à ceux en vigueur dans les pays les plus développés. Les droits de propriété intellectuelle étaient auparavant régis par diverses conventions internationales chapeautées par l'Organisation mondiale sur la propriété intellectuelle (OMPI). Ces conventions reconnaissaient le droit des pays d'implanter différents systèmes de protection, selon leur niveau de développement économique et selon les produits concernés (Orsi & Coriat, 2006 : 171).

L'information et la connaissance sont après tout la matière première de la croissance et du développement dans notre monde interdépendant¹⁹³.

Cette nouvelle forme d'accumulation primitive sépare le producteur du savoir des moyens de production. La monopolisation du savoir par les corporations dans le régime d'accumulation financiarisé ne repose pas tant sur la libre circulation des informations (comme le suggère la doctrine du *free flow of information*), que sur une restriction de la circulation du savoir et des informations qui enclenche le processus de raréfaction nécessaire à leur transformation en valeur d'échange¹⁹⁴. L'accord sur les droits de propriété intellectuelle s'inscrit directement dans la logique du néo-constitutionnalisme en ce qu'il institutionnalise légalement cette séparation entre producteur d'information et détenteur des moyens de production.

L'analyse des accords qui portent sur les secteurs des communications, de la finance et des droits de propriété intellectuelle montre que les transformations institutionnelles ne résultent d'une évolution technologique naturelle. Elles découlent plutôt d'un processus politique qui vise à constitutionnaliser les pratiques du néolibéralisme en vue d'assurer la sécurité des investisseurs dans un régime d'accumulation à dominante financière. Une certaine conception de l'information associée à la doctrine américaine du *free flow of information* s'est également institutionnalisée, permettant du même coup l'accumulation rentière du capital financier.

Conclusion

Le projet de « société globale de l'information », qui s'incarne entre autres dans le *Global Information Infrastructure* (GII) d'Al Gore, apparaît au premier abord comme un projet politique « sans politique » dans la mesure où la responsabilité de développer les infrastructures essentielles à la connexion du monde est déléguée au secteur privé (Vitalis, 1999). Nous avons toutefois montré que ce projet, compris comme un régime de mobilisation, constitue un prolongement du politique, en ce qu'il restructure les rapports de

¹⁹³ Renato Ruggiero, cité dans : OMC, *Les négociations sur les télécommunications aboutissent à un accord historique*. En ligne : <http://www.wto.int/french/res_f/focus_f/focus16_f.pdf>. Consulté en juin 2007.

¹⁹⁴ Nous discutons des contradictions économiques, sociales et politiques de cet ordre mondial autorégulé dans la conclusion de cette thèse.

pouvoir à l'intérieur de la société. Avec la pratique de la gouvernance numérique globale, l'information devient un moyen de régulation des rapports sociaux. Cette transformation des rapports de pouvoir, observable dans le passage du gouvernement à la gouvernance, participe ainsi d'un processus de privatisation du politique qui institutionnalise la démocratie de marché.

Dans le régime de démocratie de marché, la restructuration des rapports de pouvoir s'inscrit également dans un nouveau constitutionnalisme qui assure les droits et les libertés des investisseurs. En séparant légalement le politique de l'économique, ce nouveau constitutionnalisme garantit la libre circulation des informations, institutionnalise une certaine conception de l'information associée à la doctrine américaine du *free flow* et participe à l'émergence d'un ordre mondial auto-régulé.

Les accords de l'OMC qui concernent les télécommunications de base, les services financiers et les droits de propriété intellectuelle sont une incarnation de ce nouveau constitutionnalisme qui institutionnalise les discours et les pratiques d'une démocratie limitée. Le néolibéralisme y est présenté comme la seule alternative de développement économique, social et politique. En souhaitant dépolitiser les sphères de la vie sociale, le néolibéralisme prétend assurer la régulation la plus transparente possible afin d'éviter que les « bruits » qui proviennent du politique n'entravent le fonctionnement cybernétique des marchés. Dans le néolibéralisme, les politiques publiques sont ainsi remplacées par une gestion technocratique fondée sur les critères de l'efficacité technique. Cuthber & Winseck (1997) critiquent cette cybernétisation de la démocratie :

From the limited democracy perspective, communication systems are privately financed so as to secure autonomy from state interference, based on a set of negative freedom clearly delineated in a Constitution so that people do not confuse the realm of the possible with what is actually on offer, and representative social relations (: 5).

Leur analyse d'un néo-constitutionnalisme et d'une démocratie de marché néglige cependant les mécanismes de légitimation et les techniques de pouvoir qui produisent un type particulier de subjectivité adapté au régime d'accumulation à dominante financière.

Dans le prochain chapitre, nous explicitons le lien entre la restructuration des institutions et la transformation des subjectivités, en vue d'identifier dans le dernier chapitre les nouvelles techniques de pouvoir qui assurent l'ordre dans le capitalisme cybernétique globalisé.

CHAPITRE 5.

LA RESTRUCTURATION CYBERNÉTIQUE DES INSTITUTIONS ET LA TRANSFORMATION DES SUBJECTIVITÉS

La fusion économique-étatique est la tendance la plus manifeste de ce siècle ; et elle y est pour le moins devenue le moteur du développement économique le plus récent. L'alliance défensive et offensive conclue entre ces deux puissances, l'économie et l'État, leur a assuré les plus grands bénéfices communs, dans tous les domaines : on peut dire de chacune qu'elle possède l'autre ; il est absurde de les opposer, ou de distinguer leurs raisons et leurs déraison. Cette union s'est aussi montrée extrêmement favorable au développement de la domination spectaculaire, qui précisément, dès sa formation, n'était pas autre chose.

Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, 1988, Thèse no 5.

La pratique de la gouvernance numérique globale analysée au chapitre précédent participe de l'imaginaire du capitalisme cybernétique au fondement du projet de société globale de l'information. Émergeant de manière concomitante au néo-constitutionnalisme, la gouvernance numérique globale restructure les rapports sociaux sous une forme cybernétique. L'imaginaire d'une démocratie de marché cosmopolite repose sur le principe néolibéral selon lequel la souveraineté territoriale n'est plus en mesure de réguler les rapports sociaux. Une forte contradiction se dégage toutefois de cet argumentaire : l'État demeure l'ultime garant des droits des capitaux et participe activement aux transformations symboliques et matérielles du capitalisme contemporain.

Ce chapitre porte sur la transformation des institutions dans la société globale de l'information. Au contraire des thèses qui portent sur le déclin de l'État à l'ère de l'information, nous soutenons que l'État n'est pas impuissant face au pouvoir des marchés globalisés ; il joue un rôle majeur dans leur construction. Dans un premier temps, nous analyserons comment l'État intériorise le projet de société globale de l'information en restructurant ses activités en réseaux d'interaction avec les entreprises et les universités. Le projet de société globale de l'information consiste ainsi en un régime de mobilisation cautionné et promu par l'État, qui légitime la restructuration cybernétique des structures institutionnelles. Dans un deuxième temps, nous étudierons la manière dont cette

restructuration cybernétique est légitimée, en analysant le processus de récupération des critiques de l'absence d'autonomie et de participation adressées à des institutions jugées trop bureaucratiques. Les discours apologétiques d'une société globalement réticulée sont construits et diffusés dans des « circuits culturels du capital » (Thrift, 2005), pour ensuite être relayés dans des organisations internationales comme l'OCDE. Affinés par ces diverses institutions, ces discours et les pratiques qui leur sont associées contribuent à la production d'un type particulier de subjectivité, le sujet autorégulé. Caractérisé par sa fluidité et sa flexibilité, le sujet autorégulé constitue une manifestation des transformations actuelles du capitalisme, dans lequel la séparation entre le citoyen, le consommateur et le producteur tend de plus en plus à s'estomper. Cette transformation de la subjectivité sera analysée en identifiant de quatre aspects du processus de restructuration institutionnelle propre au capitalisme cybernétique : 1) la transformation de l'État en quasi-entreprise à travers la pratique du e-gouvernement ; 2) la transformation de l'entreprise en quasi-État ; 3) la restructuration de l'université selon les principes managériaux ; 4) la transformation de la consommation et du sujet économique.

5.1. L'intériorisation par l'État du projet de société globale de l'information

Dans cette section, nous précisons comment l'État intériorise l'imaginaire du capitalisme cybernétique et transforme la rationalité politique au cœur de son fonctionnement. L'État joue un rôle constitutif dans le passage au capitalisme cybernétique en consolidant le projet de société globale de l'information en régime de mobilisation, qui vise à adapter la population aux nouvelles conditions d'accumulation flexible du capital. Cette section explicite également la transformation de la souveraineté territoriale de l'État en une « souveraineté organisationnelle ».

Cette restructuration de l'appareil étatique consiste en la mise en place de réseaux d'interactions avec le secteur privé et l'université, dans lesquels les divers discours et pratiques institutionnelles s'entremêlent, se brouillent et s'amalgament. Ce brouillage des rôles historiques des institutions entraîne une confusion dans la nature même de leurs activités (l'université-entreprise, l'entreprise-apprenante, l'État-compétitif).

5.1.1. L'imaginaire du capitalisme cybernétique et la nouvelle rationalité politique de l'État

La thèse sur le déclin de l'État possède des affinités avec celle de l'émergence d'une « société globale de l'information » propulsée par les TIC. Toutes deux soutiennent que les frontières n'auraient plus d'importance dans le monde contemporain puisque les nouveaux moyens de communication transcenderaient l'espace et les réglementations nationales. Les thèses sur la déterritorialisation sont étayées autant par des auteurs issus de divers courants du management que par des auteurs dont les travaux sont jugés critiques dans le monde académique. Susan Strange (1996) avance que l'émergence des nouvelles technologies qui permettent aux informations financières d'évoluer en temps réel a contribué au retrait l'État face aux forces du marché. Dans la même optique, Manuel Castells (2001) soutient que l'État est désormais impuissant face aux flux de communications informatisés. Hardt et Negri (2000) recourent quant à eux au concept d'« Empire » pour expliquer la nouvelle configuration sociétale. Selon eux, l'Empire résulte d'une déterritorialisation complète des frontières étatiques au profit d'un pouvoir supranational qui fonctionne de manière réticulée.

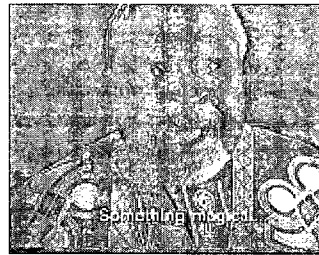
Les thèses sur le déclin, voire la fin de l'État, ne sont pas nouvelles. Dans les années 1970, la prolifération des firmes multinationales a inspiré certains théoriciens managériaux (notamment Vernon, 1973) qui y voyaient un signe de l'érosion de l'État. Les discours sur la disparition de l'État-nation, la fin de la géographie et sur un monde sans frontière resurgissent dans les années 1990, marquées par l'émergence d'une « société globale de l'information » caractérisée par l'augmentation des flux financiers, informationnels et communicationnels transfrontaliers. Certains auteurs managériaux avancent que les mutations contemporaines du capitalisme (l'informatisation, la globalisation et la financiarisation) sonnent le glas de l'État-nation, décrété inadapté aux conditions actuelles de production capitaliste. Dans son best-seller *The Borderless World* (1990), Kenichi Ohmae soutient que les firmes multinationales sont désormais les seules institutions qui répondent adéquatement aux demandes des consommateurs. Les achats (en ligne) contribueraient à la création d'une économie sans frontière. Selon Ohmae, le temps est venu de « mettre les bureaucrates à la porte ». Le rôle des gouvernements devrait se limiter à protéger l'environnement, à éduquer la force de travail, à construire des infrastructures sociales

efficaces, et à assurer aux consommateurs un vaste choix de biens au meilleur prix possible. Nicholas Negroponte (1995) soutient dans le même sens que l'avènement du réseau¹⁹⁵ rend obsolète les notions historiques de territorialité et de nationalité. Cet expert en technologies du MIT prévoit que « la planète numérique sera grosse comme une tête d'épingle. Avec ces interconnexions, nombre des valeurs d'une nation céderont la place à celles des communautés électroniques à la fois plus vastes et plus petites » (: 13). La même euphorie technologique est décelable dans les travaux de Richard O'Brien, haut cadre chez *American Express* et auteur du livre *The End of Geography* (1991). O'Brien avance que la numérisation du domaine financier permet de contourner les réglementations nationales et de participer au « marché global sans friction » rêvé par Bill Gates.

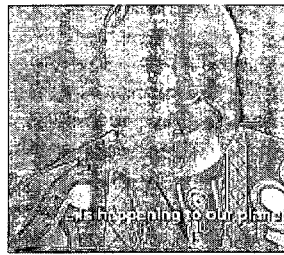
L'imaginaire d'une société globale de l'information sans frontières est au cœur de la technoculture propre au capitalisme cybernétique. La campagne publicitaire « Solutions for a small planet » de IBM (voir Figure 15) illustre cet imaginaire d'un monde déterritorialisé où l'interconnexion technologique résout l'ensemble des problèmes sociaux :

¹⁹⁵Garnham (2000) rappelle que l'ère des réseaux n'est pas si récente qu'il n'y paraît ; le capitalisme de marché a toujours fonctionné sous une forme réticulaire. Le mode de production capitaliste est soutenu par des réseaux de communication depuis longtemps, au moins depuis que Rowland Hill se fit, au début du XIX^e siècle, le champion d'une réorganisation du service postal britannique (Garnham, 2000). Certes, les nouvelles technologies ont radicalement accéléré la mise en réseaux globale. Elles s'inscrivent toutefois dans une continuité ponctuée de changements, qui ont cours dans l'*exploitation* à l'échelle globale. Voir la conclusion de la thèse.

Figure 15 : Publicité de IBM « Solution for a small planet », 1993-1996.



Something magical...



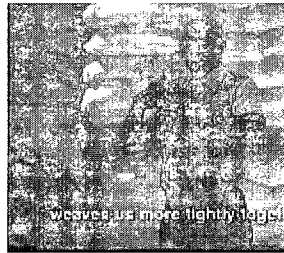
is happening to our planet



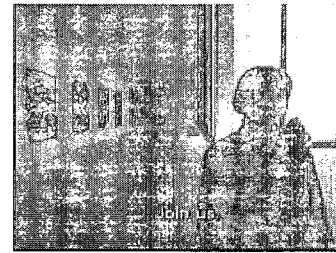
It's growing smaller



Every day the global web of computers...



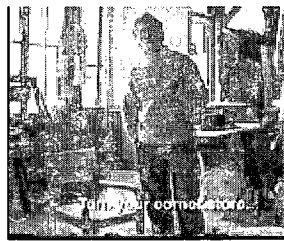
weaves us more tightly together.



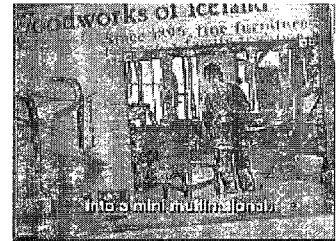
Join us.



Wander through a distant library



Turn your corner store



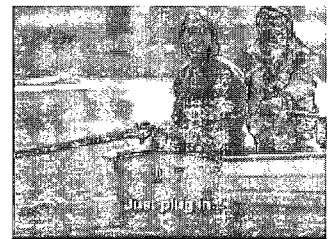
Into a mini multinational



Curious?



IBM can get you there.



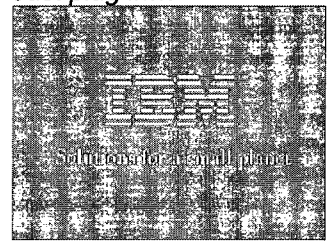
Just plug in...



...and the world is yours.



Solution for a small planet



Solution for a small planet

Cette publicité de IBM présente des individus de diverses cultures qui s'expriment dans leur langue vernaculaire. Leurs propos sont toutefois sous-titrés en anglais. IBM insiste ainsi sur le respect de la diversité culturelle tout en faisant la promotion d'une unification de la planète par l'informatique. Outre sa sémiotique techno-déterministe, cette publicité remet en question la matrice spatio-temporelle sur laquelle reposait la modernité politique. L'équation « État=nation=souveraineté » constituait le socle symbolique et matériel de la communauté imaginée propre à l'État-nation (Anderson, 1996). Le nationalisme économique keynésien reposait sur cette conception quadrillée de l'espace, où des frontières territoriales circonscrivaient les flux financiers dans le but d'assurer une certaine redistribution économique. Ce processus de redistribution s'appuyait sur une conception particulière du sujet politique, celle du citoyen républicain. L'appartenance à la nation était une fiction transcendante nécessaire pour unir le peuple dans un territoire. L'imaginaire d'une société fragmentée où seule la communication informatisée réunit les acteurs sociaux contribue à l'effritement de l'appartenance à la nation dans le capitalisme cybernétisé. Seule l'industrie — IBM dans la publicité — serait en mesure de rassembler la communauté imaginée dans un monde déterritorialisé. Ce discours de la technoculture contemporaine suggère que les ordinateurs et les réseaux socio-cybernétiques libèrent les individus opprimés par les frontières de l'État-nation¹⁹⁶. Cette publicité n'évoque donc pas la fin de la souveraineté

¹⁹⁶ Cette publicité est aussi révélatrice de ce qu'elle ne montre pas. D'une part, si tous les personnages s'expriment dans leur propre idiome, les sous-titres sont en anglais. Bien que cette mise en scène s'explique par le fait que la publicité est destinée à un public anglophone, elle révèle une réalité occultée par la technoculture dominante : le monde interconnecté est un monde fragmenté, dans lequel des zones d'inclusion (principalement occidentales et anglo-saxonnes) côtoient des zones d'exclusion. Cette division internationale du travail est tributaire du développement inégal inhérent au capitalisme. La publicité d'IBM est une illustration fort éloquente de ce que Žižek (2004) qualifie de « multiculturalisme postmoderne » et de son racisme latent, qui légitime et dépolitise le capitalisme néolibéral globalisé. Chaque culture est « autorisée » à conserver sa spécificité, pour autant que celle-ci soit *compatible* avec les valeurs du capitalisme globalisé. Les cultures locales peuvent s'exprimer, à la condition qu'elles se marchandisent ou, en d'autres termes, qu'elles se vident du contenu particulier qui faisait justement leur spécificité. La nation, comprise comme le lieu de rencontre entre le particulier et l'universel, se vide ainsi de toute substance et relève dès lors du domaine du particularisme qui ne possède plus de signifiant. Selon Žižek (2004 : 75), « le multiculturalisme est un racisme qui vide la position qui est sienne de toute teneur positive (le défenseur du multiculturalisme n'est pas un raciste franc du collier, il n'oppose pas à l'Autre des valeurs particulières de sa propre culture), mais conserve néanmoins cette position comme le point vide d'universalité privilégié à partir duquel il est possible d'apprécier (et déprécier) de manière appropriée d'autres cultures particulières — *le respect du multiculturalisme pour la spécificité de l'Autre est la forme même qu'adopte l'affirmation de sa propre supériorité* » (Žižek, 2004 : 75, souligné par M.O.).

étatique, mais plutôt la recomposition cybernétique de l'État en organisation, structurée par des échanges rétroactifs de flux d'informationnels.

Les discours de la technoculture et les analyses sur la fin des frontières présentent la globalisation comme un processus imposé par des forces externes et subi par des États impuissants. Ces thèses reposent sur des dichotomies entre l'État et le marché, et entre le national et le global. Ces éléments participent pourtant d'une même totalité signifiante, d'une économie-monde pour reprendre l'expression de Braudel. Plus précisément, ces analyses reproduisent la vision libérale, essentialiste et anhistorique de l'espace. Dans la perspective libérale, l'État est un lieu fixe qui possède sa propre essence intemporelle, soit l'augmentation ou le maintien de son pouvoir et de sa souveraineté. Les relations de pouvoir sont ainsi circonscrites dans des espaces fixes et quadrillés. Les espaces externes au territoire national sont considérés comme asociaux et apolitiques (McDowell & Steinberg, 2003). Qu'elle soit soutenue par des auteurs managériaux (O'Brien, 1991 ; Ohmae, 1990 ; Negroponte, 1995) ou par des auteurs jugés critiques (Castells, 2001 ; Strange, 1996 ; Hardt et Negri, 2000), la thèse du déclin de l'État-nation reproduit cette division libérale factice entre État et marché et entre le national et le global. Ces quatre éléments s'inscrivent dans la dialectique spatiale du capital. Les nouveaux moyens de communication participent eux aussi de ce mouvement dialectique, qui repose sur la contradiction entre la nécessité du capital de dépasser les tendances à la suraccumulation interne, et celle de se fixer spatialement pour se valoriser (Harvey, 1985). L'implantation des TIC n'implique pas tant à un déclin de l'État qu'une reconfiguration des institutions sociales en vue d'assurer une certaine cohérence spatiale à l'accumulation du capital (McDowell & Steinberg, 2003). Au contraire de la thèse anhistorique du déclin de l'État selon laquelle la souveraineté demeure inchangée dans le temps, nous soutenons que cette souveraineté prend la forme cybernétique de l'organisation.

Si les discours sur la fin des territoires, de la géographie ou de l'État-nation ne reflètent pas la réalité contemporaine de l'économie-monde, ils constituent néanmoins une forme de géo-pouvoir. Ce pouvoir symbolique s'incarne dans le lien entre le savoir géographique et la capacité de disposer des gens dans l'espace. Ce géo-pouvoir construit de frontières à la fois imaginées et réelles (O'Tuathail, 1996). Ces discours sur la

déterritorialisation sont révélateurs de la « conscience de classe » (voir chapitre 3) de certaines élites économiques, technologiques, culturelles et politiques. Ils constituent l'expression de leurs intérêts matériels dans le capitalisme cybernétique. La force performative (voir chapitre 1) de ces discours est de structurer les pratiques et le champ de possibilités des acteurs en orientant de manière apriorique les thèmes — et les termes — des débats sur les transformations contemporaines du capitalisme. Ces discours sont porteurs de la vision néolibérale selon laquelle le pouvoir de l'État doit être limité, tout en naturalisant et en magnifiant les vertus du marché (O'Tuathail, 2000 :147). En ce sens, les discours sur la déterritorialisation révèlent l'émergence d'une nouvelle rationalité propre à l'imaginaire économique du capitalisme cybernétique qu'il convient d'étudier plus en profondeur.

La théorisation de l'État développée par Poulantzas s'avère pertinente pour comprendre le lien entre un certain type de rationalité politique qui s'exprime dans l'espace national et les formes de subjectivités politiques qui lui correspondent. Poulantzas (1978) intègre la dimension symbolique du pouvoir dans sa perspective matérialiste d'économie politique de l'État¹⁹⁷. Selon lui, l'État consiste en un ensemble de discours et de pratiques et condense matériellement les rapports de domination :

L'État capitaliste à ceci de spécifique qu'il accapare le temps et l'espace sociaux, qu'il intervient dans la mise en place de ces matrices en ce qu'il tend à monopoliser les procédés d'organisation de l'espace et du temps qui s'érigent, par lui, en réseaux de domination et de pouvoir (Poulantzas, 1978 : 109).

En tant qu'espace de condensation matérielle et spécifique des relations de pouvoir, l'État capitaliste joue un rôle constitutif dans les rapports de production et dans la reproduction élargie du capital. Poulantzas rejette la vision essentialiste selon laquelle le pouvoir étatique est une chose qui peut être possédée. Il soutient au contraire que le pouvoir est une relation sociale enchâssée dans certaines institutions. L'État exerce son pouvoir symbolique en maîtrisant les conceptions dominantes de l'espace et du temps et en construisant et en encadrant la nation dans un territoire délimité. Suivant l'analyse poulantzienne, les transformations actuelles du capitalisme n'impliquent pas tant un déclin

¹⁹⁷ Pour une comparaison entre les travaux de Poulantzas et ceux des philosophes post-structuralistes, voir : Cameron & Palan (1999).

du pouvoir de l'État qu'une restructuration de sa matrice spatio-temporelle. L'État intériorise un nouveau type de rationalité cybernétique et réorganise spatialement son pouvoir. La compression espace-temps (Harvey, 1989) illustre cette nouvelle rationalité communicationnelle qui résulte d'une transformation symbolique de la conception spatiale dominante. En se fondant sur le modèle du réseau — nommé *catallaxie* chez Hayek —, le néolibéralisme restructure l'interrelation entre la frontière, le pouvoir et le sujet politique¹⁹⁸.

Selon Castells (2001), l'avènement de ces réseaux rendrait l'État « impuissant » face au flux communicationnels qui transcendent ses frontières. L'analyse de Castells néglige toutefois le rôle constitutif de l'État dans l'accumulation du capital, et son intériorisation du projet de société globale de l'information. Le néo-constitutionnalisme du capitalisme mondialisé est pourtant le produit délibéré des États qui acceptent de signer des traités multilatéraux (Gill, 1995b). Les États demeurent ainsi responsables en dernière instance de la gestion des capitaux étrangers dans leur territoire. Dès 1974, à suite de la chute des accords de Bretton Woods, Poulantzas analysait l'intériorisation par l'État de la logique mondiale de valorisation du capital :

L'internationalisation actuelle du capital ne supprime et ne court-circuite pas les États nationaux ni dans le sens d'une intégration pacifique des divers capitaux « par-dessus » les États —tout procès d'internationalisation s'opérant sous la domination du capital d'un pays déterminé—, ni dans le sens de leur extinction sous le super-État américain, comme si le capital américain digérait purement et simplement les autres bourgeoisies impérialistes. Mais cette internationalisation, d'un autre côté, affecte profondément la politique et les formes institutionnelles de ces États par leur inclusion dans un système d'interconnexions, qui ne se limite nullement à un jeu de possessions « extérieures » et « mutuelles » entre États et capitaux juxtaposés. *Ces États prennent eux-mêmes en charge les intérêts du capital impérialiste dominant dans son développement au sein même de la formation « nationale », à savoir son intériorisation complexe à la bourgeoisie intérieure qu'il domine* (Poulantzas, 1974 : 72, souligné par M.O.)

¹⁹⁸ Dans son rapport sur l'économie du savoir (1996), l'OCDE reprend cette conception néolibérale de l'économie réticulée : « L'économie devient une hiérarchie de réseaux, mus par l'accélération du rythme du progrès et de l'acquisition de connaissances. On aboutit ainsi à une société de réseaux, où l'opportunité et la capacité d'avoir accès et de participer à des relations à forte intensité de savoir et d'apprentissage conditionnent la position socioéconomique des individus et des entreprises ». OCDE, *L'économie fondée sur le savoir*, Paris, 1996 : 14.

En intériorisant une nouvelle forme de rationalité qui restructure ses fonctions traditionnelles, l'État joue un rôle majeur dans la promotion et dans la consolidation du projet de société globale de l'information. À titre d'illustration, le Rapport Bangerman (1994) sur le rôle de l'Europe dans la société de l'information invitait les pays de l'Union européenne à croire aux mécanismes du marché : « since information infrastructures are borderless in an open market environment, the information society has an essentially global dimension »¹⁹⁹. À l'instar de plusieurs documents officiels produits dans les trois dernières décennies, le Rapport Bangerman recourt à l'imaginaire d'une société globale et sans frontière pour inciter l'État à adopter une nouvelle rationalité, ou dans les termes du Rapport Bangerman, à « développer une mentalité entrepreneuriale pour permettre l'émergence de nouveaux secteurs dynamiques de l'économie »²⁰⁰. Cette nouvelle mentalité, ou *gouvernementalité* (Foucault, 2004), se matérialise dans l'adoption d'un cadre de régulation commun qui rendrait l'Europe plus compétitive et qui permettrait d'« éviter toute forme de protectionnisme, de dirigisme ou d'augmentation des dépenses publiques »²⁰¹.

Le Rapport Bangerman ne suggère pas tant un déclin de l'État-nation que sa transformation en un État entrepreneurial ou compétitif²⁰². Historiquement, l'État « adaptatif » a utilisé diverses stratégies de compétition et d'arrangements institutionnels pour accommoder et soutenir l'accumulation capitaliste sous diverses formes (Amin & Palan, 2001 : 572). Dans le cadre du mode de régulation fordiste-keynésien, le rôle de l'État-providence était de protéger certains secteurs de l'économie et de la vie sociale des pressions du marché. L'État intervenait dans l'économie afin de pallier les imperfections du marché et de maintenir une certaine cohérence dans l'accumulation capitaliste. L'État compétitif résulte d'un ensemble de changements institutionnels qui visent à intégrer une rationalité entrepreneuriale dans son mode de fonctionnement. Cette intériorisation d'une rationalité

¹⁹⁹ European Commission, *Recommendations to the European Council : Europe and the global information society*, Rapport Bangerman, Bruxelles, 1994. En ligne : <http://europa.eu.int/ISPO/infosoc/backg/bangerman.html>. Consulté en janvier 2008.

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² Cette transformation de l'État a été analysée dans les termes d'un « schumpeterien workfare-state » (Jessop, 1994), et d'un État compétitif (Cerny, 1997). Ces analyses rejettent à juste titre la fausse dichotomie État/marché et montrent comment l'État possède une relative autonomie en s'adaptant aux conditions de production du capital dans un contexte de globalisation, d'informatisation et de financiarisation.

cybernétique s'illustre par la marchandisation d'activités autrefois exclues du marché (santé, éducation, culture, etc.), et par la mise en concurrence à l'échelle internationale d'activités qui contribuaient à la richesse nationale (Cerny, 1997 : 272). En déléguant certaines de ses activités au marché, l'État agit non seulement comme un agent actif dans le processus de marchandisation, mais aussi comme un acteur central du marché (*Ibid*).

Cette nouvelle rationalité entrepreneuriale intériorisée par l'État s'inscrit dans l'imaginaire du capitalisme cybernétique, qui alimente l'argumentaire néolibéral. Le néolibéralisme s'appuie sur la prémisse du « savoir limité », selon laquelle la multitude des sujets producteurs et entrepreneurs d'eux-mêmes ne connaissent pas l'ensemble des informations dispersées. Selon les néolibéraux, cette situation d'incertitude explique l'instabilité du système. En d'autres termes, le marché n'atteindrait jamais un équilibre parfait. Contrairement au libéralisme classique qui encourageait le retrait de l'État, le néolibéralisme plaide pour une restructuration des rapports de pouvoir à l'intérieur de la société. Les néolibéraux ne conçoivent pas le marché comme une entité naturelle, mais comme artefact qui se construit politiquement (Foucault, 2004). La vision néolibérale de l'État est donc positive : son rôle consiste à réguler les rapports sociaux dans le marché en construisant des institutions, des règles et des normes qui assurent son bon fonctionnement²⁰³.

Le néolibéralisme s'appuie également sur une conception particulière du sujet et de son rapport au savoir. Le libéralisme classique considérait le sujet comme un individu a priori autonome. Le néolibéralisme défend plutôt un processus d'ingénierie sociale qui vise à

²⁰³ James Buchanan (1985) a développé la théorie du *Public Choice* selon laquelle l'action consciente et délibérée de l'État est essentielle dans la construction des marchés (Olssen et Peters, 2005). Si les néolibéraux de première mouture (Hayek, 1995 [1979]) insistent sur un ordre spontané du marché garant de l'autorégulation des rapports sociaux, les héritiers de cette tradition (Buchanan, 1985) jugent que l'intervention étatique est nécessaire pour construire des marchés « efficaces ». Plus précisément, le *Public Choice* distingue la fonction protectrice de l'État (la loi) de sa fonction productive (la politique). Cette différenciation fait écho à la théorie libérale classique selon laquelle la liberté possède un caractère négatif et positif. Les libéraux classiques soutenaient que l'État devait se limiter à son rôle de gendarme pour assurer une liberté négative. Le libéralisme classique repose sur une conception négative du pouvoir de l'État dans la mesure où le sujet politique est considéré a priori comme un individu autonome qui protège sa liberté de l'intervention publique. Le libéralisme classique entrevoit le marché comme une donne naturelle, qui permet à l'individu de garantir et d'exprimer sa liberté. Les néolibéraux de deuxième mouture comme Buchanan insistent sur le caractère positif du pouvoir étatique. Dans son ouvrage *The Reason of Rules : Constitutional Political Economy*, Buchanan (1985) plaide pour une action délibérée de l'État afin de transformer la société selon les principes du marché.

construire un sujet entrepreneur de lui-même. Plus précisément, le sujet néolibéral utilise son savoir tacite, technique (son « savoir-faire », son *know how*) pour ajuster son comportement en fonction des informations transmises par son environnement. Le sujet s'auto-régule en renouvelant constamment son « capital humain » (Becker, 1964). Dans le néolibéralisme, le système d'éducation joue donc un rôle central dans la construction de subjectivités entrepreneuriales et autorégulées (voir la section 5.2.3 du présent chapitre).

Dans leurs rapports respectifs sur le rôle de l'information et du savoir, l'OCDE et la Banque Mondiale réfèrent implicitement à la rationalité cybernétique des théories néolibérales pour justifier l'engagement actif de l'État dans l'économie. Le document *World Development Report : Knowledge for Development* (1999) produit par la Banque mondiale résume la vision de l'organisation sur l'intervention étatique :

Because the market for knowledge often fails, there is a strong rationale for public action. The state is in a unique position to narrow knowledge gaps, for example, by adopting an open trade regime, supporting lifelong learning, or establishing a sound regulatory environment for a competitive telecommunications industry (: 7).

Dans son rapport intitulé *L'économie fondée sur le savoir* (1996), l'OCDE propose une typologie du savoir conforme à la conception néolibérale de la connaissance. Le savoir y est défini comme un « savoir tacite », c'est-à-dire comme un savoir technique, local et dispersé parmi la multitude des sujets producteurs :

Le savoir est de plus en plus codifié et transmis par le biais de réseaux informatiques et de communication dans la nouvelle « société de l'information ». S'impose aussi le savoir tacite, comme la compétence d'exploiter et d'adapter ce savoir codifié, qui met en relief l'importance d'un apprentissage constant de la part des individus aussi bien que des entreprises. Dans l'économie du savoir, l'innovation est mue par l'interaction des producteurs et des utilisateurs dans l'échange des connaissances aussi bien codifiées que tacites ; ce modèle interactif a remplacé le modèle linéaire classique du processus d'innovation (: 7).

Ce type de connaissance, le « savoir tacite », s'oppose à la raison, qui possédait dans la modernité un statut quasi transcendantal. La conception moderne de la raison suppose que le sujet est un individu autonome en mesure de réfléchir de manière synthétique, réflexive et critique. Selon la perspective néolibérale fondée sur une épistémologie constructiviste

radicale, il est impossible de connaître l'ensemble des savoirs locaux possédés par la multitude des individus. Autrement formulé, la raison est soit inatteignable, soit totalitaire. En plus d'être le signe d'un marché d'informations parfaites, la réalisation de ce type de raison signifie pour les néolibéraux une planification étatique tyrannique. Le néolibéralisme défend donc l'usage d'un savoir tacite codifié, c'est-à-dire une marchandise appropriable²⁰⁴.

En somme, le néolibéralisme n'implique pas un retrait ou une disparition de l'État, mais plutôt une transformation de sa rationalité en fonction des principes cybernétiques. Dans la prochaine section, nous soutenons que l'État joue un double rôle dans le cadre de la société de l'information, celui de sécuriser l'accumulation, et celui —non moins important— de mobiliser et d'adapter les sujets économiques et politiques au régime d'accumulation flexible.

5.1.2. Le pouvoir symbolique et le rôle d'accumulation de l'État : la société de l'information comme régime de mobilisation étatique

L'État possède le monopole de la violence symbolique légitime (Bourdieu, 2001). Son pouvoir symbolique se manifeste lorsqu'il produit ce qu'il nomme. En multipliant les rapports sur la société de l'information fondée sur une économie du savoir²⁰⁵, l'État prescrit une réalité qui se matérialise ensuite dans un ensemble de pratiques sociales et de politiques publiques. L'État joue un rôle central dans la normalisation du projet de la société de

²⁰⁴ Selon l'OCDE : « Du fait de la codification, le savoir s'apparente de plus en plus à une marchandise. Les transactions sur le marché sont facilitées par la codification, et la transmission du savoir est accélérée ». OCDE, *L'économie fondée sur le savoir*, 1996 : 7.

²⁰⁵ En témoigne cette liste non exhaustive compilée par Descheneau-Guay, A. dans *La société du savoir : résonance d'un discours de légitimation du capitalisme*, Mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université Laval, 2007; *La société canadienne à l'ère de l'information : Pour entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle* (Industrie Canada, 1996); *Le savoir en tant que pouvoir d'action* (Statistiques Canada, 1996), *Préparer le Canada au monde numérique* (Industrie Canada, 1997); *Le développement des compétences dans une économie axée sur le savoir* (Agence de promotion économique du Canada atlantique, 1999); *Bâtir une économie forte grâce au savoir et à l'innovation* (Finances Canada, 1999); *Visez plus haut : compétences et esprit d'entreprise dans l'économie du savoir* (Industrie Canada, 2000); *Emploi dans l'économie du savoir*, (Ressources Humaines Canada, 2000), *Les régions du Canada dans l'économie du savoir* (Industrie Canada, 2001); *La conduite des affaires dans l'économie du savoir* (Industrie Canada, 2001); *La formation du personnel enseignant dans une économie fondée sur le savoir* (Statistique Canada, 2002); *Atteindre l'excellence : investir dans les gens, le savoir et les possibilités* (Industrie Canada, 2002); *Le savoir, clé de notre avenir : le perfectionnement des compétences au Canada* (Ressources Humaines Canada, 2002); *Les travailleurs du savoir dans l'économie canadienne, 1971-2001* (Statistiques Canada, 2003); *Capitaliser le Savoir* (Commission du droit du Canada, 2004); *Les industries de services et l'économie du savoir* (Industrie Canada, 2006); *Capacités d'innovation* (Statistiques Canada, 2006).

l'information. Ce « régime de vérité » (Foucault, 1969) est aussi un régime de mobilisation dans lequel les travailleurs doivent s'adapter aux exigences d'accumulation flexible. Pour répondre à l'exigence d'une compétitivité toujours renouvelée dans le capitalisme globalisé, l'État multiplie les efforts pour implanter des réseaux de formation permanente et à distance²⁰⁶.

Le pouvoir symbolique de l'État consiste donc à produire un régime de vérité dans lequel le projet de société globale de l'information est présenté comme une réalité inexorable. Ce pouvoir se matérialise lorsque l'État codifie un ensemble de transformations réglementaires. Depuis les années 1980-1990, les États se sont lancés dans un processus de déréglementation compétitive en vue d'attirer des capitaux étrangers et de soutenir les entreprises nationales dans le marché mondial. L'État fournit également les infrastructures de communication qui permettent aux entreprises de se connecter aux réseaux mondiaux. À l'hypermobilité des flux de capitaux correspond donc un ancrage spatial national (Sassen, 1994) : les firmes sont implantées principalement dans des villes globales, lesquelles possèdent les infrastructures nécessaires au déploiement des activités des multinationales. Plusieurs travaux en économie politique des communications (Schiller, 1999 ; Winseck, 1998 ; Mosco, 1996 ; Mansell, 1993) ont d'ailleurs souligné que les déréglementations concomitantes des secteurs financiers et des télécommunications visaient essentiellement à répondre aux besoins des firmes multinationales. L'État contemporain intériorise la logique de gestion des capitaux étrangers et restructure ses interrelations avec les entreprises, notamment en fournissant les infrastructures essentielles à leur développement.

L'État joue également un rôle constitutif dans l'accumulation primitive du capital en participant activement à la marchandisation du savoir. Il s'insère stratégiquement dans le nouveau régime des droits de propriété intellectuelle, principalement lorsqu'il codifie le savoir-marchandise et légalise sa transformation en bien commercialisable comme toute

²⁰⁶ Selon l'OCDE, « il serait bon que les pouvoirs publics, dans leur action, s'emploient davantage à valoriser le capital humain en facilitant l'accès à tout un éventail de qualifications, en particulier la capacité à apprendre; à renforcer la capacité de l'économie de faire partager le savoir par le biais de réseaux de coopération et par la diffusion de la technologie; et à mettre en place des conditions favorables à une évaluation de l'organisation au niveau de l'entreprise de façon à tirer le maximum d'avantages de la technologie au profit de la productivité ». OCDE, *L'économie fondée sur le savoir*, 1996 : 7.

autre marchandise tangible²⁰⁷. L'État est également actif dans la marchandisation du savoir lorsqu'il intervient dans la restructuration de la recherche universitaire afin qu'elle oriente ses activités de manière à répondre aux besoins du secteur privé. L'État injecte des fonds publics dans la création de *spin-off* (incubateurs d'entreprises), finance les recherches des chercheurs-entrepreneurs dont les résultats sont commercialisables et met en place des partenariats public-privés dans le domaine du financement de la recherche²⁰⁸.

5.1.3. La transformation organisationnelle de la souveraineté de l'État

L'État ne disparaît pas dans la société globale de l'information ; il intériorise et consolide l'imaginaire du capitalisme cybernétique et transforme sa rationalité pour s'adapter aux nouvelles conditions d'accumulation, qu'il a lui-même mises en place. L'État moderne organisait spatialement la population et l'adaptait au mode de production en soutenant une rationalité particulière (Palan, 2003). Les mutations contemporaines du capitalisme en termes d'informatisation, de financiarisation et de globalisation participent donc d'une transformation *culturelle* de l'ensemble des institutions. Cette transformation institutionnelle globale n'est pas strictement technologique, économique et indépendante des relations sociales ; elle procède de l'interrelation dialectique entre l'imaginaire et la matérialité, et se concrétise dans les transformations du mode de production, les modalités de pouvoir et la production de nouvelles subjectivités. Ces mutations institutionnelles impliquent également de nouvelles interrelations entre le pouvoir, l'identité et la conception de la souveraineté. Le nouvel imaginaire du capitalisme transforme la conception de la souveraineté et la manière de gouverner, en témoignent les pratiques managériales de l'État et les relations clientélistes qu'il entretient avec ses citoyens. Plus précisément, la souveraineté de l'État prend une forme organisationnelle (Mascotto, 1999), dont le principal rôle est d'orchestrer les flux de communication internes et externes.

²⁰⁷ L'OCDE insiste sur cette codification du savoir : « C'est la codification croissante de certains éléments de la connaissance qui a amené à qualifier l'environnement dans lequel nous vivons de société de l'information, une société où, bientôt, la majorité des travailleurs produira, manipulera, et diffusera bientôt de l'information et du savoir codifié ». OCDE, *L'économie fondée sur le savoir*, 1996 : 13.

²⁰⁸ Selon l'OCDE, l'État doit améliorer la diffusion des savoirs (tacites) : « Il s'agira d'élargir l'aide à l'innovation et de l'étendre à des projets scientifiques et technologiques plus apparentés à des missions, à des programmes de diffusion, notamment en jetant les bases d'une collaboration université-entreprise-État, en facilitant la diffusion de nouvelles technologies auprès d'un large éventail de secteurs et d'entreprises, et en facilitant le développement d'infrastructures d'information ». *Ibid* : 20.

Les thèses précitées sur la dissolution des frontières (O'Brien, 1991 ; Ohmae, 1990 ; Negroponte, 1995, mais aussi Castells, 2001 ; Strange, 1996 ; Hardt et Negri, 2000) avancent que l'État est traversé de toutes parts par de multiples flux financiers, informationnels et communicationnels qui diminueraient sa capacité de réguler les rapports sociaux à l'intérieur de ses frontières. Certaines de ces thèses défendent la stratégie de l'innovation permanente des États et des entreprises afin qu'ils s'insèrent dans ce vaste mouvement d'augmentation de la vitesse de circulation du capital. Le savoir et l'information sont perçus comme essentiels à l'innovation du capitalisme cybernétique. C'est donc le postulat de départ de ces thèses qu'il convient de réinterroger : loin de voir son pouvoir diminuer, l'État modifie plutôt ses pratiques institutionnelles selon les termes de la « gouvernance » cybernétique. Il se mute en organisation dont la stratégie principale est de stimuler les flux de communication entre les diverses institutions sociales²⁰⁹. L'État participe donc pleinement à la consolidation d'une économie du savoir compétitive à l'échelle globale.

Nous avons soutenu que dans le néolibéralisme, l'État joue un rôle actif pour permettre l'autorégulation des institutions sociales, renommée « gouvernance sans gouvernement » (Rosenau, 1992). Cette activation de l'État se manifeste entre autres dans la production de mesures de performance (cibles, récompenses et punitions). Ces contrats de performance garantiraient les meilleures pratiques (*best practices*) des organisations et des sujets économiques, envisagés ici comme des monades individuelles qui transigent dans les marchés. L'État réorganise également les institutions sociales en réseaux d'interactions qui s'apparentent à des marchés. Cette restructuration institutionnelle est fréquemment qualifiée de pratique de « bonne gouvernance ». Selon ses promoteurs (notamment Paquet, 2000), la gouvernance consiste en une articulation complexe de relations non-hiérarchiques et réticulaires entre diverses institutions sociales. Dans une « société de l'information » fondée

²⁰⁹ Selon l'OCDE : « L'innovation résulte donc des multiples interactions d'une communauté d'agents économiques et d'établissements qui, ensemble, forment ce que l'on a appelé système nationaux d'innovation. De plus en plus, ces systèmes d'innovation s'étendent au-delà des frontières nationales. Ils portent essentiellement sur les mouvements et les relations qui existent entre les branches industrielles, les pouvoirs publics et les milieux universitaires, dans l'optique du développement de la science et de la technologie. Les interactions au sein de ces systèmes influent sur la performance des entreprises et des économies en matière d'innovation. Le "pouvoir de diffusion du savoir" du système, ou sa capacité de garantir aux novateurs un accès opportun aux stocks de savoir dont ils ont besoin, est de toute première importance » OCDE, *op.cit.* : 15.

sur une « économie du savoir » (marchandisé), une relation partenariale se tisse entre l'État — en tant qu'espace de cristallisation des rapports de pouvoir —, l'entreprise — comme lieu de l'accumulation du capital — et l'université — comme institution productrice de savoir (brevetable et commercialisable).

Les sociologues de l'innovation Leydesdorf et Etkowitz (2000) nomment « triple hélice » ce modèle d'interrelations réticulées. Le modèle de la triple hélice s'appuie sur le constat post-fordiste selon lequel la connaissance et la recherche sont cruciales dans le développement économique. Si leur analyse décrit relativement fidèlement la reconfiguration des interrelations entre l'État, l'industrie et l'université dans une économie du savoir, Leydesdorf et Etkowitz (2000) cautionnent les conséquences de ce réaménagement. Ces diverses institutions sociales (État, université, industrie) se restructurent de sorte que les frontières qui les séparent s'estompent tendanciellement. L'État devient de plus en plus comme une entreprise, l'entreprise comme un État, et l'université se transforme en une université entrepreneuriale dont le rôle passe « de la valorisation de la connaissance à la création de la valeur » (voir Figure 16).

Figure 16 : Reproduction du site Internet du Bureau de la recherche et transfert de technologie de l'Université d'Ottawa, 2008²¹⁰.



De la valorisation de la connaissance à la création de valeur

Mission du VRTT : Créer des partenariats stratégiques qui encouragent l'innovation, tout en facilitant le développement technologique et la commercialisation, afin de fournir aux chercheurs de l'Université d'Ottawa des services qui augmentent la visibilité de leurs recherches.

Le bureau Valorisation de la recherche et transfert de technologie (VRTT) favorise le

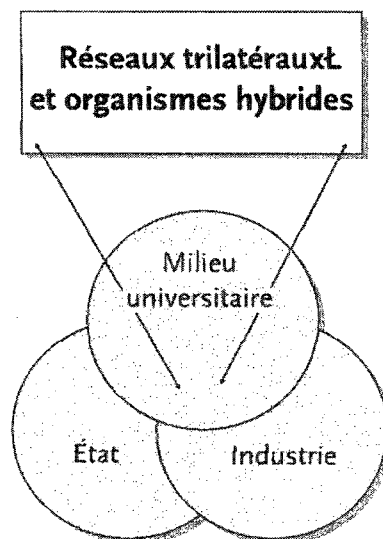
²¹⁰ En ligne : <<http://www.vrta.uottawa.ca/index.asp>>. Consulté en février 2008.

développement de partenariats stratégiques en vue de fournir de nouvelles occasions de recherche en collaboration, de développement technologique et de commercialisation. Le VRTT procure un certain nombre de services aux chercheurs de l'Université d'Ottawa et apporte son soutien aux partenaires de la recherche sous contrat et du développement technologique relativement à six activités principales :

- Soutien à la recherche sous contrat
- Création de nouvelles possibilités de recherche en collaboration
- Divulgence et évaluation des découvertes issues de la recherche
- Protection des découvertes issues de la recherche et de la propriété intellectuelle
- Transfert des découvertes issues de la recherche aux partenaires de l'Université d'Ottawa
- Mise en valeur des possibilités de commercialisation des découvertes issues de la recherche

Cette reconfiguration institutionnelle implique que les frontières entre le public et le privé s'estompent tendanciuellement : chaque institution peut assumer le rôle de l'autre (voir Figure 17).

Figure 17 : Le modèle de la triple hélice de Leydesdorf et Etkowitz, 2000.



En valorisant la commercialisation des résultats des recherches financées par des deniers publics et en participant à la création de *spin-offs*, l'université joue le rôle de l'industrie et devient un lieu privilégié de l'accumulation du capital :

La production et la reproduction de savoir-pourquoi sont souvent organisées au sein de structures spécialisées, comme des laboratoires de recherche ou des universités. Pour accéder à ce type de savoir, les entreprises doivent avoir une interaction avec ces structures soit en recrutant des éléments ayant reçu une formation scientifique soit, directement, en entretenant avec elles des relations ou en menant des activités conjointes (OCDE, *op.cit.* : 20)

L'État joue également le rôle de l'industrie et se constitue comme un espace privilégié de l'accumulation du capital. Il soutient le développement technologique en créant des programmes de financement et des politiques de déréglementation en matière de finance, de propriété intellectuelle et de TIC. Pour sa part, l'industrie joue de plus en plus le rôle des universités en recherchant activement de nouveaux savoirs à exploiter. Le secteur privé assure également la formation permanente de ses employés dans un processus de recyclage continu qui pallierait l'obsolescence du savoir. L'industrie entretient de plus en plus de relations partenariales avec les universités. Elle extrait de manière plus intensive le savoir et la connaissance des travailleurs et transforme ses pratiques pour devenir une « organisation apprenante ».

L'entreprise adopte également les discours et les pratiques de l'État. Depuis le projet d'Al Gore, les grandes entreprises de communication se font les principaux promoteurs du projet de « société globale de l'information ». À titre d'illustration, le PDG de *Quebecor*, Pierre Karl Péladeau, soutient que son entreprise véhicule un grand projet qui intègre le Québec à la « société de l'information » afin de favoriser « l'exception culturelle québécoise » (cité dans Winseck, 2002b : 816). Ce projet se réalisera si les entreprises mobilisent une stratégie de convergence, sans que l'État n'intervienne pour interdire la concentration des entreprises médiatiques²¹¹.

²¹¹ « Et c'est pour ça que je dis, d'une certaine façon, la concentration est souhaitable dans la mesure où elle permet de maintenir cette exception culturelle qui existe parce qu'il s'agit ici d'un groupe qui a les capacités financières d'investir en production locale ». (Pierre Karl Péladeau, *Audiences du CRTC*, février 2003. En ligne : <<http://www.crtc.gc.ca/ENG/transcripts/2003/tb0203.html>>. Consulté en mai 2006.) Ce type de

Si les interrelations entre l'État, l'industrie et l'université ne sont pas nouvelles — *confer* le complexe militaro-industriel de la Guerre froide—, elles prennent désormais la forme d'une configuration réticulée entre l'État, l'entreprise et le secteur techno-scientifique. Les entreprises, qui transforment l'information en de nouvelles connaissances, et les universités, en tant que lieux de production du savoir brevetable, orientent leurs activités de manière convergente. L'État adopte aussi les discours et les pratiques de gestion de l'entreprise et se mute en État compétitif. Le discours de la réinvention du gouvernement, selon lequel il faut « faire plus avec moins », de même que les pratiques de réingénierie propres au modèle du *lean management* du secteur privé, reposent en grande partie sur l'intégration des TIC aux activités gouvernementales (modèle de la gouvernance en réseaux). Afin d'être plus efficient et d'assurer une plus grande participation des citoyens-consommateurs, l'État devient, tout comme l'entreprise, une « organisation apprenante »²¹² en réseaux.

Dans ce processus de dé-différentiation fonctionnelle, les différentes institutions sociales adoptent les mêmes normes de prises de décisions fondées sur l'efficacité technique (Schecter, 1995). Si, à une certaine époque, il convenait de parler d'autonomisation des institutions dans la mesure où elles fonctionnaient selon leurs propres codes normatifs, cette différenciation institutionnelle s'estompe tendanciellement dans la « société de l'information » fondée sur une « économie du savoir ». Il s'avère de moins en moins

déclaration est significatif dans la mesure où l'entreprise privée, bien qu'elle se fasse le porte-parole d'une déréglementation qui favoriserait la compétition, honnit cette même compétition. De manière plus générale, ce type de déclaration reflète le passage d'une régulation monopolistique favorable à l'intérêt général (fordisme-keynésianisme) à une régulation monopolistique favorable aux intérêts privés. En somme, la distinction entre la période fordiste et la période post-fordiste réside dans deux manières d'organiser l'anti-marché (les monopoles).

²¹²Selon le Forum économique mondial : "In addition, governments should "lead by example" by effectively employing information and communications technologies in their own organizational management. Establishing transparent electronic procurement practices, reforming decision-making and work procedures to become networked learning organizations, expanding information interfaces with the general public, and using information and communications technologies in such policy arenas as public health, education, employment, transportation, and energy and resource management would simultaneously increase their own efficiency and demonstrate to local businesses and civil society the gains that can be realized through technology". World Economic Forum, *From the Global Digital Divide to the Global Digital Opportunity. Proposals submitted by the Task Force of the World Economic Forum to the G-8 Kyushu-Okinawa Summit*, 2000. En ligne : <http://www.weforum.org/pdf/DigitalDivide/Official_G8_Statement.pdf>. Consulté en mai 2007.

pertinent d'envisager ces structures institutionnelles comme si elles étaient autonomes, chacune d'elles prenant une forme organisationnelle²¹³.

Contrairement à ce qu'avancent les thèses déterministes sur la société de l'information, la technologie possède une fonction instrumentale dans la mesure où c'est son utilisation par les forces sociales qui a engendré la transformation des institutions en structures organisationnelles. Celles-ci seront jugées efficaces si la technologie y est utilisée selon le modèle cybernétique du commerce électronique²¹⁴. La gouvernance, telle qu'étayée par le modèle de la triple hélice, vise finalement l'optimisation cybernétique des interactions institutionnelles, qu'elles soient locales, nationales ou internationales. Leydesdorf & Etkowitz (2000) soutiennent que ce processus se réalise en appliquant les principes du commerce électronique à chacune des institutions :

Les systèmes d'innovation et leurs relations entre eux apparaissent aux niveaux organisationnel, local, régional, national et multi-national. Les sous-dynamiques interactives, i.e. des éléments opératoires spécifiques comme les marchés et les innovations technologiques, *sont constamment reconstruites à la manière du commerce sur Internet*, mais de façon différente aux divers niveaux (: 140, souligné par M.O.).

En somme, les entreprises deviennent de plus en plus comme des universités et les universités de plus en plus comme de entreprises (Thrift, 2005) dans la « société globale de l'information ». Les États s'apparentent également aux entreprises, et vice versa (Amin et Palan, 2001). En termes concis, l'État accumule, l'entreprise et la société civile légitiment, et le citoyen consomme. Dans la section suivante, nous présentons le contexte de la réorganisation de l'État dans la société de l'information et le capitalisme cybernétique. Nous expliquons comment l'État transforme la relation qu'il entretient avec ses commettants. En

²¹³L'Encyclopédie scientifique définit l'organisation comme « un ensemble d'individus regroupés au sein d'une structure régulée possédant un système de communication qui permet de faciliter la circulation de l'information en vue de répondre à des besoins et d'atteindre des objectifs déterminés ». En ligne : <<http://www.technoscience.net/?onglet=glossaire&definition=762>>. Consulté en juin 2008.

²¹⁴Le modèle du commerce électronique consiste à appliquer les TIC à l'ensemble des moments de la chaîne de création de la valeur d'une entreprise (production, distribution, consommation) en vue d'augmenter l'efficacité interne de l'organisation et de la gestion, d'accroître l'efficacité, de diminuer les coûts de transaction tant pour les fournisseurs que pour les acheteurs, et d'élargir l'accès aux débouchés des fournisseurs de même que le choix offert aux consommateurs. OCDE, *Vers une société mondiale de l'information*, Paris : 1997.

important les pratiques et les discours de l'entreprise, il transforme sa souveraineté politique en une souveraineté commerciale (Palan, 2003) et organisationnelle (Mascotto, 1999). Le lien subjectif qui unit les citoyens à la nation s'en trouve profondément modifié. La conception commerciale et organisationnelle de l'État influence la relation du sujet avec son monde social : le sujet devient un entrepreneur de lui-même, mais aussi un consommateur qui intériorise la logique de commercialisation et certaines pratiques de réorganisation cybernétique.

5.2. La restructuration managériale des institutions et la transformation des subjectivités

« Jeunes nomades, nous vous aimons ! Soyez encore plus modernes, plus mobiles, plus fluides [...]. Soyez légers et anonymes comme des gouttes d'eau ou des bulles de savon : c'est l'Égalité vraie, celle du Grand Casino de la vie ! Si vous n'êtes pas fluides, vous ne serez pas admis dans la Grande Surboum Mondiale du Grand Marché...Soyez absolument modernes [...] soyez nomades et fluides ou crevez comme des ringards visqueux ! »

Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs. De l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés*, 1998, p.86.

Les écrits en économie politique et en sociologie du travail et de l'éducation critiquent généralement les transformations organisationnelles des institutions (État, entreprise, université) dans les termes d'une disciplinarisation néolibérale²¹⁵. Plusieurs de ces analyses décrivent la restructuration managériale des institutions propre au néolibéralisme comme un processus externe imposé à des acteurs sociaux passifs. Si elle décrit en même temps qu'elle dénonce la marchandisation du savoir liée à une société globale de l'information, et condamne à juste titre la déréglementation et la privatisation des institutions publiques, cette critique omet d'analyser la manière dont ces transformations s'inscrivent dans une mutation sociale et culturelle plus large, celle du mode de régulation du capitalisme. Elle néglige également la valorisation et la production par ces mêmes institutions d'un type particulier de subjectivité en vue d'assurer la reproduction sociale et la reproduction élargie du capital.

Le brouillage des frontières entre l'État, l'entreprise et l'université s'inscrit dans le cadre de la crise du mode de régulation fordiste et de ses institutions. Cette crise fut non

²¹⁵ Pour un aperçu de la perspective de la « disciplinarisation » néolibérale de l'État, voir Gill (1995b), de l'entreprise, voir Coutrot (1998) et de l'université, voir Slaughter & Leslie (1999).

seulement économique, mais également culturelle et sociale. En insistant sur le caractère oppressif et externe du pouvoir, la critique de la transformation managériale des institutions en termes de « néolibéralisme disciplinaire » occulte la dimension proprement productive de cette mutation. La restructuration néolibérale s'accompagne pourtant d'un nouveau discours de justification qui instrumentalise cette critique des institutions considérées comme des milieux hiérarchiques et oppressifs. Ce discours de justification de la restructuration institutionnelle soutient que l'implantation de réseaux horizontaux de consultation permettraient une participation plus active des sujets sociaux (travailleurs, citoyens, fonctionnaires, professeurs, étudiants). Ce discours valorise la transformation subjective qu'implique la restructuration managériale : les sujets intériorisent les visées entrepreneuriales des organisations dont le but est d'atteindre une efficience maximale. Dans cette section, nous précisons la transformation des subjectivités induite par la restructuration des institutions sociales, politiques et économiques comme l'État, l'entreprise et l'université. À titre d'illustration, la pratique du e-gouvernement (l'État « virtuel ») interpelle le sujet politico-économique comme un consommateur et transforme en profondeur le lien qui unit le citoyen à l'État. L'intériorisation de cette subjectivité consumériste légitime en retour la transformation organisationnelle et commerciale de la souveraineté étatique. Nous analysons quatre aspects du processus de restructuration institutionnelle propre au capitalisme cybernétique : 1) la transformation de l'État en quasi-entreprise ; 2) la transformation de l'entreprise en quasi-État ; 3) la restructuration de l'université selon les principes managériaux ; 4) la transformation de la consommation et du sujet économique.

5.2.1. L'État-virtuel et le citoyen-consommateur

Nous avons analysé le projet de « société globale de l'information » comme un régime de mobilisation diffusé à l'échelle globale, qui a institutionnalisé une conception particulière de l'information comme marchandise et comme mécanisme de régulation politique (voir chapitre 4). Suivant l'analyse poulantzienne, nous soutenons que non seulement les États consolident ce projet en prenant en charge les « capitaux impériaux dominants » (Panitch 2000), mais qu'ils intègrent également une forme de rationalité particulière, la rationalité cybernétique.

Les partenariats public-privés (PPP) sont l'une des pratiques structurantes de la « société de l'information » au niveau national. Le Plan d'action du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)²¹⁶ incite l'État à jouer le rôle « d'utilisateur modèle » en « adoptant sans délai le commerce électronique »²¹⁷. La firme *Oracle*, une des principales entreprises privées qui oeuvrent dans la mise en place du commerce électronique dans les administrations publiques, plaide pour cette convergence des discours et des pratiques des secteurs privé et public :

When it comes to the potential efficiencies of E-Business, the Public and Private Sectors have quite a bit in common. Both have employees in place to deliver products or services. Both have customers that consume these products or services. Both have a supply chain behind the delivery of products or services. And, both share a common objective in trying to reduce administrative overhead and improve core product/service delivery²¹⁸.

À la manière d'une entreprise, l'État compétitif de la « société de l'information » multiplie les efforts pour implanter le commerce électronique. Sous le régime de la démocratie de marché, son rôle ne se limite pas aux fonctions régaliennes et sociales ; il intègre dans son fonctionnement les discours et les pratiques de gestion des entreprises comme celle du gouvernement en ligne (e-gouvernement). Le Plan d'action du SMSI stipule que « les pouvoirs publics doivent formuler des stratégies nationales, notamment en matière d'administration électronique, afin de rendre l'administration plus transparente, plus efficace et plus démocratique »²¹⁹. L'OCDE abonde dans le même sens :

En outre, les TIC peuvent aider un individu à faire entendre sa voix dans un débat général, elles peuvent être mises à profit pour encourager les citoyens à réfléchir de façon constructive aux questions d'intérêt public, et elles peuvent

²¹⁶ Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) est un moment central dans la construction de la société globale de l'information. Il vise à évaluer l'impact des technologies de l'information sur l'ensemble des sphères de la société et à élaborer une vision commune du phénomène. L'objectif du Sommet était de « formuler de façon parfaitement claire une volonté politique et prendre des mesures concrètes pour poser les bases d'une société de l'information accessible à tous, tout en tenant pleinement compte des différents intérêts en jeu ». En ligne : <<http://www.itu.int/wsis/basic/about-fr.html>>. Consulté en mai 2006.

²¹⁷ SMSI, *Plan d'action de Genève*, 2004, p.10. En ligne : <http://www.itu.int/dms_pub/itu-s/md/03/wsis/doc/S03-WSIS-DOC-0005!!PDF-F.pdf>. Consulté en mai 2006.

²¹⁸ Oracle, *Transforming Government An E-Business Perspective*, 2003. En ligne : <http://www.oracle.com/industries/government/Gov_Overview_Brochure.pdf>. Consulté en mai 2006.

²¹⁹ SMSI, *Plan d'action de Genève*, op.cit.

contribuer à l'évaluation des conséquences du recours à la technologie pour décloisonner le processus politique²²⁰.

L'État instrumentalise ce discours sur la démocratisation des institutions par les TIC²²¹, et restructure concrètement ses activités en réseaux informatiques. La Banque Mondiale définit la pratique du e-gouvernement comme :

l'utilisation par les agences gouvernementales des technologies de l'information [...] qui ont la capacité de transformer les relations entre les citoyens, les entreprises, et les autres branches du gouvernement. Ces technologies servent une variété de fins différentes : une meilleure offre de services gouvernementaux aux citoyens, une interaction améliorée avec les entreprises et les industries, un renforcement du pouvoir du citoyen grâce à l'accès à l'information et une gestion gouvernementale plus efficace. Les bénéfices sont une diminution de la corruption, une augmentation de la transparence, de meilleurs services, une augmentation des revenus, et une réduction des coûts²²².

La transformation de l'État en un « État virtuel » résulte d'une stratégie de re-légitimation élaborée pendant et après la crise de l'État-providence et du mode de régulation fordiste-keynésien, jugés trop bureaucratiques²²³. Dans le but d'optimiser ses prises de décisions et d'alléger ses structures, l'État adopte les principes managériaux en vigueur dans le secteur privé et s'inspire des postulats cybernétiques pour se transformer en « organisation apprenante ». Le modèle managérial du e-gouvernement augmenterait l'efficacité de l'organisation étatique, assurerait une distribution optimale des informations aux citoyens-consommateurs et accroîtrait la vitesse de transmission des services (Chadwick & May, 2003). L'augmentation des flux de communication permettrait aux citoyens-consommateurs d'améliorer leurs relations avec les organisations gouvernementales. En ce sens, le fonctionnement cybernétique de l'État virtuel serait adapté au sujet économique devenu

²²⁰ OCDE, *L'administration électronique : un impératif. Principales conclusions*, 2004. En ligne : <<http://www.oecd.org/dataoecd/34/54/31229653.pdf>>. Consulté en janvier 2007.

²²¹ Le discours post-modernisant qui prône une transformation (rhizomatique), voire un rejet, des institutions disciplinaires et sur la reconnaissance par la communication, est ainsi récupéré par les États qui adoptent la pratique du e-gouvernement.

²²² Traduction libre de Banque Mondiale, *E-government*. En ligne : <<http://www1.worldbank.org/publicsector/egov/definition.htm>>. Consulté en juin 2007. Ce même document avance que « l'administration électronique contribue à la réalisation d'autres objectifs de politique économique, dans la mesure où elle permet de réduire les dépenses publiques grâce à la mise en œuvre de programmes plus efficaces et efficients, d'améliorer la productivité des entreprises grâce à la simplification des procédures administratives, et de favoriser le développement de la société de l'information et du secteur des TIC ».

²²³ Sur la crise de légitimation de l'État, voir Habermas, 1976.

entrepreneur de lui-même. Le citoyen devenu consommateur-client s'adapterait en retour à cette organisation interne de l'État, qui s'apparente à un marché fonctionnant de manière cybernétique :

Une approche axée sur le service au client dispense l'utilisateur de l'obligation de comprendre les structures et les relations complexes des administrations. Internet peut contribuer à la réalisation de cet objectif, en permettant aux administrations de se présenter comme une organisation unifiée, et de fournir des services en ligne intégrés. Comme tous les services, ceux qui reposent sur l'administration électronique doivent être développés en fonction de la demande et de leur valeur d'usage, dans le cadre d'une stratégie globale des canaux de fourniture²²⁴.

Selon l'OCDE, la mise en place du gouvernement en ligne requiert un « partage de risques » (les PPP), ce qui a pour effet d'estomper les frontières entre le marché et l'État, le privé et le public :

L'administration électronique passe par des partenariats entre les secteurs public et privé. La quasi-totalité des activités relevant de l'administration électronique fait intervenir le secteur privé. Les administrations publiques ont ainsi accès à des compétences et à des produits, réduisent les risques, attirent des capitaux privés et intègrent leurs prestations de service dans les réseaux du secteur privé. Des accords plus innovants, prévoyant des rapports plus souples et à plus long terme avec des partenaires partageant les risques et les bénéfices, peuvent aider les administrations publiques à faire face à l'évolution constante des technologies et des possibilités qui leur sont offertes. Les coordonnateurs de l'administration électronique, en liaison avec les services chargés des achats et les principaux organismes publics, doivent élaborer un cadre de partenariat entre les secteurs public et privé dans le domaine de l'administration électronique²²⁵.

L'expertise du gouvernement en ligne provient du secteur privé, principalement des multinationales de consultation (*Accenture*, *Siebel Systems* et *IBM*) qui se présentent comme des entreprises oeuvrant dans le domaine de l'« industrie gouvernementale » et qui envisagent la démocratie comme « l'amélioration du service à la clientèle » (Gingras, 2005 : 77-78). Selon la firme *Accenture* : « Governments focused on building the service trust do

²²⁴ OCDE, *L'administration électronique : un impératif. Principales conclusions*, 2004. En ligne : <<http://www.oecd.org/dataoecd/34/54/31229653.pdf>>. Consulté en janvier 2007.

²²⁵ *Ibid.*

not ask, “Did we answer the phone on time?” but rather, “Did we give the customers what they need?” »²²⁶.

La pratique du e-gouvernement provient des développements en *New Public Management* (Nouvelle Gestion Publique) qui instaure « un type de rapport entre l’État et l’individu qui s’apparente à un rapport de consommation » (Gingras, 2005 : 61). Plus précisément, les administrations publiques adoptent un modèle du commerce électronique qui repose sur le principe du *Customer Relationship Management* (CRM), dont l’objectif est d’établir une relation centrée sur les besoins du client afin de renouer le dialogue entre les responsables politiques et les consommateurs de services publics. Cette relation administration-client est rendue possible par les dispositifs d’interactivité des TIC (Van Lerberghe, 2004).

En adoptant la pratique de gouvernance électronique issue du secteur privé, l’État participe à la marchandisation d’Internet, et surtout, à la marchandisation de la démocratie (Bulbulian, 2003). Si l’État-providence protégeait certaines de ses activités des pressions du marché, l’État compétitif marchandise la relation démocratique qu’il entretient avec ses citoyens en la confiant à des entreprises privées. Le cyber-philosophe Pierre Lévy (2002) envisage cette mutation avec enthousiasme : « dans la cyberculture, le gouvernement est un marché » (: 114), puisque « l’intelligence collective semble plus attrayante organisée par des professionnels du divertissement que des autorités publiques » (: 103).

Les pays industrialisés ont défendu l’adoption de ce modèle managérial de la démocratie de marché en le présentant comme une « réingénierie » de l’État permise par les TIC. Le *National Partnership for Reinventing Government* rédigé par l’administration Clinton vise à favoriser l’implantation des TIC dans les instances publiques. Selon Al Gore, vice-président et responsable de la gouvernance en ligne à l’époque, la réinvention du gouvernement consiste à remplacer le modèle hiérarchique de l’administration publique par un modèle d’« intelligence partagée » jugé plus égalitaire. Cette configuration réticulaire garantirait une distribution optimale de l’information dans l’organisation et assurerait un

²²⁶ Accenture, *Leadership in Customer Services : Building the Trust*, 2006 : 50.

processus de prise de décision plus flexible, plus efficient et moins coûteux. Le *National Partnership for Reinventing Government* invite les citoyens à interagir avec l'État à titre de consommateurs de services publics :

Increasing numbers of customers are making personal computers and on-line services another popular way to access government information. Most agencies have responded by establishing electronic Government Information Locator Services (GILS) to help find government information on a timely and equitable basis. Most agencies also have Internet home pages²²⁷.

L'administration «travailliste» de Tony Blair a adopté un modèle similaire. Sa stratégie de modernisation des structures étatiques visait à construire un gouvernement britannique adapté à « l'ère de l'information », en privilégiant les pratiques en réseaux en vigueur dans le secteur privé. Le gouvernement s'est transformé en « organisation apprenante » et a recentré ses activités sur les besoins des citoyens-consommateurs²²⁸. La stratégie britannique correspond donc à une « stratégie corporative » qui a permis d'introduire les TIC dans le fonctionnement du gouvernement, estompant du même coup les frontières entre le public et le privé. Le gouvernement a interpellé les entreprises de la « nouvelle économie » qui démontraient un intérêt dans le développement du e-gouvernement (Chadwick & May, 2003) et souhaitaient bénéficier d'« effets induits ». Dans la même optique, le gouvernement britannique a appelé à la création d'une « université pour l'industrie » consacrée à l'éducation permanente en ligne :

Individuals and businesses will soon have access to a wealth of lifelong learning resources through the University for Industry, a new kind of organisation for open and distance learning. Using modern information and communications technologies, it will broker high quality learning products and services and make them available at home, in the workplace and at learning centres country-wide²²⁹.

À la suite des recommandations du Rapport Bangerman (1994) précité, l'Union européenne (UE) a également développé des initiatives pour mettre en place un e-

²²⁷ National Partnership for Reinventing Government, *Access America: Reengineering Through Information Technology*, February 1997. En ligne : <http://govinfo.library.unt.edu/npr/library/announc/access/part01.html>. Consulté en novembre 2007.

²²⁸ Cabinet Office, *Modernising Government*, March 1999 : 44. En ligne : <http://archive.cabinetoffice.gov.uk/moderngov/download/modgov.pdf>. Consulté en janvier 2008.

²²⁹ *Ibid*: 48.

gouvernement à l'échelle continentale. L'UE a restructuré ses relations sous la forme de réseaux entre les différents paliers (locaux, régionaux, interétatiques) afin de diminuer les coûts administratifs et d'augmenter l'efficacité de l'organisation²³⁰. Elle a également contribué à la promotion de l'image européenne dans les réseaux globaux d'information en créant le domaine .EU²³¹.

Selon ses promoteurs, la pratique du e-gouvernement possède l'avantage de fournir des informations quantifiables, classables et codifiables. Elle maximiserait ainsi le potentiel de l'image de marque des États, qui sont classés selon le nombre des meilleures pratiques (*best practices*) de restructuration managériale. À l'instar de nombreux organismes privés et publics, la multinationale de consultation *Accenture* produit un classement annuel qui porte sur l'implantation du e-gouvernement. Intitulé *Leadership in Customer Service : Delivering on the Promise*, le rapport de 2007 établit un classement nationale qui porte sur le taux de satisfaction des consommateurs de services gouvernementaux :

As the majority of governments continue to struggle with the fundamental principle of "knowing their customers," innovators are moving beyond basic demographic categories and thinking of customers as groups based on more meaningful factors that include what the customer truly needs²³².

En collaboration avec la firme de management Booz/Allen/Hamilton, la Fondation Bertelsmann publie également un classement qui détermine les meilleurs gouvernements en ligne, le *Balanced e-governement Index* (BEGIX). Fondé sur les critères d'efficacité, de transparence, de participation et de gestion du changement, le BEGIX (voir Figure 18) établit un classement des meilleurs e-gouvernements, soient ceux en mesure de réunir démocratie et efficacité. Les meilleurs e-gouvernements sont généralement ceux des pays occidentaux et anglo-saxons. Ces classements prennent la forme de *benchmark* — des idéaux-types utilisés

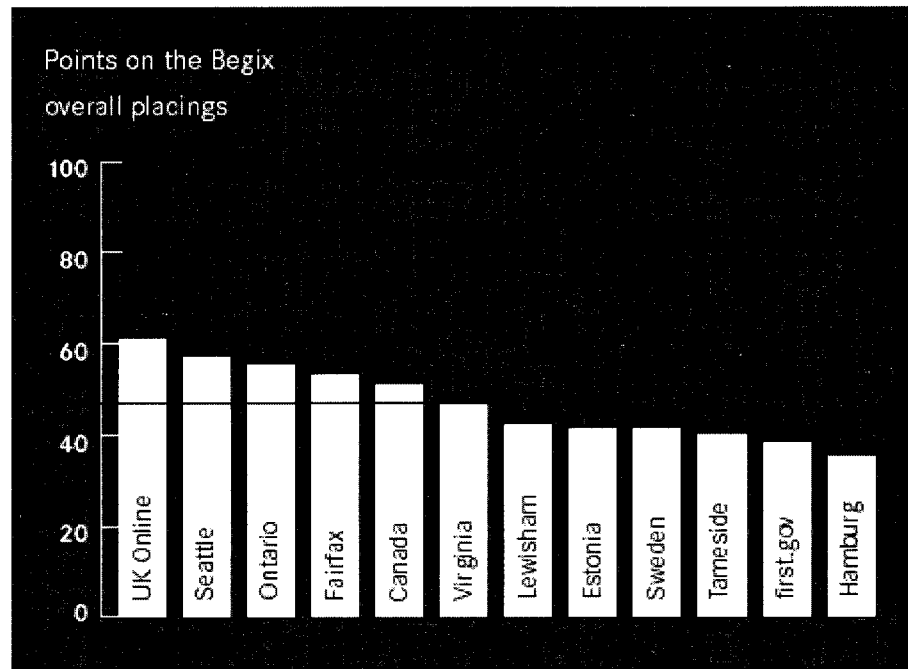
²³⁰ En témoigne l'adoption par le gouvernement britannique du slogan aux connotations publicitaires « Better government, cheaper government ».

²³¹ European Parliament, *Report on the proposal for a European Parliament and Council regulation on the implementation of the Internet Top Level Domain ".EU"*. En ligne : <<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A5-20010226+0+DOC+PDF+V0//EN&language=EN>>. Consulté en juin 2007.

²³² Accenture, *Leadership in Customer Service : Delivering on the Promise*, 2007 : 7.

en management qui déterminent les pratiques les plus efficaces — et sont consultés par les gouvernements qui souhaitent accroître leur capital réputationnel et leur image de marque.

Figure 18 : Classement de la Fondation Bertelsmann, 2001²³³



Deux conséquences découlent de ce type d'exercice. D'une part, les classements renforcent le capital réputationnel des pays en tête de liste et leur offre une tribune où ils exposent leur degré de compétitivité en vue de séduire d'éventuels capitaux étrangers. D'autre part, l'exercice cautionne et légitime la restructuration managériale des activités de l'État (Hansen & Salskov-Iversen, 2005) en la présentant comme la meilleure pratique à adopter dans une économie globale compétitive. Ces classements établissent les normes de l'efficacité technique à partir desquelles la démocratie est comptabilisée, instaurant ainsi la démocratie-marché comme modèle dominant du rapport politique citoyen-État. L'efficacité

²³³ Bertelsmann Fondation, *Balanced e-governement: E-governement—Connecting Efficient administration and Responsive Democracy*, 2001 : 12.

constitue ainsi le principe normatif qui justifie la transformation de l'État en unités organisationnelles.

En somme, la réinvention managériale et néolibérale du gouvernement correspond moins à un démantèlement de l'État qu'à une transformation majeure des modalités technocratiques des services publics. La réingénierie favorise à la fois la sous-traitance des activités de l'État et l'application des critères en vigueur dans le secteur privé aux services publics. En plus d'améliorer la performance de l'organisation, l'implantation des TIC dans les administrations renforcerait « la participation des citoyens et des entreprises à la prise de décision dans la vie publique »²³⁴. Les analyses sur le e-gouvernement confirment pourtant que cette transformation des pratiques de l'État n'a pas permis la création d'un espace public délibératif de type habermassien (Gingras, 2005). Elle a plutôt renforcé les inégalités et les rapports de pouvoir préexistants à la fois à l'intérieur du gouvernement et entre le gouvernement et les citoyens (Chadwick & May, 2003).

La mise en place du gouvernement en ligne s'inscrit dans la mutation de l'État-Providence en un État-compétitif, au sein duquel les relations avec les citoyens et la conception de la démocratie sont profondément transformées. En plus de posséder un statut moral au même type que les individus, les corporations participent maintenant directement aux prises de décisions de l'État et à l'orientation générale des politiques publiques. Ce processus d'« incorporation de la citoyenneté » a modifié en profondeur la nature même de la démocratie. La communauté politique telle que comprise dans la modernité s'est dissoute dans un ensemble de groupes sectorialisés (Bourque, Duchastel, Pineault, 1999 : 61). Cette culture individualiste alimente le capitalisme cybernétique, dans lequel le pouvoir politique du citoyen diminue. Dépourvu de sa citoyenneté politique au profit d'un statut juridique, le citoyen se transforme en consommateur dans un marché économique et « démocratique »²³⁵ global.

²³⁴ OCDE, *L'administration électronique : un impératif. Principales conclusions*, 2004. En ligne : <<http://www.oecd.org/dataoecd/34/54/31229653.pdf>>. Consulté en janvier 2007.

²³⁵ Le marché est présenté comme « démocratique », en ce que tous les citoyens-consommateurs détiendraient des chances égales de participation. La notion d'autonomie du sujet politique se transforme alors en autorégulation : l'autonomie ne réside plus dans l'exercice d'un droit constitutionnel de participation au processus

5.2.2. L'entreprise virtuelle et le travailleur autorégulé

Dans cette section, nous précisons la restructuration cybernétique de l'entreprise, qui se mute en « organisation apprenante » dans le cadre du régime de mobilisation de la société de l'information. Cette restructuration institutionnelle implique une transformation de la subjectivité des travailleurs, qui intériorisent les visées entrepreneuriales de la corporation.

La crise économique des années 1970 a révélé l'épuisement général du mode de régulation fordiste et de la gestion tayloriste du travail. Face à l'augmentation de la compétitivité internationale — principalement japonaise —, les firmes américaines ont adopté de nouvelles méthodes de gestion jugées plus efficaces, flexibles et décentralisées. Les gestionnaires ont attribué les causes du retard dans la productivité du travail à un manque de communication, à une structure bureaucratique rigide qui empêchait l'innovation et à une faible transmission informationnelle entre la bureaucratie et les travailleurs. Le mouvement ouvrier a également critiqué le taylorisme de manière virulente, en soutenant que la gestion scientifique du travail était déshumanisante, aliénante et coercitive²³⁶. Les forces sociales percevaient le mode de gestion hiérarchique de forme pyramidale comme un obstacle à l'autonomie et à la réalisation des individus. Le régime de mobilisation du projet de « société de l'information » s'est consolidé sur la base d'un assemblage à la fois conceptuel et pratique, dans le but de restructurer une relation relativement cohérente entre les intérêts politiques, les intérêts capitalistes et les techniques managériales. En d'autres termes, le projet de « société de l'information » a tenté de réconcilier la vie productive de la nation, la maximisation du rendement sur les investissements et les désirs d'autoréalisation des sujets économiques (Miller & Rose, 1990).

Dans les années 1980-1990, la restructuration des firmes s'est effectuée dans un contexte de financiarisation de l'économie. Les théoriciens en finance managériale ont élaboré de nouvelles techniques de mesure de la valeur actionnariale (*shareholder value*, *corporate governance*), afin de répondre à l'exigence de performance financière à court

de décisions collectives en vue du bien commun, mais au droit d'acheter ce que l'on désire dans un grand marché global (Rosow, 2000 : 40).

²³⁶ À ce sujet, voir les travaux de Braverman (1976).

terme de l'économie financiarisée. Cette demande pour des rendements rapides a justifié l'introduction des TIC dans les entreprises, dans le but d'augmenter la vitesse du cycle de valorisation du capital (production, distribution, consommation). Afin de compresser davantage le cycle de développement des produits et de stimuler la productivité, les firmes ont adopté une série de techniques de gestion telles l'ingénierie concurrentielle, la sous-traitance, le *downsizing* (dégraissage), le travail en équipe, la décentralisation, etc. L'entreprise pyramidale et hiérarchique a été remplacée par la firme en réseaux, dont les composantes se réinventent constamment en fonction des demandes du marché. Les travailleurs de l'entreprise réticulaire posséderaient plus de responsabilités et pourraient accomplir de multiples tâches (*multitasking*) dans des réseaux aplanis.

La stratégie privilégiée pour sortir de la crise du mode de régulation fordiste a donc été de transformer la firme en organisation cybernétique. Cette transformation a permis à l'entreprise de faire fructifier son capital-image, en stimulant les flux communicationnels vers les actionnaires (l'image financière), les employés (l'image interne), les consommateurs (l'image de marque) et les citoyens (l'image civique) (Mattelart, 1990 : 84). Cette stratégie communicationnelle visait également à répondre aux critiques adressées à la structure hiérarchique propre au mode de régulation fordiste, perçue comme un obstacle à la libération des capacités individuelles.

À cette restructuration des organisations correspond une restructuration de la subjectivité des travailleurs, transformés en entrepreneurs d'eux-mêmes. Les nouveaux modes de gestion en réseaux, en équipes ou « par projets » dissolvent les antagonismes entre le capital et le travail. Les travailleurs se flexibilisent, deviennent complices, enthousiastes et participent activement à l'augmentation de la compétitivité de l'entreprise (Boltanski et Chiapello, 1999). Le régime de mobilisation de la société de l'information — qui vise à réunir les intérêts de l'État, des entreprises et des travailleurs — s'appuie sur l'introduction des TIC dans le fonctionnement de l'entreprise. Afin d'adapter la population à ce processus machiniste, l'État transforme sa rationalité interne et adopte la pratique de la gouvernance électronique :

L'administration électronique contribue à la réalisation d'autres objectifs de politique économique, dans la mesure où elle permet de réduire les dépenses publiques grâce à la mise en œuvre de programmes plus efficaces et efficients, d'améliorer la productivité des entreprises grâce à la simplification des procédures administratives, et de favoriser le développement de la société de l'information et du secteur des TIC²³⁷.

La transformation du travailleur en entrepreneur de lui-même est jugée indispensable à la prospérité de la nation et à la maximisation de la productivité des entreprises. La force de travail n'est plus seulement considérée comme une marchandise au même titre que la terre et l'argent, mais aussi comme un capital. À titre d'illustration, les entreprises comptabilisent désormais le « capital humain » parmi leurs actifs intangibles. Dans le cadre du projet de société de l'information, l'État transforme sa rationalité interne et développe de nouvelles méthodes de calcul pour quantifier l'être humain comme capital. Il favorise également les interrelations réticulaires entre les institutions qui produisent le capital humain (les universités) et celles qui l'exploitent (les entreprises) :

Les progrès de la technologie, et en particulier l'avènement des technologies de l'information, rendent la main-d'œuvre qualifiée et instruite plus précieuse, au détriment de la main-d'œuvre non qualifiée. Il serait bon que les pouvoirs publics, dans leur action, s'emploient davantage à valoriser le capital humain en facilitant l'accès à tout un éventail de qualifications, en particulier la capacité à apprendre ; à renforcer la capacité de l'économie de faire partager le savoir par le biais de réseaux de coopération et par la diffusion de la technologie ; et à mettre en place des conditions favorables à une évolution de l'organisation au niveau de l'entreprise de façon à tirer le maximum d'avantages de la technologie au profit de la productivité²³⁸.

La restructuration de l'entreprise vise également à adapter les subjectivités aux conditions de production du capitalisme cybernétique. Les firmes mobilisent un discours de justification qui normalise un certain nombre de valeurs et de comportements adaptés au régime d'accumulation flexible. Les travailleurs transforment leurs attentes en fonction des visées d'accumulation de l'entreprise et des objectifs politico-économiques de l'État. Ce discours de justification se fonde sur un ethos managérial qui se réclame d'un idéal

²³⁷ OCDE, *L'économie fondée sur le savoir*, Paris, 1996 : 7.

²³⁸ *Ibid* : 20.

démocratique²³⁹. Le projet de société de l'information repose ainsi sur des nouvelles techniques de gestion de la subjectivité qui visent à réunir les modalités de régulation interne de l'entreprise et celles de l'État compétitif.

Nous avons soutenu que la transformation de la rationalité interne de l'État dans le cadre du passage au capitalisme cybernétique s'appuie sur une conception particulière de la démocratie, la démocratie de marché. Les tenants des nouvelles techniques de gestion par les TIC ont également recours à ce principe de la démocratie de marché. Par exemple, le Plan d'action du SMSI invite les diverses « parties prenantes » (les entreprises, l'État et la société civile) à « promouvoir de nouvelles méthodes d'organisation du travail et de l'activité économique, dans le but d'améliorer la productivité, la croissance et le bien-être, en investissant dans les TIC et les ressources humaines »²⁴⁰. Une des stratégies qui vise à intégrer les TIC dans le fonctionnement des entreprises pour améliorer leur compétitivité est de transformer celles-ci en « organisations apprenantes ». Ce type d'organisation serait « capable de créer, d'acquérir et transférer de la connaissance et de modifier son comportement pour refléter de nouvelles connaissances »²⁴¹. La mise en place d'une telle organisation nécessiterait, d'une part, d'introduire des mécanismes d'incitation qui permettraient le partage des compétences et des savoirs détenus par les employés, et d'autre part, d'implanter des « boucles de rétroaction entre ces apprentissages et les processus formels de production de connaissance » (Foray, 2000 : 95). Selon les auteurs en management, l'organisation apprenante est en mesure de « transformer la bureaucratie en démocratie », parce qu'elle fonde sur une approche communautariste qui vise à libérer le

²³⁹ L'idée de « démocratie au travail » n'est pas nouvelle : elle apparaît dès l'après-guerre comme un régime de mobilisation des travailleurs dans le cadre du mode de régulation fordiste-keynésien. L'entreprise tayloriste se présentait elle-même comme « un microcosme de la société démocratique » (Rose, 1990 : 87). Axée sur les valeurs de leadership et de respect de l'autorité hiérarchique, la discipline des relations industrielles et de la psychologie du travail s'est d'ailleurs constituée dans le but de réunir les intérêts des dirigeants avec ceux des dirigés. En tant que nouvelles techniques de gestion de la subjectivité, ces disciplines académiques ambitionnaient de réunir la gestion interne de l'entreprise et celle du gouvernement éclairé de l'après-guerre. En somme, « la démocratie marchait main dans la main avec la productivité industrielle et la satisfaction humaine » (*Ibid*).

²⁴⁰ SMSI, *Plan d'action de Genève*, 2004 : 12. En ligne : <http://www.itu.int/dms_pub/itu-s/md/03/wsis/doc/S03-WSIS-DOC-0005!!PDF-F.pdf>. Consulté en mai 2006.

²⁴¹ Peter Senge, *La cinquième discipline*, Éditions General First, 1991. Cité dans l'Encyclopédie de l'Agora : <http://agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Organisation_apprenante>. Consulté en juin 2007.

potentiel créatif des travailleurs²⁴². Cette nouvelle philosophie de gestion avance que l'implantation des processus socio-cybernétiques dans l'entreprise en réseaux décentralise les prises de décision et favorise l'autonomie des individus à l'intérieur de l'organisation. La transformation de la « culture de l'entreprise » et l'adoption d'outils informatiques renforceraient le pouvoir des travailleurs. L'introduction des TIC dans l'entreprise humaniserait les modalités de gestion jugées impersonnelles. Selon *Microsoft*, la technologie permet de créer un type d'employé plus productif et adapté aux conditions de production du capitalisme cybernétique, en témoigne la publicité ci-dessous :

Figure 19 : Publicité de People-Ready (Microsoft), 2007²⁴³



Les désirs légitimes d'autonomie des travailleurs sont instrumentalisés aux fins d'accumulation de l'entreprise :

Dans une entreprise, les employés autonomes et dotés d'une grande expertise sont les plus performants en termes de service à la clientèle. Microsoft s'emploie à fournir la technologie requise pour *créer ce type d'employé*²⁴⁴.

Le paradigme de l'organisation apprenante se fonde sur les principes cybernétiques et transforme les subjectivités en fonction des mécanismes communicationnels. Selon l'expert en management Tom Peters (1993), « chaque employé est un homme d'affaires ou pôle de profits, bref l'individu [est un] nœud de l'information » (: 24). Peters avance que « notre

²⁴² Pour un aperçu du paradigme de l'organisation apprenante, voir Sugarman, 1999.

²⁴³ En ligne : <[http://www.microsoft.com/france/entreprises/peopleready/relations/default.mspix](http://www.microsoft.com/france/entreprises/peopleready/rerelations/default.mspix)>. Consulté en avril 2007.

²⁴⁴ *Ibid*, souligné par M.O.

corps, l'entreprise, l'économie ne sont pas autres choses que des machines de traitement de l'information » (: 124). Selon lui, les TIC permettraient d'écouter plus attentivement les salariés et les impliqueraient directement dans le processus de perfectionnement de l'entreprise. L'application des principes hayekiens du marché dans l'entreprise transformerait la firme en « groupement de projets » afin d'exploiter au maximum les connaissances (: 446). Selon Peters, cette « gestion du chaos » permet : 1) de traiter plus d'informations ; 2) d'obtenir une information moins déformée (ou de réduire les bruits en termes cybernétiques) ; 3) d'obtenir rapidement l'information grâce à un processus de rétroaction ; et 4) de responsabiliser les individus (: 394).

Ces discours et pratiques managériales valorisent fortement l'introduction des TIC dans l'organisation. S'appuyant sur le concept-phare du réseau, ils sont produits et relayés dans des « circuits culturels » du capital (Thrift, 2005), composés des écoles d'administration, des consultants et des gourous du management. Ces discours taisent toutefois les objectifs réels de l'entreprise et escamotent pour la plupart les injonctions contradictoires propres au capitalisme cybernétique. Plus précisément, l'apologie du travailleur flexible masque la visée de l'accumulation du capital de l'entreprise. Au discours sur la décentralisation, correspond une concentration du pouvoir sans centralisation (Sennett, 2000). De plus, les firmes continuent d'exercer un pouvoir hiérarchique sur les diverses unités sous-traitantes spatialement dispersées (Wilson, 1996). L'autonomie des travailleurs tant vantée consiste plutôt en une hétéronomie des individus, leurs actions étant encore largement soumises à la volonté du pouvoir hiérarchique de la firme²⁴⁵.

Les tenants du modèle managérial de l'entreprise en réseaux affirment que l'implantation des mécanismes cybernétiques permet de transformer les individus en données quantifiables, contrôlables et manipulables. Ces techniques de gestion réticulée constituent une nouvelle forme de discipline et de contrôle qui produit un nouveau type de corporalité et de subjectivité flexible, adaptable et docile. Les travailleurs assument et intègrent en eux-mêmes les risques — incluant les blessures physiques et psychologiques — associés à l'intensification de la production (Leslie & Butz, 1998). Cette transformation du processus

²⁴⁵Dans la conclusion de la thèse, nous identifions et analysons en profondeur les contradictions du capitalisme cybernétique.

de subjectivation traduit la mutation proprement culturelle du capitalisme. Dans cette nouvelle culture capitaliste qui instrumentalise le désir de liberté et d'autonomie, les sujets intègrent les objectifs de l'organisation comme s'ils étaient leurs propres buts. La soumission devient alors coopération, la discipline se transforme en auto-discipline et le contrôle en auto-contrôle (Wilson, 1996 : 18). La critique des anciennes structures bureaucratiques et la poursuite de la flexibilité ont ainsi produit « de nouvelles structures de pouvoir et de contrôle, plutôt que de créer les conditions de notre libération » (Sennett, 2000 : 62).

5.2.3. L'Université virtuelle et la production de sujets flexibles²⁴⁶

Le projet de « société de l'information » est un régime de mobilisation qui vise à réunir l'ensemble des institutions sociales et les objectifs macro-économiques de l'État. Institution-pilier du projet national d'intégration culturelle depuis sa fondation, l'université se transforme en université « virtuelle » dans le contexte de restructuration cybernétique des organisations. Deux dynamiques concomitantes sont au cœur de la transformation des institutions traditionnellement dédiées au savoir : l'innovation technologique et la globalisation (Robins & Webster, 2002 : 10). En analysant une conférence de Manuel Castells sur l'université virtuelle²⁴⁷, nous étudions dans cette section trois phénomènes liés à la restructuration organisationnelle de l'université : 1) la production, la diffusion et la marchandisation du savoir ; 2) l'intériorisation par l'université de la logique de marché ; et 3) l'intériorisation par l'université d'un modèle de gestion issu de l'entreprise privée. Nous soutenons également que la virtualisation de l'université contribue à la construction d'une subjectivité flexible et auto-régulée.

Dans sa trilogie sur la société en réseaux, Manuel Castells décrit dans le même temps qu'il prescrit la culture propre à la nouvelle « ère informationnelle ». L'université constituerait l'acteur central de cette « nouvelle économie du savoir », en tant qu'espace

²⁴⁶ Cette section reprend certains arguments développés dans un article co-rédigé avec Amélie Descheneau-Guay, « Le réseau : discours de légitimation de la restructuration managériale de l'université : une critique de la théorie de Manuel Castells », *Aspects sociologiques*, à paraître en 2009.

²⁴⁷ Les propos cités dans cette section réfèrent à une conférence prononcée par Manuel Castells à la TELUQ : « Les universités à l'ère de l'information », *Grandes Conférences de la TÉLUQ*, 16 octobre 2006. En ligne : <mms://mpp.telug.quebec.ca/evenements/teluq/manuel_castells.wmv>. Consulté en octobre 2006.

d'accumulation du capital dans lequel le savoir est marchandisé²⁴⁸. En créant des réseaux de connaissances spécifiques, l'université virtuelle, ou « entreprenante », entre ainsi en complémentarité institutionnelle avec l'État et le marché. Selon Castells (2006) : « la recherche fonctionne en réseaux globalisés, en réseaux mondiaux d'interaction, ce qui fait en sorte que pour se connecter à ce réseau, il faut être en mesure d'avoir une capacité d'[y]ajouter de la valeur ».

La transformation managériale de l'université s'inscrit dans la restructuration cybernétique des institutions. L'université se globalise afin d'être compétitive dans un « marché global de l'éducation » et intériorise une logique de marché (Robins & Webster, 2002 : 12), à la manière de l'État qui se transnationalise et devient une courroie de transmission du marché mondial²⁴⁹. L'université se connecte aux réseaux globaux de production du savoir afin de soutenir les visées macro-économiques de l'État entrepreneurial. Déjà en 1979, Lyotard évoquait le rôle prédominant de l'information et du savoir marchandisé²⁵⁰ dans les relations politico-économiques mondiales :

²⁴⁸ « Dans ce contexte, la production de connaissances et l'innovation technologique deviennent essentielles comme facteurs de production et partout dans le monde, cette connaissance et cette innovation technologique partent des universités [...]. En ce sens, on peut justifier l'idée que l'université est l'acteur central de production de la nouvelle économie » (Castells, 2006).

²⁴⁹ Cox développe le concept de transnationalisation de l'État pour expliquer comment celui-ci intègre le projet de mondialisation économique. La transnationalisation de l'État répond à la transnationalisation de la production. Autrement formulé, l'État devient une courroie de transmission de la mondialisation économique (Cox, 1987 : 253-254). Selon Cox, l'État se transnationalise dans la mesure où les agences ministérielles dominantes — finance, cabinet du premier ministre — jouent un rôle majeur dans l'adaptation des politiques domestiques aux conditions de fonctionnement de l'économie mondiale. Les théoriciens de l'économie politique internationale d'inspiration néo-gramscienne ont analysé le rôle des ministères à vocation économique dans le processus de transnationalisation de l'État. Selon eux, une hiérarchie existe entre les agences ministérielles à vocation économique — dont le rôle est de faire accepter les transformations de l'économie mondiale — et les agences gouvernementales nationales — travail, industrie, culture, éducation. Plus précisément, ils soutiennent que les deuxièmes seraient subordonnées aux premières. Cette analyse néglige cependant les profondes mutations des ministères de l'Éducation et de la Culture. Si leurs activités paraissent limitées à l'espace national, ces ministères se transnationalisent dans le contexte d'une « société de l'information » soutenue par une « économie globale du savoir ».

²⁵⁰ Le savoir n'est plus légitimé en recourant à des principes humanistes ou à une vision transcendantale de la raison, mais en mobilisant les notions de pouvoir et de richesse. La question n'est plus « est-ce que c'est vrai », mais plutôt : « à quoi ça sert » et « est-ce que ça se vend ? » (Lyotard, 1979 : 51). Les critères de légitimation du savoir reposent désormais sur les notions d'input/output propres à la pensée managériale et aux principes cybernétiques. En d'autres termes, le savoir se développe non pas en vertu d'une quelconque valeur humaniste d'enrichissement culturel, mais en fonction de l'efficacité technique. Dans la mesure où l'université se branche de plus en plus sur les besoins de l'entreprise privée, la richesse, l'efficacité et la vérité deviennent équivalentes. La vérité peut s'acheter en commanditant une recherche, et ce qui est vrai est ce qui est efficace. Ce type de raisonnement circulaire est intégré par les universités, qui marchandisent le savoir en se branchant sur les réseaux globaux de production de la connaissance.

Sous sa forme de marchandise informationnelle indispensable à la puissance productive, le savoir est déjà et sera un enjeu majeur, peut être le plus important, dans la compétition mondiale pour le pouvoir. Comme les États nations se sont battus pour maîtriser les territoires, puis pour maîtriser la disposition et l'exploitation des matières premières et des mains-d'oeuvre bon marché, il est pensable qu'ils se battent à l'avenir pour maîtriser des informations. Ainsi se trouve ouvert un nouveau champ pour les stratégies industrielles et commerciales et pour les stratégies militaires et politiques (:15).

L'imaginaire communicationnel propre au capitalisme cybernétique est au fondement de la restructuration managériale de l'université. Plus précisément, la croyance selon laquelle la communication résout les problèmes institutionnels a justifié l'implantation des TIC dans les universités. La multiplication des universités virtuelles s'inscrit donc dans la restructuration managériale des établissements traditionnellement voués au savoir, mais aussi dans le cadre plus large de la transformation cybernétique des institutions. Castells soutient que cette évolution technologique est inéluctable, opinion partagée par plusieurs gourous de la technologie et par les gestionnaires universitaires. Selon Castells (2006), « l'université est essentiellement un système d'informations » qui doit s'adapter à « la révolution technologique en information et en communication » si elle veut survivre. Cette adaptation²⁵¹ passe par l'établissement d'universités virtuelles et en réseaux, dans lesquels les individus achètent leur formation à la pièce. En ce sens, la virtualisation de l'université contribue à la production d'un sujet autorégulé qui s'auto-éduque dans des réseaux du savoir. Selon Castells (2006), « la seule manière d'assurer la formation constante et le recyclage constant pour l'ensemble d'une population, c'est la formation, l'éducation à distance ».

L'université se restructure ainsi en système cybernétique de transmission de l'information, dans lequel les TIC sont jugés émancipateurs par rapport à un enseignement « autoritaire et hiérarchique ». L'université virtuelle se réclame plus démocratique que l'ancien système universitaire considéré comme inadapté à une économie du savoir en réseaux. Selon cette perspective déterministe, la technologie — principalement Internet — permettrait d'assurer l'égalité des chances à l'ensemble des citoyens. Castells (2006) insiste d'ailleurs sur le potentiel émancipatoire de l'université virtuelle et soutient que :

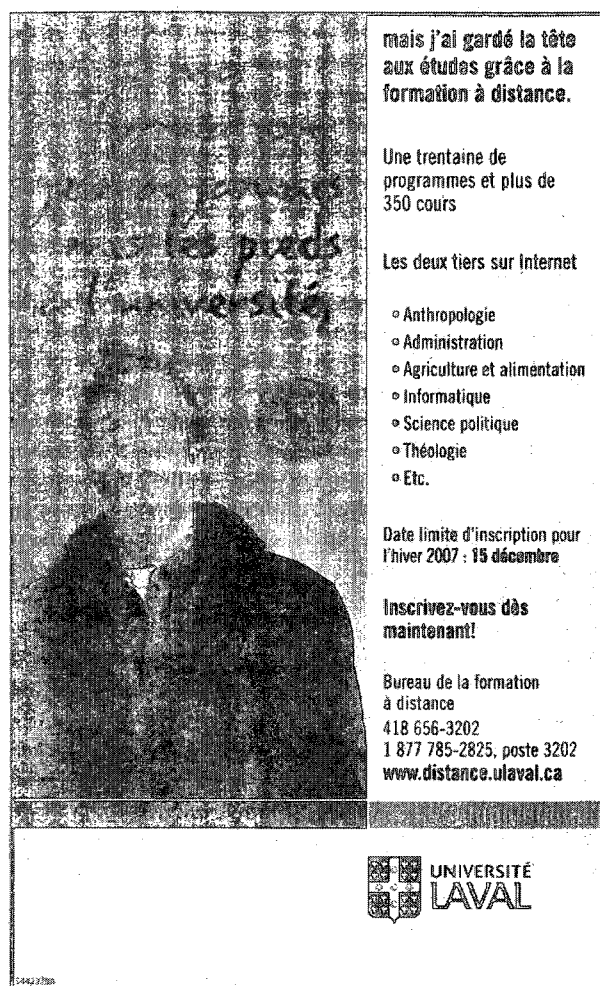
²⁵¹ Le terme adaptation lui-même n'est pas sans rappeler la thèse hayekienne, selon laquelle les institutions sociales émergent d'un processus d'émulation évolutionniste de type socio-darwinien.

« l'éducation virtuelle est un investissement essentiel de contribution à une société de la connaissance qui soit à la fois productive et égalitaire ». Selon lui, « plus on vit dans une société de la connaissance, plus l'égalité des chances devient la valeur fondamentale de l'égalité [sic] ».

L'implantation des TIC à l'université pallierait le manque de formation des travailleurs qui doivent constamment parfaire leurs connaissances et se recycler dans un monde du travail jugé éminemment complexe et en transformation permanente. L'offre croissante de la formation en ligne permettrait aux travailleurs de renouveler sans cesse leurs compétences. L'université virtuelle joue un rôle central dans la construction de subjectivités adaptées au mode de régulation flexible. Selon Castells (2006), cette nouvelle économie axée sur la connaissance et le savoir exige une nouvelle force de travail, qu'il nomme « travailleurs auto-programmables ». Selon lui, il est nécessaire « d'installer dans le cerveau humain la capacité d'évoluer dans la connaissance [sic], en cherchant l'information nouvelle là où elle se trouve, dans Internet, et en l'organisant par rapport aux besoins que l'on a actuellement ». Les « travailleurs auto-programmables » possèdent une personnalité flexible qui correspond à la flexibilisation de la production. Les universités jouent ainsi un rôle important dans la « formation des personnalités flexibles », qui doivent posséder des « valeurs très fortes, très ancrées, mais pas beaucoup de valeurs » (Castells, 2006). Les universités doivent ainsi former « des gens qui soient capables de gérer cette contradiction entre la solidité de ce qu'on croit et la flexibilité de ce qu'on fait » (*Ibid*).

L'université virtuelle adopte le modèle du commerce électronique. Les étudiants consomment leur formation à distance, « sans n'avoir jamais mis les pieds à l'université » (voir Figure 20) :

Figure 20 : Publicité de l'Université Laval sur la formation à distance, 2006-2007



mais j'ai gardé la tête
aux études grâce à la
formation à distance.

Une trentaine de
programmes et plus de
350 cours

Les deux tiers sur Internet

- Anthropologie
- Administration
- Agriculture et alimentation
- Informatique
- Science politique
- Théologie
- Etc.

Date limite d'inscription pour
l'hiver 2007 : 15 décembre

Inscrivez-vous dès
maintenant!

Bureau de la formation
à distance
418 656-3202
1 877 785-2825, poste 3202
www.distance.ulaval.ca

 UNIVERSITÉ
LAVAL

Le simple fait de virtualiser l'université résoudrait le problème du sous-emploi, rejetant du même coup la responsabilité des inégalités structurelles sur les individus et non sur le mode de production capitaliste. Dans une économie du savoir, l'éducation n'est pas une valeur humaniste, mais une préparation à l'emploi. Selon l'OCDE, les États doivent mettre en valeur le capital humain afin de s'insérer stratégiquement dans la société de l'information²⁵².

²⁵² « Il faudra adopter des mesures favorisant le libre accès aux compétences et aux qualifications, en particulier la capacité d'apprendre. Il s'agit, notamment, d'offrir une formation scolaire générale, d'inciter par divers moyens les entreprises et les individus à suivre une formation continue ou à opter pour une démarche d'acquisition constante de connaissances, et d'améliorer l'appariement de l'offre et de la demande de travail en

L'université multiplie les relations partenariales avec les entreprises et l'État. Cette restructuration managériale contribue à la production de sujets flexibles adaptés aux demandes du marché du travail et aux visées macro-politiques de l'État compétitif. Cette restructuration se légitime en instrumentalisant des désirs d'autoréalisation des individus ; à la manière de l'entreprise, l'université récupère les critiques qui lui étaient adressées pour étayer un discours sur l'« ouverture », la « flexibilité », la « décentralisation », la « coopération », la « participation »²⁵³, la « consultation », l'« innovation », etc. En d'autres termes, à l'entreprise en réseaux qui utilise un discours de gestion « révolutionnaire » (Peters, 1993), correspond l'émergence d'une université virtuelle et en réseaux qui dit faire partie « de toutes les révolutions » (voir Figure 21).

Figure 21 : Campagne de financement de l'Université Laval, 2006



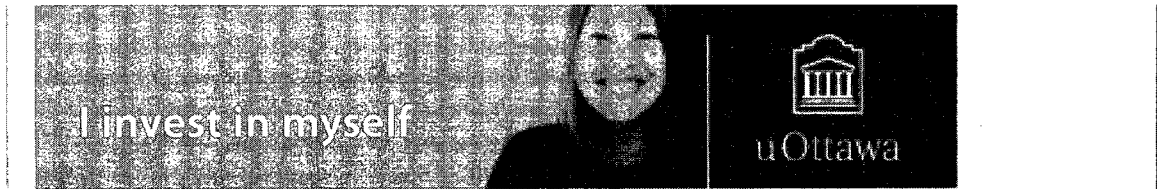
L'intériorisation par l'université de la rationalité marchande transforme les professeurs en fournisseurs de services aux consommateurs-étudiants (Gismondi & al, 1998). Les chercheurs deviennent des entrepreneurs qui doivent être imputables de leurs bailleurs de fonds privés ou publics. Les étudiants sont interpellés comme des consommateurs de services

ce qui concerne les besoins en matière de qualifications ». OCDE, *L'économie fondée sur le savoir*, Paris, 1996 : 20.

²⁵³ *Vision 2010*, le plan stratégique de développement de l'Université d'Ottawa, soutient que cette forme de gouvernance en réseaux permet à la communauté de participer « plus activement au processus décisionnel ». Fidèle à la vision managériale, l'Université d'Ottawa souhaite développer ses « avantages concurrentiels », en vue « de créer un sentiment d'appartenance fort ». Selon *Vision 2010* : « En 2010, ce modèle de gouvernance inclura de nouveaux outils de communication pour une transparence accrue. Ce changement devrait permettre de créer cet esprit de corps nécessaire à la réalisation de notre mission ». Université d'Ottawa, *Vision 2010 : Planification scolaire stratégique*. En ligne : <http://web5.uottawa.ca/vision2010/pdf/plan_strategique.pdf>. Consulté en avril 2008. Souigné par M.O.

éducatifs qui (s')investissent dans leur formation en vue de faire fructifier leur « capital humain » et de devenir de futurs entrepreneurs d'eux-mêmes (voir Figure 22).

Figure 22 : Publicité de l'Université d'Ottawa, 2006-2007



La restructuration managériale de l'université induit une forme de pouvoir qui utilise la liberté des sujets pour atteindre ses propres objectifs, lesquels sont déterminés par les exigences de compétitivité de la « nouvelle économie ». À la manière des entreprises privées, l'université mobilise des discours et met en place des pratiques de gestion en réseaux qu'elle présentent comme étant démocratiques et humanisées. L'apologie de cette restructuration masque toutefois le fait que les institutions comme l'université ont intégré dans leur fonctionnement la discipline du marché. De fait, l'université cautionne et met en place plusieurs mesures de surveillance pour quantifier la productivité de ses fournisseurs de services (les professeurs) et le taux de satisfaction de ses clients (les étudiants). Selon Castells (2006), l'université entreprenante doit motiver ses professeurs en implantant un système de gratification, et doit encourager un classement qui stimule la production intellectuelle²⁵⁴.

²⁵⁴ « [...] trop souvent, l'université, les universités en général dans le monde, restent bureaucratiques et corporatives dans la défense de leurs intérêts [...]. L'université se transforme et toute transformation sociale affecte des intérêts structurellement établis et il y a beaucoup de tendances dans les universités actuellement dans le monde à s'enfermer en elles-mêmes et à fermer les portes pour ne pas subir le vent de transformation qui remettrait en cause leurs privilèges [...]. La garantie d'emploi pour un professeur, qui soit fonctionnaire ou non fonctionnaire, doit être doublée toujours, partout, d'un système de gratification variable. Gratification économique, mais aussi gratification du point de vue du prestige, du poste, etc. Là, il faut signaler que le corporatisme des professeurs universitaires met souvent devant [sic] les intérêts de la communauté scientifique et de la communauté universitaire leurs intérêts de salariés. C'est normal, mais l'université en tant qu'institution n'a pas à regarder uniquement ce genre d'intérêts [...]. D'où l'idée que le classement des universités - le fameux ranking des universités - le classement est essentiel même si c'est tout à fait arbitraire. Le fait simplement qu'on va être classé, en soi c'est déjà une pression [...]. Le système de classement n'a aucune importance s'il n'a pas de conséquences budgétaires, c'est-à-dire qu'en fonction du classement, en fonction des mesures de productivité, en fonction de la capacité d'attirer des étudiants, des professeurs, etc., il y a des conséquences budgétaires. Sinon, c'est un exercice intellectuel » (Castells, 2006, souligné par M.O.).

Les pratiques de *benchmarking* importées du secteur privé sont intériorisées par l'université qui souhaite être plus productive et plus imputable envers ses commanditaires. Les systèmes de classement, qui augmentent la compétitivité entre les universités mais aussi entre les chercheurs, s'inscrivent dans un mouvement général de taylorisation du travail intellectuel, qui se traduit concrètement par une séparation de l'enseignement et de la recherche, par l'augmentation du temps partiel et des contrats de travail, par la hausse de la pression de publication, par l'intensification du travail en début de carrière, etc. (Dominelli et Hoogvelet, 1996). Les coûts humains de cette flexibilisation sont rarement comptabilisés dans ces opérations de restructuration managériale. Posséder une personnalité multimodale souple est présenté comme un idéal attrayant²⁵⁵, de la même façon qu'être branché est considéré comme une pratique attirante dans le cadre de la spectacularisation du capitalisme contemporain. La vente de soi, en tant que mode d'insertion sociale, s'inscrit dans une forme de gouvernementalité propre au capitalisme cybernétique, la gouvernementalité spectaculaire (voir chapitre 6).

Les modalités de pouvoir du capitalisme cybernétique participent donc de deux processus. D'une part, elles s'inscrivent dans un processus de subjectivation qui instrumentalise les désirs de liberté des sujets et leurs critiques des anciennes structures hiérarchiques. D'autre part, elles s'accomplissent dans le cadre d'un processus de subjection et d'objectivation. Interpellé comme une chose transformable et manipulable²⁵⁶, le sujet en vient à se percevoir lui-même comme un objet. L'injonction à entretenir une personnalité souple et adaptable implique une érosion de la sécurité d'emploi de même qu'un déni du désir humain de stabilité. Dans son analyse sur les conséquences humaines de la flexibilité, Richard Sennett (2000) soutient à juste titre que le nouveau capitalisme menace de « corroder le caractère » de l'être humain dans la mesure où les exigences de flexibilité désorientent l'action à long terme, distendent les liens de confiance et d'engagement et dissocient la volonté du comportement. Les contradictions de l'ordre mondial sont donc

²⁵⁵ Castells (2006) cautionne cette personnalité souple et quasi-schizophrénique : « il faut former des gens qui soient capables de gérer cette contradiction entre la solidité de ce qu'on croit et la flexibilité de ce qu'on fait ».

²⁵⁶ L'individu contemporain doit posséder « des valeurs fortes, très ancrés mais pas beaucoup valeurs » (*ibid*).

intégrées par les sujets et se manifestent en termes de désordres psychiques, telle la dissonance cognitive (« soyez vous-même tout en devenant l'entreprise »)²⁵⁷.

5.2.4. La cybernétisation de la consommation et la fusion entre le consommateur et le producteur

Dans cette dernière section du chapitre, nous analysons la réorganisation de la consommation — comprise comme institution sociale et économique — au regard de l'imaginaire du capitalisme cybernétique. Nous soutenons que les deux facettes du sujet économique néolibéral — le consommateur et le producteur — fusionnent dans le capitalisme cybernétique.

Le néolibéralisme entame une mutation épistémologique en ce qu'il redéfinit l'objet même de l'économie politique. Selon la perspective néolibérale (et cybernétique), le rapport du sujet au monde se définit en termes strictement informationnels. Le consommateur, en tant que partenaire de l'échange, est un entrepreneur de lui-même qui produit sa propre satisfaction (Foucault, 2004) en développant son capital humain. Cette redéfinition du sujet économique modifie également la conception de la citoyenneté. Le sujet politique n'est pas le citoyen républicain qui s'implique activement dans les affaires publiques ; il est un entrepreneur de lui-même qui gère sa vie à la manière d'une entreprise qui administre son capital humain et réputationnel. En tant qu'investisseur, il fait fructifier ses avoirs. Afin de maximiser sa propre existence, l'entrepreneur de lui-même adopte une rationalité particulière, qui n'est pas fondée sur l'autonomie du sujet réflexif propre à la modernité politique mais sur la construction d'un soi-productif qui optimise ses divers capitaux. Le sujet autonome qui correspondait à une entité synthétique se déstructure et se mute en organisme informationnel dont l'unité apriorique est décomposable en informations. L'autonomie fait place à l'autorégulation. Dans le domaine politique, le citoyen est un consommateur de services publics en relation non seulement avec l'État, mais aussi avec un ensemble d'institutions publiques et privées. L'État fait de la consommation un objet de la

²⁵⁷ Voir la conclusion de la thèse : Les contradictions du capitalisme cybernétique.

gouverne²⁵⁸ et le citoyen remplit ses obligations démocratiques comme un devoir de consommation (Dean, 1999 : 166)²⁵⁹.

Paterson (2001) souligne à juste titre que la plupart des écrits en économie politique internationale critique ont négligé le rôle de la consommation dans leur analyse, principalement en raison de l'ontologie productiviste de la discipline. La consommation n'est pourtant pas une activité isolée et secondaire par rapport à la production dans le capitalisme contemporain ; elle constitue une institution sociale centrale qui structure les manières de penser et de se conduire (Comor, 2002a). Enchâssée socialement et culturellement, la consommation participe non seulement du processus de légitimation et de reproduction élargie du capitalisme, mais elle constitue également un facteur majeur de la croissance économique au même titre que la production. Dans le contexte de financiarisation du capitalisme, l'accès facile au crédit à la consommation a d'ailleurs maintenu de manière relativement stable le niveau de consommation des classes les plus pauvres, dont le revenu du travail salarié a stagné depuis 25 ans²⁶⁰. Certains auteurs (Jorion, cité dans Gagnon, 2008 : 105) avancent même que la pratique du *cheap credit* a reproduit un État-providence déguisé. Chose certaine, l'augmentation de l'offre de crédit a permis de sortir de la crise des années 1980 en permettant aux travailleurs américains à bas salaire de maintenir un certain niveau de vie par l'endettement. De plus, l'accès au « crédit facile » a légitimé les inégalités de richesse en maintenant de manière fictive un niveau de consommation semblable à l'époque fordiste. Ce processus d'endettement massif consiste en une subsumption réelle du travail par le capital (financier), dans la mesure où la reproduction du capital ne dépend plus

²⁵⁸ De nouvelles lois (par exemple, les lois américaines sur le terrorisme comme le Patriot Act) permettent aux États d'accéder aux banques de données produites par des entreprises privées. L'État partage également le travail disciplinaire avec des acteurs non-étatiques, sous la forme inédite des partenariats publics-privés (Passavant, 2005).

²⁵⁹ À la suite des attentats du 11 septembre 2001, l'administration Bush a incité les citoyens à remplir leur devoir civique en consommant. La consommation est ici un acte « politique » essentiel à la stimulation de l'économie, surtout en temps de crise lorsque la confiance des consommateurs est ébranlée. Cette perte de confiance risque de faire chuter le cycle de reproduction de l'économie qui carbure à la frénésie de la consommation (programmée).

²⁶⁰ Voir Statistique Canada, *Gains et revenus des Canadiens durant le dernier quart de siècle*, Recensement de 2006 (publié en 2008).

uniquement du procès de travail, mais de l'ensemble de l'activité sociale, incluant la consommation²⁶¹.

Dans les processus de financiarisation et de cybernétisation du capitalisme, les subjectivités économiques et politiques tendent à fusionner. Le citoyen devient à la fois un consommateur et un producteur. Le producteur, entrepreneur de lui-même, est aussi le consommateur de services publics. Par exemple, l'étudiant est à la fois un consommateur de services éducatifs et il investit — à la manière d'un producteur — dans son capital humain en achetant sa formation (en ligne). Le citoyen consomme des services publics tout en gérant sa vie comme s'il était une entreprise. En ce sens, la consommation s'apparente de plus en plus à un rapport politique, et la politique à un rapport de consommation (Paterson, 2001).

Cette transformation du sujet économique est observable dans certaines pratiques des entreprises. Les firmes conçoivent de nouvelles stratégies de marketing qui visent à intégrer les consommateurs dans le processus de production. Selon les publicitaires²⁶², cette stratégie démocratise la conception des produits et le marketing. Le consommateur est appréhendé comme un « prosommateur », c'est-à-dire comme un consommateur qui participe activement à la production de marchandises. Le modèle du « marketing enchâssé » (*embedded marketing*) et celui de co-crédation publicitaire illustrent cette tendance qui vise à inclure le consommateur dans la production²⁶³.

L'implication du consommateur dans la production est étroitement liée à la crise du mode de régulation fordiste et à la baisse des taux de profits depuis les années 1970. D'une part, les firmes ont accéléré le cycle de rotation du capital en misant sur la stratégie de

²⁶¹ C'est d'ailleurs ce processus de subsumption réelle du travail par le capital qui a plongé l'économie mondiale dans la crise à la suite de l'effondrement des *subprimes*. En accédant à la propriété par le biais d'un crédit, transformé ensuite en liquidité par certaines techniques financières fortement spéculatives (la titrisation), les travailleurs pauvres ont été organiquement liés à la financiarisation de l'économie et à sa crise (Bellofiore & Halevi, 2008).

²⁶² Yves Gougoux et Pascal Beucler, « Révolution dans l'univers du marketing. Le pouvoir du « citoyen numérique », *Le Devoir*, « Idées », mercredi 30 avril 2008. En ligne : <<http://www.ledevoir.com/2008/04/30/187501.html>>. Consulté en avril 2008.

²⁶³ À titre d'illustrations, la firme de produits cosmétiques *L'Oréal* a récemment organisé le concours « Vous faites la publicité » pour les étudiants du secondaire aux États-Unis. La compagnie *MasterCard*, le créateur du fureteur Internet *Firefox*, et la compagnie aérienne *JetBlue Airways* ont aussi adopté le modèle de la co-crédation publicitaire. Voir : Deglise, Fabien, « La publicité dont vous êtes le héros », *Le Devoir*, samedi 10 juin 2006 : D4.

l'innovation, qui consiste à mettre constamment de nouveaux produits sur le marché. Le processus de « sous-traitance de la conception » se généralise dans le capitalisme contemporain. Cette forme de sous-traitance permettrait d'innover à faible coût — les prosommateurs sont moins rémunérés qu'un professionnel — et de fidéliser la clientèle impliquée dans la conception publicitaire et dans la création des produits.

D'autre part, l'implication du consommateur dans la production est liée à la crise culturelle du mode de régulation fordiste. Le modèle du consommateur passif soumis à une communication unidirectionnelle a été vertement critiqué par les groupes de consommateurs. Les experts en marketing ont élaboré de nouvelles pratiques qui favorisent le processus de rétroaction (*feedback*) entre le consommateur et le producteur afin que le premier s'implique activement dans le processus cybernétique de production. La consommation — comprise comme institution — s'est ainsi restructurée en se cybernétisant. Fondé sur la consommation de masse, le marketing moderne associé au modèle fordiste était considéré comme une manifestation de la démocratie. Ce type de marketing incarnait l'idée démocratique de l'institution qui répond aux besoins de ses citoyens (Firat & Dholakia, 2006 : 124). L'amalgame actuel entre marketing et démocratie découle de l'instrumentalisation par les publicitaires du désir de participation des individus. Ce processus de récupération de la désaffection politique à des fins marchandes transforme le pouvoir citoyen en pouvoir du consommateur. Firat et Dholakia (2006), universitaires spécialisés en marketing, résument cette fusion entre démocratie « participative » et consommation :

The advent of the post consumer and of embedded marketing hold the prospect of re-empowering the consumer as well as the citizens, but in ways that would transcend the modern experience of democracy, thus, without its limitations inherent in the representational form. In embedded marketing shaped by post-modern sensibilities, marketing would remerge as the empowering tool of the post-consumer. *Rather than in a democracy-diluting, consumerizing form, post consumers and embedded marketing would tend to reestablish democracy in a form that is viable-based on the constitutions of new orders/theaters/cutures by post-consumer communities or tribes* (: 149, souligné par M.O.).

Les firmes instrumentalisent le désir de participation démocratique des citoyens-consommateurs, qui eux, refusent d'être réduits à de vulgaires consommateurs passifs et

impuissants. Cette marchandisation du désir de participation démocratique s'effectue dans le cadre d'une société spectacularisée, qui s'apparente tendanciellement à une télé-réalité permanente²⁶⁴. Les spécialistes du marketing Firat et Dholakia (2006) célèbrent cet individu spectacularisé :

Marketing becomes everyone's activity, and the post-consumer is a marketer, constantly involved in the imagination, creation, and performance of desires to be experienced as modes of living. (:151)

L'implication du consommateur dans le processus de production a pour effet d'estomper les frontières entre consommateur et producteur. La valeur ne provient plus seulement du travail mais également de la vie entière d'individus socialisés tôt au processus de production. Dans ce processus de subsumption réelle du travail par le capital, les entreprises extraient les connaissances et les intuitions (le savoir « tacite » dans les termes d'Hayek) des individus sur certains produits en vue de maximiser leurs rendements. Cette marchandisation des affects s'inscrit dans le cadre plus large d'un processus biopolitique généralisé dans lequel des subjectivités et des modes de vie particuliers sont fortement valorisés. L'introduction des TIC dans les différentes sphères de la société transforme également la conception classique du marché, qui devient un « espace public »²⁶⁵, « un forum dans lequel le dialogue entre les firmes et les communautés de consommateurs se construit ». (Thrift, 2006 : 290). Si ces discours et ces pratiques présentent le marché comme un lieu d'*empowerment* et comme la manifestation d'une démocratie renouvelée et plus efficiente, des formes dépersonnalisées de pouvoir, des mécanismes disciplinaires et de contrôle inédits

²⁶⁴ Le mode de subjectivation du capitalisme contemporain instrumentalise également le désir de célébrité des individus, en témoigne le nombre de membres des sites *My space* et *Facebook*. Récemment acheté par le propriétaire de *News Corp*, Rupert Murdoch, *My Space* constitue un bassin de consommateurs potentiels, mais aussi de co-créateurs de produits.

²⁶⁵ Selon les publicitaires québécois Yves Gougoux et Pascal Beucler, « la révolution » du Web 2.0 donne du pouvoir aux individus et le transforme en « citoyen numérique » qui s'exprime dans une « agora grecque » renouvelée. Selon eux : « Pour mieux commercer avec le citoyen numérique, une règle d'or apparaît et s'impose: l'entreprise, les marketeurs, nous les communicateurs et les publicitaires, devront apprendre à mieux converser avec lui. Pour garder le contact avec le consommateur d'aujourd'hui, il faut lui céder le contrôle! Voilà le lieu où s'exprime l'audace de la nouvelle citoyenneté numérique : céder le contrôle au consommateur. Rien de moins! ». Yves Gougoux et Pascal Beucler, « Révolution dans l'univers du marketing. Le pouvoir du « citoyen numérique », *Le Devoir*, « Idées », mercredi 30 avril 2008. En ligne : <<http://www.ledevoir.com/2008/04/30/187501.html>>. Consulté en avril 2008.

et des symptômes de désordre social et de crise économique généralisée noircissent le portrait du capitalisme cybernétique contemporain (voir chapitre suivant).

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons soutenu que la présence de flux financiers et informationnels qui circulent dans les réseaux informatiques n'implique pas un déclin ou une disparition de l'État, mais plutôt une transformation de l'ensemble des institutions sociales en vue d'accommoder l'accumulation flexible. À cette restructuration cybernétique des institutions correspond la valorisation de modalités de subjectivation compatibles avec le mode de production. Cette mutation organisationnelle se légitime par un discours managérial qui célèbre la flexibilité et la communication en réseaux, comme si ces notions étaient synonymes de démocratie.

Le discours en faveur d'une société globalement réticulée contribue à la production concrète d'un sujet flexible et autorégulé formé par les diverses institutions sociales comme l'État, l'entreprise, l'université et la consommation. La valorisation d'une subjectivité flexible par ces institutions possède toutes les caractéristiques d'un slogan publicitaire. Les invocations au choix, à la liberté et à la participation masquent une forme plus subtile de domination, celle du contrôle, où la liberté des comportements et des choix résulte en fait d'une programmation stratégique qui transforme le sujet en « marchandise virtuelle » rapide, instable et rhizomatique, faisant ainsi écho aux caractéristiques de l'argent dématérialisé qui circule dans les réseaux monétaires électroniques. Dans ces derniers écrits davantage réflexifs, Gilles Deleuze (1990) commente ce passage des sociétés disciplinaires aux sociétés de contrôle :

Le langage numérique du contrôle est fait de chiffres, qui marquent l'accès à l'information, ou le rejet [...]. L'homme des disciplines était un producteur discontinu d'énergie, mais l'homme du contrôle est plutôt ondulatoire, mis en orbite, sur faisceau continu (: 3).

Dans le chapitre qui suit, nous analysons ces transformations dans le fonctionnement des modalités de pouvoir et de domination dans le capitalisme cybernétique.

CHAPITRE 6. ORDRE, RÉGULATION ET POUVOIR DANS LA « SOCIÉTÉ GLOBALE DE L'INFORMATION » : LA GOUVERNEMENTALITÉ SPECTACULAIRE

*On January 24th, Apple Computer will introduce Macintosh
And you'll see why 1984 won't be like 1984*
Slogan publicitaire d'Apple, 1984.

Lorsque les images du pouvoir éclipsent sa réalité, ceux qui sont sans pouvoir se battent contre des fantômes. Dans une société où le pouvoir aime se présenter sous un aspect débonnaire — le gouvernement n'ayant que rarement recours à l'utilisation brutale de la force — il est particulièrement difficile d'identifier l'opresseur, plus encore de le personnifier, ou de maintenir un sentiment brûlant d'injustice dans la population.
Christopher Lasch, *Le complexe de Narcisse*, 1980, p. 118.

Nous avons analysé les mutations du capitalisme — globalisation, financiarisation, informatisation — comme une transformation culturelle liée à l'émergence d'un nouvel imaginaire économique. S'appuyant sur une convergence entre les thèses économiques néolibérales et la théorie cybernétique de la communication, cet imaginaire réconcilie la critique radicale de la nouvelle gauche avec celle de la nouvelle droite, qui partagent toutes deux une foi dans les vertus émancipatrices de la communication et du progrès technologique. Cet imaginaire s'objective et s'institutionnalise dans un ensemble de discours et de pratiques qui instrumentalisent les idéaux constitutifs de la sphère publique démocratique. Cette instrumentalisation des idéaux émancipatoires à des fins managériales contribue à légitimer le passage au capitalisme cybernétique. À titre d'illustration, certains discours soutiennent que les marchés boursiers s'apparentent à un espace public démocratique, en vue de mettre en place une gouvernance numérique globale. D'autres défendent la multiplication des réseaux d'interactions entre l'État, le secteur privé et l'université, cautionnant du même coup la restructuration cybernétique de l'appareil étatique.

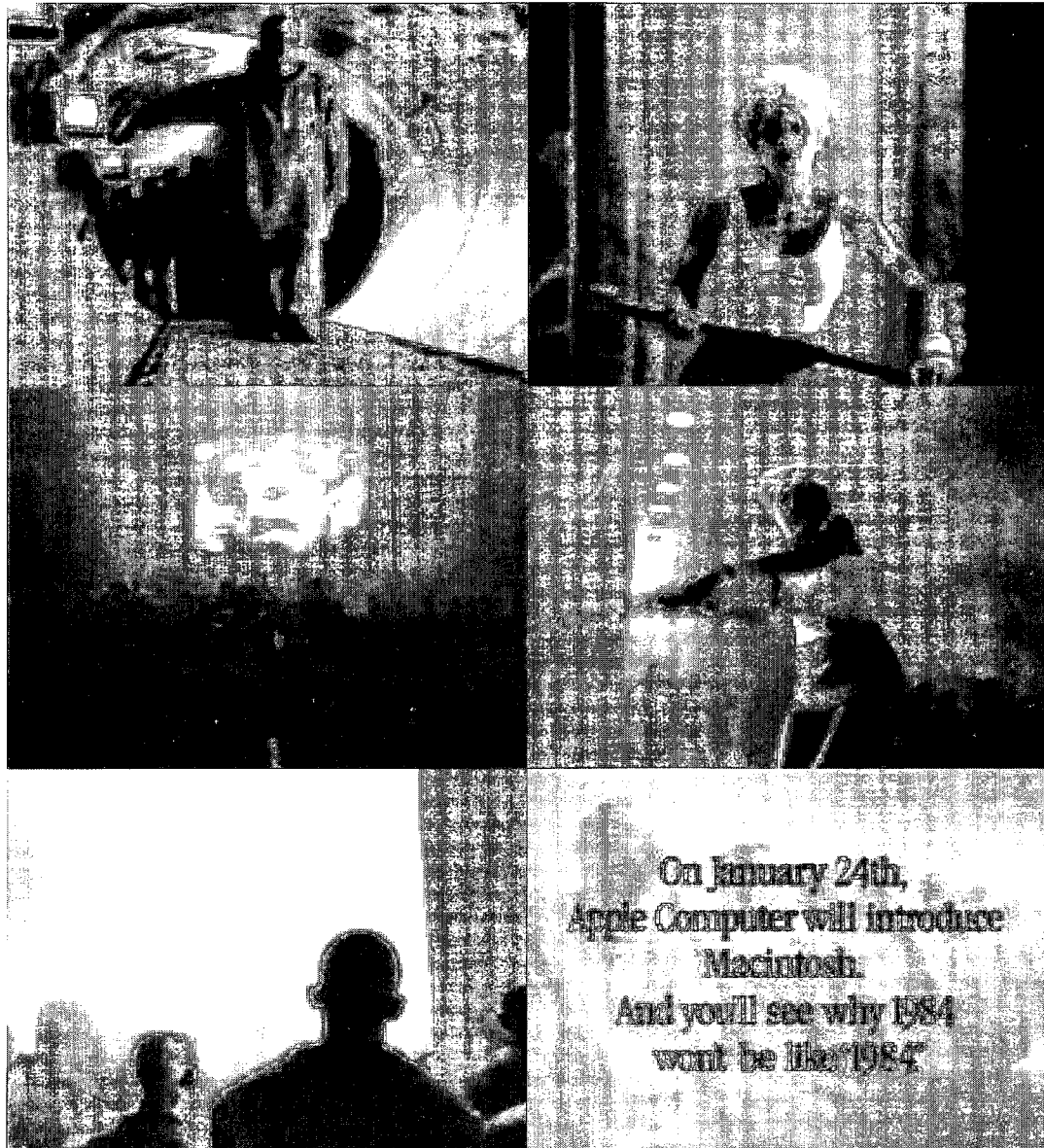
Cette restructuration générale des rapports sociaux en fonction des principes de la communication cybernétique induit de nouvelles modalités de pouvoir. La particularité de cette nouvelle forme de domination réside dans sa dimension dépersonnalisante, en

témoignent l'élaboration de calculs complexes dans le domaine de la finance et la multiplication des mesures de comptabilité analytique. Cette forme de pouvoir ne mise pas tant sur la répression des désirs des sujets que sur sa capacité à instrumentaliser leurs aspirations et à produire des formes particulières de subjectivités. Dans le capitalisme cybernétique, le pouvoir possède donc une forte dimension productive et performative. Le nouveau sujet politico-économique se caractérise par sa capacité d'autorégulation ; l'individu transforme continuellement ses aspirations en fonction des modifications constantes de son environnement.

Autant les mouvements issus de la gauche contre-culturelle que les tenants de la vision néolibérale des rapports sociaux critiquent l'aspect centralisé du pouvoir²⁶⁶. Dans la foulée des thèses hayekiennes, la pensée néolibérale a accusé le collectivisme de conduire au « chemin de la servitude » (Hayek, 2005 [1945]). Le contrôle de l'information par une entité monopoliste (l'État) mènerait inévitablement les sociétés sur la voie du totalitarisme. Autant la nouvelle gauche que la nouvelle droite redoutent le totalitarisme incarné par la figure emblématique de *Big Brother* (Barbrook & Cameron, 1996). De plus, les néolibéraux comme les mouvements issus de la gauche contre-culturelle croient aux vertus technologiques des TIC, qui permettraient d'éviter un régime tyrannique. En 1984, lors du lancement de l'ordinateur personnel *Macintosh*, la compagnie *Apple* a diffusé une publicité pastichant le roman dystopique de l'écrivain anglais George Orwell (voir Figure 23). Cette publicité s'adressait spécifiquement à la contre-culture et a consolidé l'image alternative, voire progressiste, de la compagnie *Apple*. Elle constitue en ce sens une illustration éloquent de la (techno)culture et porte à interroger les rapports de domination dans le capitalisme avancé. L'étude de cette publicité permet de préciser comment des modalités spécifiques de pouvoir contribuent à la production de nouvelles formes de subjectivités politiques et économiques.

²⁶⁶ Cette convergence entre les mouvements sociaux et les néolibéraux est relevée par Barbrook & Cameron, 1996 ; Boltanski & Chiapello, 1999 ; Dean, 2002 ; Frank, 2001.

Figure 23 : Publicité télévisée de Apple, 1984²⁶⁷



Cette publicité met en scène une athlète vêtue de rouge et de blanc, couleurs de la délégation américaine aux Jeux Olympiques de 1984 à Los Angeles. Une lanceuse de

²⁶⁷ Aventure Apple (L'), « Publicité Apple ». En ligne : <http://www.aventure-apple.com/pubsapple/1984.html>. Consulté en avril 2006.

marteau, qui incarne la forme postmoderne de l'athlète aryen²⁶⁸, délivre les individus manipulés et contrôlés par *Big Brother* en projetant son arme contre ce pouvoir omnipotent. En détruisant la figure emblématique de *Big Brother* — celui qui contrôle l'information aux yeux des néolibéraux, ou produit des « bruits » en termes cybernétiques — l'athlète américaine met fin au pouvoir totalitaire du régime fordiste-keynésien, remplacé par une nouvelle ère informationnelle multicentrée, décentralisée et jugée égalitaire.

Cette publicité réfère donc implicitement à la dynamique du pouvoir à l'œuvre dans le capitalisme contemporain. En présentant la destruction du pouvoir centralisé comme une révolution libératrice, elle participe du nouvel imaginaire économique et de l'idéologie de la communication aux fondements du capitalisme cybernétique. Elle illustre également le processus d'abstraction des relations de pouvoir propre à ce régime de domination. Cette abstraction s'objective dans des rapports sociaux médiés strictement par la technologie. Dans le capitalisme cybernétique, les rapports entre les êtres humains apparaissent ainsi comme des rapports entre des outils technologiques.

Cette forme de « fétichisme technologique » se fonde sur la croyance selon laquelle la technologie augmente le pouvoir des individus face à des institutions (l'État) perçues comme totalitaires²⁶⁹. Dans cette même publicité d'*Apple*, Big Brother lui-même décrit le contrôle informationnel de l'État :

Mes amis, chacun de vous n'est qu'une petite cellule du grand corps de l'État. Et aujourd'hui, ce grand corps s'est débarrassé de ses parasites. Nous avons triomphé de la dissémination incontrôlée des faits. Les bandits et les destructeurs ont été éliminés. Les herbes empoisonnées de la désinformation ont été enfermées dans la poubelle de l'histoire. Que chacun, que chaque cellule se réjouisse ! Aujourd'hui, nous célébrons le premier anniversaire de la Directive sur la Purification de l'information. Nous avons créé, pour la première fois dans l'histoire, le jardin de l'idéologie pure où chacun pourra s'épanouir à l'abri de la peste des vérités contradictoires et confuses. Notre Unification de la pensée

²⁶⁸ La tireuse de marteau d'*Apple* rappelle les athlètes aryens aux corps parfaits et à la blondeur étincelante du film de propagande nazie, *Les Dieux du stade* (Leni Riefenstahl).

²⁶⁹ Le marteau symbolise ainsi le « pouvoir du peuple », envisagé ici comme une *multitude* d'*individus*, face aux institutions totalitaires. Le secteur privé (*Apple*) s'allie donc aux individus pour détruire l'Institution, précisément — et paradoxalement — en instrumentalisant leur volonté d'émancipation collective, symbolisée par le marteau.

constitue une arme plus puissante que n'importe quelle flotte ou armée sur terre. Nous formons un peuple. Avec une volonté²⁷⁰. Une détermination. Une cause. Nos ennemis pourront converser entre eux jusqu'à en mourir. Et nous les enterrerons avec leur propre confusion.

Cette publicité anticipe de manière prophétique la fin du communisme puisque les deux blocs s'affrontent toujours lors de sa diffusion. De fait, en 1984, l'économie-monde est replongée dans la Guerre froide à la suite de la réélection de Ronald Reagan aux États-Unis. La chute de l'URSS est peu envisageable, encore moins pour les néoréalistes qui défendent l'équilibre homéostatique produit par la balance du pouvoir des deux grandes puissances. Les travaux du critique situationniste Guy Debord (1992 [1967]) s'avèrent pertinents pour approfondir l'analyse de l'économie-monde dans le cadre de la Guerre froide. Debord appréhende les deux blocs idéologiques comme deux manifestations du pouvoir spectaculaire, le concentré et le diffus. Le pouvoir spectaculaire diffus s'ancre spatialement dans les sociétés capitalistes libérales, où l'ensemble des rapports sociaux prennent une forme marchande. Le mode de régulation fordiste reposait ainsi sur un « potlatch consumériste » découlant de l'extension du salariat à l'ensemble de la société. Le régime fordiste contraignait les masses à choisir entre diverses formes de marchandises, comme condition de réalisation d'un bonheur programmé. Le pouvoir spectaculaire concentré s'incarne quant à lui dans la figure du chef charismatique des sociétés totalitaires soviétiques. Dans le capitalisme d'État, le chef domine l'ensemble de la masse productive. L'élection d'un acteur de série B à la tête des États-Unis, combinée à l'effritement de la puissance soviétique, augurent un nouveau stade de la société du spectacle, celui du spectacle *intégré*.

Suivant cette lecture situationniste, la publicité d'*Apple* ne symbolise pas tant la destruction du spectaculaire concentré, que sa subsumption par le spectaculaire diffus. Cette intégration du pouvoir diffus et du pouvoir concentré prend désormais la forme du spectaculaire intégré :

Le spectaculaire intégré se manifeste à la fois comme concentré et comme diffus, et depuis cette unification fructueuse il a su employer plus grandement l'une et l'autre qualité. Leur mode d'application antérieur a beaucoup changé. À

²⁷⁰ Aventure Apple (L'), *op.cit.*

considérer le côté concentré, le centre directeur en est maintenant devenu occulte : on n'y place jamais plus un chef connu, ni une idéologie claire (Debord, 1988 :1).

Le spectaculaire intégré correspond à la fusion économico-étatique caractéristique de la « société de l'information », où l'ensemble des institutions et des activités sociales intègrent les critères du marché dans leur fonctionnement (voir chapitre 5). Les périphéries, formellement mises à l'écart du spectacle de la puissance lors de la Guerre froide²⁷¹, sont maintenant intégrées à l'économie-monde :

Quand le spectaculaire était concentré la plus grande part de la société périphérique lui échappait ; et quand il était diffus, une faible part ; aujourd'hui rien. Le spectacle s'est mélangé à toute réalité, en l'irradiant (*Idem*).

Ce court détour par la critique culturelle exhorte à interroger la conception dominante du pouvoir, de l'ordre et de la régulation proposée par les théories de l'économie politique internationale. Les enjeux liés au pouvoir, à l'ordre et à la régulation ont été soulevés de manière implicite tout au long de cette thèse. Ces notions sont en effet indissociables ; l'ordre implique la mise en place d'une certaine forme d'autorité qui, une fois normalisée, assure une régulation relativement cohérente des rapports sociaux. La cybernétique et le néolibéralisme transforment les modalités de régulation, de pouvoir et d'ordre en définissant l'information comme principe structurant les rapports sociaux. Selon les discours et les pratiques du paradigme communicationnel néolibéral, l'information réduirait les incertitudes et assurerait ainsi l'ordre social en situation de complexité et d'instabilité.

Dans ce chapitre, nous analysons la logique spectaculaire en tant que dynamique constitutive du capitalisme cybernétique et de sa régulation. Nous étudions la mise en place de nouvelles formes de régulation qui garantissent l'ordre dans la « société globale de l'information ». Nous dialectisons trois concepts — le spectacle, la gouvernementalité et la cybernétique— afin d'expliquer la nouvelle régulation propre au capitalisme globalisé. Nous

²⁷¹ Les périphéries étaient intégrées dans l'économie *internationale* lors de la Guerre froide, en témoignant l'extraction des ressources par le centre de même que les luttes impérialistes en terrain périphérique. Le passage à une économie *globale* marque toutefois leur intégration réelle, dans la mesure où ce n'est plus seulement les marchandises qui sont exportées, mais le rapport salarial lui-même. Au passage à une économie globale, correspond donc l'intensification du passage au salariat, en d'autres termes, à la prolétarianisation.

soutenons qu'une nouvelle forme de gouvernementalité, la gouvernementalité spectaculaire, est spécifique au nouvel ordre mondial.

Ce chapitre est divisé en trois parties. Nous précisons d'abord en quoi les concepts de spectacle, de cybernétique et de gouvernementalité peuvent expliquer l'ordre, la régulation et le pouvoir dans la « société globale de l'information ». Dans la deuxième section, nous opérationnalisons ces notions en analysant une pratique spécifique d'accumulation dans le capitalisme cybernétique : l'accumulation spectaculaire. Celle-ci prend place dans le contexte de la mise en spectacle de la finance dans la sphère médiatique. Nous verrons par la suite que si dans sa forme phénoménale, le capitalisme cybernétique apparaît auto-régulé, il est toutefois enchâssé à la fois culturellement et institutionnellement. Dans la troisième section, nous analysons le spectacle comme une nouvelle forme de gouvernementalité, la gouvernementalité spectaculaire. L'analyse en termes de gouvernementalité permet de comprendre les liens entre la transformation des relations de pouvoir à l'échelle globale et l'apparition de nouvelles modalités de pouvoir qui s'expriment à l'échelle nationale et individuelle. Nous concluons ce chapitre en soutenant que la transformation communicationnelle des modalités de pouvoir nécessite de repenser sa conceptualisation dans la discipline de l'économie politique internationale.

6.1. Spectacle, Cybernétique et Gouvernementalité

L'omniprésence des médias dans le capitalisme avancé a fait l'objet de nombreuses analyses depuis les travaux de l'École de Francfort. Le concept de « société du spectacle » développé par Guy Debord s'inscrit dans cette tradition. Il vise à décrire le fonctionnement des sociétés hypermédiatisées, qui s'organisent autour de la production et de la consommation d'images, de marchandises et d'événements médiatiques. Le spectacle est une actualisation du concept marxien de fétichisme de la marchandise. Marx (1983 [1967]) définit le fétichisme de la marchandise comme un processus d'objectivation dans lequel les relations sociales apparaissent comme des relations entre des choses. En ce sens, le spectacle ne consiste pas seulement en une hypermédiatisation de la société comme le soutiennent certains théoriciens critiques (notamment Kellner, 2003). Il correspond également à une abstraction produite par l'imaginaire, et joue un rôle constitutif dans la structuration des

rapports sociaux. En d'autres termes, le spectacle « n'est pas [strictement] un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images » (Debord, 1992 [1967] : 16). Le spectacle est ainsi constitutif de la réalité.

Le concept de spectacle permet de comprendre le stade du capitalisme qui correspond à « la subsomption réelle du travail par le capital » (Marx, 1971 [1867]). Dans un contexte de subsomption réelle, le travail abstrait subsume non seulement le travail concret et devient source de valeur, mais il subsume également l'ensemble des activités sociales : production, consommation, loisir, éducation, etc. En ce sens, l'avènement de la « société de l'information » soutenue par une « économie du savoir » correspond au stade capitaliste de la subsomption réelle. Plus précisément, les divisions historiques entre travail intellectuel et travail manuel, et entre production et consommation, ne tiennent plus dans le capitalisme cybernétique, puisque le savoir et la connaissance deviennent des marchandises, et le langage, un moyen de promouvoir cette marchandise (Graham, 2000). En clair, la communication langagière, comme le travail, s'aliène²⁷². À la manière du travail concret qui est subsumé par le travail abstrait dans le but de produire de la valeur, le langage n'est plus l'expression de la réflexivité humaine, mais devient une chose qui s'objective et qui devient étrangère au sujet (la *novlangue*). Dans le processus généralisé de marchandisation du savoir, le langage devient performatif, c'est-à-dire que la valeur de ce qui est communiqué ne se mesure pas en fonction du contenu, mais en fonction des effets produits²⁷³, voire des « effets induits » en termes de retombées économiques (le savoir est considéré comme un

²⁷² Dans la postface italienne de la *Société du Spectacle*, Giorgio Agamben décrit l'aliénation du langage dans le capitalisme contemporain : « [...] il est clair que le spectacle est le langage, le caractère communicatif ou l'être linguistique même de l'homme. Ceci signifie que l'analyse marxienne doit être intégrée au sens où le capitalisme (ou quel que soit le nom que l'on veuille donner au procès qui domine aujourd'hui l'histoire mondiale) ne concernait pas seulement l'expropriation de l'activité productive, mais aussi et surtout l'aliénation du langage même, de la nature linguistique et communicative de l'homme, de ce *logos* auquel un fragment d'Héraclite identifie le Commun. La forme extrême de cette expropriation du commun est le spectacle, c'est-à-dire la politique où nous vivons. Mais ceci signifie aussi, que, dans le spectacle, c'est notre propre nature linguistique qui s'avance vers nous renversée ». Voir : Agamben, G. *Gloses marginales aux commentaires sur la société du spectacle*, 1990. En ligne : <<http://www.multitudes.samizdat.net/Gloses-marginales-aux-Commentaires>>. Consulté en janvier 2008.

²⁷³ Un article du journal *La Presse* illustre parfaitement cette intériorisation du langage publicitaire dans les structures même du langage quotidien. Le journaliste y relate les propos d'un collègue qui décrit la manière dont les Américains s'expriment selon les codes médiatiques : « Man, ils sont extraordinaires les Américains, ils parlent tous en clips de 15 secondes. Même les bonnes sœurs qui témoignent devant les comités du Congrès ont appris à parler en *one liners*. Pour un gars de radio, c'est le paradis ! » Marissal, Vincent, « Une campagne nommée espoir », *La Presse*, samedi 16 février 2008 : A7.

investissement). La publicité illustre ce rôle fonctionnel du langage dans les sociétés capitalistes avancées (Wernick, 1991 : 184). Elle devient le moyen de communication de la « société totalement administrée », pour reprendre l'expression d'Adorno (Jhally, 2006 :106).

Dans le capitalisme cybernétique, les divisions conceptuelles de la modernité s'estompent tendanciellement ; les discours et les pratiques des États et des entreprises, du public et du privé, des médias et du marché, et des citoyens et des consommateurs convergent dans un système de contrôle réticulé et global. L'ensemble des secteurs de la société intègrent l'idéologie de la communication managériale et dérèglementent les cadres conceptuels historiques. Cette déréglementation conceptuelle concorde avec celles plus matérielles des télécommunications, de la finance et des droits de propriété intellectuelle, qui marquent le passage aux sociétés de contrôle²⁷⁴ :

Enfin, le fond de la honte fut atteint quand l'informatique, la publicité, le marketing, le design s'emparèrent du mot concept lui-même, et dirent c'est notre affaire, c'est nous les créatifs, nous sommes les concepteurs [...]. Le mouvement général qui a remplacé la Critique par la promotion commerciale n'a pas manqué d'affecter la philosophie. Le simulacre, la simulation d'un paquet de nouilles est devenu le vrai concept, et le présentateur du produit, marchandise ou œuvre d'art, est devenu le philosophe, le personnage conceptuel ou l'artiste (Deleuze et Guattari, 1991 : 15-16).

Un parallèle peut être établi entre la logique spectaculaire du capitalisme décrite dans *La société du spectacle* (Debord, 1992 [1967]), le concept de gouvernementalité développé par Michel Foucault (2004), et la notion de cybernétique (Wiener, 1961). Le spectacle fonctionne selon la tyrannie de l'image ; il s'agit d'un non-lieu du politique, dans lequel le système de domination est à la fois unifié et diffus. Cette dépersonnalisation du pouvoir estompe la distinction entre des notions et des pratiques traditionnellement opposées : le privé et le public, le dedans et le dehors, la réalité et sa représentation, le vrai et le faux (Debord, 1992 [1967]). Dans le régime spectaculaire, l'apparence et la mise en scène de la réalité deviennent *plus réelles que le réel*, dans la mesure où le discours idéologique n'est plus dissocié du réel comme à l'époque bourgeoise du capitalisme concurrentiel, mais

²⁷⁴ Sur les sociétés de contrôle voir, Deleuze (1990) et Hardt & Negri (2000).

intégralement matérialisé et subjectivé²⁷⁵. Autrement formulé, la positivité du pouvoir remplace la propagande idéologique qui visait à tromper les masses. À la manière de la gouvernance numérique globale qui transforme les idéaux constitutifs de la sphère publique — rationalité, transparence, participation — en discours de légitimation du capitalisme cybernétique, la mise en spectacle du monde légitime le régime de domination de la transparence communicationnelle en dépolitisant les rapports sociaux.

Le spectacle correspond à une forme de communication autoréférentielle s'érigeant en un système qui s'autoreproduit en dehors des relations sociales. Celles-ci sont objectivées sous la forme de la marchandise, de l'argent, mais aussi de la technologie. Dans le capitalisme cybernétique, les rapports entre les êtres humains apparaissent ainsi comme des rapports entre des choses, plus précisément entre des outils technologiques. À la lumière du concept de spectacle, nous soutenons que la théorie cybernétique est elle-même la représentation constitutive de l'ordre et de la réalité sociale. Elle exprime une vérité objective — la cybernétisation du monde — et ontologise des formes d'existence pour en faire les formes sociales naturelles de la vie en société.

Le capitalisme fonctionne de manière cybernétique précisément parce que le spectacle décrit par Debord est le lieu d'unification et de régulation des divers sous-systèmes sociaux. La mise en spectacle du monde est à la fois un discours de légitimation et un mécanisme de régulation des rapports sociaux. Le spectacle cimente la société qui fut fragmentée par l'atomisation propre au développement du capitalisme et par la marchandisation des différentes sphères de la société. Debord (1992 [1967]) critique cette fragmentation sociale dans les termes d'une mise en spectacle intégrée du monde :

Le spectacle se présente à la fois comme la société même, comme une partie de la société, et comme instrument d'unification. En tant que partie de la société, il est expressément le secteur qui concentre tout regard et toute conscience. Du fait

²⁷⁵ C'est dans ce contexte qu'Adorno et Horkheimer soutiennent dans *La dialectique de la raison* (1974) que l'industrialisation de la sphère culturelle correspond à la fin des idéologies. Dans le capitalisme monopoliste d'État, les idées ne visent déjà plus à tromper les masses ; elles sont de simples décalques du monde et n'affirment rien d'autre que ce qu'il est. Le monde ne possède donc plus d'idéologie, il est lui-même, de part en part, idéologique. À ce sujet, voir Vanderberghe (1997).

même que ce secteur est séparé, il est le lieu du regard désabusé et de la fausse conscience; et l'unification qu'il accomplit n'est rien d'autre qu'un langage officiel de la séparation généralisée (thèse no 3, soulignée par M.O.)

Le spectacle correspond à la domination d'une abstraction objectivante — donc réelle — sur l'ensemble de la société. Cette abstraction origine d'un imaginaire social, qui une fois institutionnalisé, s'érige en système qui *apparaît* fonctionner de manière indépendante des relations sociales. Dans sa forme cybernétique, le spectacle est une forme d'abstraction objectivante précisément parce qu'il exprime cette autonomisation du moment imaginaire constitutif des rapports sociaux²⁷⁶. Ce processus d'objectivation et d'autonomisation consiste aussi en une domination des moments imaginaires dans l'institution (Castoriadis, 1975 : 198). Dans ce rapport d'aliénation, la société ne reconnaît pas l'imaginaire et son institutionnalisation comme son propre produit ; l'imaginaire s'impose à la société qui devient hétéronome. Lorsque l'économie se transforme un système cybernétique, elle semble ainsi fonctionner indépendamment des relations sociales. Le capital en vient à posséder sa propre existence et devient un « sujet automate » (Postone, 2003) qui s'auto-reproduit. En tant que forme abstraite de richesse, la valeur est également en mesure de s'auto-valoriser. Le spectacle est donc la forme objectivée de cette réification des relations sociales. La société, comprise comme une totalité, se fragmente en divers sous-systèmes sociaux qui se reproduisent sans êtres humains de manière cybernétique. Debord (1992 [1967]) décrit cette cybernétisation de l'ensemble de la société :

C'est donc ici que la science spécialisée de la domination doit se spécialiser à son tour : elle s'émiette en sociologie, psychotechnique, cybernétique, sémiologie, etc., veillant à l'autorégulation de tous les niveaux du processus (Debord, 1992 [1967], thèse no 42).

Le capitalisme cybernétique découle de pratiques sociales qui fragmentent la société et la réunit dans un même mouvement en un spectacle intégré (de la marchandise). La mise en spectacle du monde est le principal mécanisme d'auto-régulation du capitalisme cybernétique. L'autonomisation de l'économie par rapport à la société — le désencastrement selon Polanyi (1983) — implique que toutes les sphères de la société se modulent pour

²⁷⁶ Ces relations sociales se cristallisent dans des institutions comme l'État, la monnaie, la bureaucratie, la consommation, etc.

permettre au système économique de fonctionner selon ses propres lois. Le marché autorégulé ne peut fonctionner sans société de marché, c'est-à-dire qu'« au lieu que l'économie soit encadrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encadrées dans le système économique » pour lui permettre de s'autoréguler (Polanyi, 1983 : 88).

Dans le capitalisme cybernétique, les fondements ontologiques du système économique sont contingents, au sens où ils découlent d'un imaginaire spécifique qui structure les pratiques de la « société globale de l'information ». Cet imaginaire est principalement communicationnel²⁷⁷; aucune fondation transcendante n'institue de manière apriorique le système économique. Nous verrons plus loin que l'économie de marché s'apparente à un système cybernétique, dans la mesure où les institutions du marché (médias, institutions financières internationales, etc.) définissent ce qu'est une valeur d'échange, régulent la circulation de la valeur dans le marché et assurent la reproduction des relations marchandes par la circulation continue des marchandises en échange d'argent (Jessop, 2002). Le capitalisme financiarisé se présente comme une structure abstraite réifiée, qui engendre un processus d'auto-valorisation du capital séparé de l'économie réelle et qui évolue dans un cyberspace virtuel mis en place par les TIC. Il serait un système qui s'autoreproduit et qui s'auto-valorise en dehors des relations sociales. Cet imaginaire du système cybernétique est la forme phénoménale de l'objectivation des rapports sociaux dans le régime d'accumulation financiarisé. Cette objectivation résulte d'un double fétichisme, celui de l'argent et de la technologie. En ce sens, l'argent ne se limite pas à un médium symbolique de communication. Dans les sociétés capitalistes, l'argent symbolise également une médiation sociale et une domination dépersonnalisée²⁷⁸.

²⁷⁷ Il s'agit en fait d'une radicalisation de l'imaginaire propre à la modernité capitaliste. Selon Castoriadis (1975), cet imaginaire se fonde sur une rationalité instrumentale qui repose sur une logique « identitaire ensembliste ». Cette logique fractionne la réalité en éléments distincts pour la recomposer ensuite en un ensemble de sous-ensembles. Cette fragmentation de la réalité vise à limiter la complexité du réel en réduisant l'incertitude par la communication cybernétique et par le langage mathématique.

²⁷⁸ Cette relation de domination s'explique entre autres par la capacité de contrôle du capital sur l'ensemble de l'activité humaine, soit sa capacité d'activer les individus et l'ensemble de la société en fonction d'objectifs que ce même capital détermine. En ce sens, l'argent est une relation sociale objectivée et une forme de domination médiatisée par le travail abstrait (Gambmann, 1998).

En tant que forme d'auto-régulation communicationnelle du capitalisme, le spectacle est à la fois discours de légitimation et mécanisme de régulation. Cette régulation communicationnelle s'accompagne d'une différenciation fonctionnelle des différents sous-systèmes à l'intérieur de la société. Cette dynamique institutionnelle dépolitise les rapports sociaux, dans la mesure où elle masque l'origine politique des institutions sociales afin de réduire les incertitudes liées à la complexification de la société et d'assurer l'efficacité du système. La régulation communicationnelle du capitalisme cybernétique constitue une nouvelle forme de « gouvernamentalité » (Foucault, 2004), qui normalise un type particulier de subjectivité en vue d'adapter les sujets aux exigences de la reproduction matérielle et symbolique de l'ordre social. Foucault (2004) situe l'émergence d'une gouvernamentalité moderne et libérale à l'époque où émerge un nouveau savoir : l'économie politique. Ce savoir a profondément transformé la manière de gouverner la population, et a restructuré les rapports sociaux et la rationalité politique. Selon Foucault (2004), l'émergence du libéralisme et de l'économie politique bourgeoise a fait de la population l'objet de la gouverne²⁷⁹. Sous le régime libéral, les gouvernés sont des sujets économiques abstraits, porteurs de droits, des « individualistes possessifs » (Macpherson, 1962). La rationalité du gouvernement se règle sur la satisfaction de leurs intérêts et sur la maximisation de leurs utilités. Elle se fonde sur le principe du « gouvernement limité », selon lequel la sphère d'action du gouvernement doit être restreinte.

La gouvernamentalité néolibérale reprend cette critique du gouvernement « excessif » tout en conservant les pratiques de l'État-providence qui visent à rationaliser la conduite des individus. Elle légitime ainsi le domaine de l'action gouvernementale en dépolitisant l'objet même de la gouverne, soit les rapports sociaux. En ce sens, la gouvernamentalité néolibérale ne signifie pas tant le retrait de l'État de l'économie qu'une régulation de l'ensemble de la société en fonction des principes communicationnels du marché (voir chapitre 5).

L'auto-régulation communicationnelle se manifeste lorsque les institutions autonomes intègrent les règles du marché et les traduisent dans leurs propres codes. Les

²⁷⁹ La population a ainsi remplacé le principe de la raison d'État, qui était la rationalité gouvernementale de l'État absolutiste sous le régime mercantiliste. La rationalité du souverain (« l'État, c'est moi ») a été substituée par une régulation des gouvernés (Foucault, 2004 : 316).

sujets sociaux intériorisent ces codes et ces normes institutionnels, et sont en mesure de s'auto-réguler eux-mêmes. Le sujet entrepreneur de lui-même et auto-régulé remplace ainsi le sujet autonome (au sens kantien du terme) et le citoyen républicain qui délibère politiquement dans la sphère publique. La gouvernementalité néolibérale est donc une modalité de pouvoir qui vise à assurer l'ordre en instrumentalisant les désirs humains de liberté à des fins d'accumulation.

Dans le capitalisme cybernétique, deux formes de gouvernementalité coexistent et se nourrissent mutuellement : la gouvernementalité néolibérale et la gouvernementalité « spectaculaire ». Cette deuxième pose la nécessité de communiquer²⁸⁰ de manière marchande ou spectaculaire comme impératif catégorique, et enjoint les sujets à s'auto-publiciser et à se vendre en vue de posséder une existence. Pour être considéré comme un sujet, l'individu du capitalisme cybernétique doit communiquer constamment puisque tout être se définit par la nature des échanges d'informations qu'il entretient avec son environnement (Wiener, 1961). La gouvernementalité spectaculaire instrumentalise ainsi la critique de la consommation de masse propre au régime fordiste, et valorise les identités particularistes qui se mettent en spectacle. En promouvant l'interactivité réticulée, elle récupère également la critique de la communication unidirectionnelle associée aux médias de masse et à la régulation hiérarchique et bureaucratique. Interpellés en sujets (Althusser, 1976), les individus intériorisent un rapport à eux-mêmes qui accommode et consolide la logique spectaculaire. Le désir de reconnaissance dans la sphère communicationnelle devient une idéologie intériorisée par les sujets sociaux qui se conforment à cette structure de domination (Honneth, 2006). Compris comme gouvernementalité, le spectacle est également un moyen de gouverner à distance, c'est-à-dire une technique pour disposer des corps, pour atomiser les individus et les enfermer à l'intérieur de leur espace privé afin de s'assurer qu'ils réagissent rapidement aux exigences du capitalisme cybernétique et de juguler les résistances individuelles avant qu'elles ne deviennent collectives.

²⁸⁰ Rappelons que le terme « cybernétique » découle du mot grec *Kubernetes*, qui signifie pilote ou gouvernail (voir chapitre 2). La cybernétique implique une nouvelle manière de gouverner par la communication. En ce sens, gouverner par la communication (la cybernétique) inclut *de facto* gouverner de manière spectaculaire.

En tant que pratique culturelle caractéristique des sociétés capitalistes avancées, le spectacle est constitutif de nouvelles formes d'accumulation et des modalités de régulation de l'ordre mondial. Dans les prochaines sections, nous analysons certaines pratiques d'accumulation spectaculaire spécifiques au capitalisme financiarisé. Nous étudions leur mode de régulation, de même que l'enchâssement institutionnel de cette gouvernementalité.

6.2. L'accumulation spectaculaire

Dans le contexte des déréglementations concomitantes du système financier et du secteur des communications, le discours de légitimation du capitalisme cybernétique instrumentalise les idéaux de la sphère publique démocratique. Nous avons soutenu que le *global democratic marketplace* se nourrit des idéaux de transparence, de rationalité, d'égalité, et de participation, sans toutefois transformer réellement les marchés boursiers en sphère publique démocratique de type habermassien.

Ce *global democratic marketplace* à prétentions démocratiques ne repose pas uniquement sur la rationalité instrumentale qu'Habermas associe au médium régulateur de l'argent. Il constitue également le résultat d'une interpénétration entre le monde vécu (la culture) et le système. En d'autres termes, si l'analogie entre les sphères financière et publique (« la démocratie actionnariale ») peut être analysée comme un discours de légitimation du capitalisme cybernétique, elle peut également être étudiée en tant que pratique d'accumulation spécifique au régime d'accumulation financiarisé.

En ce sens, le discours du *global democratic marketplace* — et ses diverses déclinaisons en termes de réseaux globaux inclusifs et participatifs — joue un rôle constitutif dans la structuration effective des rapports sociaux, en transformant concrètement certaines pratiques d'accumulation du capital. Dans le contexte de la convergence des sphères médiatique et financière, l'accumulation prend de plus en plus une forme « spectaculaire » (Tsing, 2004). Les médias globaux, les chaînes télévisées et les sites web spécialisés en information financière, définissent, cadrent et orientent les codes et les règles du spectacle médiatique financier. Dans le même temps, la propriété des médias se financiarise et ceux-ci deviennent des « institutions financières » (Bustamante, 2004 : 803). La normalisation de la

financiarisation du capitalisme s'effectue ainsi par sa mise en spectacle quotidienne dans les médias. Les experts financiers médiatiques analysent rarement les effets délétères du capitalisme financiarisé, hormis lors de crises majeures et sans réinterroger leurs causes structurelles.

La convergence des intérêts entre conglomérats médiatiques et financiers explique en partie cette spectacularisation de la finance. Elle s'observe dans les multiples acquisitions et fusions entre entreprises des secteurs financier et médiatique. À titre d'illustration, le magnat des communications Rupert Murdoch, propriétaire du conglomérat médiatique *News Corporation*, a fait l'acquisition en 2007 du *Wall Street Journal*, quotidien de l'élite financière transnationale. Murdoch prévoit d'ailleurs utiliser les informations financières fournies par le *Wall Street Journal*²⁸¹ pour alimenter la chaîne spécialisée *Fox Business Channel* et les sites Internet du groupe *News Corporation*²⁸².

Cette spectacularisation de la finance est révélatrice d'un phénomène social plus large, celui de l'extension de la culture financière à des couches de plus en plus étendues de la population. Si certains auteurs avancent que l'investissement se « démocratise » (Friedman, 2000), ils négligent toutefois d'analyser les dimensions proprement politique et culturelle de ce phénomène, soit la mise en spectacle constante du monde financier à la manière des actualités politiques. Thrift et *al.* (2004 : 293) identifient cinq règles qui régissent le spectacle financier :

1. La règle de la « nouvelle » : les nouvelles financières, qui sont présentées sous formes de récits, doivent circuler rapidement en vue de fournir le matériel médiatique nécessaire aux émissions télévisées et aux journaux quotidiens.
2. La règle de la « célébrité » : les nouvelles financières sont présentées par des experts dont la renommée et la crédibilité sont indiscutables.
3. La règle de la « mode » : en lien avec la règle de la célébrité, on retrouve des styles, des pratiques et des personnalités constamment renouvelés.

²⁸¹ Cette convergence inquiète d'ailleurs les principaux intéressés de la presse financière : « A new Owner », *Wall Street Journal*, 1er août 2007, A14.

²⁸² Siklos, Richard & Andrew Ross Sorkin, « Murdoch on Owning The Wall Street Journal », *The New York Times*, 4 mai 2007. En ligne : http://www.nytimes.com/2007/05/04/business/media/04murdoch.html?_r=1&oref=slogin. Consulté en avril 2008.

4. La règle de la « théâtralité » : les règles qui régissent la monnaie et la finance possèdent un caractère explicitement performatif : elles doivent être écrites, actées, et performées pour se matérialiser en des conventions sociales.
5. La règle de l' « émotion » : une partie de l'attrait des médias provient de leur capacité à produire et à catalyser des émotions. Étant donné que les marchés financiers sont de plus en plus présentés comme des événements médiatiques, les émotions jouent un rôle majeur dans la modification des « sentiments du marché »²⁸³.

Dans le régime d'accumulation à dominante financière, la crédibilité d'une entreprise — ou la devise d'un pays — repose sur sa performance économique mais aussi dramatique. Les entreprises se mettent en spectacle de manière permanente dans le *global democratic marketplace*, dans le but précis d'attirer des investissements des citoyens-consommateurs. Avant de se matérialiser, les profits doivent être imaginés. Le principal moyen utilisé par les entreprises est de construire leur image de marque et leur réputation afin d'acquérir une valeur financière. Le but de la firme consiste donc autant à maximiser la valeur actionnariale qu'à maximiser « le prestige et le divertissement des actionnaires » (McGoun, 1997 :116).

Les efforts des entreprises pour augmenter leur capital réputationnel ne sont pas un phénomène nouveau ; l'économiste institutionnaliste Thorstein Veblen analysait dès le début du 20^e siècle le concept d'actif intangible qui repose sur le *good will* des propriétaires. Dans son ouvrage *Les ingénieurs et le capitalisme*, il définit les actifs intangibles comme des éléments immatériels de richesse évalués et capitalisés en fonction de l'évaluation d'un gain potentiel. La forme la plus courante de ces actifs intangibles est la réputation d'une affaire (*goodwill*), où la publicité joue un rôle fondamental (Veblen, 1971 : 132-150). Lorsqu'elles ont acquis une bonne réputation grâce à la publicité, les firmes capitalisent en bourse cette valeur intrinsèquement immatérielle.

Keynes (1968 [1942]) a souligné le caractère fallacieux de la conception libérale du marché, selon laquelle les prix reflètent la valeur de l'économie réelle. Il a proposé une

²⁸³ Les médias contribuent à la personnification des marchés, en leur conférant une subjectivité. Les journalistes utilisent fréquemment des expressions comme « les marchés ont réagi de manière négative », « les marchés sont optimistes », encore mieux : « comment vont les marchés ce matin ». Marx (1983 [1867]) réfère à une personnification des rapports économiques, qui est constitutive des sujets économiques : « Les personnes n'ont affaire ici les unes aux autres qu'en autant qu'elles mettent certaines choses entre elles comme marchandise. Elles n'existent les unes pour les autres qu'à titre de représentants de la marchandise qu'elles possèdent » (: 77).

analogie entre le marché et un concours de beauté, dans lequel les concurrents doivent choisir la photo qui se rapproche le plus de l'évaluation moyenne de l'ensemble des concurrents. Selon Keynes, l'important dans ce type d'évaluation n'est pas tant de déterminer quel est le plus beau visage que de prévoir et d'anticiper l'opinion collective. En d'autres termes, il s'agit d'une logique mimétique, ou d'opinion, fondée sur l'autoréférentialité (Orléan, 2000).

À l'époque de Keynes et de Veblen, les actifs intangibles sous la forme d'un *goodwill* étaient toutefois relativement marginaux. La re-financiarisation de l'économie depuis la chute des accords de Bretton Woods, la déréglementation financière et l'augmentation des actifs boursiers liée à la prolifération des fonds de pensions ont assurément amplifié le phénomène de capitalisation sur des actifs intangibles. Cette pratique est maintenant constitutive de l'« accumulation spectaculaire » et est reconnue et avalisée par les institutions financières et politiques. Aux États-Unis, l'*Economic Report of the President* de 2001²⁸⁴ soutient que dans le nouveau contexte économique, les firmes doivent capitaliser sur les actifs intangibles et porter une attention particulière à leur réputation et à leur marque de commerce :

Success in the New Economy relies on intangible capital. Thus, intangible assets — organizational practices, human resources, R&D capability, and reputation — are now much more prominent features of a firm's competitive strategy, because they are the foundation for innovations that lead to success [...]. A favourable reputation, embodied in brand names, trademarks, and customer loyalty, can provide the trust on the part of customers that encourages their acceptance of a firm's latest product innovations (: 136).

Les actifs intangibles ont augmenté considérablement lors de l'avènement de la « nouvelle économie » dans les années 1990. Selon la théorie néo-classique, l'éclatement de cette bulle spéculative lors du e-krash des années 2000 devait permettre le retour d'une adéquation plus exacte entre la valeur en termes de capitalisation boursière des entreprises et leur valeur réelle, calculée en termes de capitaux matériels fixes. En réalité, après le e-krash, le niveau de capitalisation boursière a atteint celui précédant la crise de 1929. La nouvelle

²⁸⁴ *Economic Report of the President*, Washington, 2001. En ligne : http://www.gpoaccess.gov/usbudget/fy02/pdf/2001_erp.pdf. Consulté en avril 2007.

économie a donc perduré après l'éclatement de la bulle spéculative au tournant des années 2000 (Gagnon, 2004 : 14). De fait, plusieurs éléments de la « nouvelle économie » ont survécu, principalement les modes d'organisation et les pratiques d'innovation²⁸⁵.

La pratique de l'accumulation spectaculaire persiste également après le e-krash. La mise en spectacle du monde financier s'inscrit donc en plein cœur des mutations des pratiques d'accumulation dans le capitalisme cybernétique, et constitue même son a priori ontologique. Debord (1992 [1967]) décrit cette rationalité spectaculaire :

En tant qu'indispensable parure des objets produits maintenant, en tant qu'exposé général de la rationalité du système, et en tant que secteur économique avancé qui façonne directement une multitude croissante d'images-objets, le spectacle est la principale production de la société actuelle (thèse no 15).

Si la pratique de l'accumulation spectaculaire n'est pas nouvelle, sa spécificité actuelle réside dans la mobilisation de stratégies de *branding* par les entreprises, les États, les individus et l'ensemble des institutions sociales. Dans le régime d'accumulation spectaculaire, le pouvoir utilise le *branding* comme un moyen de subjectivation. Le spectacle constitue en ce sens une nouvelle forme de gouvernementalité qui modèle un type de subjectivité compatible avec le capitalisme cybernétique. Cette gouvernementalité spectaculaire s'appuie sur certains mécanismes de régulation qui assurent l'ordre et la reproduction relativement cohérente du capitalisme sous sa forme cybernétique.

6.3 Du *Global Panopticon* au *Brand New World* : la gouvernementalité spectaculaire

Certains auteurs néo-gramsciens (Gill, 1995a) soutiennent que le néo-constitutionnalisme s'est mis en place de manière concomitante à l'émergence d'un *Global Panopticon*, dans lequel le capital transnational utilise les TIC pour surveiller et assurer la régulation de l'ordre mondial néolibéral. Tant dans les domaines de la production, de la finance et de la consommation, l'informatisation des activités économiques impliquerait un pouvoir disciplinaire similaire au modèle du panoptique imaginé par Bentham et repris par Foucault

²⁸⁵ Comme le souligne Thrift (2001 : 429), « penser qu'il [la nouvelle économie] ne s'agit seulement que d'un discours, ce n'est pas reconnaître la matérialité des discours ».

pour expliquer la figure typique du contrôle social moderne. La surveillance accrue des comportements individuels, les enquêtes de crédit sur les informations personnelles et l'implantation d'outils informatiques qui mesurent le rendement des employés, participeraient d'une discipline qui régularise les comportements individuels en fonction des objectifs de l'ordre mondial néolibéral.

Cette conceptualisation néo-gramscienne du pouvoir néglige toutefois les particularités du néolibéralisme en tant que formation sociale structurée selon les principes du paradigme communicationnel. La lecture du pouvoir en termes « disciplinaires » explique uniquement la dimension hiérarchique du pouvoir. Elle procède en ce sens d'un certain déterminisme, comme si l'implantation des TIC à des fins de surveillance résultait d'une planification politique délibérée de la part des détenteurs du pouvoir — une classe capitaliste transnationale — qui cherchent à contrôler la population. Dans la perspective néo-gramscienne, le pouvoir s'exerce de manière homogène et unidirectionnelle en s'imposant aux individus et en broyant leurs aspirations. Cette lecture néo-marxiste du pouvoir reprend l'analyse classique, selon laquelle l'idéologie bourgeoise mystifie la réalité. Cette perspective du pouvoir et de l'idéologie n'explique pas l'instrumentalisation des désirs de liberté, d'autonomie, d'authenticité et de participation, qui animent les discours et les pratiques constitutives du capitalisme contemporain²⁸⁶. L'exigence d'autoréalisation se transforme en exigence institutionnelle (Honneth, 2006 : 292) dans le régime spectaculaire, et le désir humain de reconnaissance est instrumentalisé pour légitimer les rapports de domination. Cette légitimation n'est pas seulement une récupération des idéaux d'authenticité et d'émancipation — comme si la classe capitaliste avait orchestré un plan de

²⁸⁶ L'imaginaire du capitalisme cybernétique relève davantage de l'inconscient collectif ; il émane à la fois de la contingence et des rapports de force spécifiques à une époque donnée. Il est diffusé et partagé par une majorité d'acteurs sociaux, dominants comme dominés. En ce sens, il ne constitue pas une idéologie au sens bourgeois du terme, mais plutôt une idéologie *invisible* (Lefort, 1986). Dans le capitalisme cybernétique alimenté par l'idéologie de la communication, le discours social (celui de la vie quotidienne) absorbe le discours sur le social (qui se veut différent de la réalité concrète). En d'autres termes, l'idéologie bourgeoise fusionne avec l'idéologie totalitaire ; le réel devient idéologique lui-même, rendant caduque la séparation historique entre idéologie et réel. L'idéologie ne cherche plus à tromper les masses pour arriver à ses fins ni à masquer le réel : elle *est* le réel. À la manière de l'idéologie totalitaire, l'idéologie invisible est donc en mesure d'estomper les divisions fonctionnelles de l'idéologie bourgeoise (société civile/État, privé/public, interne/externe, etc.). Elle se présente comme non-totalisante, malgré qu'elle s'apparente à un totalitarisme de la différence fondé sur la communication, l'équivalent de ce que Debord (1988) nomme le spectaculaire intégré.

manière délibérée —, mais découle également de phénomènes sociaux contingents qui possèdent leur dynamique propre.

Certains auteurs (notamment Lianos, 2003) qui traitent des questions de surveillance dans les sociétés capitalistes avancées soutiennent que le nouveau contrôle social s'opère de manière involontaire, par la séduction et la participation plutôt que par la menace de la force brute. La particularité du contrôle postindustriel résiderait dans l'exigence d'autonomie et de conformité. Selon Lianos (2003), qui critique implicitement la perspective néo-gramscienne, la conceptualisation du pouvoir en termes de panoptique numérique global n'explique pas pourquoi les citoyens et les consommateurs divulguent de manière délibérée et parfois même festive leurs données personnelles²⁸⁷.

Si la lecture de Lianos insiste sur l'instrumentalisation de l'autonomie des sujets, elle néglige toutefois le contexte économique-politique du nouveau contrôle social, dont l'analyse permet de fixer historiquement les formes réactivées de la servitude volontaire. Le concept de spectacle intégré — une combinaison du pouvoir diffus et concentré — permet de comprendre de manière plus précise les modalités de fonctionnement du pouvoir contemporain, de même que les modes de subjectivation sur lesquels elles reposent. Le cauchemar orwellien (Gill, 1995b ; Lyon, 1994 ; Mattelart, 2007) s'accompagne ainsi d'un *Brand New World* huxleyen²⁸⁸, qui se matérialise dans le projet de « société globale de l'information ». Sous le régime du spectaculaire intégré, la surveillance bureaucratique entre ainsi en complémentarité avec le spectacle (Wollen, 2000).

En plus du *Global Panopticon* (Gill, 1995a) qui vise à discipliner les individus, une nouvelle modalité de pouvoir plus subtile se déploie : le synopticon (Bauman, 1999). Ce pouvoir n'utilise pas la coercition ; il opère plutôt par la séduction et incite les sujets à ne devenir que spectateurs (*ibid* : 83). Les mécanismes synoptiques fonctionnent selon les modalités du spectacle et de manière inverse au panopticon. Alors que le grand oeil

²⁸⁷ Certains semblent prendre plaisir à dévoiler de manière spectaculaire leur intimité, en témoignent la multiplication des télé-réalités et le nombre de membres des sites Internet de socialisation comme *Facebook*.

²⁸⁸ Aldous Huxley est l'auteur du roman dystopique « *Brave New World* » (« Le meilleur des mondes », dans sa traduction française). L'analyse dialectique des romans d'Orwell et d'Huxley permet d'analyser le fonctionnement du pouvoir et du contrôle social dans les sociétés capitalistes avancées.

caméraliste de l'État surveille l'ensemble de la population sous le régime panoptique, la majorité regarde une minorité — l'élite managériale transnationale — qui se met en spectacle sous le régime synoptique. Les observés deviennent ainsi les observateurs. Walter Wriston, ancien président de *Citicorp*, soutient que l'implantation du *global democratic marketplace* aurait contribué à cette inversion du pouvoir :

What we have seen and said is that information technology has demolished time and distance, But instead of increasing the power of government and, thus, validating Orwell's image that Big Brother watched our every move, that proposition has been stood on its head and we have all wound up watching Big Brother (1997 : 1).

Les mécanismes disciplinaires du panopticon n'ont toutefois pas disparu dans la « société globale de l'information ». De fait, les « inclus » — ceux qui possèdent un bon dossier de crédit (ou ceux jugés « crédibles »), les actionnaires, les membres de l'élite managériale, de l'aristocratie ouvrière et du cognitariat — ont accès aux banques de données. Cet accès augmente à la fois leur crédit à la consommation, leur mobilité, leur capacité de choix économique et leurs possibilités d'investissement dans le cyberspace. Confinés à l'immobilisme, les « exclus » sont constamment traqués par le pouvoir panoptique, et subissent fréquemment la répression brute de « l'État pénal » (Wacquant, 2004). Les exclus sont considérés comme des classes dangereuses, alors que les inclus — les citoyens-consommateurs — jouissent des privilèges associés à l'implantation des TIC. L'inclus est un individu en mouvement, « condamner à l'être » (Bauman, 1999 : 130) et sa bonne citoyenneté se définit en fonction de sa capacité de consommation et de sa mobilité d'achat.

Pour être effective et se matérialiser, toute régulation repose donc sur une forme de pouvoir. L'exercice du pouvoir consiste à produire de l'ordre en se gouvernant soi-même et autrui, en d'autres termes, en mobilisant une gouvernamentalité particulière. Dans la section qui suit, nous analysons le pouvoir dans la « société globale de l'information » comme une nouvelle forme de gouvernamentalité, la gouvernamentalité spectaculaire. Dans un premier temps, nous définissons la régulation induite par cette gouvernamentalité. Nous étudions ensuite la gouvernance globale comme une technique de gouvernement qui vise à réguler les pratiques sociales par la pratique du *branding*. Finalement, nous soutenons que le *branding*,

en tant que modalité de pouvoir propre au capitalisme cybernétique, est une pratique qui participe à la constitution d'un nouveau mode de subjectivation assurant la reproduction du régime d'accumulation financiarisé.

6.3.1. La régulation spectaculaire

La conception cybernétique de l'ordre social soutient que les systèmes s'autorégulent grâce à un processus de communication autoréférentielle. Cette auto-régulation est toutefois profondément enchâssée dans un ensemble de relations sociales et d'institutions, précisément parce qu'une économie de marché ne fonctionne que dans une société de marché. Un régime d'accumulation particulier se reproduit en s'appuyant sur un mode de régulation qui lui correspond. Contrairement à ce qu'avancent la théorie néo-classique, il n'existe pas d'économie pure où des acteurs agissent de manière rationnelle en vue d'atteindre un équilibre social dans un marché d'informations parfaites. Le marché autorégulé est toujours enchâssé dans un ensemble de normes, de codes, de comportements et d'institutions qui prennent la forme de régimes à l'échelle nationale et globale et qui permettent la reproduction du système (Boyer, 1986). Les médias globaux — journaux, chaînes télévisées, sites Internet — sont une des institutions sociales qui assurent la régulation du régime d'accumulation spectaculaire. Par la mise en spectacle des informations financières, les médias contribuent à la production de normes et de conventions qui orientent quotidiennement les décisions des investisseurs. La convention « Internet », qui a alimenté la bulle spéculative de la nouvelle économie jusqu'à son éclatement, constitue l'exemple type de cette interrelation entre activités médiatiques et financières. L'accumulation spectaculaire repose ainsi sur une forme de régulation spectaculaire.

La régulation spectaculaire s'appuie sur le concept « renouvelé » de communication, qui a transformé le langage réflexif en un ensemble de slogans publicitaires. Dans son ouvrage *L'espace public : l'archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Habermas (1993) définit la publicité comme l'activité de rendre publiques les informations essentielles à la délibération politique démocratique. La publicité possède donc un sens kantien, celui d'un usage public de la raison (Cossette, 1988). Selon Habermas, cette conception kantienne de la publicité est apparue en même temps que la

sphère publique bourgeoise au 19^e siècle, qui était animée par un public informé et en mesure de critiquer rationnellement les rapports arbitraires de domination. Au cours du vingtième siècle, la notion de publicité connaît un retournement de sens majeur²⁸⁹ et devient strictement commerciale. La réclame publicitaire est un outil de séduction pour inciter les consommateurs à acheter un certain produit. Dans le régime d'accumulation spectaculaire, elle vise également à transformer l'attitude des consommateurs envers une image de marque. Le discours de légitimation propre au régime d'accumulation spectaculaire agit donc également comme mode de régulation (Perrault, 2003).

Cette régulation spectaculaire et publicitaire est enchâssée dans les institutions internationales. Nous avons soutenu aux chapitres 4 et 5 que la réorganisation managériale de l'autorité politique se matérialise dans la mise en place d'une gouvernance numérique globale. Au cœur du capitalisme cybernétique, cette restructuration des institutions vise à stimuler les échanges d'informations par des processus de rétroaction considérés comme plus efficaces que la délibération politique. Les organisations internationales restructurent également leurs activités en fonction des principes cybernétiques. En 1997, la Banque Mondiale a proposé de se transformer en *Knowledge Bank* dans le but de partager de l'information entre les clients, entre les régions et les pays, et de mettre en place des initiatives en matière de « connaissances globales » (*global knowledge initiatives*) (Wilks, 2002). La Banque Mondiale — comme les autres institutions internationales telles le FMI, l'OCDE, l'ONU, la BRI — se présente comme une organisation productrice de savoir (*knowledge organization*) qui encourage la création de réseaux de chercheurs en vue d'échanger les meilleures pratiques. Le savoir privilégié dans ce type de réseaux est une connaissance tacite, codifiable, stockable en prévision de sa marchandisation. Les organisations internationales, par le biais de leur expertise en matière de marché (Stone, 2005), avalisent ainsi en première instance certaines normes, pratiques et comportements du capitalisme cybernétique.

²⁸⁹ Habermas (1993) analyse ce retournement de sens comme une re-féodalisation de la sphère publique. Cette même dynamique se déploie désormais à l'échelle globale dans le cadre de la société globale de l'information.

Les crises financières liées à la spéculation se multiplient à la fin des années 1990 et au tournant des années 2000 (Mexique, Argentine, Japon, etc.). Le consensus de Washington commence à s'effriter et les institutions internationales reconnaissent que l'ordre auto-régulateur promu par le néolibéralisme n'est pas en mesure de s'implanter lui-même. Dans son rapport titré *Knowledge for Development* (1998), la Banque Mondiale attribue les causes de ces diverses crises financières à un dysfonctionnement du système de la distribution des informations par le marché. Elle incite les institutions publiques à développer des outils permettant au système de rétroaction des informations de fonctionner de manière efficiente :

Information is the lifeblood of markets, yet markets on their own do not always provide enough of it, because those who generate information cannot always appropriate the returns. Public action is thus required to provide information to verify quality, monitor performance, and regulate transactions to provide the foundation for successful market-based development²⁹⁰.

La plupart des économistes néo-classiques des institutions internationales attribuent les causes principales des crises financières à un manque d'information et à une diffusion d'informations erronées. La Banque Mondiale suggère alors fortement aux gouvernements d'adopter des politiques axées sur la « transparence » et la « crédibilité ». Ces notions constitueront les piliers discursifs d'une « nouvelle architecture financière internationale » (NIFA) (Best, 2005 : 137-144).

Bien qu'il découle d'une critique de la gouvernance néolibérale par les organisations internationales, les États et les ONG, le projet de la NIFA s'inscrit en continuité directe avec cette gouvernance²⁹¹. Plus précisément, cet appel à la transparence résulte d'une récupération des critiques du caractère non-démocratique des marchés financiers. De connotation démocratique (*ibid* : 142), le discours sur la « transparence » instrumentalise les critiques du caractère secret et non-démocratique de la globalisation néolibérale. En diffusant des normes et en produisant des critères internationaux, les organisations prétendent accroître la

²⁹⁰ World Bank, *World Development Report 1998 : Knowledge for Development*, 1998. En ligne : <<http://www.worldbank.org/wdr/wdr98/contents.htm>>. Consulté en janvier 2007.

²⁹¹ Cette critique n'a pas remis en question de manière fondamentale les prémisses de la gouvernance néolibérale. Elle s'inscrit en ce sens dans une perspective de résolution de problèmes qui ne vise que les aspects techniques de la gouvernance (Langley, 2004).

transparence des marchés et améliorer la crédibilité des gouvernements nationaux. Dans le but de régler « les problèmes d'information », la Banque Mondiale et le FMI encouragent les divers pays à imposer des normes de comptabilité et de transparence aux firmes cotées en bourse, aux banques, et à leur budget national. L'augmentation de la crédibilité des politiques gouvernementales est considérée comme une mesure qui pallie les dysfonctionnements informationnels et qui permet aux marchés de « voter » en faveur des gouvernements les plus crédibles en y investissant des capitaux. Les gouvernements nationaux doivent respecter la discipline des marchés pour augmenter leur crédibilité²⁹².

Le discours et la pratique de crédibilité procèdent d'une logique circulaire et autoréférentielle. Les politiques sont jugées efficaces lorsqu'elles sont considérées crédibles par les investisseurs privés, et seules les politiques crédibles sont perçues comme efficaces (Grabel, 2000). Pour gagner en crédibilité aux yeux des investisseurs, les gouvernements nationaux mettent en place une série de mesures qui garantiraient l'efficacité des marchés financiers : politiques d'ajustement structurel, indépendance des banques centrales face au pouvoir politique, politiques déflationnistes par les banques centrales, etc. La signature des accords internationaux, en d'autres termes l'adhésion au « néo-constitutionnalisme du régime néolibéral disciplinaire » (Gill, 1995b), vise l'amélioration du « climat d'investissement » de trois manières : en augmentant la crédibilité qui réduit les risques, en harmonisant les règles et normes qui diminuent les coûts, et en empêchant les débâcles financières internationales²⁹³.

Le rôle des institutions financières internationales, particulièrement la Banque Mondiale et le FMI, s'est donc profondément transformé dans le capitalisme globalisé. De fait, étant donné l'augmentation des flux privés de capitaux, le FMI ne possède plus les ressources matérielles pour jouer son rôle de prêteur en dernière instance. Sa régulation devient communicationnelle ; il participe activement au « commerce » de la confiance des marchés (Best, 2005 : 143). En approuvant certaines politiques économiques des

²⁹² Selon la Banque Mondiale : « Building credibility requires mechanisms for governments to commit to sound policies, as well as discipline and persistence ». World Bank, World Development Report 2005: A Better Investment Climate For Everyone, 2005. En ligne :

<http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTWDRS/EXTWDR2005/0_menuPK:477681~pagePK:64167702~piPK:64167676~theSitePK:477665,00.html>. Consulté en mai 2007.

²⁹³ *Ibid.*

gouvernements, le FMI envoie un message de confiance aux investisseurs, alors que sa désapprobation risque de faire fuir les capitaux.

Des mécanismes privés de régulation sont également mis en place pour stimuler la confiance des marchés. Les firmes de cotations boursières (*Standard and Poor's*, *Moody's Investors Service*) sont des « réseaux de connaissances enchâssés » (*embedded knowledge networks* ; Sinclair, 2001) dont le rôle est de solutionner les problèmes informationnels des marchés. Ces dysfonctionnements sont envisagés comme des problèmes d'incertitude, qui peuvent être résolus par la production de *benchmark* (comme les outils de cotation). Les agences de cotation, véritable communauté épistémique, contribuent à la constitution des acteurs du marché en orientant le type d'actions des États (en termes de politiques publiques) et des firmes (en termes de stratégies d'investissement). Autrement formulé, les actions jugées adéquates par les investisseurs privés sont celles qui ont reçu l'approbation des agences de cotation. Celles-ci n'agissent pas uniquement en tant qu'observateur externe des marchés financiers, mais participent activement à leur constitution en produisant des outils d'évaluation sophistiqués qui sont ensuite utilisés par les institutions financières. Les agences de cotation sont également un des principaux interlocuteurs des banques centrales qui établissent leur crédibilité en publicisant leurs politiques monétaires. Pour être jugées crédibles par les acteurs du marché, ces politiques monétaires doivent être considérées efficaces, donc nécessairement anti-inflationnistes.

En lieu et place d'une réglementation publique qui résulte de la délibération collective, la publicité (au sens marchand du terme) assure la régulation a-politique de la firme ²⁹⁴ (Perrault, 2003). Ce type de régulation spectaculaire consiste en une forme de « compromis éthique » et apolitique de la mondialisation, qui remplace le compromis de classe du mode régulation fordiste. Dans le mode de régulation spectaculaire, la valeur

²⁹⁴ Les institutions internationales comme la Banque Mondiale encouragent également les gouvernements à promouvoir les institutions privées spécialisées dans la vérification des produits et services (par exemple, l'ISO 9000). Cette certification serait principalement utile pour les pays en développement qui souhaitent « acquérir une réputation de qualité envers les acheteurs sceptiques ». La Banque Mondiale souligne que les marques de commerce peuvent régler les problèmes informationnels des marchés, pourvu que les normes légales qui empêchent le piratage des marques — en d'autres termes, les droits de propriété intellectuelle — soient respectées. Voir : World Bank, *World Development Report 1998 : Knowledge for Development*, 1998. En ligne : <<http://www.worldbank.org/wdr/wdr98/contents.htm>>. Consulté en mai 2007.

d'usage de l'information — l'énoncé de vérité au sens habermassien — ne correspond plus à une quelconque utilité sociale (Dean, 2002). L'information qui détient le plus de valeur est celle qui est répétée le plus souvent dans un flux communicationnel auto-référentiel. La valeur de l'information ne réfère qu'à l'efficacité sur laquelle elle se fonde, c'est-à-dire à sa capacité de produire des effets. Le discours argumentatif laisse place au discours performatif ; la répétition, l'écho, la redondance, la résonance et l'autoréférence remplacent la réflexivité.

Celui qui possède le pouvoir est celui qui a accès aux moyens de communications, son message étant diffusé le plus souvent dans les flux de communication auto-référentiels. Dans cette forme de régulation privée fondée sur l'auto-régulation communicationnelle, le pouvoir se privatise et se manifeste en puissance, c'est-à-dire en capacité de contrôler de manière apriorique les modalités d'action du sujet. Le rôle de ce pouvoir privatisé est de maintenir l'ordre par une « gouvernance sans gouvernement » (Rosenau, 1992), en mettant en place des mécanismes de contrôle cybernétique. Ces mécanismes s'appuient sur un système de normes et de règles intériorisées par les sujets sociaux, qui adaptent leur comportement en fonction des principes cybernétiques et spectaculaires.

Le spectacle est donc une pratique de régulation au cœur du régime d'accumulation financiarisé. Il prend la forme matérielle d'images de marque qui visent à augmenter la « crédibilité » des politiques gouvernementales et des firmes, afin d'attirer ultimement une masse critique de capitaux. Dans la section suivante, nous analysons la gouvernance globale comme une technique de gouvernement qui régule les pratiques sociales par la pratique du *branding*.

6.3.2. La gouvernance globale comme gouvernementalité spectaculaire

Certains auteurs néo-marxistes (Gill, 1995ab) analysent le pouvoir disciplinaire du marché sur les États et les individus. Leur critique fait toutefois l'économie de l'analyse des mécanismes de légitimation du nouvel ordre mondial, notamment ceux qui visent à inclure les exclus de la société de l'information dans l'espace public. La critique néo-marxiste néglige également la redéfinition néolibérale de l'information selon les principes

cybernétiques. Dans cette transformation épistémologique propre au néolibéralisme, l'information n'est plus seulement comprise comme un moyen de communication, mais aussi comme une marchandise appropriable qui possède une valeur d'échange.

Cette marchandisation est constitutive d'un environnement culturel largement commercialisé au sein duquel les sujets transforment les informations consommées en savoir (Comor, 2001). Sous le régime de l'information marchandisée, la communication se réduit à des slogans, à des clichés et à des spectacles dans l'espace public. Le citoyen qui délibère réflexivement se transforme en consommateur qui construit son identité en fonction d'un environnement culturel façonné par des intérêts marchands. Ce processus de marchandisation de l'information, analysé par plusieurs auteurs (Babe, 1995 ; Mosco, 1996 ; Perelman, 1998), s'accompagne d'un phénomène d'ordre ontologique rarement étudié par les néo-marxistes. L'information devient un nouvel objet de savoir transformé en entité ontologique — voire en principe cosmologique — et vise à administrer et à ordonner les relations sociales, économiques, politiques, culturelles et même militaires (Dillon & Reid, 2001 : 56). À la mondialisation du capital et à son institutionnalisation par un ensemble d'accords multilatéraux (le néo-constitutionnalisme), correspondent de nouvelles modalités de pouvoir qui restructurent les rapports sociaux en réseaux d'interaction non-hiérarchiques et horizontaux.

La critique néo-marxiste en termes de néolibéralisme disciplinaire (Gill, 1995ab), ou d'impérialisme culturel (Schiller, 1969), envisage le pouvoir dans sa dimension strictement oppressive (du haut vers le bas). Le pouvoir broierait les aspirations des sujets, et les manipulerait par une propagande plus ou moins visible. Si cette critique est en partie fondée, le pouvoir instrumentalise également la volonté d'émancipation et de participation des sujets pour atteindre ses propres objectifs. La légitimation du néolibéralisme repose donc sur de multiples mécanismes de pouvoir : d'une part, le néolibéralisme normalise la puissance « du haut », et d'autre part, il fonctionne de manière immanente en (re)produisant la vie des sujets. Cette dernière modalité de pouvoir est la plus consensuelle, la plus biopolitique (Foucault, 2004) et est propre aux sociétés de contrôle (Deleuze, 1990). Elle est immanente

en ce qu'elle se déploie du bas vers le haut, en incluant les exclus dans le capitalisme cybernétique.

Le projet de « société globale de l'information », plus particulièrement le *Global Information Infrastructure* (GII) piloté par Al Gore, illustre cette transformation néolibérale des modalités de pouvoir. Le GII apparaît comme un projet politique « sans politique » qui délègue au secteur privé le développement des infrastructures nécessaires à la connexion du monde. Il constitue toutefois un prolongement du politique, en ce qu'il restructure les rapports de pouvoir à l'intérieur de la société (Lemke, 2004 : 23).

Outres le *National Information Infrastructure* (NII) développé aux États-Unis pendant la présidence de Bill Clinton et le *Global Information Infrastructure* (GII) piloté par Al Gore, plusieurs rapports ont été rédigés par les comités d'experts des institutions et regroupements internationaux (Banque Mondiale, G8, OCDE, ONU, UIT, etc.). Les sommets et conférences mondiales sur le projet de la société globale de l'information se sont multipliés dans les années 1990 et 2000, et ont été les lieux d'élaboration et de diffusion des discours de légitimation du capitalisme cybernétique. Lors de ces rassemblements et dans plusieurs documents officiels, les experts des diverses organisations internationales ont évoqué la même inquiétude au sujet d'une fracture numérique (*digital divide*) entre info-riches et info-pauvres. Afin de réduire ce fossé numérique, ils ont insisté sur la nécessité pour les pays en voie de développement d'ouvrir leurs marchés nationaux aux investissements internationaux.

En incitant les pays pauvres à ouvrir la porte aux capitaux étrangers, les organisations internationales ont cautionné la vision techno-déterministe des intellectuels organiques du capitalisme cybernétique, selon laquelle les TIC permettent de créer un *global corporate village* et de réunir tous les consommateurs dans le *global democratic marketplace*. Les organisations internationales ont institutionnalisé un ensemble de pratiques qui restructurent les rapports de pouvoir et qui produisent de nouvelles subjectivités par le biais de mesures d'autonomisation (*empowerment*). Selon les documents officiels, l'implantation de ces mesures améliorerait la connectivité des exclus (les info-pauvres). La

mise en place de partenariats publics-privés sous la forme de réseaux entre les grandes entreprises de communication, les gouvernements et la société civile contribuerait à réduire la fracture numérique²⁹⁵.

Cette préoccupation des organisations internationales au sujet de la fracture numérique s'apparente à une stratégie de re-dynamisation de l'accumulation capitaliste qui vise à élargir le marché des corporations transnationales en incluant les exclus du réseau. Comme le souligne Éric George (2004a) :

L'expression fracture numérique serait-elle alors mobilisée afin de contribuer à développer des usages susceptibles de favoriser le dynamisme économique, voire avant tout la dynamique financière dans le cadre des mutations actuelles du capitalisme (:1).

Le rapport *Impact of the IT Revolution on the Economy and Finance* (2000) produit par les ministres des Finances des pays du G7 est révélateur des retombées attendues des TIC sur l'économie et la finance. L'investissement dans les TIC augmenterait la croissance de l'économie tout entière en stimulant le taux de croissance des capitaux en action²⁹⁶. Ce type d'investissement permettrait d'affiner certaines technologies sophistiquées, transformées ensuite en capitaux qui augmenteraient la *qualité* du capital²⁹⁷.

Cette sophistication de la technologie et sa transformation en capital contribue surtout à reconstruire l'autorité en fonction des principes de la communication managériale (Hansen & Salskov-Iversen, 2005). Cette réorganisation managériale de l'autorité politique implique une modification des rapports de pouvoir, qui ne s'exercent plus strictement de manière répressive (sous une forme verticale), mais également de manière productive, en incluant les

²⁹⁵ Par exemple, l'ONU a créé l'*ICT Task Force* à la suite du Sommet du Millénaire dans le but de résoudre le problème de la fracture numérique et d'enrayer la pauvreté. Ce groupe compte parmi ses membres des intellectuels organiques du capitalisme cybernétique comme Nicholas Negroponte et Manuel Castells, de même que des représentants d'entreprise des secteurs des communications et de l'informatique comme *Microsoft*, *Google*, *Alcatel* et *Sun Microsystems*.

²⁹⁶ En ligne : <<http://www.g7.utoronto.ca/finance/fm20000708.htm>>. Consulté en septembre 2006.

²⁹⁷ "It is also crucial that financial markets be designed in a strong, secure and flexible way to channel resources to their most productive uses. A financial system that can properly match the demand for and supply of capital, and diversify and reallocate risks, is essential in order to meet the funding needs for new businesses and investment opportunities. For startup firms that lead in technological innovation and that seek to take the greatest possible advantage of their technology, a highly transparent and deep capital market will be of particular significance from the point of view of risk-taking and corporate governance".

exclus dans les réseaux. La mise en place de la gouvernance numérique globale transforme ainsi de manière cybernétique le modèle habermassien de la démocratie délibérative. Selon le rapport annuel du *ICT Task Force* créé par l'ONU, les TIC seraient le « système nerveux central » de cette nouvelle configuration cybernétique car elles « relient l'environnement extérieur aux systèmes internes, permettent de transférer les impulsions en actions et fournissent une rétroaction »²⁹⁸.

En 1997, la Banque Mondiale lance le *Global Knowledge Partnership* (GKP), un réseau de partenaires publics et privés qui échangent les meilleures pratiques, le savoir-faire, et l'expertise en matière de management, d'utilisation des TIC et de formation des entrepreneurs locaux. Le GKP vise à maximiser l'échange de e-stratégies entre les pays développés et les pays en voie de développement, à « démocratiser les institutions publiques » et à inclure les exclus de la gouvernance numérique en introduisant les TIC et le commerce électronique dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Ce « partenariat pour le savoir » illustre la transformation de l'autorité politique en une gouvernance managériale qui inclut les exclus du processus d'accumulation du capitalisme cybernétique en les connectant aux réseaux globaux de communication. Le GKP se fonde sur la loi de Metcalfe, selon laquelle le pouvoir du réseau est proportionnel à la racine carrée du nombre de nodes qu'il contient²⁹⁹. Il vise ainsi à assurer l'efficacité du système par la connexion des exclus, plus précisément en les rendant productifs, ou du moins solvables³⁰⁰. L'inclusion des exclus dans la gouvernance numérique globale sous-tend donc leur transformation subjective. Les sujets exclus se mutant en gestionnaires d'eux-mêmes³⁰¹, en mesure d'auto-réguler leurs comportements en fonction des changements qui surviennent dans l'environnement extérieur.

²⁹⁸ Traduction libre de : ICT Task Force, *Second annual report of the Information and Communication Technologies Task Force*, New York, 28 juin 2004. En ligne : <<http://www.unicttaskforce.org/perl/documents.pl?id=1385>>. Consulté en mai 2006.

²⁹⁹ La loi de Metcalfe est une loi empirique formulée par Robert Metcalfe, fondateur de la firme 3Com à l'origine du protocole Ethernet.

³⁰⁰ L'OCDE soutient dans son rapport sur la fracture numérique : "Measures have also been taken to improve access for underprivileged groups, the disabled and the elderly, and for rural, remote and low-income areas, for reasons of equity and to enhance overall economic efficiency via network effects". OCDE, *Understanding the Digital Divide*, Paris, 2001. En ligne : <www.oecd.org/dataoecd/38/57/1888451.pdf>. Consulté en mars 2007.

³⁰¹ L'*ICT Task Force* encourage la culture entrepreneuriale tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement : "Participants underscored the pivotal role of the private sector as a source of new initiatives and investments in ICT. They encouraged Governments to instil a culture of innovation and

Structurés de manière horizontale, les partenariats comme le GKP visent à mettre en place des processus égalitaires, consensuels et participatifs dans lesquels la culture communicationnelle est diffusée et intériorisée par les sujets sociaux. La configuration réticulaire de ces alliances est jugée garante de flexibilité, d'efficacité et de démocratie. Elle correspond à une technique de gouvernement particulière au libéralisme avancé qui ne s'appuie pas sur la coercition directe des sujets, mais qui instrumentalise plutôt leur volonté humaine d'émancipation, de liberté et de participation. Les discours et les pratiques de la gouvernance numérique et de la configuration en réseaux sont toutefois saturés de contradictions : si l'on prétend consulter, négocier, créer des partenariats et outiller (*empower*) les désavantagés de la société de l'information³⁰², un ensemble de mécanismes de contrôle (indicateurs de performance, meilleures pratiques, *benchmark*) sont mis en place afin de surveiller, de rendre quantifiables et de réguler les sujets transformés en entrepreneurs d'eux-mêmes.

Le libéralisme avancé, qui s'incarne notamment dans les politiques de la troisième voie (*third way*), reposent sur des normes, des règles et des pratiques qui instrumentalisent la liberté, au sens où elles associent et dissocient continuellement subjection et subjectivation, c'est-à-dire domination et fabrication de subjectivités (Dean, 1999). Cette instrumentalisation est une « technique de gouvernement » (Foucault, 2004) qui utilise les aspirations des sujets citoyens transformés en entrepreneurs afin de réconcilier celles-ci avec les visées entrepreneuriales de l'État³⁰³. La gouvernance numérique globale vise à étendre à l'ensemble de la planète le modèle de l'entreprise post-fordiste fondé sur la flexibilité, la décentralisation et le contrôle (Mattelart, 2006), en transformant les individus exclus en entrepreneurs d'eux-mêmes. Le sujet en voie d'inclusion intériorise ces formes de domination comme si elles relevaient de sa responsabilité et non des contraintes structurelles

entrepreneurship within higher education systems in developed and developing countries". ONU, *Fourth annual report of the Information and Communication Technologies Task Force*, Genève, juillet 2006.

³⁰² Selon le SMSI : « Il faudrait établir au niveau national un dialogue structuré impliquant toutes les parties prenantes, y compris au moyen de partenariats public/privé, en vue d'élaborer des cyberstratégies pour la société de l'information et d'échanger les meilleures pratiques ». Secrétariat exécutif du SMSI, *Rapport de la Phase de Genève du Sommet sur la Société mondiale de l'Information*, Genève, 10-12 décembre 2003, p.14.

³⁰³ voir chapitre 5.

propres au mode de production. Les rapports d'inégalité sont alors individualisés, dépolitisés et dés-historicisés.

Contrairement à l'époque keynésienne, les politiques réglementaires des institutions internationales adoptées par les États ne visent pas une régulation directe de l'économie, mais une régulation comportementale afin que les subjectivités soient compatibles au régime d'accumulation. Le processus d'accumulation du capital qui crée de la valeur est étroitement lié au processus d'accumulation des Hommes qui produit des subjectivités. Plus précisément, « les techniques qui rendent utiles la multiplicité cumulative des Hommes *accélèrent* le mouvement d'accumulation du capital » (Foucault, 1975 : 257).

Nous avons soutenu que le régime d'accumulation du capitalisme cybernétique est de forme spectaculaire. Cette spectacularisation du capital n'est pas nouvelle ; elle est perceptible dès la chute des accords de Bretton Woods, qui a provoqué une re-financiarisation de l'économie. La nouveauté du phénomène réside dans l'adoption par l'ensemble de la société des pratiques qui ont émergé de cette re-financiarisation de l'économie. Dans le régime d'accumulation spectaculaire, l'ensemble des institutions sociales (incluant les États et les universités) et les sujets sociaux pratiquent le *branding* en se construisant une image de marque. Dans la section suivante, nous analysons le *branding* en tant que mode de subjectivation de la nouvelle gouvernamentalité spectaculaire.

6.3.3. Le *branding* comme mode de subjectivation

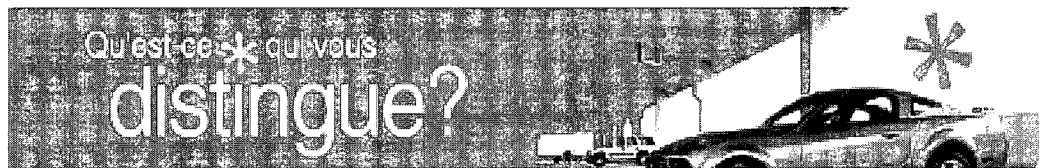
La conception communicationnelle de la régulation économique, des rapports sociaux et de la subjectivité humaine tend à se normaliser dans le capitalisme contemporain. De fait, si certains différends perdurent dans les débats sur la fracture numérique³⁰⁴, peu d'acteurs remettent en cause la place centrale qu'occupent les TIC dans nos sociétés (George 2004b : 3). Ce silence dans l'espace public sur le rôle des TIC, et plus fondamentalement sur la vision cybernétique de la société, de l'économie et de la subjectivité, est révélateur de la force de l'imaginaire socio-économique contemporain. Pourquoi cette vision des rapports

³⁰⁴ Les échanges les plus costauds ont lieu entre les acteurs de la société civile et les acteurs étatiques au sujet des partenariats public-privés.

sociaux est-elle normalisée et apparaît incontestable ? La réponse est moins à chercher dans les rapports déterminants ou co-déterminants entre une base matérielle et une superstructure idéologique, que dans l’imaginaire communicationnel lui-même, qui est constitutif du capitalisme cybernétique.

Comprise comme rapport à soi et aux autres, la subjectivité humaine correspond toujours à une culture particulière. Le *celebrity drive* (Dean, 2002) (désir de célébrité)³⁰⁵ est le principal mode de subjectivation du capitalisme cybernétique. Il découle de l’instrumentalisation par la technoculture du désir humain de reconnaissance. Dans le régime d’accumulation spectaculaire, la subjectivité s’affirme dans la communication et le spectacle. Le sujet fait la publicité de lui-même en se différenciant de ses pairs (voir Figure 24).

Figure 24 : Publicité de IBM, 2007³⁰⁶.



Le sujet auto-régulé du capitalisme cybernétique communique sa différence et son image de marque pour exister. Les propos du gourou du management Tom Peters sont aussi explicites à ce sujet que le titre de son article :

Big Companies understand the importance of brands. Today, in the Age of individuals, you have to be your own brand. Here's what it takes to be CEO of Me Inc (*The Brand Called You*, 1997 : 83).

Cette spectacularisation de la subjectivité s’effectue également dans la culture populaire, en témoigne la publicité *Human Network* de Cisco System :

³⁰⁵ Le *celebrity drive* de Dean (2002) s’apparente au culte narcissique décrit par Lasch (1980).

³⁰⁶ Dans cette publicité, IBM soutient que « la mondialisation force les entreprises à revoir leur façon de se mesurer à la concurrence » et qu’ « un produit vedette aujourd’hui sera demain un produit utilitaire ». Les entreprises doivent donc offrir plus que des produits et des services uniques ; elles doivent produire et former des êtres uniques. En ligne : <http://www-03.ibm.com/ondemand/ca/fr/innovation/advertising.html>. Consulté en novembre 2007.

Welcome to a place where anyone can be famous [...]. Where a home video can be experienced everywhere at once. All it takes is a network. A human one³⁰⁷.

Le sujet auto-régulé du capitalisme cybernétique s'apparente au soi décentré et fluide célébré par les postmodernistes. Plutôt que de s'émanciper des relations de domination, il participe à leur reproduction en fusionnant la figure du consommateur et de l'entrepreneur de lui-même. En tant que consommateur, il se produit, se reproduit et se consomme lui-même par les images, les marchandises et les divertissements présentés par les médias de masse et les TIC. En tant qu'entrepreneur de lui-même, le sujet auto-régulé s'applique à faire son auto-promotion pour augmenter son capital social, communicationnel et réputationnel. Sous ce régime particulier d'auto-réification, le sujet se présente comme une marchandise avant même de se transformer en objet dans le processus de production. Il se réifie ainsi lui-même avant sa mutation en « sujet-objet », c'est-à-dire en une force productive dont la valeur du travail (abstrait) est échangeable dans le marché.

Les spécialistes des relations industrielles soutiennent que les travailleurs doivent utiliser les TIC comme un outil de « marketing de soi »³⁰⁸. Plutôt que d'être des mediums qui renforcent le pouvoir des individus, les TIC deviennent des outils de dépolitisation de l'économie qui normalisent l'extension de la marchandisation à l'ensemble des sphères de la société. Par exemple, en plus de constituer un lieu d'accumulation du capitalisme financiarisé³⁰⁹, le site de socialisation *Facebook* est un lieu de subjectivation spectaculaire. La configuration réticulaire des réseaux sociaux en ligne permet aux membres de comparer leur popularité en fonction du nombre de contacts accumulés. La socialisation du sujet se

³⁰⁷ Disponible en ligne : <<http://www.cisco.com/web/thehumannetwork/index.html>>. Consulté en avril 2008.

³⁰⁸ Voir l'article de J. Tremblay : « Le blogue, un outil de marketing de soi exigeant », *La Presse*, le samedi 11 mars 2006, Carrières, Formations + Emploi, p.2. Pour une critique du marketing de soi, voir le numéro spécial des *Cahiers de recherche sociologiques*, « La vente de soi : du marketing à la prostitution » (dir. Véronique Guienne), no 43, 2007.

³⁰⁹ De fait, Microsoft y a investi 240 millions de dollars pour obtenir une participation minoritaire dans l'entreprise, valorisant du même coup le site à 15 milliards de dollars (alors que son chiffre d'affaires ne dépasse pas 150 millions de dollars). Li Ka-shing, multimilliardaire de Hong-Kong, y a également investi 60 millions de dollars pour obtenir une participation minoritaire de 0,4%. Ces investissements coïncident avec l'arrivée de la publicité sur le site *Facebook*, qui permet aux annonceurs de cibler directement les membres en fonction des informations personnelles qu'ils dévoilent de leur propre gré. *Facebook* entrera également en bourse d'ici 2009. *LaPresseAffaires.com*, « Li Ka-shing injecte 60 M\$ dans Facebook », 4 décembre 2007. En ligne :

<<http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/article/20071204/LAINFORMER/71204010/5891/LAINFORMER01>>. Consulté en mars 2008.

réalise ainsi par l'intériorisation des cadres normatifs propres au régime d'accumulation spectaculaire ; le sujet entre en rapport avec lui-même et avec les autres en s'auto-publicisant de manière permanente.

L'ultra-libéral Institut économique de Montréal (IEDM) a récemment produit une recherche sur le site de rencontres *Réseau Contact*. Mathieu Laberge, l'auteur de l'étude, établit une analogie entre le fonctionnement de ce site et la rationalité économique³¹⁰ :

Si les sites de rencontre sont effectivement des marchés, le comportement de leurs usagers devrait être influencé par les déterminants économiques habituels : prix, quantité, coût de renonciation, etc. (: 1).

Ces sites de rencontres constituent un « marché de relations amoureuses » qui permet à ses abonnés de réduire les coûts de la séduction en termes de temps. Les différents vendeurs dans ce marché de l'amour envoient des signaux, conçus comme des informations, que les acheteurs jugent crédibles ou non³¹¹. La valeur économique de chacun n'est pas égale ; elle est tributaire de la rareté du produit. Les femmes entre 18 et 35 ans sont des denrées rares et possèdent une valeur marchande plus élevée que celle des femmes de plus de 55 ans³¹².

Cette étude de l'IEDM illustre le processus d'auto-réification du capitalisme cybernétique, dans lequel le sujet gère sa vie comme le fait une entreprise, y compris ses relations amoureuses. Cette vision des rapports sociaux est largement diffusée à travers divers lieux de socialisation et divers canaux (médias, éducation, pairs, famille, etc.) et possède une force performative : le sujet intériorise ces codes marchands et spectaculaires et devient l'entrepreneur de lui-même imaginé par les économistes néolibéraux. Henri Lefebvre (1967) a analysé cette intériorisation de la rationalité économique par les sujets

³¹⁰ Laberge, Mathieu, « Existe-t-il un marché pour les relations amoureuses », *Notes économiques*, Hors série, Institut économique de Montréal, février 2008.

³¹¹ Par exemple, le vendeur qui intègre une photo à sa fiche personnelle voit sa crédibilité augmentée.

³¹² Tout ceci s'explique par un processus biologique de type darwinien fidèle à la tradition hayekienne. Selon l'auteur de l'étude : « La théorie biologique de l'évolution permettrait de découvrir une part de rationalité dans ces résultats » (*Ibid* : 3). Laberge mobilise la thèse profondément biologisante de Richard A. Posner, selon laquelle les hommes valorisent la variété chez leurs partenaires sexuels afin de maximiser leur potentiel de reproduction, alors que les femmes favorisent la stabilité et la qualité de leurs partenaires pour assurer la sécurité de leur progéniture.

sociaux. Selon lui, « le principe d'économie lui apprend [au cybernanthrope] à traiter économiquement sa vie affective, cette résurgence, cette faiblesse » (: 217). Dans son ouvrage *Les sentiments du capitalisme* (2006), la sociologue Eva Illouz précise que cette transformation du « moi » en marchandise mobilise le langage et les techniques liés à la démocratie et à la transparence. Cette interpénétration entre le langage démocratique, les émotions et les mécanismes du marché dément le paradigme libéral de l'acteur rationnel : le capitalisme cybernétique n'est pas reproduit par des acteurs pleinement rationnels, mais par l'instrumentalisation des aspirations, des désirs et des sentiments des sujets sociaux. Sous le régime de l'accumulation spectaculaire, la rationalité économique se nourrit de la rationalité communicationnelle du monde vécu, culturel.

Les mesures d'*empowerment* (d'autonomisation) mises en place par les institutions internationales peuvent être analysées comme des modalités de subjectivation du capitalisme cybernétique. Ces mesures visent à faire des TIC des outils de marketing de soi et de développement du capital social, humain et réputationnel. Selon le groupe de travail *G8 Dot Force*, les TIC permettraient aux agriculteurs africains de se connecter sur la toile et d'y vendre leurs récoltes³¹³. Le *G8 Dot Force* encourage donc leur participation dans des réseaux (notamment le *Global e-Commerce*) afin qu'ils développent leur *entrepreneurship* et qu'ils participent « à la création d'applications et de contenus locaux »³¹⁴. L'exportation alimentaire est donc l'occasion pour les exclus de développer leur capital réputationnel et leur image de marque grâce à la technologie. Le Plan du *Global Information Infrastructure* (GII) est explicite au sujet de l'inclusion des laissés-pour-compte de la société globale de l'information :

Recognizing that information leads to empowerment, the nations of the world must work together to ensure that as many citizens as possible in all societies have access to the resources of the Information Age³¹⁵.

³¹³ G8 Dot Force, *Digital Opportunities for All: Meeting the Challenge Report of the Digital Opportunity Task Force (DOT Force)*, En ligne : <www.g7.utoronto.ca/summit/2002kananaskis/dotforce_reportcard.pdf>. Consulté en mai 2007.

³¹⁴ *Ibid.*

³¹⁵ *The Global Information Infrastructure : Agenda for Cooperation*. En ligne : <<http://www.ntia.doc.gov/reports/giiagend.html>>. Consulté en juin 2007.

Les mesures des organisations internationales qui favorisent l'inclusion et l'*empowerment* des exclus participent donc d'une nouvelle forme de gouvernementalité, la gouvernementalité spectaculaire. Selon ses promoteurs, les dispositifs d'interactivité des TIC permettraient aux acteurs sociaux de participer aux processus décisionnels. Les mesures d'inclusion des exclus sont des pratiques de pouvoir qui guident et orientent la conduite des acteurs sociaux, et produisent une forme particulière de subjectivité compatible avec la logique spectaculaire du capitalisme cybernétique. En ce sens, la spectacularisation des pratiques et des discours de la société globale de l'information s'inscrit dans la transformation générale des pratiques d'accumulation, de régulation, et des stratégies de légitimation du capitalisme cybernétique.

Selon la Banque Mondiale, les « nouvelles technologies de la communication réduisent le sentiment d'isolement, et permettent d'accéder au savoir de manière inédite »³¹⁶. Nous soutenons que ces discours techno-déterministes qui animent le projet de société globale de l'information et qui participent à la spectacularisation des rapports sociaux, se fondent sur un fétichisme technique *qui produit du réel* : les relations sociales en viennent à être perçues comme des relations entre des outils technologiques. Si la technologie augmente effectivement le pouvoir de certains individus (les inclus), elle dépolitise les rapports sociaux en masquant le caractère intrinsèquement politique de « l'institution de la société par elle-même » (Castoriadis, 1975). L'interactivité crée l'illusion d'un « entre-nous » qui réconcilie les antagonismes qui structurent des rapports sociaux. Sous le régime de l'accumulation spectaculaire, l'interactivité se transforme en interpassivité généralisée³¹⁷, puisque les sujets sociaux intériorisent les normes du capitalisme cybernétique et se transforment en individus mobiles et fluides, compatibles au mouvement d'accélération de la vitesse du cycle du capital. Slavoj Žižek (2003) souligne les contradictions de l'hyperactivité propre à la société globale de l'information :

[...] il faudrait plutôt affirmer que la dite menace des nouveaux médias réside dans le fait qu'ils nous privent de notre passivité, de notre expérience

³¹⁶ Traduction libre de : World Bank, *World Development Report 1998 : Knowledge for Development*, 1998. En ligne : <<http://www.worldbank.org/wdr/wdr98/contents.htm>>. Consulté en mai 2007.

³¹⁷ Selon Žižek, cette interpassivité est une illusion qui masque l'hyperactivité des individus dans le capitalisme contemporain.

authentiquement passive, nous préparant ainsi à l'activité frénétique abrutissante et irréfléchie (: 109, souligné par M.O.).

En plus des entreprises et des sujets sociaux, l'État adopte la pratique de *branding* lorsqu'il marchandise ses activités en vue d'attirer des capitaux et de la main-d'œuvre qualifiée et adaptée à la « société de l'information ». Le *branding* assure l'adhésion de la population à ce processus techno-marchand (Van Ham, 2002). Parce qu'ils mobilisent des stratégies discursives similaires, les entreprises et les États compétitionnent entre eux pour s'assurer de la fidélité des citoyens-consommateurs. En ce sens, le *branding* est non seulement une pratique constitutive du processus de marchandisation, mais également une stratégie de fidélisation de la clientèle « citoyens-consommateurs » :

Countries now face the same challenge vis-a-vis their customers in the global marketplace — the members of the electronic herd. Countries used to brand for tourism. But that is not enough anymore. As we move into a world where everyone has the same hardware and everyone is being forced to get the same software to go with it, a country's brand, and the unique bond it can build with its foreign investors, becomes even more important (Friedman, 2000 : 244)

Les États compétitifs du capitalisme contemporain privilégient les techniques de marketing des entreprises pour vendre leurs noms de domaine dans le cyberspace. Cette stratégie de *branding* virtuel consiste à mettre en valeur des attributs spécifiques qui attirent les capitaux étrangers : zone *offshore*, zone sécuritaire pour l'investissement, respect de la vie privée, etc. (McDowell et Steinberg, 2001 : 19). À la manière hobbesienne de la « guerre de tous contre tous », ou comme à l'époque du mercantilisme, les États compétitionnent entre eux, cette fois avec des moyens informationnels et technologiques. Les États et les institutions publiques, dont les universités, mobilisent des stratégies publicitaires similaires aux entreprises (Voir Figure 25) pour attirer et fidéliser les citoyens-consommateurs, et pour légitimer dans le même temps la marchandisation du savoir et de leurs activités :

Figure 25 : Campagne promotionnelle de l'Université d'Ottawa, 2007-2008³¹⁸.



Les États et les institutions publiques valorisent de nouveaux savoirs (*benchmark*, d'outils d'évaluation, sondages, contrats de performance, etc.) afin d'identifier les meilleures pratiques à adopter pour être inclus dans le processus d'accumulation spectaculaire, et de déterminer quels sites présentent des retombées d'investissement les plus intéressantes. À titre d'illustration, l'INSEAD³¹⁹, la Banque Mondiale et le Forum économique mondial produisent le *Network Readiness Index*, un outil de mesure qui détermine quels sont les pays dans lesquels l'implantation des TIC présente le plus grand potentiel de rentabilité (voir Figure 26). La société de l'information devient ainsi une réalité objective, quantifiable et calculable :

³¹⁸ Cette publicité « mur à mur » de l'Université d'Ottawa dans le métro Berri-UQAM à Montréal illustre l'intégration par les universités du principe de compétition. Non seulement les espaces didactique, scientifique et gestionnaire des universités sont en compétition (au profit du troisième), mais les institutions traditionnellement vouées au savoir compétitionnent également entre elles pour attirer les meilleurs cerveaux (compris comme facteurs de production) de l'économie du savoir.

³¹⁹ L'INSEAD se présente comme "one of the world's largest top-tier graduate business schools". Voir : <<http://www.insead.edu/>>. Consulté en mai 2008.

Figure 26 : Networked Readiness Index, 2003-2004³²⁰

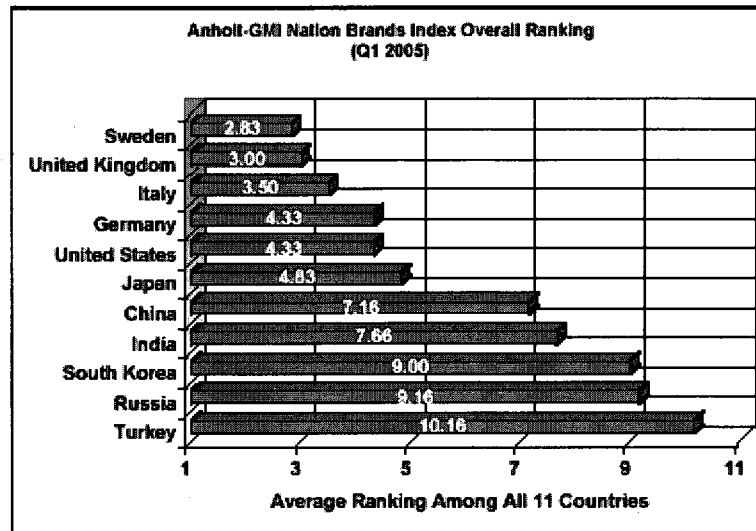
Table 1. The Networked Readiness Index Rankings

COUNTRY	SCORE	NRI RANK	COUNTRY	SCORE	NRI RANK	COUNTRY	SCORE	NRI RANK
United States	5.50	1	Latvia	3.74	35	Philippines	3.10	69
Singapore	5.40	2	Hungary	3.74	36	Peru	3.09	70
Finland	5.23	3	South Africa	3.72	37	Tanzania	3.09	71
Sweden	5.20	4	Thailand	3.72	38	Venezuela	3.09	72
Denmark	5.19	5	Brazil	3.67	39	Indonesia	3.06	73
Canada	5.07	6	Tunisia	3.67	40	Ghana	3.06	74
Switzerland	5.06	7	Slovak Republic	3.66	41	Macedonia, FYR	3.05	75
Norway	5.03	8	Lithuania	3.63	42	Pakistan	3.03	76
Australia	4.88	9	Mauritius	3.62	43	Serbia	2.98	77
Iceland	4.88	10	Mexico	3.57	44	Ukraine	2.96	78
Germany	4.85	11	India	3.54	45	Nigeria	2.92	79
Japan	4.80	12	Jordan	3.53	46	Uganda	2.90	80
Netherlands	4.79	13	Poland	3.51	47	Senegal	2.90	81
Luxembourg	4.76	14	Croatia	3.48	48	Gambia	2.85	82
United Kingdom	4.68	15	Costa Rica	3.46	49	Cameroon	2.82	83
Israel	4.64	16	Argentina	3.45	50	Kenya	2.81	84
Taiwan	4.62	17	China	3.38	51	Zambia	2.80	85
Hong Kong SAR	4.61	18	Trinidad and Tobago	3.37	52	Guatemala	2.76	86
France	4.60	19	Jamaica	3.36	53	Algeria	2.75	87
Korea	4.60	20	Uruguay	3.35	54	Malawi	2.71	88
Austria	4.56	21	Botswana	3.34	55	Ecuador	2.68	89
Ireland	4.55	22	Turkey	3.32	56	Bolivia	2.66	90
New Zealand	4.48	23	Dominican Republic	3.32	57	Paraguay	2.62	91
Belgium	4.43	24	Panama	3.31	58	Madagascar	2.60	92
Estonia	4.25	25	Namibia	3.28	59	Bangladesh	2.57	93
Malaysia	4.19	26	Colombia	3.28	60	Nicaragua	2.56	94
Malta	4.15	27	Romania	3.26	61	Zimbabwe	2.53	95
Italy	4.07	28	El Salvador	3.22	62	Mali	2.52	96
Spain	4.01	29	Russian Federation	3.19	63	Mozambique	2.51	97
Slovenia	3.99	30	Morocco	3.19	64	Honduras	2.41	98
Portugal	3.94	31	Egypt	3.19	65	Angola	2.32	99
Chile	3.94	32	Sri Lanka	3.15	66	Haiti	2.27	100
Czech Republic	3.80	33	Bulgaria	3.15	67	Ethiopia	2.13	101
Greece	3.76	34	Vietnam	3.13	68	Chad	2.09	102

Le *Anholt-GMI Nation Brands Index* se présente quant à lui comme le premier outil analytique qui mesure le pouvoir de chaque pays en fonction d'une série de critères fondés sur les perceptions de l'« opinion publique globale » au sujet du capital culturel, politique, humain, commercial, et de la crédibilité de la marque de commerce des États (voir Figure 27) :

³²⁰ Disponible en ligne : <http://www.weforum.org/pdf/GCR/GITR_2003_2004/Framework_Chapter.pdf>. Consulté en mai 2008.

Figure 27 : Anholt-GMI Nation Brands Index, 2005³²¹



Les universités adoptent également la pratique du *branding*. De nombreux outils de mesure (appréciation de la « clientèle étudiante », nombre de publications des chercheurs, nombre de *spin-off*, présence de recherche de haute pointe, etc.) sont mis en place par les gestionnaires afin d'évaluer la crédibilité des universités³²². Le *Webometric Ranking of World Universities*, produit par le *Cybermetrics Lab*, une unité du Conseil national de recherche scientifique d'Espagne, vise à évaluer la visibilité des universités en fonction de leur présence sur le web. Cet index se fonde sur le *G-Factor*, critère qui permettrait de mesurer objectivement la popularité des institutions en fonction du niveau de nodalité (ou de connectivité) de chaque université dans le réseau³²³.

La république des actionnaires possède donc un ensemble d'outils d'évaluation qui s'apparentent aux pratiques de sondage propres à la politique-spectacle du capitalisme

³²¹ Disponible en ligne : <<http://www.nationbrandindex.com/>>. Consulté en avril 2007.

³²² Les index les plus connus sont : *The Times Higher Education - QS World University Rankings*, *Academic Ranking of World Universities*, *Professional Ranking of World Universities*, *Performance Ranking of Scientific Papers for World Universities*.

³²³ En ligne : <<http://www.webometrics.info/>>. Consulté en avril 2007.

cybernétique. À la politique-spectacle qui dépolitise la vie en société, correspond une économie-spectacle qui dépolitise l'économie. Si la dépolitisation du politique s'est effectuée en mobilisant les discours et les pratiques de l'économie, la dépolitisation de l'économie s'accomplit en instrumentalisant le langage et les pratiques du politique.

Habermas (1993) soutient qu'à l'époque du capitalisme monopoliste et de l'État-providence, le concept d'opinion publique ne correspondait déjà plus à l'idéal libéral, celui de la raison publique issue d'un débat éclairé. Dans son sens commercial, la publicité a pour effet de vassaliser l'opinion publique afin de « produire des comportements-réponses dictés par un assentiment passif » (Habermas, 1993 : 203). Ainsi, dans le mode de régulation fordiste-keynésien, l'État faisait appel à l'opinion publique par sondages afin de produire un effet de *feedback* permettant certains compromis politiques. L'intervention de l'État dans l'économie dépolitisait donc le politique. Dans le capitalisme cybernétique et sous son régime d'accumulation spectaculaire, les organisations privées et les corporations utilisent l'opinion publique afin de dépolitiser l'économie et de normaliser la transformation de l'État et de l'économie en fonction des principes néolibéraux et cybernétiques. Cette transformation prend la forme concrète d'une privatisation des fonctions sociales de l'État, d'une déréglementation de la finance et des télécommunications, d'une marchandisation du savoir, de la mise en place d'infrastructures de télécommunications publiques pour la libre circulation des flux financiers et informationnels, etc. La république des actionnaires, qui s'exprime dans ces sondages, *produit le réel* qui prend la forme d'une boucle autoréflexive. Le pouvoir actionnarial détermine quelles pratiques sont convenables pour assurer la valorisation du capital, soient celles relatives à l'économie du savoir et à la haute technologie. Dans ce processus autoréférentiel, les sondages possèdent une force performative en ce qu'ils assurent la reproduction de la réalité. Ce processus d'autovalidation de la réalité socio-économique dissout toute volonté du politique qui vise à encadrer l'économie en fonction du bien commun ; il s'édifie en instance souveraine face à la société.

Conclusion : La gouvernementalité spectaculaire dans l'ordre mondial

Nous avons vu dans ce chapitre que le pouvoir dans la « société globale de l'information » prend une forme dépersonnalisée et abstraite. En clair, il se loge dans l'activité de communication elle-même. La conception du pouvoir de l'école néo-gramscienne en économie politique internationale (Gill, 1995a) néglige cette dimension dépersonnalisée du pouvoir pour ne se concentrer que sur ses manifestations phénoménales concrètes.

L'approche culturelle de l'économie politique privilégiée dans cette thèse a permis d'expliquer l'interrelation dialectique entre trois dimensions constitutives de l'ordre mondial : la culture, l'économique et le politique. La dialectique de ces trois éléments forme la totalité sociale et façonne l'imaginaire socio-économique. L'interrelation entre l'économique, la culture et le politique se matérialise dans un rapport historique spécifique entre le mode de production, la production de subjectivité et les modalités de pouvoir. Sous le mode de régulation fordiste, la discipline et l'hégémonie étaient les concepts clés pour expliquer les modalités de fonctionnement du pouvoir. Le nouvel imaginaire socio-économique du capitalisme cybernétique restructure cette interrelation et contribue à la constitution de nouvelles pratiques d'accumulation et de régulation spectaculaires. Il convient donc d'historiciser la transformation des modalités de fonctionnement du pouvoir contemporain.

Dans le contexte actuel de mondialisation, de financiarisation et d'informatisation, l'économie s'affranchit en partie du cadre territorial de l'État-nation (sans toutefois s'en détacher complètement, voir chapitre 5) et les institutions se transforment en organisations qui interagissent de manière réticulaire. Nous devons donc repenser les modalités de pouvoir en conséquence. L'ordre mondial ne repose plus sur un principe normatif à portée universelle qui s'applique à toutes les unités différenciées. Il se reproduit en s'appuyant sur le principe cybernétique de l'auto-régulation. En ce sens, l'ordre est en déséquilibre perpétuel et le pouvoir se flexibilise. Celui-ci se module de manière ondulatoire afin de traduire les désirs d'autonomie et d'autoréalisation des sujets individuels et collectifs en discours et en

pratiques de légitimation de l'ordre mondial. Le pouvoir dans le capitalisme cybernétique se loge à l'intérieur même de l'individu qui a intériorisé les codes normatifs, les règles et les comportements du régime d'accumulation financiarisé et spectaculaire. La discipline, qui « dresse » les sujets de manière répressive et unidirectionnelle, n'est plus la modalité unique du pouvoir ; à l'uniformisation produite par les institutions, s'ajoute maintenant une gouvernementalité qui instrumentalise les désirs humains d'autonomie et de reconnaissance et produit un comportement conformiste, celui du sujet auto-régulé et entrepreneur de lui-même.

Dans le régime de la gouvernementalité spectaculaire, le pouvoir est à la fois diffus et concentré. D'une part, ses modalités de fonctionnement opèrent de manière plus flexible que la discipline. Le pouvoir s'exprime dans des réseaux communicationnels financiers et médiatiques qui tissent un nouveau régime de domination unifiant les réseaux d'apparence isolée les uns des autres. Hardt et Negri (2000) recourent au concept d'Empire pour expliquer ce fonctionnement flexible du pouvoir contemporain. Si leur analyse est utile pour comprendre le caractère diffus de la gouvernementalité spectaculaire, elle ne précise pas comment ce pouvoir se condense en une totalité. L'aspect totalisant du pouvoir dans le capitalisme cybernétique se matérialise dans la concentration du capital. À cet égard, Strange (1989) soutient à juste titre que l'empire déterritorialisé possède un centre spatial fixe, dont la capitale est Washington.

Le *global panopticon* et les pratiques néolibérales disciplinaires représentent cet aspect concentré et structurel du pouvoir (Gill, 1995a). En tant que « structures structurantes », les puissances militaire, informationnelle, productive et financière sont en mesure d'encadrer et d'orienter les actions des États et des individus. Dans la perspective néo-gramscienne (Gill, 1995a), la discipline renvoie au concept d'hégémonie de l'ordre mondial. Plus précisément, l'hégémonie est la capacité de certaines forces sociales d'intégrer politiquement, socialement, matériellement et idéologiquement les unités différenciées territorialement dans une totalité (un ordre mondial). Le centre (l'*hegemon*) se fonde sur le principe de souveraineté des États pour construire une vision du monde qui apparaît comme universelle. Cependant, le projet de « société globale de l'information » n'est pas fondé sur le principe d'une société globale comprise comme une totalité, mais sur un ordre systémique et

cybernétique. En ce sens, il est plus fidèle à la réalité de parler d'une « a-société de l'information », puisque l'efficiencia technique est son objectif premier, en lieu et place d'un principe normatif à portée universelle et d'une finalité sociale définie de manière apriorique. Dans le capitalisme cybernétique, l'hégémonie est à l'intérieur même de l'imaginaire communicationnel, qui est constitutif de la réalité sociale. Le pouvoir se transforme en puissance, c'est-à-dire en capacité de contrôle des modalités d'action des sujets. L'accumulation du capital se fait également accumulation de puissance (Nitzan, 1998), soit la capacité de mobiliser l'ensemble des acteurs sociaux en fonction des exigences de valorisation du capital et d'orienter le politique en fonction d'intérêts corporatifs privés. Le capitalisme cybernétique et son régime d'accumulation spectaculaire sont toutefois loin d'être exempts de contradictions, que nous précisons dans la conclusion de cette thèse.

CONCLUSION : LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME CYBERNÉTIQUE

La propagande se fait marketing et merchandizing d'idées forces, d'hommes politiques et de partis avec leur « image de marque ». Elle se rapproche de la publicité comme modèle véhiculaire de la seule grande et véritable idée force de cette société concurrentielle : la marchandise et la marque. Cette convergence définit une société, la nôtre, où il n'y a plus de différence entre l'économie et le politique, parce que le même langage y règne, d'un bout à l'autre, d'une société donc où l'économie politique littéralement partout est enfin pleinement réalisée. C'est-à-dire dissoute comme instance spécifique (comme mode historique de condition sociale), résolue, absorbée dans une langue sans contradictions, comme le rêve, parce que parcourue d'intensités simplement superficielles.

Jean Baudrillard, *Simulacres et simulations*, 1981, p.134.

C'est de l'économie politique, crétin !

Slavoj Zizek, *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*, 2004, p.143.

Nous avons questionné dans cette thèse le rôle de la communication dans les transformations de l'économie mondiale. La communication est au cœur d'un nouvel imaginaire socio-économique qui se matérialise dans un ensemble de pratiques constitutives de l'ordre mondial actuel, la « société globale de l'information ». L'imaginaire du capitalisme cybernétique poursuit ainsi la logique de dépersonnalisation du pouvoir propre à la modernité capitaliste (chapitre 1). Nous avons analysé comment un ensemble de fétiches (la marchandise, l'argent, la technologie) prennent la forme d'abstractions objectivantes qui structurent les pratiques et les rapports de domination dans le contexte de la financiarisation du capitalisme et du passage au mode de régulation post-fordiste (chapitre 2). Ce nouvel ordre mondial se légitime en mobilisant des discours qui associent les pratiques capitalistes à la démocratie (chapitre 3). Un nouveau régime de mobilisation, qui vise à mettre en place une gouvernance globale fondée sur le principe informationnel, s'appuie également sur ces transformations d'ordre symbolique. Celles-ci s'institutionnalisent à l'échelle globale sous la forme d'un néo-constitutionnalisme (chapitre 4). Les institutions nationales intériorisent ce régime de mobilisation et réorganisent leur fonctionnement selon les principes de la communication cybernétique. Cette mutation institutionnelle vise à adapter la population aux conditions du régime d'accumulation, en valorisant une subjectivité auto-régulée (chapitre 5). Dans ce contexte de cybernétisation du capitalisme, l'ordre mondial s'auto-régule par une « gouvernementalité spectaculaire », qui repose sur

l'instrumentalisation du désir de reconnaissance des sujets individuels et collectifs. Un nouveau régime de domination fondée sur la communication se met ainsi en place (chapitre 6).

Privilégiant une compréhension dialectique des formes contemporaines capitalistiques, l'approche culturelle de l'économie politique internationale nous a permis d'appréhender les transformations de l'économie politique mondiale en termes de continuité et de rupture par rapport aux formes sociales antérieures. De fait, certaines forces sociales, particulièrement la puissance managériale, poursuivent la mise en place des conditions de réalisation de l'hégémonie en intégrant les forces opposantes dans un ensemble cohérent. De plus, le processus de marchandisation propre au capitalisme se perpétue et se déploie désormais dans l'ensemble des sphères de la société (information, culture, savoir, vivant). Dans le même temps, l'interrelation entre les trois instances constitutives du social-historique (l'économique, le politique et le culturel) se transforme radicalement.

Plusieurs théoriciens de la postmodernité (Baudrillard, 1981 ; Lyotard, 1979) soutiennent à juste titre que ces trois instances fusionnent ensemble. Ils avancent toutefois à tort que cet amalgame invaliderait la critique de l'économie politique. Dès 1968(a), Marcuse critique ce brouillage sémantique³²⁴ entre le langage économique et le langage politique, en soutenant que la force répressive des sociétés capitalistes est en mesure de réconcilier les forces opposantes avec le système de domination. L'analyse marcusienne avance que la réunion des catégories traditionnellement opposées (privé/public, société/État, liberté/domination) contribue à l'émergence d'une nouvelle forme de totalitarisme qui transforme ces concepts en « mots-clés » purement opérationnels.

Malgré qu'elle fût élaborée dans le contexte du fordisme-keynésianisme, la critique de l'École de Francfort est encore d'une grande pertinence pour comprendre le capitalisme contemporain. Dans le capitalisme cybernétique, le pouvoir est de plus en plus difficile à localiser puisque les modalités de son fonctionnement sont de plus en plus abstraites et dépersonnalisées. Les nouvelles formes de pouvoir instrumentalisent la critique de la rigidité

³²⁴ Décrié avec véhémence par Baudrillard (c.f. citation en exergue de la présente conclusion).

et de l'absence d'autonomie adressées à l'État-providence et à l'ancien mode de régulation du capitalisme.

Parce qu'il se fonde sur une fusion intégrale entre le langage du politique et le langage de l'économique, le capitalisme cybernétique s'apparente à un système global de communication autopoïétique (Luhmann, 1999) en mesure de s'auto-reproduire. Plus précisément, le fétichisme technologique qui anime le projet de société globale de l'information contribue à transformer ce processus auto-référentiel en système « auto-technopoïétique » (Valentine, 2000). Compris en tant que régime de mobilisation du capitalisme cybernétique, le projet de société globale de l'information vise à construire une société fondée *a priori* sur la communication, dans laquelle les êtres humains ne constituent que des supports instrumentaux d'informations. Afin d'être inclus dans le système auto-technopoïétique, les individus et les États s'adaptent de manière socio-darwinienne³²⁵ aux changements de leur environnement en misant sur leur auto-promotion. Toute valeur opposée aux objectifs d'efficience du système est instrumentalisée et marchandisée à des fins d'accumulation. Le système auto-technopoïétique n'annule pas les forces qui s'opposent à lui ; il transforme plutôt cybernétiquement le caractère intrinsèquement politique de l'espace public en contrôle technico-économique.

Bien que ce système apparaisse fluide et son fonctionnement harmonieux, il est saturé de paradoxes, voire de contradictions³²⁶, que l'approche culturelle de l'économie politique en termes d'imaginaire permet de mettre en lumière. Plus précisément, cette approche permet de saisir synthétiquement la dialectique entre continuité et rupture tout en bonifiant la critique marxienne de l'économie politique. Pour conclure cette thèse, nous soutenons que les

³²⁵ Ce processus fonctionne selon la logique darwinienne du *Survival of the Fittest* (survie par sélection naturelle et adaptation continue), mais aussi selon celle du *Survival of the Fastest* (survie du plus rapide, du plus inclus et du plus branché).

³²⁶ Précisons la différence entre la contradiction et le paradoxe. Les tenants d'une lecture marxiste téléologique et essentialiste du capitalisme soutiennent que les contradictions inhérentes au mode de production mèneront inéluctablement à son effondrement. Cependant, ils ne reconnaissent pas que l'instrumentalisation des idéaux normatifs de libération et d'émancipation contribuent au renforcement du capitalisme. Ils négligent ainsi d'analyser les paradoxes du contexte historique actuel. Les sujets du capitalisme cybernétique ne perçoivent plus les contradictions du capitalisme comme étant directement liées au mode de production ; ils intériorisent plutôt de manière paradoxale les pathologies sociales du capitalisme (inégalités, chômage, exploitation) comme si elles relevaient de leurs propres actions. À ce sujet, voir Honneth, 2006.

fondements de l'ordre social actuel et de son imaginaire socio-économique issus de la convergence entre le paradigme cybernétique de la communication et le néolibéralisme sont eux-mêmes saturés d'injonctions contradictoires.

Le fonctionnement du capitalisme cybernétique s'apparente à celui de la forme pure du capitalisme décrite par Marx, c'est-à-dire une relation inversée où le système économique devient le sujet, et où les rapports entre les sujets s'objectivent. Le concept marxien de fétichisme met en lumière le rôle central de la culture et de sa fonction de médiation symbolique dans la structuration des rapports sociaux. Cette médiation symbolique n'est pas une idéologie qui masque les rapports sociaux réels ; elle consiste plutôt en une abstraction constitutive de la réalité. En ce sens, les discours sur la société globale de l'information ne sont pas *faux* (quoique souvent incomplets) ; ils décrivent, voire ontologisent un ensemble de subjectivités et de pratiques qui objectivent des relations sociales particulières. Ce système auto-techno-poiétique est une abstraction objectivante qui surgit de l'imaginaire communicationnel et d'un double fétichisme, celui de la technologie et celui de l'argent. L'économie *apparaît* ainsi comme un ensemble de représentations symboliques ossifiées qui structurent les pratiques et les institutions « par-dessus la tête des acteurs » (Vincent, 1987). En termes concis, à l'hyper-rationnalité du capitalisme cybernétique correspond également une hyper-symbolisation.

Bien que leur analyse de la fusion entre l'économie, la politique et la culture en tant que processus de « dé-symbolisation » (Baudrillard, 1981) soit juste, les théoriciens de la postmodernité procèdent rarement à l'examen de l'institutionnalisation de l'imaginaire dans les pratiques sociales. Cet imaginaire contribue pourtant en grande partie à la reproduction symbolique et matérielle de l'économie mondiale. L'approche de l'économie politique culturelle en termes d'imaginaire propre à une réalité socio-historique spécifique permet d'analyser l'intériorisation des codes culturels constitutifs de la subjectivité humaine. En tant que dimension symbolique au fondement même de l'institution du social, cet imaginaire se reproduit matériellement dans les pratiques subjectives qui contribuent au processus d'objectivation des institutions sociales. Cette matérialisation de l'imaginaire socio-économique dans les pratiques concrètes des acteurs est rendue possible par un phénomène

d'ordre proprement culturel. De fait, la rationalité économique du néolibéralisme et de la nouvelle économie classique se nourrit des valeurs et des normes issues du monde de la culture. Comme nous l'avons soutenu dans le cadre de cette thèse, l'imaginaire démocratique et l'imaginaire économique néolibéral convergent dans la communication et transforment les pratiques démocratiques en des pratiques capitalistiques. En raison de leur dimension idéaliste, les discours et les pratiques communicationnels de la démocratie délibérative participent à la mutation cybernétique du capitalisme. Plus spécifiquement, la croyance selon laquelle les revendications particularistes seraient en mesure de créer un consensus général grâce à la communication alimente l'imaginaire du capitalisme cybernétique. Cette idéologie de la communication qui allie capitalisme et démocratie est un discours de légitimation de l'ordre social qui réifie la communication. Celle-ci se mute tendanciellement en spectacle intégré, qui selon Debord (1992 [1972]), constitue « l'autre face de l'argent : l'équivalent général de toutes les marchandises » (thèse no 49).

En se limitant à une perspective philosophique strictement normative, la théorie critique d'inspiration habermassienne néglige l'analyse des transformations culturelles, institutionnelles et structurelles du capitalisme contemporain. Plus synthétiquement, elle prône le passage du paradigme de la production vers celui de la communication. Conformément à notre perspective matérialiste-symbolique, nous soutenons qu'il s'avère indispensable de considérer la communication comme une production (Vincent, 1992). Cette production se comprend au sens large de production des formes sociales, et non strictement au sens de production matérielle. Les rapports sociaux s'inscrivent à l'intérieur d'un imaginaire spécifique dans une dynamique co-constitutive propre à une période social-historique donnée. La communication est donc production de subjectivités spécifiques et se matérialise dans des rapports sociaux particuliers. Dans le contexte capitaliste, la médiatisation des rapports sociaux sous une forme abstraite (l'argent, le travail, le capital) engendre un processus de valorisation du capital qui déforme constamment les rapports communicationnels. Il n'existe aucune dualité entre rationalité instrumentale et communicationnelle; il s'agit plutôt d'une subsumption de la deuxième par la rationalité de la valeur qui médiatise la plupart des relations communicationnelles et instrumentales (Vincent, 1987 : 43). En ce sens, la catégorie du travail — dans sa forme abstraite — permet

de saisir la forme spécifique de médiation sociale propre au capitalisme. Cette forme abstraite de médiatisation des rapports sociaux implique des rapports de domination de plus en plus rationalisés, en témoigne la multiplication de calculs économiques complexes qui prétendent égaliser les travaux humains, pourtant incommensurables par nature. Le paradigme communicationnel de la démocratie néglige également le contexte culturel de la marchandisation généralisée, au sein duquel la subjectivité se construit. Ce contexte marchand entrave pourtant la possibilité d'un réel sujet démocratique en mesure de délibérer de manière rationnelle dans l'espace public.

Les transformations du capitalisme (globalisation, financiarisation, informatisation), qui érigent l'économie en instance souveraine face à la société, ne sont pas le résultat d'un déterminisme technologique mais d'un processus politique. S'il engendre une logique systémique et auto-valorisante, le capital est néanmoins enchâssé culturellement et institutionnellement dans des pratiques et des espaces sociaux concrets. En ce sens, l'analyse culturelle et critique de cette logique d'abstraction des rapports de domination dans le capitalisme cybernétique met en lumière plusieurs « contradictions paradoxales » (économiques, culturelles et politiques) du système auto-reproducteur.

1. Contradictions économiques : la transparence devient opacité

Mais il faut d'abord dire une évidence, à savoir que le slogan du marché ne recouvre pas seulement une grande variété de référents ou de préoccupations différentes, mais qu'il est aussi pratiquement toujours une fausse appellation. Pour une bonne raison. Le marché libre n'existe plus aujourd'hui dans le domaine des oligopoles et des multinationales : Galbraith a suggéré, il y a bien longtemps, que nos oligopoles étaient des substituts imparfaits de la planification de type socialiste. Frederic Jameson, Postmodernisme et marché, 1992.

Les fondements mêmes du projet de « la société de globale de l'information » soutenue par une « économie du savoir » sont contradictoires. Le paradoxe réside dans les conceptions néolibérale et cybernétique de l'information et du savoir. Les économistes libéraux prétendent que la libre-circulation des informations réduit les incertitudes liées à la complexification, tributaire de la division sociale du travail et de la dispersion des connaissances. Dans le même temps, ils envisagent l'information comme une marchandise appropriable par des droits de propriété intellectuelle.

Les crises financières — devenues constitutives du régime d'accumulation financiarisé — constituent une illustration fort éloquente de cette contradiction. Si la libéralisation financière a été légitimée par l'idéologie de la transparence et de l'équilibre atteint par la libre circulation des informations, elle produit son contraire, soit l'opacité et la déstabilisation économique. Dans les années 1970, la libéralisation financière a provoqué l'instabilité des taux de change et des taux d'intérêt, qui a conduit à la création de nouveaux instruments financiers³²⁷ en vue de se prémunir des risques associés à cette même instabilité. Plutôt que de réduire les risques, la multiplication des produits financiers a contribué à leur augmentation en créant des opportunités de spéculation sur le cours des taux des changes et des actions — et non sur les actions elles-mêmes³²⁸. De nouveaux instruments financiers sont constamment créés pour protéger les acteurs économiques des nouveaux risques, et ces outils contribuent eux-mêmes à renforcer l'instabilité économique dans une boucle sans fin (Morin, 2006 : 67-99). Étant donné que les asymétries de l'information³²⁹ sont considérées comme la source principale des crises, les institutions financières internationales appellent à plus de transparence, au développement de *standard and codes*³³⁰ et à la recherche des meilleures-pratiques. Le système financier se maintient ainsi et « évolue par lui-même, parce qu'il possède une très grande robustesse cybernétique » (Aglietta, 1995). Reste à voir, compte tenu des récentes crises financières (crise des *subprimes*, crise pétrolière, crise alimentaire), si la capacité cybernétique de récupération de crise sera en mesure de pallier les déficiences majeures aux fondements mêmes de la régulation financière mondiale. Les nouvelles normes de transparence informationnelle (les *standard and codes*) élaborées par les institutions internationales pour assurer la stabilité financière ne réinterrogent en rien la rationalité

³²⁷ Par exemple, les *futur* (contrats à terme) et les *swaps* (conventions d'échange ou accords de crédits croisés), deux produits dérivés qui visent à transférer les risques à d'autres acteurs financiers afin d'améliorer sa cote de crédit.

³²⁸ Le volume des transactions sur les marchés dérivés atteint maintenant des nombres qui dépassent l'entendement, si bien qu'une nouvelle unité de mesure est requise : le teradollar (T=mille milliards de dollars). Le marché des produits dérivés atteignait 699T\$ alors que celui de l'économie des biens et services 32,5T\$, soit 32 fois l'économie réelle (Morin, 2006 : 87).

³²⁹ Asymétries qui prennent la forme d'aléa moral (prise irrationnelle de risques garantis par l'État en cas de perte financière), d'anti-sélection (mauvaise allocation des ressources) et de comportements grégaires.

³³⁰ Les *standards and codes* développés par le FMI réfèrent à un ensemble de dispositions institutionnelles qui permettraient d'envoyer des signaux « transparents » aux marchés, principalement en ce qui concerne la performance d'une économie. Ils seraient ainsi en mesure d'assurer une plus grande stabilité financière de l'économie mondiale.

profondément mimétique qui anime les acteurs financiers et les conduit à adopter des comportements grégaires (Best, 2009, à paraître). En ce sens, la logique informationnelle risque encore une fois de produire plus de bruits que de transparence.

En plus de cette tension entre la transparence et l'opacité dans les marchés financiers, la conception néolibérale et cybernétique de l'information comprend une seconde contradiction : l'information comme marchandise. Pour les économistes et pour les industries qui œuvrent dans le domaine de la production du savoir, l'information en tant que marchandise constitue un problème théorique et pratique majeur ; elle est un bien non-exclusif et facilement reproductible. Cela signifie que la consommation d'une information par un agent économique n'empêche pas sa consommation par un autre agent (Babe, 1995). En ce sens, la notion de rareté — essentielle dans une économie marchande pour attribuer une valeur à un bien — est inapplicable dans le cas de l'information et du savoir. Afin que l'information possède une valeur échangeable sur le marché, il est nécessaire de créer un processus de « raréfaction » qui permet son appropriation privée. Or, la diffusion et la circulation sans entraves du savoir constituent les piliers des discours et des pratiques d'une « économie globale du savoir ». Autrement dit, si le savoir est *a priori* un bien public et que sa production est optimisée dans le cadre d'un échange libre de contraintes, les droits de propriété intellectuelle créent des barrières fictives au libre-échange des connaissances en vue de leur attribuer une valeur (Nitzan, 1998). Les droits de propriété intellectuelle réfrènt ainsi la productivité, au lieu de la stimuler.

De plus, dans la mesure où elles obligent les firmes à rechercher des profits à court terme, les normes de la gouvernance d'entreprise du régime d'accumulation financiarisé nuisent à l'innovation. Les firmes doivent réduire le financement de la R&D et augmenter les mises à pied pour réaliser des profits rapides³³¹ (Chesnais, 2002 ; Perelman, 1998). On se

³³¹ La comparaison statistique entre le capital brut (l'investissement qui crée de nouvelles capacités productives) et les fusions acquisitions (l'investissement qui sert à racheter les capacités productives existantes) confirme la hausse spectaculaire des deuxièmes par rapport au renouvellement technologique depuis le début des années 1980. Depuis 1995, pour chaque dollar dépensé dans la création de nouvelles capacités productives, 1,26 dollar a été injecté pour effectuer des fusions-acquisitions. Plutôt que de stimuler la productivité, la recherche et la création d'emplois, le régime d'accumulation à dominante financière alimente la dynamique de concentration industrielle et la baisse corrélative des conditions de travail des salariés (Nitzan et Bichler, cité par Gagnon, 2007 :108-109).

retrouve donc en situation de destruction sans création. Si la valeur produite par la logique boursière est de nature fortement spéculative, il en va de même du savoir sur lequel repose cette nouvelle économie³³² (Freitag, 2002 : 307). De fait, la science ne vise plus un idéal de connaissance qui doit servir l'humanité, mais un objectif de rentabilité dans un contexte techno-marchand.

Ces contradictions incitent à réfléchir sur les rapports de pouvoir dans le capitalisme financiarisé oligopolistique. L'accumulation y devient accumulation de puissance, observable dans la détention de titres de propriété par des firmes privées qui s'approprient l'ensemble de l'activité sociale productive (Nitzan, 1998). Dans le contexte d'une économie du savoir, le pouvoir se concentre au profit des corporations qui accumulent de la valeur en effectuant des « actes de sabotage », c'est-à-dire en restreignant les capacités créatives humaines et la production de richesse matérielle par la monopolisation des savoirs. La seule limite de cette accumulation de puissance est la crainte de voir surgir un monopole global du savoir et de l'information.

L'imaginaire cybernétique est donc étroitement lié à la logique d'auto-valorisation du capital. Une fois objectivé, le processus de valorisation du capital engendre un développement aveugle et destructeur de l'environnement naturel et social. Sur quelles présomptions reposent cette économie du savoir et spéculative? L'économie dite immatérielle demeure largement soumise aux impératifs de valorisation du capital et participe à la « destruction créatrice ». La construction d'infrastructures individualisantes, la consommation débridée, les pratiques automobilistes³³³, les systèmes de transport polluants

³³² La science moderne visait une compréhension synthétique du monde et une libération des déterminations de l'environnement extérieur (Marcuse, 1968c). Les travaux de l'École de Francfort ont démontré que dès son origine, cette conception du savoir comprenait une dimension aporétique en ce qu'elle opposait la raison instrumentale à la raison substantive (Adorno et Horkheimer, 1974). L'utilisation du savoir à des fins techno-marchandes n'est donc pas un phénomène nouveau ; Habermas soutenait dès 1973 qu'elle est centrale à la légitimation du capitalisme monopoliste d'État. Le processus de marchandisation du savoir s'accélère toutefois depuis les deux dernières décennies et devient même un fondement du régime d'accumulation financiarisé. Les firmes capitalisent leur valeur en bourse, sur la base d'actifs intangibles comme la R&D et la publicité. Recherche, développement et publicité tendent ainsi à se confondre dans le processus de capitalisation boursière. Une récente étude sur l'industrie des pharmaceutiques démontre d'ailleurs que les principales firmes de ce secteur dépensent deux fois plus en activités de promotion et de marketing qu'en recherche et développement (Gagnon et Lexching, 2008).

³³³ À ce sujet, voir l'analyse de Paterson, 2007.

sont autant d'indicateurs de la dimension matérielle de l'économie. Ici encore, la croyance aux capacités d'auto-régulation cybernétique des marchés tente de pallier aux effets délétères du mode de production capitaliste, en témoigne la création de la bourse du carbone.

2. Contradictions culturelles : l'aporie de l'inclusion dans les sociétés de contrôle

« Positivez et maximiser comme vous respirez! » : cela pourrait être le slogan de cette classe moyenne mondiale qui entend bien enfin jouir de la fin de l'histoire.

Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs. De l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés*, 1998, p. 21.

Tout au long de cette thèse, nous avons analysé la culture sous l'angle de la constitution de forme de subjectivités spécifiques qui sont intériorisées par les sujets grâce aux imaginaires sociaux. L'irrationalité de cet imaginaire induit des contradictions qui se répercutent dans la psyché même des individus. L'imaginaire objectivé du capitalisme cybernétique se matérialise dans un ensemble de pratiques et d'institutions constitutives d'une nouvelle forme de subjectivité auto-réglée. S'il est reconnu que le mode de subjectivation du capitalisme cybernétique repose sur un désir de communiquer, d'être vu et d'être branché au réseau, rares sont ceux qui interrogent la raison de l'inclusion des acteurs sociaux dans le processus auto-régulateur. La logique de valorisation du capital se nourrit du désir d'autoréalisation des individus et participe de la dynamique culturelle, du « monde vécu ». L'aporie fondamentale des sociétés de contrôle contemporaines se résume ainsi en ces termes : « être inclus, mais ignorer profondément au nom de quoi » (Haesler, 1995: 74). Les individus ont l'impression d'agir en toute liberté alors qu'en réalité, les choix qu'ils effectuent sont programmés à l'avance par le système de régulation (Deleuze, 1990). La question de la fracture numérique débattue dans les organisations internationales et les ONG illustre cette aporie contemporaine. Afin de diminuer l'écart entre info-riches et info-pauvres et d'inclure les exclus de la société globale de l'information, les institutions internationales mettent en place une série de mesures d'*empowerment* (d'autonomisation)³³⁴ pour les femmes, les handicapés, les enfants marginalisés, les personnes âgées, etc. Ces mesures

³³⁴ La traduction française d'*empowerment* révèle la prétention de ces mesures : elles visent à autonomiser les individus, non pas au sens kantien du terme, mais au sens de les individualiser et de les flexibiliser. Pour une critique de l'instrumentalisation du terme « autonomie » dans l'économie du savoir, voir : Bourdieu, J. et Chatenay, D. « Pour une Véritable autonomie de l'enseignement supérieur ». En ligne : <<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article132>>. Consulté en janvier 2008.

visent à améliorer leurs compétences professionnelles grâce l'éducation permanente³³⁵ et à les outiller afin qu'ils « magasinent » leur travail de manière optimale. Selon la perspective technologiste, la valeur du travail se mesure en fonction de sa capacité à amuser le travailleur (Bauman, 2000 : 139). Les TIC interactives sont ainsi présentées comme un dispositif ludique qui allie loisir et travail.

Dans une économie du savoir, l'éducation est une préparation à l'emploi et toute résistance à cette tendance est systématiquement envisagée comme une attaque à la démocratisation de l'éducation, voire comme une position « conservatrice » (sic) face aux changements inexorables liés à une société globale de l'information. La formation continue et le travail sont présentés comme des jeux³³⁶ (Costea et *al.*, 2006), dans lesquels les individus s'épanouissent et développent leur créativité. Cette rationalité ludique masque toutefois la dimension proprement politique du social en individualisant les rapports d'inégalités et en favorisant l'autodiscipline des sujets qui perfectionnent constamment leurs connaissances afin de rester « branchés »³³⁷. La précarisation et la flexibilisation du travail propres au néolibéralisme sont normalisées et ensuite intériorisées par les travailleurs qui se forment et se reforment par l'éducation permanente, principale source d'*empowerment* ou d'autonomisation dans la société de l'information. Le passage des sociétés disciplinaires aux sociétés de contrôle se caractérise donc par l'installation progressive et dispersée d'un nouveau régime de domination :

Beaucoup de jeunes gens réclament étrangement d'être « motivés », ils redemandent des stages et de la formation permanente ; c'est à eux de découvrir ce à quoi on les fait servir, comme leurs aînés ont découvert non sans peine la finalité des disciplines. Les anneaux d'un serpent sont encore plus compliqués que les trous d'une taupinière (Deleuze, 1990 : 7).

³³⁵ SMSI, *Plan d'action*, 2004, pp. 6-8.

³³⁶ Marcuse (1968b) soutient que le concept de jeu développé par le néo-kantien Frederic Schiller est un moyen de réunir la raison et la passion. Cette dernière a été refoulée par l'ascétisme bourgeois de la pensée moderne. En faisant du travail et de sa vie un jeu, Marcuse avance qu'il est possible d'atteindre l'idéal kantien de l'autonomie, qui correspond à l'idéal de l'homme concret chez Marx. En ce sens, la récupération de la notion de jeu par l'idéologie managériale constitue un autre exemple de l'instrumentalisation de concepts « révolutionnaires » à des fins hétéronomes.

³³⁷ Il serait toutefois légitime de s'interroger *au nom de quoi* il faut constamment être branché.

Sous le régime de gouvernementalité spectaculaire, celui qui ne communique pas n'existe pas : Comme le souligne Mascotto, (1999 : 226) « les pays du sud ne disposant pas des moyens de l'information, ils ne disposent pas non plus de langage, ils n'existent pas ». En ce sens, les mesures de réduction de la fracture numérique reposent également sur un imaginaire social techno-déterministe propre aux cultures occidentales, selon lequel l'amélioration technologique favorise nécessairement le développement, la croissance économique et l'inclusion³³⁸. Ce fétichisme technologique s'incarne dans la croyance voulant que la connexion des pays pauvres aux réseaux électroniques mondiaux assure leur développement.

La rhétorique utilisée pour résoudre le problème de l'exclusion se trouve à le neutraliser dans le même temps. L'expansion des réseaux réglerait la question de la fracture numérique, sans que soient interrogées les structures sociales d'inégalités. Ce paradoxe de l'inclusion/exclusion dans la société globale de l'information génère une violence symbolique qui masque la hiérarchie sociale et les inégalités socio-économiques et « vise à inciter ou à dissuader l'investissement d'un espace, plutôt qu'à l'interdire » (Razac, 2000 : 102). L'action des individus semble ainsi tributaire de leur niveau de revenu et d'un choix libre fondé sur des préférences personnelles.

Le mode de subjectivation du capitalisme cybernétique comprend donc une série d'injonctions paradoxales qui consistent à demander une chose et son contraire en même temps : « Sois spontané, implique-toi comme s'il s'agissait de ton activité propre » (Gazier, cité par Vercellone, 2005). Fondamentalement contradictoire, cette injonction ne peut être effective puisqu'un ordre est tout le contraire de la spontanéité. Ces injonctions paradoxales impliquent un fractionnement de la subjectivité et une certaine violence psychologique qui se manifestent par « la fatigue d'être soi » (Ehrenberg, 1998). Ce mode de subjectivation risque également de nuire à long terme au développement fondé sur la mise en réseau et la

³³⁸ Les rapports les plus récents sur la fracture numérique démontrent qu'elle est loin d'être résolue. Selon le Rapport 2007-2008 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'écart technologique entre le Nord et le Sud est encore présent : « Les trois quarts des pays les plus pauvres comptent en effet moins de 15 ordinateurs personnels par habitant. On observe aussi de grandes différences entre pays pauvres et à l'intérieur même des frontières nationales. Plus de 60% des internautes d'Afrique se retrouvent dans seulement 4 des 53 pays du continent (Nigeria, Maroc, Égypte et Afrique du Sud) ». Cité dans Desrosiers, É. « La fracture numérique », *Le Devoir*, 11 février 2008, A5.

collaboration, en ce qu'il repose sur l'individualisation des travailleurs au sein de l'entreprise. Les individus sont ainsi inclus dans le système pour être séparé des autres, être exclu de telle ou telle classe (Haesler, 1995 : 95). À l'échelle globale, cette aporie de l'inclusion au sein des sociétés capitalistes avancées s'illustre par les tentatives de pacification et de domestication des lieux déconnectés de l'économie-monde en réseau — les « zones sauvages » (Luke, 1993) — en témoigne la stratégie néo-impériale américaine au Moyen-Orient (Harvey, 2004). Parce que ces « zones sauvages » sont des sociétés structurées par une matrice symbolique très forte, nous devons interroger la dimension proprement symbolique de cet impérialisme, souvent perçue comme uniquement économique et politique. Comme le souligne Baudrillard :

Ce n'est pas de prévenir le crime, d'instaurer le Bien, de corriger le cours irrationnel du monde. Même le pétrole et les considérations géostratégiques directes ne sont pas la raison dernière. La raison ultime, c'est d'instaurer un ordre sécuritaire, une neutralisation générale des populations sur la base d'un non-événement définitif [...]. Et si la guerre virtuelle est déjà gagnée sur le terrain par la puissance mondiale, c'est le terrorisme qui l'a gagnée sur le plan symbolique par l'avènement de ce désordre généralisé. C'est d'ailleurs l'attentat du 11 septembre qui a parachevé le processus de mondialisation non pas celui du marché, des flux et des capitaux, mais celui, symbolique, bien plus fondamental, de la domination mondiale en provoquant une coalition de tous les pouvoirs, démocratiques, libéraux, fascistes ou totalitaires, spontanément complices et solidaires dans la défense de l'ordre mondial. Tous les pouvoirs contre un seul *alien*³³⁹.

Le paradoxe de l'inclusion des « zones sauvages », mais aussi des exclus occidentaux, est au cœur de la dynamique culturelle du capitalisme avancé et révèle certaines contradictions de la sphère économique et politique. L'économique, le culturel et le politique sont de plus en plus inséparables, s'ils ne l'ont pas toujours été. Dans les sociétés capitalistes avancées, le travail se résume à être inclus pour occuper une « place » qui permet d'obtenir du crédit³⁴⁰, et ultimement d'accéder à un fonds de pension. Ces pratiques économiques et culturelles se légitiment en ayant recours directement au langage politique comme le

³³⁹ Jean Baudrillard, «Le masque de la guerre», *Libération*, lundi 10 mars 2003, p. 8

³⁴⁰ Dans la mesure où les salaires de la majorité de la population stagnent depuis trente ans, la fonction principale du travail consiste à accéder à la possibilité de s'endetter pour maintenir un niveau de vie semblable à l'époque fordiste. À ce sujet voir Statistique Canada, *Inégalité et redistribution du revenu au Canada : 1976 à 2004*, 2007.

démontrent les discours du « socialisme des fonds de pensions », du « capitalisme des travailleurs » et de la « démocratie actionnariale ». La lutte des places (Gaujelac, 1994) se substitue ainsi à la lutte des classes. Adorno et ses collègues ont déjà montré que le prolétariat, en tant que groupe encastré dans la relation sociale de domination constituée par le travail abstrait, est organiquement lié au capital. Dans le régime d'accumulation financiarisé, les pratiques d'investissement dans des fonds de pension (« l'argent travaille pour moi »), participent ainsi à la constitution d'un imaginaire social lié à l'argent et au travail qui dévalue le deuxième dans sa dimension concrète de production de richesse matérielle, de valeur d'usage pour reprendre l'expression marxienne. Cette dévaluation subjective du travail dans le capitalisme avancé révèle une des contradictions majeures de cette forme sociale. Si le travail concret — qui produit la richesse matérielle — nécessite de moins en moins de recourir au travail humain compte tenu des avancées technologiques, le capitalisme — en tant que formation sociale médiée par une forme abstraite de valeur qui s'accumule sans fin — continue de se valoriser en mobilisant l'activité sociale pour se reproduire (Postone, 1999).

D'autre part, les travailleurs des pays en développement — soit la majorité de la population de la planète — restent exclus de la « société globale de l'information » soutenue par une « économie du savoir ». Ils sont en voie de prolétarianisation croissante, en témoigne l'augmentation du *cheap labor*. Ces salariés des pays périphériques, notamment la main d'œuvre féminine bon marché, travaillent à produire les marchandises et les infrastructures matérielles des pays occidentaux³⁴¹. Ils subissent de manière directe les effets délétères de la financiarisation de l'économie et les normes de la rentabilité des fonds de pension occidentaux. De fait, les récentes crises alimentaires ont montré que la spéculation sur les denrées de base accroît la famine³⁴². Dans la mesure où la crise financière s'étend désormais à l'ensemble de la planète, il convient de se demander si le sujet autorégulé du capitalisme

³⁴¹ Cette division internationale se reproduit également au niveau national. Les enclaves hyper-développées dans les pays périphériques sous-développés se multiplient et deviennent les lieux privilégiés des entreprises qui relocalisent certaines de leurs activités (télémarketing, comptabilité, etc.).

³⁴² Un quotidien rapportait récemment que la Deutsche Bank et d'autres institutions financières ont lancé une campagne publicitaire pour faire la promotion de certains outils financiers qui permettraient de « récolter les fruits de la hausse des produits agricoles ». Le slogan de la campagne était : « Réjouissez-vous de la hausse des prix ». Autrement dit, lorsque l'argent travaille, les investisseurs récoltent leurs dividendes au profit de la famine. Laure Fillion, « Récolter les fruits de la flambée des prix alimentaires », *Le Devoir*, 7 juin 2008, B7.

cybernétique agira en entrepreneur responsable de lui-même fidèle à la conception néolibérale, ou si une nouvelle forme de subjectivité politique surgira de la crise et contestera les fondements mêmes du capitalisme financiarisé.

3. Contradictions politiques : la négation des finalités normatives

Cette démocratie si parfaite fabrique elle-même son inconcevable ennemi, le terrorisme. Elle veut, en effet, être jugée sur ses ennemis plutôt que sur ses résultats. L'histoire du terrorisme est écrite par l'État ; elle est donc éducative. Les populations spectatrices ne peuvent certes pas tout savoir du terrorisme, mais elles peuvent toujours en savoir assez pour être persuadées que, par rapport à ce terrorisme, tout le reste devra leur sembler plutôt acceptable, en tout cas plus rationnel et plus démocratique.

Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, 1988.

Dans le cadre de cette thèse, nous avons soutenu que les discours et les pratiques néolibéraux et cybernétiques de la communication, de l'ouverture et de la transparence ne renforcent pas la démocratie ; ils participent plutôt à la dépolitisation de l'espace public. La technoculture cultive la croyance déterministe selon laquelle les TIC et Internet sont des outils démocratiques qui permettent l'émergence d'une sphère publique globale. Soumis à la logique techno-marchande, Internet se mute en un système autoréférentiel d'informations qui se referme sur lui-même. De fait, les entreprises produisent constamment de la liquidité afin de protéger leur valeur en bourse dans le capitalisme financiarisé (Winseck, 2002a). Le modèle de l'ouverture communicationnelle valorisée par les firmes est donc une stratégie qui vise à enfermer cybernétiquement les consommateurs dans des applications prédéterminées. Les entreprises adoptent de nouvelles pratiques de marketing pour collecter les informations personnelles des individus, et les revendent ensuite à d'autres firmes. Cette stratégie d'accumulation des entreprises participe d'un processus de convergence qui emprisonne les consommateurs consentants dans les tentacules du réseau. La communication se transforme en non-communication entropique, pourtant elle-même jugée source de désordre social selon l'inventeur de la cybernétique (Wiener, 1969).

Les tenants d'une démocratie délibérative de type habermassien (notamment Risse, 2004) soutiennent que la mise en place de mécanismes de « gouvernance » permettrait l'émergence d'une sphère publique globale. Ils font toutefois l'économie de l'analyse des

transformations épistémologiques majeures de l'information et du savoir, provoquées par la convergence entre les pratiques et les discours néolibéraux et cybernétiques. Inspirée d'un ethos managérial fondé sur l'efficacité technique, la pratique de la gouvernance numérique contribue à dépolitiser les rapports sociaux en général et l'économie en particulier (voir chapitre 5). Les idéaux d'inclusion des exclus, de participation, d'égalité et de rationalité communicationnelle qui animent les pratiques de la gouvernance numérique globale dépolitisent l'économie précisément parce que les principes fondateurs et les finalités qui orientent les rapports sociaux ne sont pas remis en question. Dans la perspective habermassienne, la sphère publique se situait à l'extérieur du système politique. Elle y est maintenant intégrée de manière fonctionnelle ; la « société civile globale » qui s'exprime dans les arènes de gouvernance doit communiquer avec les instances officielles en se conformant aux codes qui dominent l'ordre mondial (Jaeger, 2007). Participant de l'idéologie managériale, ces codes et ces normes visent à *gérer* les rapports sociaux et à réguler les comportements des individus de sorte qu'ils se transforment en entrepreneurs d'eux-mêmes en intériorisant les principes du marché. Largement dépolitisés et individualisés, les rapports d'inégalités sont présentés comme le résultat de l'irresponsabilité des individus incapables de répondre aux transformations de l'environnement extérieur, c'est-à-dire du marché³⁴³. Les questions de l'inefficacité du marché et de la nécessité d'une intervention politique de type keynésien pour réguler l'économie sont rarement soulevées par les promoteurs d'une « bonne gouvernance ». Tous les groupes de la « société civile globale » ne sont pas inclus dans les arènes de gouvernance. Les plus radicaux préfèrent se rencontrer dans leurs « propres espaces publics » (sic), dans des « zones autonomes temporaires » comme le Forum Social Mondial (Costanza-Chock, 2003). Les instances officielles considèrent les communications produites par ces forums alternatifs comme des

³⁴³ Précisons que certaines ONG (Jubilee 2000, Action Aid, etc.) qui militent en faveur de l'élimination de la dette des pays en développement élaborent tout de même une critique de type keynésien de la financiarisation du capitalisme. Leurs revendications auprès des institutions financières internationales ont une portée, en témoigne la diminution de la dette de certains pays. Si certaines ONG et membres de la société civile gagnent du pouvoir et du capital (symbolique, politique, financier) dans l'arène de la politique institutionnelle, elles remettent toutefois rarement en question les principes et les fondements qui structurent l'ordre social. De fait, afin de communiquer efficacement avec les élites politico-économiques globales, leurs revendications doivent être édulcorées et exemptes de toute critique radicale du modèle de développement néolibéral. Ainsi, l'institutionnalisation de la société civile dans la sphère publique de la gouvernance globale participe à l'extension des mécanismes de marché et à la dépolitisation de l'économie, ou en d'autres termes, à la reproduction de la gouvernamentalité néolibérale. À ce sujet, voir Lipschutz, 2005.

« bruits », tant et aussi longtemps qu'elles ne sont pas traduites en langage programmatique et managérial (Jaeger, 2007)³⁴⁴. Toute la question peut se résumer en ces termes : en se limitant aux périphéries du politique, en privilégiant l'espace mondial plutôt que national, et en se restreignant à des actes de résistance ponctuels, les altermondialistes ne concèdent-ils pas le pouvoir de l'État aux forces néolibérales et conservatrices ?

Le projet de « société globale de l'information » contribue à dépolitiser les rapports sociaux en valorisant des discours et des pratiques de gouvernance managériale applicables à l'ensemble des secteurs de la société (éducation, culture, santé, etc.). Misant sur l'efficacité technique, la rationalité communicationnelle qui anime les pratiques de gouvernance se transforme en contrôle cybernétique. Sous le régime des démocraties-marchés, le langage et les pratiques économiques et gestionnaires subsument le langage et les pratiques politiques (voir chapitres 4 et 5). L'espace politique national se reconstitue dans les instances supranationales (vers le haut), dans le même temps qu'il transforme les rapports politiques en requêtes juridiques (vers le bas), en témoigne la prolifération des demandes des groupes particularistes auprès des tribunaux pour obtenir leur « droits à la différence » (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999).

Par ailleurs, derrière la rhétorique consumériste de l'abondance des choix offerts par les TIC, se profile l'exigence d'adapter les aspirations des sujets aux objectifs d'un système qui repose sur les critères de l'efficacité technique. Dans la société dite de « communication globale », la communication se transforme paradoxalement en non-communication. La non-communication correspond en quelque sorte à la fin du politique car la conflictualité y est absente³⁴⁵. Caractéristique de l'ère post-politique néolibérale, cette négation du conflit dans l'espace public peut expliquer en partie le recours à la violence — voire au terrorisme — par certains groupes et la montée de certaines formes de populisme d'extrême droite. Ce regain

³⁴⁴ La « société civile globale » s'inscrit dans un double rapport d'intégration/extériorisation et participe de cette manière à l'auto-régulation communicationnelle de l'ordre mondial. D'une part, les ONG et les mouvements sociaux intègrent de plus en plus le processus de résolution de problèmes privilégié par les institutions internationales. D'autre part, en voulant « changer le monde sans prendre le pouvoir » (Holloway, 2007), ils s'extériorisent eux-mêmes du politique. Ils sont donc incapables de transformer radicalement et de manière effective les normes et les valeurs constitutives de l'ordre social.

³⁴⁵ Pour une critique de la version habermasienne de la démocratie délibérative en fonction du paradigme de l'agonistique, voir Mouffe, 2003.

de la violence irrationnelle peut être appréhendé comme une conséquence de la dépolitisation de nos sociétés et de leur recomposition en système de contrôle, de gestion de population et de résolution expertisée de problèmes. À cet égard, Slavoj Žižek (2005 : 63) soutient « que les événements du 11 septembre auront au moins montré la faiblesse absolue de l'éthique habermassienne » et s'interroge si nous ne devrions pas nous demander s'« il y a eu un échec communicationnel entre les musulmans et l'occident libéral ? » (*ibid*). Dans le même sens, Jürgen Habermas (2004) lui-même questionne les fondements de l'approche délibérative communicationnelle :

Depuis le 11 septembre, je ne cesse de me demander si, au regard d'événements d'une telle violence, toute ma conception de l'activité orientée vers l'entente — celle que je développe depuis la Théorie de l'agir communicationnel — n'est pas en train de sombrer dans le ridicule (: 17).

La transformation des idéaux constitutifs de la sphère publique en discours de légitimation du capitalisme incite à réfléchir sur l'omniprésence de la vision démocratique habermassienne tant dans les discours académiques que dans les pratiques des acteurs sociaux. Si l'utilisation d'Internet à des fins militantes a entretenu l'espoir de voir émerger une sphère publique démocratique et une société civile à l'échelle globale lors de certaines occasions précises³⁴⁶, l'utilisation de cette technologie reste imbriquée dans un contexte social, économique, politique et culturel qui n'encourage pas la participation politique authentique. Réintroduire le conflit au sein de l'espace public apparaît essentiel pour sortir du cercle communicationnel vicieux de la dépolitisation des rapports sociaux. Cet effort implique *nécessairement* de poser une finalité apriorique de la structuration de la vie en société. La délibération réellement démocratique et la communication rationnelle ne se réaliseront qu'en rompant définitivement avec la subjectivité abstraite induite par l'imaginaire de l'individualisme possessif propre à la modernité libérale et capitaliste.

³⁴⁶ Pour une analyse critique de l'utilisation des TIC lors des manifestations contre l'AMI, voir Éric George (2000). Pour une analyse plus optimiste mais incomplète, voir Deibert (2000).

Épilogue sur la pertinence d'une approche culturelle en économie politique internationale dans le contexte de la crise financière mondiale

On se contente de réclamer un capitalisme à visage humain, comme on parlait hier d'un communisme à visage humain. Regardez la science-fiction : visiblement, il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme.

Slavoj Zizek, « Nous allons devoir redevenir utopiques », 2008³⁴⁷.

Les contradictions paradoxales du capitalisme cybernétique exhortent à se questionner sur la dimension normative d'un projet de société sans finalité autre que l'objectif de l'efficience technique. Dans le contexte actuel de la crise économique, l'approche culturelle de l'économie politique internationale doit tenir compte du caractère antagonique, proprement politique et normatif des systèmes de valeurs aux fondements de l'économie. Elle doit également analyser comment la valorisation de la fragmentation, de la résistance, des identités multiples et de la différence par les approches postmodernistes et les *cultural studies* contribuent à la reproduction matérielle et symbolique du capitalisme cybernétique et de son ethos communicationnel. Plus synthétiquement, le différentialisme dominant participe à la reproduction du capitalisme mondialisé en niant l'aspect totalisant³⁴⁸ du système auto-techno-poïétique :

L'attitude générale contemporaine est celle de la résistance, comme en témoignent les poétiques minorités sexuelles, ethniques, les modes de vie des multitudes (gays, malades mentaux, prisonniers....) résistant face à un mystérieux pouvoir central (capitalisé). Des gays et lesbiennes aux survivants de droite, tout le monde résiste. Force est de constater que c'est le discours de la résistance qui est devenu aujourd'hui la norme et que, en tant que tel, il est devenu l'obstacle principal à l'émergence d'un discours qui questionnerait réellement les relations dominantes. La première chose à faire est donc d'attaquer le cœur même de cette attitude hégémonique, l'idée que le « respect de l'Altérité » est l'axiome éthique le plus élémentaire (Zizek, 2005 : 106).

³⁴⁷ Propos recueillis par Éric Aeschmann, dans *Libération*, samedi 16 février 2008.

³⁴⁸ Il existe une différence subtile entre un processus totalisant et la totalité. Le premier réfère à un système de pensée et de pratiques qui s'universalisent et dominent complètement l'environnement (social et naturel). Si ce système évolutif est en expansion, il n'atteint jamais totalement son but, soit un *système total*. La totalité renvoie quant à elle à un système de pensée et de pratiques anhistoriques qui reposent sur un équilibre de type homéostatique (Palan, 2000 : 16).

Le principal danger qui guette l'entreprise de repolitisation des rapports sociaux est d'essentialiser l'économie en posant en première ou en dernière instance la détermination économique sur le social et le politique. Pour éviter ce piège fréquent, une approche culturelle de l'économie politique doit réaffirmer la spécificité historique du capitalisme comme formation sociale médiée par des abstractions objectivantes (la valeur, la marchandise et le travail), qui empêchent une autonomie à la fois individuelle et collective. En d'autres termes, pour que les luttes identitaires (écologistes, féministes, ethniques, etc.)³⁴⁹ *deviennent*, l'économie et la société dans son ensemble doivent être a priori repolitisées.

L'approche culturelle de l'économie politique doit viser une compréhension synthétique des phénomènes sociaux et économiques, en tant qu'éléments constitutifs d'une totalité signifiante. Elle doit dépasser l'anti-universalisme, l'anti-fondationalisme et l'anti-essentialisme au cœur des épistémologies néolibérale et post-structuraliste/postmoderne. En niant que l'ensemble des médiations sociales fait partie d'un processus totalisant constitutif du réel, ces perspectives contribuent à la dépolitisation des relations sociales. Certes, les tenants d'une approche post-structuraliste ont en partie raison de dénoncer la vision téléologique de l'histoire présente dans certaines analyses d'économie politique critique. Ils négligent toutefois d'analyser comment les micro-pratiques contingentes de pouvoir qu'ils examinent s'inscrivent dans une macro-structure qui contraint la liberté des sujets sociaux.

Cette totalité fragmentée analysée et promue par les courants postmodernes et les approches systémistes d'inspiration luhmanienne réunit l'ensemble des sous-systèmes sociaux autorégulés. Le capitalisme cybernétique prend la forme (deleuzienne) d'une machine désirante — voire délirante — qui se déterritorialise et se re-territorialise constamment (Palan, 2003). Le pouvoir est donc totalisant non par son aspect uniforme, mais parce qu'il instrumentalise les désirs d'individualité pour atteindre les objectifs d'accumulation du régime tyrannique de la différence.

³⁴⁹ Zizek (2000) utilise la boutade suivante pour illustrer la difficulté de prioriser une lutte spécifique : « Class struggle or postmodernism ? Yes Please ! »

En somme, l'approche culturelle d'économie politique internationale doit, d'une part, soulever les dimensions contingentes, politiques et normatives qui structurent les rapports économiques et sociaux, et d'autre part, reconnaître que ces rapports sociaux sont constitutifs des institutions sociales historiques qui structurent objectivement les pratiques des sujets. Si elle n'admet pas la dimension proprement matérielle des pratiques culturelles et symboliques, l'approche culturelle d'économie politique risque elle aussi de contribuer à la réification de l'économie. En reconnaissant que l'économie est une création de la société qui s'érige en tant qu'instance souveraine de cette même société, il est possible d'interroger le caractère pseudo-rationnel de cette rationalité. Castoriadis (1975) questionne les fondements et les finalités de la rationalité économique :

tout est effectivement subordonné à l'efficacité – mais l'efficacité pour qui, en vue de quoi, pour quoi faire? La croissance économique se réalise; mais elle est croissance de quoi, pour qui, à quel coût, pour arriver à quoi? (: 214).

Si le capitalisme cybernétique s'est légitimé par une subjectivité fluide³⁵⁰ compatible aux flux financiers, les fondations du système économique actuel apparaissent aussi molles que les sujets qui assurent sa reproduction. À titre d'illustration, le Président français, Nicolas Sarkozy, celui qui a misé sur le slogan pour le moins marxisant « Je veux être le président de la valeur travail » tout au long de sa campagne et a référé abondamment aux socialistes Blum et Jaurès, aspire maintenant à « refonder le capitalisme » sur des bases morales afin de contrer les « excès » du capitalisme financier. Prenons (un instant) au sérieux les propos de Sarkozy et posons la question qu'il tait : Le capitalisme peut-il être moral ? Sur quelles bases peut-on refonder le capitalisme : sur le libre-marché, la valeur-travail, l'éloge de la richesse ? Plus encore, *pourquoi* faudrait-il refonder le capitalisme ? Les inquiétudes de l'élite économique-politique prouvent que la crise financière actuelle ne consiste pas seulement en une crise économique, mais également en une crise intrinsèquement politique. La crise financière actuelle augure bel et bien l'effondrement de la « république économique » globale et de son régime de démocratie actionnariale. Elle est du moins l'occasion d'interroger les fondements du capitalisme au-delà des clichés, des fantasmes reproductifs et des lieux communs proposés par des récits journalistiques qui se présentent

³⁵⁰ Valorisée autant par les techno-fétichistes que par la gauche postmoderniste d'inspiration deleuzienne.

comme a-idéologiques. En clair, posons la question largement escamotée autant par une gauche enivrée par son présent et par une droite qui préfère jouir de son *hegemon* : le capitalisme est-il une fatalité, un horizon indépassable qui marque la fin de l'histoire ?

La crise économique mondiale relève le caractère proprement indéterminé et contingent des imaginaires sur lesquels se fondent les institutions économiques, ou en d'autres termes, elle dévoile leur dimension intrinsèquement politique. Le contexte actuel est l'occasion concrète de re-politiser l'économie après plus de vingt années de régime néolibéral qui s'est nourri de l'imaginaire de la fin de l'histoire. La crise rend possible l'élaboration d'une critique radicale du capitalisme qui dépasse sa simple refondation dans les termes d'un keynésianisme châtré, principalement parce que les idéaux libéraux constitutifs du capitalisme ont été fortement ébranlés³⁵¹.

Dans la mesure où la droite instrumentalise les idéaux émancipatoires de manière quasi-systématique, la gauche doit maintenant s'atteler à récupérer les principes de la droite et des « intellectuels organiques » du capitalisme cybernétique. Il est possible d'élaborer les fondations d'une société post-capitaliste qui repose sur « l'éloge de la richesse », au sens aristotélicien du terme, soit comme une forme naturelle nécessaire pour mener une vie bonne. En somme, une société fondée sur autre chose que sur le travail. L'abolition de la forme prédominante du travail, celui qui produit une forme automédiatisante de richesse (la valeur) et qui induit une forme dépersonnalisée de domination, n'est pas chose impossible. L'erreur serait toutefois de reproduire une fois de plus la critique personnalisante du pouvoir qui attribue tous les maux de la planète à un complot orchestré par une entité clairement

³⁵¹ Il y a longtemps que le marché et le régime de la libre-entreprise promus par l'entrepreneur créatif de type schumpétérien ont été remplacés par la corporation financiarisée. Dans ce contexte de capitalisme oligopolistique, la corporation est un substitut imparfait de la planification de type socialiste. Thorstein Veblen (1971) démontre que ces corporations produisent de la valeur et accumulent du capital en parasitant l'ensemble de l'activité sociale au moyen de barrières fictives à la production de richesses matérielles (sous la forme des droits de propriété intellectuelle).

identifiable³⁵², ou encore de faire fausse route en critiquant de manière romantique le capitalisme à l'instar du marxisme anarchisant qui envisage un monde réticulé et sans médiation³⁵³. Une critique radicale du capitalisme fondée sur une approche culturelle de l'économie politique doit reconnaître qu'aucune société ne peut *devenir* sans institutions politiques et économiques. En somme, elle doit viser à dé-réifier les rapports sociaux pour renverser définitivement l'idée déterministe selon laquelle les institutions économiques et politiques prennent une forme inéluctable. ». C'est donc dire qu'il est possible d'envisager une transformation des relations sociales et de ses médiations afin que la philosophie politique gouverne à la place de l'économie politique.

³⁵² En termes concis : « C'est la faute de George Bush et vive Barack Obama... »

³⁵³ Par exemple : Hardt & Negri (2000).

Bibliographie

ABIGALDI, Haledi et Frank WEBSTER, Frank, "Inequality and Mobilisation in The Information Age", *European Journal of Social Theory*, vol. 3, no. 1, 2000, pp. 67-81.

ACTUEL MARX, *Marx et Foucault*, numéro spécial (36), Paris : PUF, 2001.

ADORNO, Theodor et Max HORKHEIMER, *La dialectique de la raison*, Paris : Gallimard, 1974.

AGAMBEN, Giorgio, « Gloses marginales aux Commentaires sur la société du spectacle », *Multitudes Web*, 1990. En ligne : http://multitudes.samizdat.net/spip.php?article1535&var_recherche=agamben. Consulté en mai 2008.

AGLIETTA, Michel, « Le capitalisme de demain », *Notes de la Fondation Saint-Simon*, no.101, Paris, 1998.

-----, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris : Odile Jacob, 1997.

-----, « Ordre et désordre », *Multitudes Web*, 1995. En ligne : <http://multitudes.samizdat.net/spip.php?article891>. Consulté en juin 2008.

-----, et André ORLEAN, *La monnaie entre violence et confiance*, Paris : Odile Jacob, 2002.

AITKEN, Rob, "A direct personal stake : cultural economy, mass investment and the New York stock exchange", *Review of International Political Economy*, vol. 12, no. 2, 2005, pp. 334-363.

ALBERT, Mathias, "Governance and democracy in European systems : on systems theory and European integration", *Review of International Studies*, no. 28, 2002, pp. 293-309.

ALBERT, Mathias, "Observing World Politics : Luhmann's Systems Theory of Society and International Relations", *Millennium*, vol. 28, no. 2, 1999, pp. 239-265.

ALTHUSSER, Louis, « Les appareils idéologiques d'État » dans *Positions 1964-1975*, Paris: Éditions sociales, 1976, pp. 67-125.

AMIN, Ash & Nigel THRIFT, *The Blackwell Cultural Economy Reader*, Oxford : Blackwell Publishing, 2004.

AMIN, Ash & Ronen PALAN, "Towards a non-rational political economy", *Review of International Political Economy*, vol. 2, no. 1, hiver 2001, pp. 559-577.

AMOORE, Louise & Paul LANGLEY, "Ambiguities of global civil society", *Review of International Studies*, vol. 30, no.1, 2004, pp. 89-110.

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte, 1996.

ANDREFF, Wladimir, *Les multinationales globales*, Paris : La Découverte, 2001.

ARISTOTE, *Politiques*, Paris : Flammarion, édition de 1993.

ARTOUS, Antoine, *Le fétichisme chez Marx : le marxisme comme théorie critique*, Paris : Syllepse, 2006.

BABE, Robert E., *Communication and the transformation of economics: essays in information, public policy and political economy*, Boulder : Westview Press, 1995.

BAGDIKIAN, Ben H., *The Media Monopoly*, Boston : Beacon Press, 2000.

BARBROOK, Richard & Angus CAMERON, "The Californian Ideology", *Science as Culture*, vol. 26, no.1, 1996, pp. 44-72.

BARTELSON, Jens, "Making Sense of Global Civil Society", *European Journal of International Relations*, vol. 12, no.3, 2006, pp. 371-395.

BAUDRILLARD, Jean, *Simulacres et simulations*, Paris : Éditions Galilée, 1981.

BAUMAN, Zygmunt, *Liquid Modernity*, Cambridge : Polity Press, 2000.

BAUMAN, Zygmunt, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris: Hachette Littératures, 1999.

BAYART, Jean-François, « L'invention paradoxale de la modernité économique », dans J.F. Bayart (dir.), *La réinvention du capitalisme*, Paris : Éditions Karthala, 1995, pp. 9-43.

BECKER, Gary, *Human Capital : A Theoretical and Empirical Analysis*, Chicago : University of Chicago Press, 1964.

BELL, Daniel, *The cultural contradictions of capitalism*, New York : Basic Books, 1976a.

BELL, Daniel, *Vers la société post-industrielle*, Paris : Robert Laffont, 1976b.

BELLEROSE, Charles, *L'interaction autorégulée ou les assises paradigmatiques du néolibéralisme : les rapports entre la nouvelle théorie sociale et le discours du mouvement pour une autre mondialisation*, thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en sociologie, Montréal : Université du Québec à Montréal, 2003.

BELLOFIORE, Riccardo & Joseph HALEVI, *A Minsky moment ? The subprime crisis and the 'new' capitalism*, communication présentée au département de science économique de

l'Université d'Ottawa, 23 avril 2008. En ligne : http://aix1.uottawa.ca/~lhott3/Ateliers_ottawa/bellofiore1.DOC. Consulté en avril 2008.

BERLE Adolf & Gardner C. MEANS, *The modern corporation and private property*, New York : Harcourt, Brace & World, 1968 [1932].

BERLE, Adolf, *The American Economic Republic*, New York : Harcourt, Brace & World, 1963.

BEST, Jacqueline, "Bringing Power Back : The IMF's New Constructivist Strategy in Critical Perspective", dans R. Abdelal, M. Blyth and C. Parsons (eds.) *Constructing the Global Economy*, Cornell : Cornell University Press, à paraître en 2009.

BEST, Jacqueline, *The limits of transparency : ambiguity and the history of international finance*, Ithaca : Cornell University Press, 2005.

BIDET, Jacques et Gérard DUMÉNIL, *Altermarxisme : un autre marxisme pour un autre monde*, Paris : PUF, 2007.

BOLTANSKI, Jean-Luc et Ève CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 1999.

BOUQUILLON, Philippe, « La constitution des pôles des industries de la culture et de la communication. Entre coups financiers et intégration de filières », *Réseaux*, vol. 3, no.131, 2005, pp. 111-144.

BOURDIEU, Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris : Seuil, 2001.

BOURDIEU, Pierre, *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*, Paris : Seuil, 1994.

BOURQUE, Gilles, Jules DUCHASTEL et Éric PINEAULT, « L'incorporation de la citoyenneté », *Sociologie et société*, vol. XXXI, no. 2, automne 1999, pp. 41-64.

BOYER, Robert, "Is a Finance-led Growth Regime a Viable Alternative to Fordism ? A Preliminary Analysis", *Economy and Society*, vol. 29, no. 1, 2000, pp. 111-145.

BOYER, Robert, *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris : La Découverte, 1986.

BRAVERMAN, Harry, *Travail et capitalisme monopoliste : la dégradation du travail au XX^e siècle*, Paris : F. Maspero, 1976.

BRETON, Philippe et Serge PROULX, *L'explosion de la communication à l'aube du XX^e siècle*, Montréal : Boréal, 2002.

BRICMONT, Jean, *L'impérialisme humanitaire : droit humanitaire, droit d'ingérence, droit du plus fort*, Montréal : Lux, 2006.

- BRITO, César, *L'investissement socialement responsable*, Paris : Economica, 2005.
- BROWNING, Gary & Andrew KILMSTER, *Critical and post-critical political economy*, New York : Palgrave Macmillan, 2006.
- BUCHANAN, James & Geoffrey BRENNAN, *The reason of rules : constitutional political economy*, Cambridge : Cambridge University Press, 1985.
- BULBULIAN, Maurice, « Gouvernance électronique et marchandisation de la démocratie », *Société*, automne 2003, vol. 23, pp. 24-62.
- BURNHAM, James, *The Managerial Revolution*, Bloomington : Indiana University Press 1960.
- BUSTAMANTE, Enrique, "Cultural Industries in the Digital Age: some provisional conclusions", *Media, Culture & Society*, vol. 26, no. 6, 2004, pp. 803-820.
- BUTLER, Judith, *Le pouvoir des mots : politique du performatif*, Paris : Éditions Amsterdam, 2004.
- CAILLÉ, Alain, « La fin du politique ? », *Revue du MAUSS permanente*, 9 juillet 2007. En ligne : <<http://www.journaldumauss.net/spip.php?article151>>. Consulté en septembre 2008.
- CAIRNCROSS, Frances, *The Death of Distance : How the Communication Revolution will Change our Lives*, Boston : Harvard Business School Press, 1997.
- CALLON, Michel, *The Laws of the Market*. Oxford : Blackwell, 1998.
- CALLON, Michel et Bruno LATOUR, *La science telle qu'elle se fait : anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise*, Paris : La Découverte, 1991.
- CAMERON, Angus & Ronen PALAN, *The Imagined Economy : State Globalization and Poverty*, London : Sage, 2004.
- CAMERON, Angus & Ronen PALAN, "The Imagined Economy : Mapping Transformations in the Contemporary State", *Millennium : Journal of International Studies*, vol. 28, no.2, 1999, pp. 267-288.
- CANNON, Robert, "The Legacy of the Communications Commissions's Computers Inquiries", *Federal Communication Law Journal*, vol. 55, no 2, 2003, pp. 167-206.
- CAPDEQUI, Carlos S., « Les imaginaires socioculturels de l'argent », *Sociétés : Revue de Science Humaines et Sociales*, vol. 4, no. 3, 2003, pp. 73-91.
- CARRIER, James G., "Abstraction in Western Economic Practices", dans J.G. Carrier & D. Miller, *Virtualism : A New Political Economy*, New York : Berg, 1998, pp. 25-47.

CARRIER, James G. & Daniel MILLER, *Virtualism : A New Political Economy*, New York: Berg, 1998.

CASTELLS, Manuel, « Les universités à l'ère de l'information », *Grandes Conférences de la TÉLUQ*, 16 octobre 2006. En ligne : mms://mpps.telug.quebec.ca/evenements/teluq/manuel_castells.wmv. Consulté en octobre 2006.

CASTELLS, Manuel, *La galaxie Internet*, Paris : Fayard, 2002

-----, *L'ère de l'information. Vol I : La société en réseaux*, Paris : Fayard, 2001.

-----, *L'ère de l'information. Vol 3 : Fin de millénaire*, Paris : Fayard, 1999.

CASTORIADIS, Cornelius, « La démocratie comme procédure et comme régime », *Les Carrefours du labyrinthe IV : la montée de l'insignifiance*, Paris : Seuil, 1996.

-----, « Transformations sociale et création culturelle », *Sociologie et Sociétés*, vol. 11, no. 1, avril 1979, pp. 33-48.

-----, « Valeur, égalité, justice, politique : de Marx à Aristote et d'Aristote à nous », *Les Carrefours du Labyrinthe*, Paris : Éditions du Seuil, 1978.

-----, *L'institution imaginaire de la société*, Paris : Édition du Seuil, 1975.

CERNY, Phillip G., "Paradoxes of the competition state : the dynamics of political globalization", *Government and Opposition*, vol. 32, no. 2, 1997, pp. 251-274.

CERNY, Philip G., "The deregulation and re-regulation of financial markets in a more open world", dans P.G. Cerny (ed.), *Finance and World Politics : Markets, Regime and States in the Post-hegemonic Era*, Cambridge: Edward Elgar, 1993, pp. 51-86.

CHADWICK Andrew & Christopher MAY, "Interaction between States and Citizens in the Age of the Internet : "e-Government" in the United States, Britain and the European Union", *Governance : an International Journal of Policy, Administration and Institutions*, vol. 16, no. 2, avril 2003, pp. 271-300.

CHATELET, Gilles, *Vivre et penser comme des porcs : de l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés*, Paris : Gallimard, 1998.

CHESNAIS, François, « Le capital de placement : accumulation, internationalisation, effets économiques et politiques », dans F. Chesnais (dir.), *La finance mondialisée : racines sociales et politiques, configuration, conséquences*, Paris : La Découverte, 2004, pp.15-50.

CHESNAIS, François, « La “nouvelle économie”: une conjoncture propre à la puissance hégémonique américaine », dans G. Duménil et D. Lévy (dir.) *Crise et renouveau du capitalisme*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2002, pp.105-124.

COMOR, Edward A., “New Technologies and Consumption : Contradictions in the Emerging World Order”, in J. Rosenau & J.P. Singh (eds.), *Information Technologies and Global Politics : The Changing Scope of Power and Governance*, New York : State University New York Press, 2002a, pp.169-185.

-----, “When More is Less : Time, Space and Knowledge in Information Societies”, in R. Mansell, R. Samarajiva & A. Mahan (eds), *Networking Knowledge for Information Societies : Institutions & Intervention*, Delft : Delft University Press, 2002b, pp.239-244.

-----, “The Role of Communication in Global Civil Society : Forces, Processes, Prospects”, *International Studies Quarterly*, no. 45, 2001, pp. 389-408.

-----, *Communication, Commerce and Power: The Political Economy of America and the Direct Broadcast Satellite, 1960-2000*, London : Palgrave Macmillan, 1998a.

-----, “Governance and the ‘Comoditization’ of Information”, *Global Governance*, no. 4, 1998b, pp. 217-233.

COMPTON, James R., *The Integrated News Spectacle : A Political Economy of Cultural Performance*, New York : Peter Lang, 2003.

CORNETT, Marcia Million et Hassan TEHRANIAN, “An examination of the effects of the Garn-St German Depository Institutions Act of 1982 on Commercial Banks and Saving Loans”, *The Journal of Finance*, vol. 45, no.1, 1990, pp. 95-111.

COSSETTE, Jean-Luc, « Habermas et la raison publicitaire », *Société*, no.2, hiver 1998, pp.107-143.

COSTANZA-CHOCK, Sacha, *WSIS, the Neoliberal Agenda, and Counterproposals*, 20 mai 2003. En ligne : <http://hubproject.org/uploads/ourmedia_sasha.pdf>. Consulté en mai 2006.

COSTEA, Bodgan, Norman CRUMP & John HOLM, “Conceptual history and the interpretation of managerial ideologies”, *Management & Organizational History*, vol. 1, no. 2, 2006, pp. 159-175.

COTE, Jean-François, « La société de communication à la lumière de la sociologie de la culture », *Sociologie et sociétés*, vol. 30, no. 1, 1998, pp. 1-16.

COUTROT, Thomas, *L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste? Enquête sur les modes d'organisation du travail*, Paris : La Découverte, 1998.

COX, Robert W., "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", dans R.W. Cox et T.J. Sinclair (eds.), *Approaches to World Order*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996, pp. 85-123.

COX, Robert W., « Dialectique de l'économie en fin de siècle », *Études Internationales*, vo. 21, no. 4, décembre 1990, pp. 693-704.

COX, Robert W., *Production, Power and World Order : Social Forces in the Making of History*, New York : Columbia University Press, 1987.

CROZIER, Michel, Samuel P. HUNTINGTON & Joji WATANUKI, *The crisis of democracy : report on the governability of democracies to the Trilateral Commission*, New York : New York University Press, 1975.

CRYSTAL, Jonathan, "Bargaining in the negotiations over liberalizing trade in services : power, reciprocity and learning", *Review of International Political Economy*, vol. 10, no.3, août 2003, pp. 552-578.

CUTHBERT, Marlene & Dwayne WINSECK, "From Communication to Democratic Norms : Reflection on the Normative Dimension of International Communication Policy", *Gazette*, vol. 39, no.1, 1997, pp.1-20.

DALY, Glyn, "Radical(ly) political economy : Luhman, postmarxism and globalisation", *Review of International Political Economy*, vol. 11, no. 1, février 2004, pp.1-32.

DALY, Glyn, "The discursive construction of economic space : logics of organization and disorganization", *Economy and Society*, vol. 20, no. 1, 1991, pp.79-102.

DAVIES Matt, *International political economy and mass communication in Chile : national intellectuals and transnational hegemony*, New York : St. Martin's Press, 1999.

DEAN, Jodi, "The Networked Empire : Communicative Capitalism and the Hope for Politics", in J. Dean & P. Passavant (eds.), *Empire's New Clothes : Reading Hardt and Negri*, New York : Routledge, 2003, pp. 265-288.

DEAN, Jodi, *Publicity's secret : How technoculture capitalizes on democracy*, Ithaca : Cornell University Press, 2002.

DEAN, Mitchell, *Governmentality : power and rule in modern society*, London : Sage, 1999.

DEBORD, Guy, *La société du spectacle*, Paris : Gallimard, 1992 [1967].

DEBORD, Guy, *Commentaires sur la société du spectacle*, Paris : Éditions Gérard Lebovici, 1988. En ligne : <<http://libertaire.free.fr/DebordCommentaires.html>>. Consulté en octobre 2006.

DEIBERT, Ronald, "International Plus 'n Play? Citizen Activism, the Internet, and Global Public Policy", *International Studies Pespective*, no.1, 2000, pp. 255-272.

DEIBERT, Ronald J., *Parchment, printing, and hypermedia : communication in world order transformation*, New York : Columbia University Press, 1997.

DELEUZE, Gilles, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *L'autre journal*, no.1, mai 1990.

DELEUZE, Gilles et Félix GUATTARI, *Qu'est-ce que la philosophie*, Paris : Éditions de Minuit, 1991.

DESCHENEAU-GUAY, Amélie, *La société du savoir : résonance d'un discours de légitimation du capitalisme*, Mémoire de maîtrise (dir. Gilles Gagné), Département de sociologie, Université Laval, 2007.

DESCHENEAU-GUAY, Amélie et Maxime OUELLET, « Le concept de réseau comme discours de légitimation de la restructuration managériale de l'université : une critique de la théorie de Manuel Castells », dans *Aspects sociologiques*, à paraître en 2009.

DESCHENEAU-GUAY, Amélie et Maxime OUELLET, « L'économie du savoir décryptée par Marx », *Le Devoir*, « Le devoir de philo », 6-7 octobre 2007, p.C6.

DILLON, Michael & Julian REID, "Global Liberal Governance : Biopolitics, Security and War", *Millenium*, vol. 3, no. 1, 2001, pp. 41-66.

DOCKÈS, Pierre, « Métacapitalisme et transformations de l'ordre productif », dans C. Vercellone (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris : La Dispute, 2003, pp.139-166.

DOMINELLI, Lena & Ankie HOOGVELT, "Globalization, Contract Government, and the Taylorization of Intellectual Labour in Academia", *Studies in Political Economy*, no. 49, 1996, pp.71-100.

DOSTALER, Gilles, *Keynes et ses combats*, Paris : Albin Michel, 2005.

DOSTALER, Gilles, « Hayek et sa reconstruction du libéralisme », *Cahiers de recherche sociologique*, no.32, 1999, pp. 119-142.

DRAINVILLE, André C., "The Fetishism of Global Civil Society", dans M.P. Smith et E.Guarnizo (eds.), *Transnationalism from Below*, London : Transaction, 1998, pp. 35-63.

DRUCKER, Peter, *Au-delà du capitalisme*, Paris : Dunod, 1993.

DRUCKER, Peter, *The Unseen Revolution : How Pension Fund Socialism Came to America*, New York : Harper & Row, 1979.

- DU GAY, Paul & Michael PRYKE (eds.), *Cultural Economy*, London : Sage, 2002.
- DUMÉNIL, Gérard et Dominique LÉVY, « La finance capitaliste : rapports de production et rapports de classe », dans *Séminaire d'Études Marxistes, La finance capitaliste*, Paris : Presses Universitaires de France, 2006.
- DUMÉNIL, Gérard et Dominique LÉVY, "Neoliberal Income Trends : Wealth, Class and Ownership in the USA", *New Left Review*, no. 30, 2004, pp. 105-133.
- DUMONT, Louis, *Homo aequalis : genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris : Gallimard, 1977.
- DUNNING, John H, *Alliance capitalism and global business*, New York : Routledge, 1997.
- DYSON, Esther et al., *Cyberspace and the American Dream : A Magna Carta for the Knowledge Age*, publié pour Progress and Freedom Foundation, 22 août 1994. En ligne : <<http://www.hartford-hwp.com/archives/45/062.html>>. Consulté en décembre 2007.
- EHRENBERG, Alain, *La fatigue d'être soi*, Paris : Odile Jacob, 1998.
- FAIRCLOUGH, Norman, "Critical Discourse Analysis", *Marges Linguistiques*, no.9, 2005.
- FAIRCLOUGH, Norman, "Critical discourse analysis as a method in social scientific research", dans R. Wodak et M. Meyer (eds.), *Methods of Critical Discourse Analysis*, Londres : Sage Publication, 2001, pp. 121-138.
- FAIRCLOUGH, Normand & Ève CHIAPELLO, "Understanding the new management ideology : a transdisciplinary contribution from critical discourse analysis and new sociology of capitalism", *Discourse & Society*, vol. 13, no. 2, 2002, pp. 185-208.
- FALK, Richard, "Global civil society and the democratic prospect", dans B. Holden (ed.), *Global Democracy : key debates*, New York : Routledge, 2000, pp. 162-178.
- FARRO, Antimo L., *Les mouvements sociaux: diversité, action collective et globalisation*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2000.
- FELSEN, Jeff, "Artificial Intelligence Techniques Applied to Reduction of Uncertainty in Decision Trough Learning", *Operational Research Quarterly*, vol.26, no.3, 1975, pp.581-598.
- FIRAT, Fuat & Nikhilesh DHOLAKIA, "Theoretical and philosophical implications of postmodern debates : some challenges to modern marketing", *Marketing Theory*, vol. 6, no. 2, 2006, pp. 123-162.
- FORAY, Dominique, *L'économie de la connaissance*, Paris : La Découverte, 2000.
- FOREIGN POLICY, "Brand U.S.A", no. 127, novembre/décembre 2001, p.19.

FOUCAULT, Michel, *Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris : Seuil/Gallimard, 2004.

FOUCAULT, Michel, *Surveiller et Punir*, Paris : Gallimard, 1975.

FOUCAULT, Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1969.

FRANK, Thomas, *One market under god : extreme capitalism, market populism and the end of economic democracy*, London : Secker & Warburg, 2001.

FRASER, Nancy, "From Discipline to Flexibilisation ? Rereading Foucault in the Shadow of Globalization », *Constellations*, vol. 10, no. 2, 2003, pp.160-171.

FREITAG, Michel, « Réponses au GÉODE », *Revue du Mauss*, no. 24, 2004, pp. 255-267.

FREITAG, Michel, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec/Rennes : Les Presses de l'Université Laval et Presses Universitaires de Rennes, 2002.

FREITAG, Michel, « La globalisation contre les sociétés. Par delà l'échec circonstanciel de l'AMI : la portée historique de l'autonomisation du capital financier », dans M. Freitag et É. Pineault (dir.), *Le monde enchaîné : perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Québec : Nota Bene, 1999.

FRIEDMAN, Thomas L., *The Lexus and the Olive Tree : Understanding Globalization*, New York : Anchor Books, 2000.

GAGNÉ, Gilles, « À propos d'un barbarisme (la financiarisation) et de son personnage (l'investisseur) », dans M. Freitag et E. Pineault (dir.) *Le Monde enchaîné*, Montréal : Nota Bene, 1999, pp. 151-176.

GAGNON, Marc-André, « Le modèle de croissance anglo-saxon en théorie et en pratique. Analyse du régime de croissance américain », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 45, 2008, pp. 93-112.

GAGNON, Marc-André, « Nouvelle économie et actifs intangibles. Les défis de la dimension immatérielle de la création de la valeur », *Cahiers de recherche – CEIM*, mars 2004.

GAGNON, Marc-André & Joël LEXCHIN, "The cost of pushing pills : A New Estimate of Pharmaceutical Promotion Expenditures in the United States", *PLoS Med*, vol. 5, no. 1, 2008.

GALBRAITH, John Kenneth, *The New Industrial State*, Boston : Houghton Mifflin, 1967.

GAMBMANN, Heiner, "Money — a symbolically generalized medium of communication ? On the concept of money in recent sociology", *Economy and Society*, vol. 17, no.3, 1998, pp. 285-316.

GARNHAM, Nicholas, « La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie : une critique », *Réseaux : communication, technologie et société*, Paris : France Télécom, CNET, vol. 18, no. 101, 2000, pp. 53-91.

GATES, Bill, *The Road Ahead*, New York : Viking, 1995.

GAUJELAC, Vincent, *La lutte des places*, Paris : Desclee de Brouwer, 1994.

GEORGE, Éric, « Les dessous des discours sur la fracture numérique », communication présentée à la conférence internationale *TIC et Inégalités : les fractures numériques*, Université Paris Sud, Carré des Sciences, 18-19 novembre, 2004a. En ligne : <http://irene.asso.free.fr/digitaldivides/papers/GEORGE_Eric.pdf>. Consulté en juin 2006.

GEORGE, Éric, « L'expression de fracture numérique en question », dans É. Guichard (dir.), *Mesure de l'Internet*, Paris: Éditions des Canadiens en Europe, 2004b, pp.152-165.

GEORGE, Éric, « De l'utilisation de l'Internet comme outil de mobilisation : les cas d'ATTAC et de SALAMI », *Sociologie et sociétés*, vol. 32, no. 2, automne 2000, pp.171-187.

GERMAIN, Randall D., "Globalising Accountability within the International Organisation of Credit : Financial Governance and the Public Sphere", *Global Society*, vol. 18, no. 3, juillet 2004, pp. 217-242.

GILL, Stephen, *The constitution of global capitalism, The Global Site*, 2000. En ligne : <<http://theglobalsite.ca.uk/press/010gill.htm>>. Consulté en janvier 2007.

-----, "The Global Panopticon ? The Neoliberal State, Economic Life, and Democratic Surveillance", *Alternatives*, vol. 2, 1995a, pp. 1-49.

-----, "Globalisation, Market Civilisation and Disciplinary Neoliberalism", *Millennium*, vol. 24, no. 3, 1995b, pp. 399-423.

-----, *American hegemony and the Trilateral Commission*, New York : Cambridge University Press, 1990.

GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton : Princeton University Press, 1981.

GINGRAS, Anne-Marie, « Espace public et E-gouvernement aux États-Unis », dans J. Mouchon (dir.), *Les mutations de l'espace public*, Fontenay-aux-Roses : Éditions L'esprit du livre, 2005, pp.47-84.

GINGRICH, Newt, *To renew America*, New York : HarperCollins, 1995.

GISMONDI, Mike, Gina RATKOVIC & Mike SOSTERIC, "The University, Accountability, and Market Discipline in the Late 1990s", *Electronic Journal of Sociology*, 1998. En ligne : <<http://www.sociology.org/content/vol003.003/sosteric.htm>>. Consulté en décembre 2006.

GRABEL, Ilene, "The political economy of 'policy credibility' : the New-Classical Macro-Economics and the Remaking of Emerging Economics", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 24, no. 1, 2000, pp. 1-19.

GRAHAM, Philip, "Hypercapitalism : a political economy of informational idealism", *New Media & Society*, vol. 2, no. 2, 2000, pp. 131-156.

GRAMSCI, Antonio, *Cahiers de prison*, Paris : Gallimard, 1983.

GRAMSCI, Antonio (sélection établie par François Ricci), *Gramsci dans le texte*, Paris : Éditions sociales, 1975.

GRANJON, Fabien, *L'Internet militant : mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes : Apogée, 2001.

GUTTMANN, Robert, *Cybercash : The coming Era of Electronic Money*, New York : Palgrave Macmillan, 2003.

HABERMAS, Jürgen, « Qu'est-ce que le terrorisme », *Le Monde Diplomatique*, février 2004, p.17.

-----, *Droit et démocratie : entre faits et normes*, Paris : Gallimard, 1996.

-----, *L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot, 1993.

-----, *Le discours philosophique de la modernité : douze conférences*, Paris : Gallimard, 1988.

-----, *Théorie de l'agir communicationnel : v.1. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société -- v.2. Critique de la raison fonctionnaliste*, Paris : Fayart, 1987.

-----, *La technique et la science comme idéologie*, Paris : Denoël-Gonthier, 1978.

-----, *Legitimation Crisis*, Boston : Beacon Press, 1976.

HAESLER, Aldo J., *Sociologie de l'argent et postmodernité*, Genève : Librairie Droz, 1995.

HAI HAC, Tran, « Relire *Le Capital* : analyse de forme et de la contradiction. Le concept de la force de travail », communication présentée au *Congrès Marx 2004*. En ligne : <<http://netx.u-paris10.fr/actuelmarx/m4tran.htm>>. Consulté en juin 2008.

HAI HAC, Tran, *Relire Le Capital : Marx, critique de l'économie politique et objet de la critique de l'économie politique*, Lausanne : Éditions Page deux, 2003.

HALL, Stuart, "Signification, Representation, Ideology: Althusser and the Post-Structuralist Debates", *Critical Studies in Mass Communication*, vol. 2, no. 2, 1985, pp. 91-114.

HAMELINK, Cees, J., *Finance and Information : A Study of Converging Interest*, Norwood : Ablex Publishing Corporation, 1983.

HAMILTON, Adrian, *The Financial Revolution*, Middlesex : Penguin Books, 1986.

HANSEN, Hans Krause & Doris SALSKEV-IVERSEN, "Remodeling the transnational political realm : partnerships, best-practice schemes, and the digitalization of governance", *Alternatives*, vol. 30, no. 2, 2005, pp. 141-164.

HARDT, Michael et Antonio NEGRI, *Empire*, Paris : Exils éditeur, 2000.

HARMES, Adam, "Mass Investment Culture", *New Left Review*, no. 9, mai-juin 2001, pp.103-124.

HARMES, Adam, "Institutional Investors and the Reproduction of Neoliberalism", *Review of International Political Economy*, vol. 5, no. 1, 1998, pp. 92-121.

HARRIBEY, Jean-Marie, « La financiarisation de l'économie et la captation de la valeur » dans J.C. Delaunay (dir.), *Le capitalisme contemporain : Questions de fond*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 67-111.

HARVEY, David, *A brief history of neoliberalism*, New York : Oxford University Press, 2005.

-----, « Le 'Nouvel Impérialisme' : accumulation par expropriation », *Actuel Marx: l'espace du capitalisme. Totalitarisme et impérialisme*, no.35, mars 2004, pp.70-89.

-----, *The Condition of Postmodernity*, Cambridge : Basil Blackwell, 1989.

-----, "The Geopolitics of Capitalism", dans D. Gregory, J. Urry (eds.), *Social Relations and Spatial Structures*, New York : St. Martin's Press, 1985, pp.128-163.

HAYEK, Friedrich, "The use of knowledge in societies", *American Economic Review*, vol. XXXV, no.4, septembre 1945, pp. 519-530.

HAYEK, Friedrich, *Droit, législation et liberté (vol 3) : L'ordre politique d'un peuple libre*, Paris : Presses Universitaires de France, 1995 [1979].

HAYEK, Friedrich, *La route de la servitude*, Paris : Quadrige/PUF, 2005 [1945].

HELD, David, *Democracy and the global order : from the modern state to cosmopolitan governance*, Stanford : Stanford University Press, 1995.

HELLEINER, Eric, "Freeing money : why states been more willing to liberalize capital controls than trade barriers ?", *Policy Sciences*, vol. 27, no.4, 1994, pp. 299-318.

HELLEINER, Eric, "When finance was the servant : international capital movements in the Bretton Woods order", in P.G. Cerny (ed.), *Finance and World Politics : Markets, Regime and States in the Post-hegemonic Era*, Cambridge: Edward Elgar, 1993, pp. 3-19.

HELMING, Jam & Olivier KESSLER, "Space, Boundaries, and the Problem of Order: A View from Systems Theory", *International Political Sociology*, no. 1, 2007, pp.240-256.

HOLLOWAY, John, *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Montréal : Lux, 2007.

HONNETH, Axel, *La société du mépris*, Paris : Gallimard, 2006.

ILLOUZ, Éva, *Les sentiments du capitalisme*, Paris : Seuil, 2006.

JAEGER, Hans-Martin, "Global Civil Society and the Political Depoliticization of Global Governance", *International Political Sociology*, 2007, no. 1, pp. 157-277.

JAMESON, Frederic, « Postmodernisme et marché », *Multitude Web*, 1992. En ligne : <<http://multitudes.samizdat.net/spip.php?article801>>. Consulté en septembre 2008.

JAMESON, Frederic, *Postmodernism, or The Cultural Logic of Late Capitalism*, Durham : Duke University Press, 1991.

JESSOP, Bob, "Cultural political economy, the knowledge-based economy and the state", in A.Barry & D. Slater (eds), *The technological economy*, New York : Routledge, 2005, pp.142-164.

JESSOP, Bob, "Critical Semiotic Analysis and Cultural Political Economy", *Critical Discourse Studies*, vol. 1, no. 2, octobre 2004a, pp. 159-174.

-----, "Informational Capitalism and Empire : The Postmarxist Celebration of US Hegemony in a New World Order", *Studies in Political Economy*, no.71-72, 2004b, pp.39-58.

-----, "Regulationist and Autopoieticist Reflections on Polanyi's Account of Market Economies and the Market", *New Political Economy*, vol. 6, no. 2, 2002, pp. 213-232.

-----, "Post-Fordism and the State", dans A. Amin (ed.), *Post-Fordism : A Reader*, Oxford : Blackwell Publisher, 1994, pp. 251-279.

-----, & Ngai-Ling Sum, "Towards a Cultural International Political Economy : Post-structuralism and the Italian School", dans M. De Goede (ed.), *International Political Economy and Post-Structural Politics*, New York : Palgrave Macmillan, 2006, pp.157-176.

JHALLY, Sut, *The spectacle of accumulation : essays in culture, media, & politics*, New York : P. Lang, 2006.

KALYVAS, Andreas, "The Politics of Autonomy and the Challenge of Deliberation : Castoriadis contra Habermas", *Thesis Eleven*, no. 64, 2001, pp.1-19.

KAPUR, Ajay et al., "Plutonomy : Buying Luxury. Explaining Global Imbalances", *Equity Strategy : Industry note*, octobre 2006(a).

KAPUR, Ajay et al. "Revisiting Plutonomy : The Rich Getting Richer", *Equity Strategy : Industry note*, mars 2006(b).

KELLNER, Douglas, *Media spectacle*, London/New York : Routledge, 2003.

KELLY, Kevin, *New Rules for the New Economy*, 1999. En ligne : <<http://www.kk.org/newrules/contents.php>>. Consulté en février 2007.

KEOHANE, Robert & Joseph NYE, *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge : Harvard University Press, 1972.

KEY, Sydney J., "Trade liberalization and prudential regulation : the international framework for financial services", *International Affairs*, vol. 15, no. 1, 1999, pp. 61-75.

KEYNES, John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris: Éditions Gayot, 1968 [1942].

KLEINWÄCHTER, Wolfgang, "Global Governance in the Information Age", *Development*, vol. 46, no. 1, 2003, pp. 17-25.

KNORR CETINA, Karin & Urs BRUEGGER, "Global Microstructures : The Virtual Societies of Financial Markets", *The American Journal of Sociology*, vol. 107, no. 9, janvier 2002, pp. 905-950.

KRASNER, Stephen D., *International Regimes*, Ithaca : Cornell University Press, 1983.

KUMAR, Krishan, "From Post-Industrial to Post-Modern Society", in F. Webster (ed.), *The Information Society Reader*, New York : Routledge, 2004, pp.103-120.

KURTZMAN, Joel, *The Death of Money*, New York : Little, Brown and Company, 1993.

KWON, Eundak, "Financial Liberalization in South Korea", *Journal of Contemporary Asia*, vol. 34, no. 1, 2004, pp. 70-101.

LACLAU, Ernesto et Chantal MOUFFE, *Hegemony and socialist strategy : towards a radical democratic politics*, London : Verso, 2001.

LACROIX, Jean-Guy, « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 30, 1998, pp. 79-152.

LACROIX, Jean-Guy et Gaëtan TREMBLAY, « La convergence, encore et toujours », dans J.G. Lacroix, B. Miège et G. Tremblay, *De la télématique aux autoroutes électroniques : le grand projet reconduit*, Montréal : Presse de l'Université du Québec, 1994, pp.1-13.

LAFONTAINE, Céline, *L'empire cybernétique : des machines à penser à la pensée machine*, Paris : Seuil, 2004.

LANGDALE, John, "Electronic Funds Transfer and the Internationalisation of the Banking Industry", *Geoforum*, vol. 16, no. 1, 1985, pp. 1-13.

LANGLEY, Paul, "Pension Fund Capitalism, Pension Fund Socialism, and Dissent From Investment", communication présentée au colloque *Globalisation, Work and the Politics of Everyday Life*, International Studies Association Annual Convention, San Diego, mars 2006.

LANGLEY, Paul, "(Re)politicizing global financial governance : what's 'new' about the 'New International Financial Architecture'?", *Global Networks*, vol. 4, no. 1, 2004, pp.69-87.

LASCH, Christopher, *Le Complexe de Narcisse : la nouvelle sensibilité américaine*, Paris : Robert Laffont, 1980.

LASH, Scott, "Power after hegemony: cultural studies in mutation", *Theory, Culture & Society*, vol. 24, no. 3, 2007, pp. 55-78

LASH, Scott & John URRY, *Economies of Sign and Space*, London : Sage Publications, 1994

LASH, Scott & John URRY, *The End of Organized Capitalism*, Cambridge : Polity Press, 1987.

LAVAL, Christian, *L'homme économique: essai sur les racines du néolibéralisme*, Paris : Gallimard, 2007.

LAZAR, Judith, *La science de la communication*, Paris : Presses universitaires de France, 1992.

LEFEBVRE, Henri, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris : Gallimard, 1968.

LEFEBVRE, Henri, *Position contre les technocrates*, Paris : Éditions Gonthier, 1967.

LEFORT, Claude, *Essais sur le politique : XIXe-XXe siècles*, Paris : Seuil, 1986.

LEFORT, Claude, *Les formes de l'histoire : essais d'anthropologie politique*, Paris : Gallimard, 1978.

LEMIEUX, Pierre, *Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme*, Paris : Presses Universitaires de France, 1983.

LEMKE, Thomas, « Marx sans guillemets : Foucault, la gouvernementalité et la critique du néolibéralisme », *Actuel Marx*, no. 36, 2004, pp. 13-26.

LESLIE, Deborah & David BUTZ, "GM Suicide : Flexibility, Space, and the Injured Body", *Economic Geography*, vol. 74, no. 4, octobre 1998, pp. 360-378.

LEVY, Pierre, *Cyberdémocratie*, Paris : Éditions Odile Jacob, 2002.

LEYDESDORF, Loest & Henry ETKOWITZ, « Le Mode 2 et la globalisation des systèmes d'innovation nationaux », *Sociologie et Sociétés*, vol. XXII, no. 1, 2000, pp. 135-156.

LEYSHON, Andrew & Nigel THRIFT, *Money Space : Geographies of Monetary Transformation*, London : Routledge, 1997.

LIANOS, Michalis, « Deleuze, Foucault et le nouveau contrôle », *Mana*, no.12-13, 2003, pp.17-38.

LIPIETZ, Alain, « La mondialisation de la crise générale du fordisme : 1967-1984 », *Les Temps modernes*, no. 459, octobre 1984, pp. 696-736.

LIPSCHUTZ, Ronnie D., "Power Politics and Global Civil Society", *Millennium*, vol. 33, no. 3, 2005, pp. 747-769.

LIPSCHUTZ, Ronnie D., "From Local Knowledge to Global Environmental Governance", in M. Hewson & T.J. Sinclair (eds.), *Approaches to Global Governance Theory*, New York : Albany State University of New York Press, 1999.

LORDON, Frédéric, « La démocratie actionnariale », *L'Humanité*, janvier 2001. En ligne : <<http://www.humanite.presse.fr/journal/2001-01-22/2001-01-22-238294>>. Consulté en juin 2007.

LORDON, Frédéric, *Fonds de pension, piège à cons ? Mirage de la démocratie actionnariale*, Paris : Raisons d'agir, 2000.

LUHMANN, Niklas, *Politique et complexité*, Paris : Les Éditions du Cerf, 1999.

LUHMANN, Niklas, "Politics and Economy", *Thesis Eleven*, no. 53, mai 1998, pp. 1-9.

LUKE, Timothy W., "Discourses of Disintegration, Texts of Transformation : Re-Reading Realism in the New World Order", *Alternatives*, vol. 18, 1993, pp. 229-258.

LYON, David, *The electronic eye : the rise of surveillance society*, Minneapolis : University of Minneapolis Press, 1994.

LYOTARD, Jean-François, *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris : Éditions de Minuit, 1979.

MACHLUP, Fritz, *The production and distribution of knowledge in the United State*, Princeton : Princeton University Press, 1971.

MACKENZIE Donald, *An Engine not a Camera : How financial models shape markets*, Cambridge : MIT Press, 2006.

MACPHERSON, C.B, *The political theory of possessive individualism : Hobbes to Locke*, London : Oxford University Press, 1962.

MANSELL, Robin, *The new telecommunication: a political economy of network evolution*, London : Sage, 1993.

MARCUSE, Herbert, *L'homme unidimensionnel*, Paris : Éditions de Minuit, 1968a.

MARCUSE, Herbert, *Eros et civilisation*, Paris : Éditions de Minuit, 1968b.

MARCUSE, Herbert, *Raison et révolution*, Paris : Éditions de Minuit, 1968c.

MARSHALL, T.H., *Citizenship and Social Class and other Essays*, Cambridge : Cambridge University Press, 1950.

MARTIN, Diane C. & Fred WREINGART, "The Less-cash/less/check society : banking in the information age", dans E.H. Solomon (ed.), *Electronic Money Flow : the molding of a new financial order*, Boston : Kluwer Academic Publishers, 1991, pp.187-211.

MARX, Karl, *Le Capital : critique de l'économie politique*, Livre I, Paris : Messor/ Éditions Sociales, 1983 [1867].

-----, *Fondements de la critique de l'économie politique : ébauche de 1857-1858*, Paris : Éditions Anthropo, 1972 [1858].

-----, *Un chapitre inédit du Capital*, Paris : Union générale d'Éditions, 1971 [1867].

-----, *La Sainte Famille*, Paris : Éditions Sociales, 1969 [1844].

-----, *Manuscrits de 1844 : économie politique et philosophie*, Paris : Éditions sociales, 1968 [1844].

-----, *Œuvres choisies I* (choix de Norbert Guterman et Henri Lefebvre), Paris : Gallimard, 1963.

-----, *Le 18 Brumaire de L. Bonaparte*, Paris : Éditions sociales, 1963 [1851].

-----, *L'idéologie allemande*, Paris : Éditions Sociales, 1963 [1846].

-----, *Le Capital : critique de l'économie politique*, Livre III, Paris : Éditions Sociales, 1901 [1867].

MARX, Karl et Frederich ENGELS, *Manifeste du Parti Communiste*, Paris : Union Générale d'édition, 1962 [1847].

MASCOTTO, Jacques, « De la souveraineté de l'État à l'apriori des organisations : généalogie ou nécrologie du capitalisme politique », dans M. Freitag et É. Pineault (dir.), *Le monde enchaîné : perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Québec : Nota Bene, pp. 177-230.

MATTELART, Armand, *La globalisation de la surveillance : aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris : La Découverte, 2007.

-----, « Société de la connaissance, société de l'information, société de contrôle, Entretien avec Armand Mattelart », *Cultures et Conflits*, no. 64, hiver 2006, pp.167-183.

-----, *Histoire de la société de l'information*, Paris : La Découverte, 2003.

-----, *Histoire de l'Utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, Paris : La Découverte, 1999.

-----, *La publicité*, Paris : Éditions : La Découverte, 1990.

-----, *L'internationale publicitaire*, Paris : Éditions La Découverte, 1989.

-----, *Multinationales et systèmes de communication : les appareils idéologiques de l'impérialisme*, Paris : Éditions Anthropos, 1976.

MAY, Christopher, « La marchandisation à « l'âge de l'information » : droits de propriété intellectuelle, l'État et Internet », *Actuel Marx*, no.34, 2003, pp.81-97.

-----, "The Political Economy of Proximity : Intellectual Property and the Global Division of Information Labour", *New Political Economy*, vol. 7, no. 3, 2002a, pp.317-342.

-----, *The Information Society : a sceptical view*, Cambridge : Polity Press, 2002b.

-----, "Information Society, Commodities and Continuity : A response to Professor Frank Webster's information, capitalism and uncertainty", *Information, Communication & Society*, vol. 3, no. 1, 2001, pp. 91-94

-----, *A global political economy of intellectual property right. The new enclosures ?*, London : Routledge, 2000.

MCCHESNEY, Robert W., "Theses on media deregulation", *Media, Culture & Society*, 2003, vol. 25, no.1, pp. 125-133.

MCCHESNEY, Robert W., *Rich media, poor democracy : communication politics in dubious times*, Urbana : University of Illinois Press, 1999.

MCCHESNEY, Robert W. & Dan SCHILLER, "The Political Economy of International Communications : Foundations for the Emerging Global Debate about Media Ownership and Regulation", *United Nations Research Institute for Social Development, Technology and Society Programme Paper*, no. 11, octobre 2003.

MCDOWELL, Stephen D. et Philip E. STEINBERG, "Global communication and the post-statism of cyberspace : a spatial constructivist view", *Review of International Political Economy*, vol. 10, no. 2, mai 2003, pp. 196-221.

MCDOWELL, S.D, and P.E. STEINBERG, "Mutiny on the bandwidth: the semiotic of the statehood in the internet domain name registries of Pitcairn Island and Niue", *New Media and Society*, vol. 5, no. 1, 2003, pp. 47-67.

MCGOUN, Elton G., "Hyperreal Finance", *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 8, no.1-2, 1997, pp. 97-122.

MCLUHAN, Marshall, *La galaxie Gutenberg : la genèse de l'homme typographique*, Montréal : Éditions HMH, 1968.

MCMAHON, Peter, "Money, Markets and Microelectronics : Building the Infrastructure for the Global Finance Sector", *Prometheus*, vol. 22, no. 1, 2004, pp. 71-82.

MERTES Tom, "Grass-Roots Globalism : Reply to Michael Hardt", *New Left Review*, no.17, sept/oct. 2002, pp.101-108.

MICHALET, Charles Albert, *Le capitalisme mondial ?*, Paris : Presses Universitaires de France, 1998.

MILLER Daniel, "Conclusion : A Theory of Virtualism", dans J.G. Carrier & D. Miller, *Virtualism : A New Political Economy*, New York : Berg, 1998, pp.161-186.

MILLER, Peter & Nikolas ROSE, "Governing economic life", *Economy and Society*, vol. 19, no.1, 1990, pp.1-24.

MORIN, François, *Le nouveau mur de l'argent : essai sur la finance globalisée*, Paris : Seuil, 2006.

MOSCO, Vincent, *The political economy of communication : rethinking and renewal*, London : Sage Publications, 1996.

MOSCO, Vincent, "Toward a Theory of the State and Telecommunications Policy", *Journal of Communication*, vol. 38, no. 1, 1988, pp. 107-124.

MOUFFE, Chantal, « Le politique et la dynamique des passions », *Politique et Sociétés*, vol. 22, no. 3, 2003, pp. 143-154.

MUSSO, Pierre, « Le cyberspace, figure de l'utopie technologique réticulaire », *Sociologie et sociétés*, vol. 32, no. 2, 2000, pp. 31-56.

NADLER, Richard, "The Rise of Worker Capitalism", *Policy analysis*, CATO Institute, no.359, 1999.

NANZ, Patrizia & Jens STEFFECK, "Global Governance, Participation and the Public Sphere", *Government and Opposition*, vol. 39, no. 2, 2004, pp. 314-335.

NEGROPONTE, Nicholas, *L'Homme numérique*, Paris : Robert Laffont, 1995.

NEUFELD, Mark, "Reflexivity and International Theory", dans C. Turenne Sjolander et W.S. Cox, *Beyond positivism : Critical Reflections on International Relations*, Boulder : Lynne Rienner, 1994, pp.11-35.

NITZAN, Jonathan, "Differential accumulation : toward a new political economy of capital", *Review of international political economy*, vol. 5, no. 2, 1998, pp. 169-216.

NYE, Joseph, "The information revolution and American soft power", dans J. Nye (ed) *Power in the Global Information Age : from Realism to Globalization*, New York : Routledge, 2004, pp. 81-96.

NYE, Joseph S. & William A. OWEN, "America's Information Edge", *Foreign Affairs*, vol. 75, no. 2, mars-avril 1996, pp. 20-36.

O'BRIEN, Richard, *Global Financial Integration : The End of Geography*, London : Royal Institute of International Affairs, 1991.

OFFE, Claus, *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Paris : L'Harmattan, 1997.

OHMAE, Kenichi, *The Borderless World*, New York : Harper Collins, 1990.

OLSEN, Mark, & Michael A. PETERS, "Neoliberalism, higher education and the knowledge economy : from the free market to knowledge capitalism", *Journal of Education Policy*, vol. 20, no. 3, mai 2005, pp. 313-345.

O'NEIL, John, "Economy, Equality and Recognition", in L.J. Ray & A. Sayer (eds), *Culture and Economy after the Cultural Turn*, London : Sage, 1999, pp.76-92.

ORLEAN, André, « L'individu, le marché et l'opinion : réflexions sur le capitalisme patrimonial », *Esprit*, novembre 2000, pp.51-75.

ORSI, Fabienne & Benjamin CORIAT, "The New Role and Status of Intellectual Property Rights in Contemporary Capitalism", *Competition & Change*, vol. 10, no. 2, juin 2006, pp.162-179.

O'SULLIVAN, Mary, « Le socialisme des fonds de pension, ou "plus ça change..." : financement des retraites et corporate governance aux États-Unis », *L'année de la régulation*, no. 4, Paris : La Découverte, 2000, pp. 47 -88.

O'TUATHAIL, Gerard, "Borderless Worlds ? Problematising Discourses of Deterritorialisation", dans N. Kliot and D. Newman (eds), *Geopolitics at the End of the Twentieth Century The Changing World Political Map*, London : Frank Cass, 2000, pp.139-154.

O'TUATHAIL, Gerard, *Critical Geopolitics : The Politics of Writing Global Space*, Minneapolis : Minnesota University Press, 1996.

OUELLET, Maxime, « Jacques Bidet et Gérard Duménil, *Altermarxisme : Un autre marxisme pour un autre monde* », Recension pour la revue *Monde Commun*, octobre 2008. En ligne : <http://www.mondecommun.com/index.php/enjeux-et-debats/altermarxisme-un-autre-marxisme-pour-un-autre-monde>.

PALAN, Ronen, *The Offshore World. Sovereign Markets, Virtual Places, and Nomad Millionaires*, Ithaca : Cornell University Press, 2003.

PALAN, Ronen, "New trends in global political economy", dans R. Palan (dir.), *Global political economy: contemporary theories*, London/New York : Routledge, 2000, pp.1-17.

PALAN, Ronen, « Les fantômes du capitalisme mondial : l'économie politique internationale et l'école française de la régulation », *L'année de la régulation*, vol. 2, 1998, pp. 63-86.

PANITCH, Leo, "The New Imperial State", *New Left Review*, no. 2, mars-avril 2000, pp. 3-20.

PAPILLOUD, Christian, « Niklas Luhmann, Théoricien des systèmes sociaux », *Mana*, no. 12-13, 2003, pp. 67-78.

PAQUET, Gilles, *E-gouvernance, gouvernementalité, et État commutateur*, communication présentée au 55^e Congrès des relations industrielles de l'Université Laval, Québec, 2000. En ligne : <http://gouvernance.ca/index.php?page=embed&lang=cf&embed=publications/00-48.pdf>. Consulté en octobre 2008.

PASSAVANT, Paul, "The Strong Neo-liberal State : Crime, Consumption, Governance", *Theory and Event*, vol.8, no.3, 2005.

PATERSON, Matthew, *Automobile Politics : Ecology and Cultural Political Economy*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007.

PATERSON, Matthew, "Shut up and shop ! Thinking politically about consumption", *The Global Site*, 2001. En ligne : <<http://www.theglobalsite.ac.uk/press/211paterson.htm>>. Consulté en octobre 2008.

PENNINGTON, Mark, "Hayekian Political Economy and the Limits of Deliberative Democracy", *Political Studies*, 2003, vol. 51, no. 4, pp. 722-739.

PERELMAN, Michael, *Class warfare in the information age*, New York : St. Martin's Press, 1998.

PERRAULT, Simon, « Quand la publicité régle : le compromis éthique de la mondialisation (politique) », *Conférences de la Chaire MCD*, 2003. En ligne : <<http://www.chaire-mcd.ca/publications/conferences/perrault-novembre-2003.pdf>>. Consulté en janvier 2006.

PETERS, Tom, "The Brand Called You", *Fast Company*, no.10, 1997. En ligne : <<http://www.fastcompany.com/online/10/brandyou.html>>. Consulté en avril 2007.

PETERS, Tom, *L'entreprise libérée*, Paris : Dunod, 1993.

PIORE, Michael J. et Charles F. SABEL, *Les chemins de la prospérité : de la production de masse à la spécialisation souple*, Paris : Hachette, 1989.

PINEAULT, Éric et Julia POSCA, « Finance et conscience de classe dans le capitalisme avancé : une note de recherche sur la « plutonomie », *Bulletin de la Chaire MCD*, automne 2006. En ligne : <http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/bulletin_A06_web.pdf>. Consulté en mai 2007.

PINEAULT, Éric, « L'AMI, constitution pour une économie globalisée? » dans M. Freitag et É. Pineault (dir.), *Le monde enchaîné, perspectives critiques sur l'Accord multilatéral sur l'investissement*, Québec : Nota Bene, 1999.

PIOTTE, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal : Parti Pris, 1970.

PLIHON, Dominique, *Le nouveau capitalisme*, Paris : La Découverte, 2003.

POLANYI, Karl, *La grande transformation*, Paris : Gallimard, 1983.

POOL, Ithiel de Sola, *Technologies of freedom*, Cambridge : Belknap Press, 1983.

PORAT, Marc U., *The Information Economy. Definition and Measurement*, Washington : Office of Telecommunications, U.S. Department of Commerce, 1977.

PORTELLI, Hugues, *Gramsci et le bloc historique*, Paris : Presse universitaires de France, 1972.

POSTER, Mark, *CyberDemocracy : Internet and the Public Sphere*, University of California : Irvine, 1995.

POSTONE, Moishe, *Marx est-il devenu muet face à la mondialisation ?*, Paris : L'Aube, 2003.

POSTONE, Moishe, "Contemporary historical transformations : Beyond Postindustrial theory and neo-marxism", *Current perspectives in Social Theory*, vol. 19, 1999, pp.3-53.

POSTONE, Moishe, *Time, labor, and social domination: a reinterpretation of Marx's critical theory*, New York : Cambridge University Press, 1993.

POULANTZAS, Nicos, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris : PUF, 1978.

POULANTZAS, Nicos, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris : Seuil, 1974.

RAY, Larry & Andrew SAYER (eds), *Culture and Economy after the Cultural Turn*, London : Sage, 1999.

RAZAC, Olivier, *Histoire politique du barbelé*, Paris : La Fabrique, 2000.

READ, Jason, *The micro-politics of capital : Marx and the prehistory of the present*, Albany : State University of New York Press, 2003.

REICH, Robert, *Futur parfait : progrès technique, défis sociaux*, Paris : Village Mondial, 2001.

RIOUX, Michèle, "Fallacies of Global Unregulated Markets: The Case of Telecommunications", *Cahiers de recherche CEIM*, janvier 2005. En ligne : <<http://www.unites.uqam.ca/gric>>. Consulté en novembre 2006.

RIOUX, Michèle, « Intégration, concurrence et gouvernance dans le secteur des télécommunications en Amérique du Nord », *Cahiers de recherche CEIM*, octobre 2002. En ligne : <<http://www.unites.uqam.ca/gric>>. Consulté en décembre 2006.

RISSE, Thomas, "Global Governance and Communicative Action", *Government and Opposition*, vol. 39, no. 2, 2004, pp. 288-313.

ROBINS, Kevin & Frank WEBSTER (eds.), *The Virtual University ? Knowledge, Markets, and Management*, New York : Oxford University Press, 2002.

ROBINS Kevin & Frank WEBSTER, "Cybernetic Capitalism: Information Technology, Everyday life", dans V. Mosco (ed), *The pay-per society : computers and communication in the information age : essays in critical theory and public policy*, Toronto : Garamond Press, 1989, pp. 44-75.

ROSE, Nikolas, *Governing the soul : the shaping of the private self*, London : Routledge, 1990.

ROSENAU, James, "Governance in the Twenty-first Century", *Global Governance*, no.1, 1995, pp. 13-43.

ROSENAU, James, *Governance without government: order and change in world politics*, New York : Cambridge University Press, 1992.

ROSOW, Stephen J., "Globalization as Democratic theory", *Journal of International affair*, vol. 29, no.1, 2000, pp. 27-45.

RUGGIE, J.G., "International regimes, transactions and change : Embedded liberalism in the postwar economic order", *International Organization*, vol. 6, no. 2, 1982, pp. 379-415.

SAMHAT, Nayef H. & Roger A. PAYNE, "Regimes, Public Spheres and Global Democracy : Towards the Transformation of Political Community", *Global Society*, vol. 17, no. 3, 2003, pp. 272-295.

SASSEN, Saskia, "Digital Networks and Power", in M.Featherstone & S.Lash (eds.), *Spaces of culture : city, nation, world*, London/Thousand Oaks (CA) : Sage, 1999, pp.49-63.

SASSEN, Saskia, *Cities in a World Economy*, London : Pine Forge Press, 1994.

SCHECTER, Stephen, « Luhmann et le politique : Au-delà de l'incroyable », *Société*, no.14, hiver 1995, pp.35-65.

SCHILLER, Dan, « L'Alliance AOL-Time Warner : Internet happé par les spéculateurs », *Le Monde diplomatique*, février 2000, pp.1-19.

SCHILLER, Dan, *Digital Capitalism: Networking the global market system*, Cambridge : The MIT Press, 1999.

SCHILLER, Herbert, *Information and the crisis of economy*, Norwood : Ablex, 1984.

SCHILLER, Herbert, *Mass communications and American empire*, New York : A.M. Kelley, 1969.

SCHLOSBERG, David & John S. DRYZEK, "Digital Democracy : Authentic or Virtual ?", *Organization & Environment*, vol. 15, no. 3, 2002, pp. 332-335.

SCHNEIDERMAN, David, "Investment Rules and the New Constitutionnalism", *Law and Social Inquiry*, vol. 25, no. 3, 2000, pp. 757-787.

SCHOLTE, J.A., "Civil Society and Democracy in Global Governance", *Global Governance*, vol. 8, no. 3, 2002, pp. 281-304.

- SENNETT, Richard, *Le travail sans qualités*, Paris : Albin Michel, 2000.
- SHAW, Martin, *Global Society and International Relation*, Cambridge : Polity Press, 1994.
- SHILLER, Robert, *The new financial order : risk in the 21st century*, Princeton (NJ) : Princeton University Press, 2003.
- SIMMEL, Georg, *Philosophie de l'argent*, Paris : Presses universitaires de France, 1987.
- SINCLAIR, Timothy J., "The Infrastructure of Global Governance : Quasi Regulatory Mechanism and the New Global Finance", *Global Governance*, no. 7, 2001, pp. 441-451.
- SITTON, John F., *Habermas and Contemporary Society*, New York : Palgrave Macmillan, 2003.
- SKLAIR, Leslie, *Sociology of the global system*, Hertfordshire : Harvester Wheatsheaf, 1991.
- SLAUGHTER, Sheila et Larry LESLIE, *Academic Capitalism*, Baltimore : Johns Hopkins, 1999.
- SMOUTS, Marie-Claude, « Du bon usage de la gouvernance en relations internationales », *Revue internationale des sciences sociales*, no.155, mars 1998, p.88.
- STALDER, Felix, *Manuel Castells : the theory of the network society*, Cambridge : Polity, 2006.
- STEHR, Nico, "Deciphering Information Technologies : Modern Societies as Networks", *European Journal of Social Theory*, vol. 3, no. 1, 2000a, pp. 84-94.
- STEHR, Nico, « Le savoir en tant que pouvoir d'action », *Sociologie et sociétés*, vol. 32, no. 1, 2000b, pp. 157-170.
- STERS, Joel M. & Donald H. CHEW Jr., (eds.), *The revolution in corporate finance*, Malden: Blackwell Publishing, 2003.
- STONE, Diane, "The Knowledge Bank and the Global Development Network", *Global governance*, no. 9, 2005, pp. 43-61.
- STRANGE, Susan, *The Retreat of the State : the diffusion of power in the world economy*, New York : Cambridge University Press, 1996.
- STRANGE, Susan, "Towards a theory of transnational empire", dans E.O. Czempiel & James Rosenau (eds.), *Global Changes and Theoretical Challenges*, Lexington : Lexington Books, 1989.
- STRANGE, Susan, *Casino Capitalism*, New York : Blackwell, 1986.

SUGARMAN, Barry, *Learning, Working, Managing, Sharing : The New Paradigm of the "Learning Organization"*, 1999. En ligne : <http://www.lesley.edu/journals/jppp/2/sugarman.html>. Consulté en décembre 2006.

SUM, Ngai-Ling, "Informational Capitalism and U.S. Economic Hegemony", *Critical Asian Studies*, vol. 35, no. 3, 2003, pp. 373-398.

SURPRENANT, Thomas T., "Problems and Trends in International Information and Communication Policies", *Information Processing and Management*, vol. 23, no.1, 1987, pp. 47-64.

TÉLÉCOMMISSION INFORMATION CANADA, *Un Univers sans distance: rapport sur les télécommunications au Canada*, Ottawa, 1971.

THE ECONOMIST, "Double Trouble", vol.36, no.7919, 1995, p.79.

THRIFT, Nigel, "Re-inventing invention : new tendencies in capitalist commodification", *Economy and Society*, vol. 35, no. 2, 2006, pp. 279-306.

-----, *Knowing Capitalism*, London : Sage Publication, 2005.

-----, "Think and act like revolutionaries : episodes from the global triumph of management discourse", *Critical Quarterly*, vol. 44, no. 3, 2002, pp.19-26.

-----, "It's The Romance, not the finance that makes the business worth pursuing : disclosing a new market culture", *Economy and Society*, vol. 30, no. 4, novembre 2001, pp. 412-432.

-----, Gordon L. CLARK & Adam TICKELL, "Performing finance : the industry, the media and its image", *Review of International Political Economy*, vol. 11, no. 2, mai 2004, pp. 289-310.

TOFFLER, Alvin, *La Troisième Vague*, Paris : Denoël/Gonthier, 1980.

TOURAINÉ, Alain, *La société post-industrielle*, Paris : Denoël, 1969.

TREMBLAY Gaëtan, "The Information Society : From Fordism to Gatesism", *The Canadian Journal of Communication*, vol. 20, no. 4, 1995, pp. 461-482.

TSING, Anna, "Inside the Economy of Appearances", dans A. Amin & N. Thrift (eds.), *The Blackwell Cultural Economy Reader*, Oxford : Blackwell Publishing, 2004, pp. 83-100.

VALENTINE, Jeremy, "Information Technology, Ideology and Governmentality", *Theory, Culture & Society*, vol. 17, no. 2, 2000, pp. 21-43.

VANDERBERGHE, Frédéric, "Posthumanism, or the cultural logic of global neo-capitalism", *Société*, no. 24-25, hiver 2004, pp. 55-132.

VANDENBERGHE, Frédéric, *Une histoire critique de la sociologie allemande : aliénation et réification*, Paris : La Découverte, 1997.

VAN DER PIJL, Kees, "Two Faces of the Transnational Cadres under Neoliberalism", *Journal of International Relations and Development*, vol. 7, 2004, pp. 177-207.

VAN DER PIJL, Kees, *The Making of an Atlantic Ruling Class*, London : Verso, 1984.

VAN HAM, Peter, "Branding Territory : Inside the Wonderful Worlds of PR and IR Theory", *Millenium : Journal of International Studies*, vol. 31, no. 2, 2002, pp. 249-269.

VAN LERBERGHE, Daniel, « Réinventer le politique dans le cyberspace », Les Cahiers du CREMOC, janvier 2004. En ligne : <http://www.cremoc.org/articles/5.%20Article-DVL.pdf>. Consulté en avril 2007.

VEBLEN, Thorstein, *Les ingénieurs et le capitalisme*, Paris : Gordon & Breach, 1971.

VERCELLONE, Carlos, « Sens et enjeux de la transition vers le capitalisme cognitif : une mise en perspective historique », *Séminaire Samizdat*, 26 août 2005. En ligne : <http://seminaire.samizdat.net/Sens-et-enjeux-de-la-transition.html#nb22>>. Consulté en juin 2008.

VERCELLONE, Carlos, « Division internationale du travail, propriété intellectuelle et développement à l'heure du capitalisme cognitif », *Géographie Économie Société*, 2004, vol. 6, no. 4, pp. 359-381.

VERCELLONE, Carlos (dir.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris : La Dispute, 2003.

VERNON, Raymond, *Les entreprises multinationales : la souveraineté nationale en péril*, Paris : Calmann-Lévy, 1973.

VINCENT, Jean-Marie, « Poïesis, praxis et communication. Sur la théorie sociale d'Habermas », *Multitudes Web*, 1992. En ligne : <http://multitudes.samizdat.net/spip.php?article651>>. Consulté en septembre 2008.

VINCENT, Jean-Marie, *Critique du travail : Le faire et l'agir*, Paris : PUF, 1987.

VITALIS, André, « Le déni du politique », dans S. Proulx et A. Vitalis (dir.), *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Paris : Apogée/ PUF, 1999, pp.35-55.

VOLKMER, Ingrid, "The Global Network Society and the Global Public Sphere", *Development*, vol. 46, no.1, 2003, pp. 9-16.

WACQUANT, Loïc, *Punir les pauvres : le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Marseille : Agone, 2004.

WEBER, Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris : Plon, 1964.

WEBSTER, Frank, "Information, Capitalism and Uncertainty", *Information, Communication & Society*, no. 3, vol. 1, 2001, pp. 69-90.

WERNICK, Andrew, *Promotional Culture. Advertising, ideology and symbolic expression*, London : Sage Publication, 1991.

WESSELIUS, Erik « Comment conduire le char de Jaggernaut de l'AGCS », ATTAC, 2003. En ligne : <<http://www.france.attac.org/spip.php?article1727>>. Consulté en janvier 2007.

WIENER, Norbert, *Cybernetics ; or Control and communication in the animal and the machine*, New York : MIT Press, 1961.

WILKS, Alex, "Development through the looking glass the knowledge bank in cyberspace", *Information development*, vol. 18, no. 1, 2002, pp. 41-46.

WILSON, Francis, "The socio-cybernetic paradox of the networked firm", *Information Technology & People*, vol. 9, no. 2, 1996, pp. 3-23.

WINSECK, Dwayne, "Illusions of perfect information and fantasies of control in the information society", *New Media and Society*, 2002a, vol. 4, no. 1, pp. 93-122.

-----, "Netscapes of power : convergence, consolidation and power in the Canadian mediascape", *Media, Culture & Society*, vol. 24, 2002b, pp. 795-819.

-----, *Re-convergence: A political economy of Telecommunications in Canada*, Cresskill: Hampton Press, 1998.

-----, "Contradictions in the democratization of international communication", *Media, Culture and Society*, vol. 19, no. 2, 1997a, pp.219-246.

-----, "Democratic Potentials Versus Instrumental Goals in Canadian Telecommunication", dans B. Mashood & D. Winseck, *Democratizing Communication ? Perspective on Information and Power*, Cresskill (New Jersey) : Hampton Press, 1997b.

-----, "The Shifting Contexts of International Communication : Possibilities for a New World Information and Communication Order", dans B. Mashood & D. Winseck, *Democratizing Communication ? Perspective on Information and Power*, Cresskill (New Jersey) : Hampton Press, 1997c.

WODAK Ruth & Michael MEYER, *Methods of Critical Discourse Analysis*, Londres : Sage Publication, 2001.

WOHLGEMUTH, Michael, "The Communicative Character of Capitalist Competition : A Hayekien Response to the Habermassian Challenge", *The Independent Review*, été 2005, vol. 10, no. 1, pp. 83-115.

WOLLEN, Peter, "Gouvernement by Appearances", *New Left Review*, no.3, 2000.

WOOD, Ellen Meiskins, "Modernity, Postmodernity or Capitalism?", *Review of International Political Economy*, vol. 4, no. 3, 1997, pp. 539-560.

WRISTON, Walter B., "Bits, bytes, and diplomacy", *Foreign Affairs*, vol. 76, no. 5, 1997, pp.172-182.

ZACHARY, Pascal G., "A Philosopher of the Web Is a Hit in Silicon Valley", *The Wall Street Journal*, 1^{er} octobre, 1998, p. B1

ZELLER, Christian, "From the Gene to the Globe : extracting rents based on intellectual property", *Review of International Political Economy*, vol. 15, no. 1, 2008, pp. 86-115.

ZIZEK, Slavoj, *Le sujet qui fâche*, Paris : Flammarion, 2007.

-----, *Bienvenue dans le désert du réel*, Paris : Flammarion, 2005.

-----, *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*, Paris : Climats, 2004.

-----, « Fétichisme et subjectivation interpassive », *Actuel Marx*, no.34, 2003, pp. 99-109.

-----, "Class Struggle or Postmodernism ? Yes Please!", dans J.Butler, E. Laclau and S. Zizek (eds.), *Contingency, Hegemony, Universality : Contemporary Dialogues on the Left*, London : Verso, 2000, pp. 90-135.